



# Supplément Radio-Télévision

QUARANTE-HUTTÈME ANNÉE - Nº 14345

DIMANCHE 10 - LUNDI 11 MARS 1991

- FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESCURNE

Les conséquences de la guerre et la tournée de M. Baker au Proche-Orient

## Une autorité en sursis

EN libérant, via Bagdad, les quarante journalistes et les deux militaires eméricains disparue dans le région de Bassorah. le gnuvernement de M. Saddam Husseln a vreisemblablement voulu faire une démonstration d'autorité dont il a un grand et

Les unités irakiennes qui ant récupéré ce groupe étant quasiment encerciées par les forces alliées depuis la cessation des hastilités, il était « a priori » beaucoup plus eimple d'évacuer lee journalistes en direction du Kowelt tout proche - d'où lle venzient, - par le chemin que viennent d'emprunter les Koweitiens libérés par ces mêmes uni-tés. En choisissant ce très long détour par la capitale, les eutorités irakiennes ont, à n'en pas douter, cherché à prouver que eur situation n'était pas eussi désespérée qu'on le dit.

'ITINÉRAIRE ficelement -retenu tend en effet à montrer que Bagdad garde le contact evec le escieur de Bassorah, malgré l'isolement de celui-ci, y conserve un certain contrôle en dépit de l'insurrection, alnsl que dans les régions situées plus au nard, où les troubles se sont étendus, puisque le convoi des ournalistes a pu les traverser.

pour sa survie alors qu'il e perdu dane la guerre la majeure partie de son potentiel militaire, instru-ment essentiel de son pouvoir, et qu'il ne cesse d'être fortement contesté tant à l'intérieur du pays - du Sud chiite au Nord kurde - gu'à l'extérieur, où l'on souheite de plue en plus aa chute. Le président iranien Raf-sandjani, ee départant d'une ensutralité e quelque peu respectés jusqu'alors, ne vient-li pae d'affirmer très cleirement que le chef de l'Etat irakien devait se démettre et se soumettre à la voionté de son peuple.

The second secon

■ E maître de Bagdad e donc signifié qu'il fallait encore compter avec lui. Meis à Washington, où les dirigeants ne cachent pae leur désir de le voir partir, les services de renseignement américains unt fait savoir que la contestation en Irak semblait gegner l'entourage même de M. Saddam Husseln. Ile auraient décelé des preuves de mécontentement parmi les chefs militaires et le petit cercle de conseillers du chef de l'Etst, des membres de le garde républicaine et de la direction du parti 8aas ne dissimulant plus leur emertume, voire leur colère, pour avoir été entraînés dans une

Lee experts américains pré-voient d'ailleurs une montée da ce mécontentement eu fur et à mesure que des dizaines de mil-liers de soldats vaincus et humillés continueront de témoignes de l'ampleur de la défaite. Fondé sur sa puissance militaire et policière, un régime de terreur tel ciere, un regime de terreur ter que celui établi par M. Saddam Hussein en près de vingt ans ne saurait subsister longtemps dans l'aveu de sa faiblesse.

Mais, pour les citoyens de ce pays comme pour l'étranger, la question inquiétante de la relève demeure dans un Irak menacé d'éciatement, où l'apposition politique organisée est aussi rare



# La rébellion semble s'étendre en Irak malgré la répression

dis que Suleimanyah et Ghara-

qu'on décelait des signes de

mécontentement parmi les chefs

HEURES LUCALES

Un sondage sur l'information scientifique des élus

Les « décideurs » politiques

revendiquent

leur responsabilité

La Cité des sciences et de l'indus-trie organise, les 13 et 14 mars, un colloque sur le thème « Science, pouvoir, citoyen », en collaboration avec le Monde, pour le cinquième anniversaire de La Villette.

E Les pièges de la monétique

municipate a . Divarce à Lilliput a Communes fantômes a Lea

ruraux partent en campagne pages 13 à 16

Uo porte-parole de l'Organisa-tinn de l'action islamique d'Irak cercle de conseillers de M. Sad-(OAI); basée à Téhéran, a affirmé samedi 9 mars que les eforces populaires » ont pris le siège de la radio d'Etat à Bessnrah et Domas a affirmé que du gaz moutarde avait été ntilisé contre des manifestants dans plusieurs qu'elles en assureot le fonctioonement après l'avoir remise eo service. Tonjours selon ce mou-vement, quelque 10 000 soldats de la garde républicaine auraient rejoint les insurgés dans la ville de Nadiaf au sud de Bagdad, tan-

nich, dans le oord, resteraicot sous le contrôle des insurgés Sans coofirmer ces informations, un responsable américain a indiqué que la rébellion se rallumait même dans des zones: reprises par l'armée irakienne et

Lire nos informations pages 3 et 4

Tendis que les quarante journalistes libérés président iranien Rafsandjani a appelé, vendredi, par les trakiens faisaient route, samedi 9 mars, le dictateur de Bagdad à « se soumettre à le de Bagdad à Amman, la situation resteit très volonté de son peuple », qui « ne veut plus de confuse dans de nombreuses régions ira- luis. Pour sa part, le secrétaire d'Etat américain, kiennes, et même dans l'entourage du président M. James Baker, a rendu visite, samedi matin, à

#### Saddam Hussein, où le mécontentement, selon l'émir du Kowett encore en exil à Taëf, en Arades responsables américains, s'étendrait parmi bie saoudite, avant de se rendre à Koweit-Ville, les chefs militaires. Sortant de sa réserve, le puis dans d'autres capitales de la région. militaires et même dans le petit dam Hassein. Un porte-parole d'uoe organisation chiite à

Les quarante journalistes occidentaux (dont ootre envoyée spéciale Françoise Chipaux), ainsi que deux militaires américains remis vendredi par les Irakiens à la Croix-Rouge, nat quitté Bag-ded per la route à 7 h 30 heure locale samedi

(5 h 30 à Paris) et étaient attendus à Amman dans la journée. Parallèlement, 1 200 Koweitiens enlevés ces dernières semaines sont rentrés vendredi dans leur

# L'industrie américaine relance ses ventes d'armes

Après evoir fait le preuve de l'efficacité de son matériel pendant la guerre du Golfe, l'industrie américaine de l'ermement reprend son offensive commerciale. Le Congrès a áté informé de propositions de ventes d'armes aux alliés de le région pour un montant de 18 milliards de dollars, d'après le « Financial Times ». Suivie par plusieurs autres pays, dont la France, l'administration de M. George Bush avait pourtant évoqué la nécessité de limiter le commerce des armes au Proçhe-Orient.



## Hypocrisies

par Jacques Isnard

Un feu d'artifice, dans la nuit saoudienne, de missiles Patriot qui détruisent des Scud irakiens en plein élan. Répercutée par les télévisings du monde entier, la voix essoufflée d'un pilote saoudien de F-15, qui commente, gestes à l'ap-pui, son combat – duquel il sortira vainqueur - avec deux Mirage-F l irakiens à la fois. Ces missiles de croisière Tamahawk qui fondent sur leurs cibles et que des caméras d'une chaîce télévisée suivent, en direct, au-dessus des minarets de Bagdad qu'ils frôlent. Ces étranges fers à repasser, qu'on appelle des evious afurtifs # F-117.

Lire la suite page 4

# L'énigme Kadaré

## Alors que ses compatriotes fuient, on continue de s'interroger sur l'attitude de l'écrivain albanais

Pourquoi cette fuite éperdue des Albanais, comme saisis d'une panique collective? «Je ne comprends pas, je ne comprends pas », répétait jeudi 7 mars l'écrivain Ismaïl Kadaré, invité de l'émission de France-Culture «Le grand réveil». La fuite, pourtant, il connaît, elle le tenta même par deux fais avant le départ final pour Paris, le 27 septembre 1990.

« La fuite... C'est une tentation

autre, s'est présentée, ne fût-ce qu'un instant, dans la vie de la plupart des Albanais. Mai-même, je l'avais éprouvée à deux reprises », en 1962 et en 1983, écrit-il dans son dernier livre (1).

Aujourd'hui, Ismaïl Kadaré oe comprend plus, lui qui a pourtant fui et qui n'en finit pas d'expliquer pourquoi. Non pas à ses compatriotes qui, dans l'ensem-

qui; d'une manière ou d'une ble, ont plutôt bien accueilli son geste - certaios lui soot même reconnaissants d'avnir, par snn départ, déclenché un choc salutaire au sein de l'intelligentsia. Peradnxalement, c'est aux Occidentaux, et en particulier à ceux de son pays d'accueil, la France, qn'il dnit eujourd'hui rendre des

> Et Kadaré, le grand écrivain des Balkans, l'auteur de fresques

plice, jeudi, dans les salons de l'Hôtel Meurice, snumis à la question par les journalistes sur ses rapports avec ee pays et ce régime qu'il a quittés.

SYLVIE KAUFMANN

Lire la suite et nos informations page 5

(1) Ismail Kadart, Printemps albanais. Fayard, 320 pages, 98 F.

# HE FUTURE COMPOSE

# Procréer en prison

Le ministre de la justice autorise les détenus à recourir à la procréation médicalement assistée

an, le souhait que sa femme stérile puisse bénéficier d'one fécondation in vitro à partir de son sperme, ce détenn de le maison centrale de Saiot-Maur, dans l'Indre, imaginait-il la complexité des problèmes qu'il souleveit et les controverses qo'il allait déclen-

Cet homme, condamné à une longue peine de détention, sollicitait alors, auprès de la Direction de l'administration pénitientiaire, l'autorisation d'avoir recours à la méthode dite de la fécondation in vitro, qui consiste à réunir ovule et spermatozoïde en debors des voies nitales féminines, puis à placer l'embryon dans l'utérus de la future mère. Cette demande était motivée par le fait que des médecins spécialisés avaient diagnostiqué chez la femme de ce détenu une stérilité dite tubaire (imperméabilité des trompes de l'utérus), principale iodication therapeutique de la fécondation in vitro. Le 31 mai 1990 d'abord, puis le

En formulant par écrit, il y e un n, le souhait que sa femme stérile gen, magistrat-chef du bureau de uisse bénéficier d'one fécondadétention (Direction de l'administration pénitentiaire) répondait au détenu de Saint-Maur : « Seul le médecin de votre établissement, disait-elle, en liaison avec le centre médical adapté, apprécie, confor-mément aux règles de la déontolo-gie médicale, si une telle méthode peut être adoptée en l'espèce ». De judiciaire et médico-légal, le débat devait donc, selon la chancellerie, ne pas sortir du champ médical.

Dans one lettre datée du 29 novembre dernier et adressée à M. Didier Leick, du barreau de Paris, défenseur du détenu, M. Bigot, directeur de la maisoo centrale de Sainl-Maur, expliquait : « En accord avec le médecin-chef de service, je peux donner une sulte favorable à cette demande dans le cadre d'une intervention réalisée à la maison centrale par l'unité territorialement compétente auprès de l'intéressé ».

JEAN-YVES NAU Lire la suite page 8

Un entretien avec le ministre de la ville Les projets de M. Michel Delebarre

Le Salon de l'agriculture

M. Louis Mermaz se soucie de la rentabilité des expinitations

La disparition de Michel d'Omano Une perte « irréparable » pour M. Giscard d'Estain

pages 7 et 20 Ben Johnson le repenti

L'athlète canadien de retour sur les stades

Le « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances, invité dimanche à partir de 18 h 30

Le soumaire complet se trouve page 20

## HISTOIRE

Pacifisme et socialisme

# Jean Jaurès: captation d'héritage

par Jean-Noël Jeanneney

ROTESTONS. Il y a détournement de mort illustre et captation d'héritage. En se réunissant à grand éclat, l'autre jour, au Café du Croissant, sur le lieu même où Jean Jaurès fut assassiné au soir du 31 juillet 1914, les animateurs de différents mouvements hostiles à la politique française dans la crise du Golfe et à sa présence dans la guerre ont cherché à enuvrir leur campagne de son patronage posthume. Ils avaient tort.

Relevons donc le défi que tend aux historiens la mise en œuvre par les pacifistes d'aujourd'hui d'une symbolique aussi chargée : dans ce que fut le combat de Jean Jaurès, rien n'autorise à l'installer en figure tutélaire de cette cam-

Car il faut partir d'unc vérité simple. Ce qui était en eause, c'était l'assaut hrutal d'un pays contre un autre, pour annexion. Et du choix d'une réaction contre cela. Dans les années qui précédèrent la Grande Guerre, celles où rayonna la personnalité de Jaurès, les doetrines qui s'affrontérent s'ordonnérent pas autour de deux familles d'esprit seulement - paci-fistes et bellicistes, - mais hien de

Pour certaios, rien ne justifie que les peuples consentent à une guerre. Car dans tout conflit armé. le monde capitaliste étant ce qu'il est, sont an travail des forces d'intérêts privés qui se coalisent au gré de leurs intérêts Immédiats. Car jamais les souffrances qui en résultent ne méritent d'être imposées aux classes populaires - à personne. Car le militarisme puise toujours dans ces conflits des justifications et des ressources nouvelles. Certains ajoutant, ouvertement ou non, que ce n'est qu'en refusant d'y entrer que les prolétaires, ceux de nos sociétés avan-cées comme ceux des pays les plus pauvres et eux-mêmes exploités, peuvent espéter une révolution libératrice dans les modes de production et la répartition planétaire des richesses (1).

#### « Abolir l'état de nature »

En face, tous ceux qui se veulent réalistes et qui croient qu'il faut toujours choisir entre le camp des prédateurs et celui des victimes, monde, que le choix entre la paix et la guerre sera, de toute éternité, affaire de calcul égoiste sur pertes et profits et qu'enfin toute autre doctrine ne peut être que le fait de naîfs ou d'hypocrites. On trouve un excellent exposé de cela - pour rester dans les années qui précédè-rent immédiatement la première guerre mondiale - dans une conférence peu connue que le jeune capitaine de Gaulle prépara pour la donner à des camarades dans le cours de l'anuce 1913, sous le titre « Du patriotisme », en un temps où sa pensée était assurément plus sommaire qu'elle ne le fut ensuite. « L'horreur (des pacifistes) pour lo guerre, disait-il, n'o évidemment pour motif que la crainte qu'ils éprouvent de voir couler le sang ; crointe qui s'accorde à mervellle ovec la sympathie naturelle pour ceux qui portent des bombes dans leur poche ou ou bout de leurs bras. Certes, la guerre est un mal. je suis le premier à en convenir, mois c'est un mol nécessoire. (...) Certes, la guerre traîne après elle bien des maux. Certes, ce serait un grand crime pour un peuple que de la déchaîner sans raison, mais c'en serait un autre que de vouloir la detruire, « car sans elle, disait M. de Moltke, sans elle le monde

C'est entre ces deux familles d'esprit qu'il faut placer Jean Jau-rès. Il s'en explique avec un éclat particulier dans ce grand livre-tes-tament qu'est l'Armée nouvelle, publié en 1911. A la fatalité de l'impossibilité d'un droit des gens efficace, il ne se résignera jamais. « C'est le droit de lo force, écrit-il, c'est l'état de nature qui a prévalu jusqu'ici dans les relations entre les peuples. On a souvent cité à faux le mot de Hobbes: «L'homme est un loup pour l'homme; homo homini lupus.» Ce n'est pas aux rapports des indi-vidus dans lo société civile que Hobbes appliquoit sa formule. controire, il constate que, dans choque société, des garanties mutuelles se sont établies, par l'ef-fet du besoin commun à tous les citoyens d'un même Etat d'échapper à la guerre incessante de tous contre tous.

» Mals c'est dans les relations des peuples que Hobbes retrouve

cette survivance de sauvagerle, le règne de l'état de nature, c'est dans la vie internationale que l'homme est resté un loup pour l'homme. » Or, « à mesure que les hommes progressent et s'éclairent (...) lo nécessité apparaît d'abolir dons nécessité apparait à apoit dons l'ordre internationol l'étot de nature, de soumettre les notions, dans leurs rapports réciproques, à des règles de droit sanctionnées par le consentement actif de tous les peuples civilisés » (3).

Plus de vingt ans après la mort de Jaurès, en 1937, de Gaulle évo-quait l'Armée nouvelle dans une lettre à Paul Reynaud en disant que son auteur « ne jouait, d'un archet superbe, que d'une seule corde » (4). L'hommage réticent se référait à leur désaccord central qu'une autre citation de la confé-rence de 1913 met en lumière : a Rejeter la guerre hors du monde, dit le capitaine de Gaulle, n'est qu'une utopie. Les Grecs d'outre-fois, vous le savez, lassés d'etre constamment tenus de courir aux constamment tenus de courir aux ormes, ovaient tenté d'établir un tribunal d'arbitrage appelé le tribunal des [Amphictyonies] (5). Mais de cette assemblée instituée pour maintenir la paix, vous savez aussi qu'il est sorti lo guerre. (...) La guerre est une loi de la nature et la noture ne veut pas qu'on porte atteinte à ses lois...»

Telle est exactement la fatalité à laquelle Jaurès ne se résignera jamais. Son rêve, ou plutôt, car ce mot peut être dépréciatif, son grand dessein, c'est que l'on parvienne à élever l'emprise du droit à la hauteur des relations entre les a la hauteur des relations entre les peuples. Espérance qu'il expose dans l'Armée nouvelle : « Que le [prolétariat] prépore, qu'il troce por ses délégués, par des juristes pénétrés de son esprit un code de droit international qui prévienne les compétitions funestes et les entreprises violentes de l'impéria-lisme conitaliste. Qu'il protène tous entreprises violentes de l'impéria-lisme copitaliste. Qu'il protège tous les peuples, toutes les races, contre ceux qui veulent se tailler, aux dépens de leur indépendance, des privilèges, des monopoles, des concessions exclusives... » Et ceci surtout : « Qu'il élargisse toutes les tentotives d'arbitrage. Qu'il ne cède pas à lo tentation médiocre et vulgoire de railler la Cour de La Hove mois qu'il s'applique ou Hoye, mols qu'il s'opplique ou controire à lo fortifier, qu'il réclame pour elle une octivité tou-jours plus haute... » (6).

Par là Jaurès rejoint toute une génération d'hommes politiques et d'intellectuels qui ont mis leur foi dans un tel progrès: à gauche aussi, le Parti radical, entraîné par Léon Bourgeois, prophète et inspirateur de la Société des nations, adopte au congrès de 1913 la motioo suivante: « L'ordre ne sera substitué en Europe à l'onorchie que quond les armées notionales seront au service de la justice internationale » (7).

Tout l'effort est de prévenir la guerre, mais Jaurès ne prétend jamais qu'il faille exelure, au serice de l'arbitrage supérieur aux Etats, et en dernier recours, de s'appuyer sur la force juste. Le premier de ses disciples, Léon Blum, en témoigne dans un beau texte qui date du Front populaire, le 16 novembre 1936. Dans ce discours prononcé devant des militants socialistes de Soissons, il rappelle ses conversations avec rappelle ses conversations avec Jaurès et sa haine de la guerre, et son cri : « Chaque fois qu'on peut éviter la guerre, il faut éviter lo guerre. La guerre, c'est le mal ! La guerre ne peut rien engendrer de noble et de bon !... » Oui, mais Blum ajoute qu'une autre idée était libe chez leure à cette. était liée, chez Jaurès, à cette condamnation absolue de la guerre: « Guerre jamais, sauf... » « Souf quand la guerre est impo-



Jean Jaurès en 1913 à un meeting au Pré-Saint-Gervais

sée. Guerre jamois, sauf quand il s'ogli de défendre le territoire notional. Guerre jomais, sauf quand il s'agit de défendre ce qui équivaut ou territoire national, c'est-à-dire l'existence et l'intégrité d'autres sois... » (8).

A ce point, poursuivant le dialogue entre l'œuvre de Jaurès et ceux qui tachent aujourd'hui de se faire uo drapeau de soo héritage, on touche à un argument qui a du poids. Toutes les frootières, on presque, sont nées de la force. L'histoire sanglante du monde est tissée, au loog des siècles, de ces rapts et de ces violences. Com-meot justifier alors l'émergence sondaine, hic et nunc, d'une action armée, alors que tant d'autres, jadis et naguère, ont été tolérés par la « communauté internationale » ? (On aurait dit au temps de Jaurès le « concert des nations », mais s'il est vrai que notre for male est hypocrite, cette hypocrisie même est un assez bon signe...)

#### L'état de droit peut progresser

Eh hien! Toute l'œuvre de Jaurès offre une ardente réponse à cela. Sa pensée n'est jamais statique et sa doctrine s'organise tonjours dans le mouvement, très attentive à ne pas tomber dans le travers où tant de messianismes se sont dévoyés : le vertige du tout ou rien. Dans une controverse nagnifique avec Clemenceau, à la Chambre, en juin 1906, accusé de chimérisme, il se fit l'apôtre d'un gradualisme réfléchi : « Il n'y a pas. disait-il, de parti plus pênétre de l'idée d'évolution que le nôtre \* (9).

La politique de la France n'est pas infidèle au message de Jaurès quand elle croit qu'elle serait cou-pable de ne pas aider à saisir, pour un progrès de la eivilisation, la

chance historique d'une intervention collective inspirée par l'ONU, quelque regret qu'on éprouve que celle-ci n'ait pas été possible plus tôt. Mieux que s'il est uo critère clair pour faire le départ entre une politique extérieure de droite et une autre de gauche, c'est la conviction que la harbarie n'est pas vouée à être éternelle dans les rapports homains et qu'à condition de saisir toutes les occasions favorables l'état de droit peut progresser. Que les crimes passés con-tre le droit des peuples ne doivent pas cooduire à se résigner à ceux d'anjourd'hui. Et qu'enfin, quand bien même ce progrès devrait être utopique, ce serait encore la uite du comhai de faire comme s'il n'était pas

Je sais hien que le plus souvent c'est moins de naïveté que d'hypocrisie que chez les adversaires de notre préseoce dans le Golfe oo taxe la politique fraoçaise. a Soyez donc plus lucide, réclamot-on, et voyez les gros sous! »

Ne déhattons pas de la légitimité du sonci, ehez les responsa-bles, des intérêts énergétiques de la France. Mais il est intéressant de noter que, sur ce chapitre aussi, Jaurès a son mot à dire. Dans le même temps où il donnait à la lutte des classes l'importance centrale one l'on sait comme moteur de l'Histoire, il engageait avec le futur maréchal Foch, tonjours dans l'Armée nouvelle, une controverse dont la portée surprendra pent-être, car les deux hommes semblent s'y opposer à fronts ren-versés. Jaures reproche au général Foch un excès d'« économisme » dans ses cours de l'Ecole de guerre, de faire sien trop vite le mot d'un général allemand : « La Bourse même a pris une influence telle que, pour la défense de ses intérêts, elle peut mettre les armées

en campagne », et de poser que «les guerres deviennent de plus en plus intéressées et de moins en moins intéressantes ». Sans mini-miser certes le rôle de la « lutte économique pour la conquête des marchés » comme facteur belligène, Jaurès nie qu'aucune grande guerre se soit jamais réduite à

Frappant est l'exemple qu'il pri-vilégie : celui de la guerre du Japon contre la Russie, en 1905 : « [Elle] semble, dit-il, avoir été une guerre à base économique. C'est bien pour ne pas se laisser exclure de la Corée et de la Mandchourie, contribute pour l'avalle. c'est bien pour se réserver l'exploi-tation des richesses de ces deux régions, c'est pour y trouver à sa population surabondonte un emploi, des ressources, des subsis-tances que le Japon a lutté avec une passion frénétique. Qui, mais une passion frénétique. Oui, mais il y avait autre chose. Il y avait pour ces Jaunes l'occasion, long-temps attendue, de prouver qu'ils étaient une race forte et un peuple fort, qu'ils pouvaient se mesurer avec les peuples blancs, que leurs progrès n'étaient pas de surface et d'imitation, mois profonds et réels ; et dans leur vaillance, dans leur héroisme, il y ovait plus de mysticisme encore que de convoi-tise... » (10).

Au vrai, l'Irak et Saddam Hussein ne sont pas loin de ce Japon-là. Et, dès lors, remettre à leur place les passions indivi-duelles et collectives, c'est, d'un même mouvement, dans la pensée de Jaurès, valoriser la vertu du droit qui peut seul les canaliser et en combattre les effets les plus délétères. Au jeu des citations dont la résonance est actuelle, c'est le lieu de rappeler ce que, en une autre occurrence, il a dit de ceux qoi conduisent aujourd'hui les armées coalisées, c'est-à-dire les Américains. Avec des propos qu'on peut opposer à tous ceux qui ne discernent dans la politique de Washingtoo que le ressort d'un appetit de puissance et une odeur de pétrole.

#### « Réveil d'idéalisme » · · · chez les Américains

Jaurès est à la tribune de la Chambre, le 20 décembre 1911:

«Nous ne voyons [dans les Américains], s'écric-t-il, que les hommes des milliards, des affaires, de l'obsession de l'or. On dirait, à certoins signes, qu'ils commencent à disconnecent et l'or. dépasser cette crise, on dirait à certains signes que les milliardaires avertis, au sommet de leur magnisique fortune, du vide des horizons que ne remplit que le reslet de l'or, cherchent avant de mourir un ali-ment plus noble à leur pensée et à deur âme. (...) De là ce révell d'idéalisme qui n'est pas en sur-face, parce qu'il creuse, par-des-sous la période du dollar, lo période mercantile, jusqu'aux sources les plus profondes de la vie anglaise et américoine, jusqu'à l'âme de ces puritains qui s'étaient épris de l'enthousiasme des pronètes bibliques et qui avaient rèvé à leur façon d'une société de liberté

Encore un mot. Investir aujour d'hui le Café du Croissant, c'est anssi ramener le souvenir vers les derniers jours de Jaurès. Sa sévérité est avérée à l'égard des chan-celleries, et d'abord des Russes et Autrichiens, taxés par lui de bellicisme, comme le sont aussi ses efforts désespérés (et critiques) pour pousser le gouvernement français à davantage modérer Moscou et à convaincre Londres de tenter un ultime arbitrage. Ensuite? Les témoignages divergent. Selon le récit tardif du

et de justice » (11). Est-ce donc si

député Pierre Dupuy, il aurait dit à quelques collègues an Palais-Bourbon, deux heures avant sa mort, que, désormais, « en pré-sence de l'échec maintenant définitif de tous ses efforts et de ceux de son parti pour le maintien de la paix, il fallait de toute nécessité eviter de donner à l'ennemi de demain l'impression d'une France désunie et apeurée »; et il aurait donc annoncé que son article du lendemain dans l'Humanité s'intitulerait : « En avant ! » Selon d'autres témoins, il était, en cette soiree du 31 juillet, dominé par ses reproches envers les responsables français, en qui, certes, il ne vit jamais des boutefeux, mais qui n'en auraient pas encore assez fait à ses yeux pour arrêter la machine

L'essentiel est ailleurs, et on peut suivre Jean-Jacques Beckerobservant : «Il n'y a pas à ce moment-là une stratègie jaurésienne, une action jaurésienne, il y a celle du parti politique dont Jaurès est le porte-parole, mieux, l'expression vivante. » Or celui-ci l'avait écrit lui-même, au nom des siens, le 18 juillet : « Il n'y a aucune contradiction à faire l'effort maximum pour assurer la paix, et, si cette guerre éclate malgré nous, à faire le maximum pour ossurer l'indépendance et l'intégrité de lo nation » (12).

Il faudrait donc heaucoup d'audace pour affirmer que, si Jaurès avait vécu, il aurait suivi une liene différente de celle des autres dirigeants de son parti, de Sembat à Jules Guesde, et rompu avec tous. Eux, comme on sait, des lors on'ils furent convaincus que Paris n'avait pas, loin de tà, poussé an conflit et qo'une grève générale en France - ooilatérale - serait à la fois inefficace et sufcidaire pour la patrie, se résignerent à l'inévita-. ble, se rallièrent à l'Uoion sacrée et participèrent au gouvernement

(1) Cf. l'analyse précise de ces con-rants dans Jacques Jultiard, Autonomie ouvrière. Etudes sur le syndicalisme d'ac-tion directe, Paris, Gallimard-Le Seuil, 1988, pp. 107-t09.

(2) Charles de Gaulle, Lettres, notes rnets, tome 1, 1905-1918, Paris, Plon, 1980, p. 74.

(3) Je me réfère à la plus récente édi-on intégrale, celle des Editions sociales,

1977, pp. 328-329.

(4) Charles de Gaulle, op. cit., t. II, 1919-juin 1940, p. 448. (5) Le texte fourni par l'amiral de

Gaulle (op. cit., p. 75) porte curieusement des «Amphilryons». Il est vrai qu'on attend encore une édition scientifique de l'œuvre. (61 L'Armée nouvelle, op. cit., p. 334.

(7) Cité par Serge Berstein, tlistoire du Parti radical, L. t., 1919-1926, Paris, Presses de la FNSP, 1980, p. 65.

(8) L'Œuvre de Leon Blum, 1934-1937. Paris, Albin Michel, 1964, pp. 376-377.

(9) J.O., Débats de lo Chambre, 19 juin 1906, p. 213.

(10) L'Armée nouvelle, op. cil., pp. 383-384.

(11) Cité dans Jean Jaurès, Antholo-gie, présentée par Louis Lévy, Paris, Cal-mann-Lévy, 1983, p. 119.

(12) Cf. Jean-Jacques Becker, 1914, Comment les Français sont entrés dans la guerre, Paris, Presses de la FNSP, 1977, pp. 226-234.

poursuivent dans le sud de l'Irak, où la situation demeste extremement confuse, les responsables américains es: maient, vendredi 8 mars, que le president irakien Saddam Hussein est tout autant menace pason entourage que par la recr. lion des fondamentalistes chates ou des Kurdes. Les troubles se poursuivaient con-

Le méconte

Tandis que les combats se

dredi dans plusieurs villes d'itale indique le porte-pareie du l'april ment d'Etat, M. Rechard Eta-Selon lui, les combats autre la les gouvernementales et dans rech etaient les plus vodents autre : an villes de Nadjaf et Kerbala . a . a Bagdad, mais des afresitentes étaieni égalemeni senaire de la Nord, au Kurdissan, Un in pardu gouvernement américaire à mirgne que les rebelles étaient lega-conarmes et mai organices (2007) (2007) unites engagées contre que a aute

## Le président irani à « se soumettre

Le président tranien Al-Akrai Hachemi-Rafsandjani est 1200 vendredi 8 mars, de la distretto et de la réserve qu'il affichait officiellement depuis pies a une semaine face au sculeverrer: des chittes d'Irak pour appeller M, Saddam Hussein a nise 45mettre à la volonté de son seu ple » qui a ne veut plus de ....

Intervenant comme amore as as prière hebdomadaire i lette. M. Rafsandjani a dit e lette cette reroite papament of the cities tion chute dans le said de l'interestrate la derniere est le desire de l'interestrate la derniere est l'interestrate l'inter apouté que ce serait et l'action de chapitre le plus non le la laction. du Bass.

Le chef de l'Etat et et a-then a ajourant of a real of a peurle inikien dit m., "......... de ces dirigeanis et verner desormate eller never i souligne que les response kiens de thotes les terres de devatent Lateur de la la la la la divergences v Le president transen : . . . . .

que les évenements que de la la actuellement l'Irak etaine ! . . . . ment un mouvement paparent. Baas puisse gouverne veue veret avec quelqu'un dont accessor conni la región, in le peur le crasica esta veulent plus, who Compared the ensemble pour reconstruction of the ruine et nous vous auderen. 2 277 à rer les decâts et les de transcora dit M. Rafsandjan: a l'adir. 75 des fraktens, tont en regelant the accusations portant var un que co conque soutien de l'Ivan aux estem sunts irakiens.

a Partager le malheur du phat : irakien vent dire soutenir h et ne signific pas une lageron, co. a-t-il dit avant d'ajouter n est que quelques jours apredeclenchement que nous asons appris qu'il s'agissait vraiment d'un mouvement populaire : L'ile partie considérable de l'opposition chiite au regime irakien est basec

#### Rencontre avec l'opposition irakienne

₫ Et

747 18

aro

7 :112

277

 $f^{*}(t_{\perp})$ 

100100

\* ....

COCS

21 E 7 - 17 27 Ap

Toutclois, s'il souhaite le accur de Saddam Hussein - dont l'imag Khomeiny avait fait une priorite lors de la guerre Iran-Irak M. Rafsandjani n'a pas demande l'elimination du parti Bass (cilialaic). Il a même souhaile que icdifférentes tendances de l'opposition irakienne a ventendent accese Baas pour reconstruire le page e. soulignant : « Nouv attenaints gin

O La Seine-Saint-Denis side l'Irak. - Sur proposition de son président, M. Georges Vallon (PCF), le conseil genéral de la Seine-Saint-Denis a décide d'apporter une aide immédiate de set cent mille francs à l'Irak sous forme de trois subventions cgales versées à la Croix-Rouge, au Cluissant-Rouge et au Secours populaire français. Le principe de cette aide . Andafinancière avait été arrêté, pendan; la guerre du Golfe, par le hureau exécutif de l'assemblée départe-

"GRAND JURY" RTL - Le Monde dimanche 18h30 en direct sur animé par Olivier MAZEROLLE avec André PASSERON et Érik ISRAELEWICZ (le Monde) Jean-Yves HOLLINGER et Janine PERRIMOND (RTL هكذامن الإصل

La situation en Irak

# Le mécontentement gagnerait l'entourage du président irakien

Tandis que les combets se poursuivent dans le sud de l'Irak, où la situetion demeure extremement confuse, les responsables américalns estimeient, vendredi 8 mars, que le president Irakien Saddam Hussein est tout autant menace par son entourege que par la rébel-lion des fondamentalistes chiites ou des Kurdes.

Les troubles se poursuivaient vendredi dans plusienrs villes d'Irak, a indiqué le porie-parole du département d'Etat, M. Riehard Boucher. Selon lui, les combats entre forces gouvernementales et dissidents étaient les plus violents autour des villes de Nadjaf et Kerbala, au sud de Bagdad, mais des affrontements étaient également signalés dans le Nord, au Kurdistan. Un responsable du gouvernement américain a souligné que les rebelles étaient légèrement armés et mal organisés, alors que les unités engagées contre eux étaient

puissamment équipées et hien enca-drées. Le même responsable n'a cependant pas vouln tirer de conclusions définitives, expliquant que la rébellion se rallumait même dans des zones reprises par l'armée et que les combats n'avaient plus lieu seulement dans les villes, mais dans les campagnes le long des routes. «La situa-tion n'est pas seulement militaire, mais politique», et il est impossible de se baser sur le seul rapport des forces, a-t-il dit.

D'après d'autres responsables, les services de renseignement ont décelé des preuves de mécontentement parmi les chefs militaires et le petit cercle de conseillers de M. Saddam Hussein. Des membres de la garde républicaine et de la direction du parti Bass regrettent apparemment de l'avoir laissé les entraîner dans une guerre désastreuse. Plusieurs analystes prévoient d'ailleurs une montée de ce mécontentement au fur et à mesure que des dizaines de milliers de soldats vaincus et humiliés répandront à travers le pays la nouvelle de l'ampleur de la défaite.

Les rébellions des musulmans chittes dans le sud du pays et la reprise de la lutte des séparatistes kurdes dans le Nord risquent, en revanche, de conduire les dirigeams de Bagdad à resserrer les rangs autour de leur président, a estimé un influent sénateur démocrate. « Les éléments les plus actifs contre ha - les Kurdes et les chilles - ont provoque un choc en retour chez certains responsables », a déclaré M. David Boren (Oklahoma), président de la commission sénatoriale du renseignement, « Ils comprennent qu'il y a de rèels dangers de parti-tion et d'effondrement du pays, d'une disparition de son identité nationale, a-t-il poursuivi, Certains d'entre eux n'aiment pas particulièrement Sad-dam, mais ils s'alarment des mouvements séparatistes et préférent suppor ter sa brutalité, parce qu'ils le croient capable de préserver l'unité du pays.»

Le gouvernement américain n'encourage ni la partition du pays, ni la venue au ponvoir d'un mouvement islamiste qui serait étroitement lié à un Iran antiaméricain. « Nous ne

devraient intervenir dans les affaires intérieures de l'Irak», a rappelé M. Boucher vendredi, après que le président iranien Ali Akbar Hachemi Rafsandjani eut appelé Saddam Hus-sein à se démettre (voir-ci-dessous).

#### Du gaz moutarde contre les rebelles?

Selon un membre de l'Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak (SAIRI), à ce jour plus de 30 000 personnes ont trouvé la mort dans le soulèvement amorcé depuis une semaine en Irak contre le président Saddam Hussein,

M. Jawad El Maliki, du parti musulman chiite Al Daawa, a, pour sa part, affirmé à Damas que du gaz moutarde avait été utilisé contre des manifestants à Al Hillah, Al Kifil, dans la ville sainte de Nadjaf et dans certaines parties de Bassorah, selon lui toujours contrôlée à 70 % par les rebelles. Il a ajouté que des hélienp-tères de combat et l'artillerie lourde avaient servi à mater l'agitation dans

Thawra et Al Choula, mercredi et tique du Kurdistan, la constitution jeudi. M. El Maliki n'a toutefois pas d'un gouvernement en exil pourrait révélé l'origine de ses informations, et il n'était dans l'immédiat pas possible de confirmer ses affirmations, ni celles des réfugiés en provenance de

Les principaux courants de l'oppo-sition islamique an régime irakien ont lancé des appels à la «communauté internationale » pour qu'elle empêche ce régime de poursuivre le « massure des insurgés », soulignant que la hataille était inégale. Plus de deux cents délégués venus du Proche-Orient et d'Eurape, représentant une trentaine de partis ou organisations de toutes tendances, sont attendus à l'hôtel Bristol à Beyrouth du 10 au 12 mars pour tenter de franchir une nouvelle étape vers l'unité d'action.

«Notre unité est lo garantie de la fin de la diciature, du renforcement de l'unité de lo patrie et de la victoire de l'alternative choisie par notre peuple », affirme le comité d'action commune des forces de l'opposition formé en décembre dernier à Damas. Scion M. Jalal Talabani, de l'Union patrio-

être évoquée au cours de cette réunion, mais «l'urgence, pour le moment, est de soutenir l'insurrection intérieure ». Toutefois, estiment les observateurs, des divergences risquent d'apparaître rapidement entre des formations disparates, anx objectifs politiques parfois carrément contradictoires. La question fondamentale de la nature du régime qui pourrait remplacer la dictature baassiste n'a pas encore été abordée.

A Bagdad, les autorités irakiennes on accordé vendredi une semaine de grâce supplémentaire aux déserteurs pour qu'ils regagnent leurs unités. La presse officielle demeure toujours muette sur le mouvement insurrectionnel dans le sud de l'Irak. La radio en revanche, a annoncé vendredi qu'un dirigeant du parti Baas avait rencontré le maire de Bassorah, dont les rebelles avaient précédemment annoncé la mort au cours des

## Le président iranien appelle M. Saddam Hussein à « se soumettre à la volonté de son peuple »

Le président iranien Ali Akbar Hachemi-Refsandjani est sorti, vendredi 8 mars, de la discrétion et de la réssrve qu'il affichait officiellement depuis près d'une semaine face eu soulèvement des chittes d'Irak pour eppeler M. Seddam Hussein è «se soumettre à la volonté de son peuple » qui « ne veut plus de lui ».

Intervenant comme imam de la prière hebdomadaire à Tébéran, M. Raisandjani a dit : « Réprimer cette révolte populaire si insurrec-tion chilte dans le sud de l'iraks serait in dernière erreur du parti Baas, au pouvoir en Irak. Il a ajouté que ce serait également « le chopitre le plus noir » de l'histoire

Le chef de l'Etat iranien a compare la situation actuelle en Irak à un « volcan prêt à entrer en érup-tion », ajoutant : « La majorité du peuple irakien dit ne plus vouloir de ces dirigeants et voudroit gou-verner désormais elle-même ». Il a souligné que les opposants irakiens de toutes les tendances devaient « laisser de côté leurs. divergences ».

Le président iranien a estimé que les événements qui secouent netuellement l'Irak étaient « vrajment un mouvement populaire ». Il a ajouté : « Il est impossible que le Baas puisse gouverner seul, surtout arec quelqu'un dont ni le monde, ni lo region, ni le peuple irakien ne veulent plus. » « Coopère: tous ensemble pour reconstruire le pays ruine et nous vous aiderons à réparer les dégats et les destructions », a dit M. Rafsandjani à l'adresse des Irakiens, tout en rejetant « les occusolions portant sur un quel-conque soutien de l'Iron oux oppo-sonts irakiens.

« Portager le malheur du peuple irakien veut dire soutenir le faible et ne signifie pas une ingérence », a-t-il dit avant d'ajouter : « Ce n'est que quelques jours après son déclenchement que nous avons oppris qu'il s'agissait vroiment d'un mouvement populoire. » Une partie considérable de l'opposition priès au récime indiana et base chiite au régime irakien est hasée à Téhéran.

#### Rencontre avec l'opposition irakienne

Toutefois, s'il souhaite le départ Toutefois, s'il souhaite le départ de Saddam Hussein – dont l'imam Khomeiny avait fait une priorité lors de la guerre Iran-Irak M. Rafsandjani n'a pas demandé l'élimination du parti Baas (ultra-laïc). Il a même souhaité que les différentes tendances de l'opposilion irakienne « s'entendent avec le Baas pour reconstruire le pays », soulignant : « Nous attendons que

D La Seine-Salnt-Denis aide l'Irak. - Sur proposition de son président, M. Georges Valbon (PCF), le conseil général de la Seine-Saint-Denis a décidé d'ap-porter une aide immédiate de six cent mille francs à l'Irak sous forme de trois subventions égales versees à la Craix-Rouge, au Croissant-Rouge et au Secours populaire français. Le principe de cette aide financière avait été arrêté, pendant la guerre du Golfe, par le bureau caécutif de l'assemblée départe-

le Baas irokien laisse le peuple faire entendre librement sa voix, »

M. Rafsandjani e par ailleurs prôné une coopération entre tous les pays de la région « pour assurer une paix et une stabilité durables et profitables à tous ». « Nous ne pouvons pas accepter une sécurité à l'américoine, qui assureroit les intérêts ométicains, dons cette région », a-t-il déclaré, soulignant que la présence des forces américaines provoquait « systématiquement un sentiment de méfiance des peuples de la région »

Pour le président iranien, la guerre a constitué « une expérience constructive wit: A Una leçon a été donnée; il faut en profiter pour foire regner dans la region une sécurité telle que de pareils conflits ne pourront pas se reproduire. » Et M. Rafsandiani de conclure: « L'islam peu constituer l'axe principal pour tous les pays islamlaues et servir d'orbitre, »

De son côté, le vice-président iranian Hassan Habibi a rencontré vendredi à Damas des responsahles chittes et laïcs de la coalition d'opposition irakienne. De source proche de cette opposition, on affirme que l'entrevne « prouve que l'Iran n'a pas l'intention d'installer une république islamique en Irak [et] qu'il respecte lo volonté et la liberté du peuple trakien pour choisir un successeur à Saddam ».

De même source, on précise que la rencontre a eu lieu en présence de responsables syriens ainsi que saoudiens. M. Habihi, qui était accompagné du ministre des affaires étrangères Ali Akhar Velayati, s'est d'autre part entretenu avec le président Hafez el Assad ainsi qu'avec le vice-président Abdel Halim Khaddam, -(AFP, AP, Reuter.)



## Les quarante journalistes disparus à Bassorah ont été libérés à Bagdad

Les quarante journalistes occidentaux disparus depuis près d'une semaine dans la région de Bassorah étaient attendus samedi 9 mars dans l'après-midi en Jordanie, a-t-on appris au Quai d'Orsay dans la nuit de yendredi à samedi.

Ils ont quitté la capitale irakienne par la mute à 7 h 30, beure locale (5 h 30, heure de Paris), après avoir été remis aux représentants du Comité international de la

Croix-Rouge (CICR), ainsi que deux prisonniers de guerre américains également capturés près de Bassorah, L'amhassadeur de France à Amman devait se rendre à la frontière jordano-irakienne pour accueillir journalistes et pho-

C'est le CICR qui a informé le *o*uvernement français de cette libération et qui lui a fourni la liste des dix-huit envoyés spéciaux fran-çais qui ont été libérés en compagoie de journalistes de nationalité américaine, britannique, italienne, norvégienne, brésilienne, espa-gnole, irlandaise et uruguayenne.

La liste des journalistes et photographes français donnée par le, CICR est la suivante : outre la correspondante du Monde, Françoise elle comprend Francois Came (Liberation), François Landon (l'Evénement du jeudi), Patrick Bourrat, Bruce Frankel, Patrick Michel et François Doré (TF 1), Hervé Brusini, Gilles Trénel, Franck Brisset et Joël Gauthier (A 2), Pascal Richard et Loïc Madcline (la Cinq), Pierre Thé-bault (RMC), et les photographes Philippe Weiszer (Pauter), lean Philippe Wojazer (Reuter), Jean-Claude Coutausse (Agence Contact), Eric Bouvet (Agence Odyssey), et Yves Debay (Raids).

Après des jours d'incertitude, de déclarations contradictoires, et de multiples démarches diplomatiques, la décision de Bagdad de libérer les quarante journalistes avait été rendue publique vendredi (notre dernière édition datée du 9 mars). Selon les trakiens, ils avaient été « retrouvés » à Bassorah après être entrés « illégalement » en Irak, venant du Koweit.

Selon les premiers témoignages recueillis après leur arrivée à Bagdad, ces journalistes, apparemment en honne santé bien que fatigués, ont été capturés par petits groupes dans la région de Zoubeir, proche de Bassorah, par des soldats fidèles à M. Saddam Hussein.

Dans un premier temps, ils ont été emmenés sur le campus dein l'université de Bassorah, ville où se sont déroulés de violents combats entre forces loyalistes et insurgés chiites. Ils y ont ete detenus deux jours avant d'être transférés mardi dans la capitale irakienne, Certains ont affirmé avoir été délestés par les trakiens de leur matériel et de leurs véhicules. Ils ont été traités convenablement, bien que de façon spartiate.

Vendredi soir, la plupart des quelque soixante-quinze journalistes, photographes, cameramen et techniciens étrangers expulsés de Bagdad étaient arrivés, par convoi routier, en Jordanie. Seuls pour le moment un photographe yougoslave de l'agence AP et un technicien de la télévision britannique sont restés en lrak.

La mison officielle de leur départ, selon le ministère de l'information lrakien, était de permettre aux fonctionnaires de ce ministère qui surveillent les activités des correspondants étrangers de faire une pause après des mois de travail intensif, et, par la volonté du gouvernement, d'améliorer les conditions de travail des journalistes. Cette décision intervient péanmoins à un moment où M. Saddam Hussein doit faire face à une opposition accrue.

Au cours des dernièrs jours, « les Irokiens nous loissoient voir de moins en moins de choses », a déclaré à son arrivée en Jordanie le journaliste américain Peter Arnett, qui a couvert toute la guerre pour la chaine de télévision par câble

## La tournée du secrétaire d'Etat américain au Proche-Orient

# L'OLP examine la proposition de M. Baker de rencontrer une délégation palestinienne

examine l'offre du secrétaire d'Etat américain James Baker de rencontrer une délégation palestinienne des territoires occubés. à l'occasion de sa toumée de dix jours eu Proche-Orient et en URSS, entreprise vendredi 7 mars en Arabie saoudite.

M. Baker avait affirmé jeudi à bord de son avion être prêt à ren-contrer des Palestiniens en Israel (le Monde du 9 mars). Les personnalités des territoires occupés ont aussitot affirme qu'une telle rencontre devrait avoir l'aval de l'OLP. Les dirigeants palestiniens ne sont pas de prime abord opposés à una telle rencontre, a-t-on indiqué de source palestinienne à Tunis. Ils voudraient néanmoins connaître avec certitude les intentions des Etats-Unis, qui pourraient envisager une solution basée sur la fin de l'occupation des territoires et l'antodétermination du peuple palestinien, ou bien nne simple autonomie.

A Amman cependant, cheikh Abdel Hamid al-Saeh, président du Conseil national Palestinien (CNP-Pariement en exil), a estimé que la tournée de M. Baker est une « ruse mi vise à écarter l'OLP du proces-

A Tunis, la direction de l'OLP sus de poix ». « Avant d'avancer n'importe quel projet [de paix], il est demonde aux Etots-Unis de prendre des mesures pour foire appliquer les résolutions (de l'ONU] concernant les territoires occupés en 1967», a-t-il affirmé dans un entretien publié vendredi par le quotidien jordanien Saout ach-Chaab.

Arrivé vendredi en Arabie saou-dite, M. Baker, accompagné par le commandant en chef de l'opération «Tempête du désert», le géné-ral Norman Schwarzkopf, a d'abord rencontré le ministre saoudien des affaires étrangéres, le prince Saoud al-Fayçal. A l'issue des entretiens qu'il a eus ensuite avec le roi Fahd et son homologue saoudien, des collaborateurs du secrétaire d'Etat ont affirmé que les responsables saondiens ont compris le « double volet » du programme américain pour la région et exprimé lsur volonté de l'appuyer. On ajoute de même source : all s'ogit d'un engagement saoudien à participer activement ou nouvel élan visant à résoudre le conflit arabo-israelien, et à obtenir en même temos des progrès quant au problème palestinien dans les

territoires occupés par Israel». Avant d'entamer ce périple, M. Baker avait précisé que sa tournée serait axée sur de nouveaux

région, sur le contrôle des armes et la ecopération économique au Proche-Orient, dans le cadre d'un plan pour établir le « nouvel ordre international » évoqué par le prési-

Après Ryad, M. Baker devait se rendre à Taëf, à l'ouest du royaume, afin de rencontrer l'émir du Koweit, eheikh Jaber Al-Ahmad Al-Sahah, et visiter samedi Koweit-Ville. Le secrétaire d'Etat doit se rendre ensuite an Caire, en Israël, en Turquie et en Union

Concernant la convocation d'une conférence internationale sur le Proche-Orient, le secrétaire d'Etat avait affirmé que Washington appuierait la tenne d'une telle conférence « nu moment oppro-prié », en précisant que sa convocalion trop tôt serait « contre-produc-

#### Une conférence de paix « régionale » ?

Vendredi, pour la première fois, nn responsable israélien a déclaré au'une conférence de paix « régionale » pourrait être l'instrument d'un règlement du conflit israéloarabe. M. Yossi Achimeir, chef de cabinet du premier ministre Itzhak

négociations entre Israel et une délégation d'Etats arabes. « C'est une idée qui est octuellement o l'étude o Jérusalem. A mon ovis, c'est une bonne proposition (...): vous pouvez oppeler ça une confé-rence régionale », a-1-il affirmé à CNN. - (AFP, Reuter, AP.) l'agence Reuter.

M. Achimeir a cependant ajouté qu'il n'était pas question d'y accepter des représentants de l'OLP. Les représentants palestiniens sans affiliation à la centrale de Yasser Arafat, qui seraient élus dans les territoires occupés en vertu du plan Shamir de 1989, pourraient en revanche partieiper à cette conférence.

M. Yitzhak Shamir a lance vendredi nn appel à la Syrie et à l'Arabie saoudite pour entamer des négociations avec Israel, selon la radio israélienne. Au cours de sa rencontre à Jérusalem avec le secrétaire d'Etat canadien aux affaires extérieures, M. Joe Clark, M. Shamir a appelé la Syrie et l'Arabie saoudite à « se retrouver avec Israel autour d'une toble de negociation ». « Cela creera, a-t-il dit selon la radio, une aimosphère positive chez les Palestiniens, pour la promotion de l'initiative de paix [du gouvernement israélien] ». -

## Aux Etats-Unis

## « Actions de grâce »

Le président George Bush a décidé qua les 5, 6 et 7 avril saraient des «journées nationales d'actione de grâce». La Maison Blanche a souhaité que las cloches retentissent à travers tous les Etats-Unis le 7 avril, à 15 heures locales. pour célébrer « la libération du Kowelt et la fin des hostilités dans le Golfe».

«J'ai demandé aux Américains de se rassembler chez eux ou dans des lieux de culte pour remercier Dieu pour la libération du Koweit, pour bénir la paix et la liberté, pour nos troupes, nos familles at notre nation », a déclaré le président américain. ~ (AP.)

# LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

## Déportés en Irak il y a deux semaines

# Le pénible retour au pays de mille deux cents Koweitiens

enlevés il y e daux semeinas et emmenés en lrek sont rentrés eu Koweit, vendredi B mara, aprèa avoir été déposéa sene cérémonie à le frontière. Vingt autobua ecolairae ont été réquisitionnéa pour transporter ces hommes affemés et easoiffés, ebandonnés dens le désert an pleine nuit.

Maia las autocars sont errivés trop tard pour deux cents da ces Koweitiens qui ont dû antamer à l'auba una longue marcha vars Koweit-Ville, à 130 kilomètras plus au aud, en protestant contra leur gouvarnamant qui n'avait rian prévu pour las accueillir. Nous n'étions tou≀ simplement pae prête », a déclaré M. Waltar

Stocker, du Comité internationel de la Croix-Rouga (CICR), qui e pessé la nuit à faire remplir des formulaires par las rapatriés et à organiaer leur transport an eutobus. M. Stocker a dit ne pae evoir de nouvelles de huit cents autree Koweitiene emmenée en Irak à la fin de la guerre du Golfe. Les Irakiens avalant ennoncé qu'ils ranvarralant au total deux milla Koweitians vendredi.

Ali Salan, âgé d'una vingtaine d'années, a déclaré qu'il avait été pria il y a quinze jours elors qu'il alleit chez l'un da eaa coueins. « Trois soldets m'ont errêté et m'ont dit : viens avec nous », a-t-il affirmé. Il eet resté troia jours an prison au Kowellt avant

d'être emmené à Bassorah, dans le sud da l'Irak, elors que la villa était ancore bombardée pat les evions alliéa. « Nous étions quatre cents dans une salle, et il fallait sa plier pour pouvoir dormir quelques minutes, e-t-il poureuivi. On ne noue donnait que de l'eau eaumâtre et du pain dur comme la pierre. »

Salon Saba Diassam, Jeur plus grande paur, eu tout début de Isur captivité, était d'êtra tués par les bombardemanta. « Nous espériona que l'on nova repérerait et que noue ne serions pas bombardés, a-t-il raconté. Notre priaon éteit très proche d'une base militaire. > Selon lui, les gardlana n'étaiant pas délibérément porter amicalement. >

ont essuré qu'environ querante mille da leurs compatriotes avaient disparu pandant las sept mois d'occupetion du Kowett. Selon le ministre kowettien de le défense, Cheikh Neouef El Ahmed El Sabah, lea autorités irakiannes ont déclaré aux forces elliéas détenir plus de 6 500 Koweltiena: 4 531 aoldats « en plus da 2096 paraonnee arrêtées juste avant que l'Irak se retire du Koweit », a-t-il précisé.

## Hypocrisies meaures internationales d'un

Ces avions étranges dont on sait, depuis, qu'ils se sont glissés nui-tamment dans le ciel de l'Irak pour baleyer, d'entrée de jeu, les centres de commandement de M. Saddam

Hussein, rendus soudain snurds,

aveugles et muets.

Toutes ces images sont encore dans les têtes, cnmme autant de symboles de la guerre du Golfe où se sont illustrés les «gadgets» de la beute teebnologie américaine, ceux-là mémes à propos desquels notamment au Congrès des États-Unis, ont longtemps médit sous le prétexte qu'ils seraient aussi ineffi-caces qu'ils étaient anéreux et trop

Aujourd'hui, les Américains font étalage de leur panoplie et les industriels de l'armement, nutre-Atlantique, ne se privenl pas de faire remarquer que e'est leur technologie qui a anéanti la logistique adverse, démoralisé le combat-tant irakien et qui a, finalement, permis d'économiser les vies de soldats coalisés. Une publicité dont se passeraient bien ecrtains de leurs rivaux et, d'abord, les Francais et les Soviétiques dont les malériels, aux mains de leur client irakien, n'ont pas véritablemeot

Déjà, avant la guerre du Golfe, les Américains exportaient, à eux seuls, plus d'une fois et demie la valeur de ee que leurs principaux concurrents europeens - la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Suède, les Pays-Bas et l'Espagne - vendaient ebaque année à eux sept réunis.

#### Le rouleau compresseur américain

Se débattent en plein marasme politique, économique, industriel, voire technologique, l'Union sovié-tique éprouve d'infinies difficultés à exporter des ermes, et il se pourrait que, à de rares exceptions près, elle ne soit plus, là aussi, un compétiteur erédible durant un bon

La erainte existe, done, que le rouleau compresseur des firmes américaines d'armement, à l'exportation, ne s'ébranle dans la foulée de celui des armées américaines engagées dans l'opération « Tempête du désert ». D'autant que ces mêmes sociétés, outre-Atlantique, n'ignorent pas que les commandes du Pentagone subiront de nouvelles eoupes elaires, les contraignant à accélérer un phéno-méne – amorcé en 1990 – de fermeture, ou de ventes d'usines et de liceneiements, comme e'est le cas, par exemple, dans l'industrie aérospatiele, qui a perdu 55 000 emplois en un en sur ses I 260 000 au total.

A l'heure ectuelle, les Etats-Unis ne font pas mystère de lenrs «approches» politieo-commer-ciales en Arabie saoudite, en Egypte, en Turquie et dans les Emirats arabes unis, où sont en débat, de leur propre eveu, des aebats de ehars Abrams M 1, d'avions F 15 et F 16 ou de missiles Patriol pour un pactole estimé à quelque 33 milliards de dollars.

Pour autant, le Congrès, qui a son mot à dire, n'a pas donné son «feu vert», préoccupé qu'il est de toujours équilibrer ces ventes, parfois assimilées à des dons, avec les affaires que les Américaina concluent en Israel.

C'est au moment où les Etats-Unis risquent de s'approprier la part du lion, notamment sur le marché militaire moyen ou proche oriental, voire extrême-oriental, que, ici ou là, s'élèvent des voix, comme le récent appel de M. François Mitterrand en faveur de

eontrôle draconien sur ee commerce des armes qui porte sur

Le véritable enjeu, en effet, est moins de savoir ai la demande de la elientèle va diminuer ou, au contraire, exploser dans les prochaines années que de décider si on accepte ou nnn de la satisfaire.

Objectivement, les experts sont divisés sur la prévision à long terme de ce commerce des armes, qui demeure très sensible à des variations extérieures et qui se renouvelle selon des eyeles aléatoires, liés à la durée de vie opérationnelle des matériels ou à leut taux d'attritioo qui soot deux notions mal maitrisées.

#### Des évolutions en sens contraire

Certains escomptent que - les prix des matériels augmentant, les budgets de la défense diminuant, les merchés ayant été saturés par des acquisitioos antérieures dites de précaution, les revenus des elients stagnant et de nouveaux fournisseurs apparaissant - les échanges ne reprennent pas avant le milieu de l'actuelle décennie sut le même rythme que précédemment, à l'exceplion, peut-être, du Sud-Est asiatique et du Pacifique.

Mais d'autres s'attendent, aussi. à des évolutions radicalement en elients dans le monde, la course à la quantité des équipements se ralentit, la course à la qualité serait plutôt relancée par la guerre du Golfe, avec, précisément, ces armes de baute technologie qui font appel à l'informatique, à l'électronique et à de nouveaux

Il va, d'autre part, exister une grande braderie internetionele, avee les matériels en solde - ee que, par dérisiou, on nomme le quincaillerie, - des négociations sur le désarmement en Europe, qui vont envahir le marché des surplus ou de seconde main. Il y aura, enfin, toul le secteur en expansion dit du «retrofit», qui concerne les équipements anciens qu'un industriel rajeunit ou met au goût du

jour eu profit d'un de ses elients qui ne peut plus se payer du neuf. A côté de cette activité, somme toute assez benale, du commerce des armements elassiques, s'est ouverte, depuis plusieurs années, celle de la prolifération balistique, nucléaire et ebimique. En 1991, une quinzaine de pays sont jugés capables de construire des missiles balistiques, et la moitié d'entre eux seraient aptes à acquérir des techniques nucléaires. De même,

sés disposer d'armes chimiques. C'est dans ce contexte-là que s'apprécient les propositions des partisans d'un contrôle accru sur le commerce international des armes dans l'espoir d'éviter en quelque sorte de nouveaux Irak.

Plusieurs instances, ou procé-

une trentaine de pays seraient cen-

dures, ont déjà été créées ponr limiter, sinon supprimer, de tels risques. L'ONU peut décréter des embargos sur les livraisons d'armes qui, à la condition qu'ils ne soient pas tnurnés, aboutissent à mettre un elient en quaraotalne. A Genève, trente-nenf Etats membres de la Couférence du désarmement cherchent à établir une convention gal Interdira la réalisation d'armes ebimiques, indépendamment de l'eccord auquel sont parvenus, en 1984, nne vingtaine de pays qui ont consecti à cootrôler leurs exportations en ce domaine.

#### Des verrous défaillants

De même, le traité de noo-prolifération nucléaire de 1968 et, depuis, des déclarations en 1977, puis en 1990, ont dressé un certain mbre de barrières contre l'u militaire de l'énergie nneléaire. Enfin, sept pays – la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Ita-lie, le Japon, le Canada et les Etats-Unis - ont insteuré en 1987 une réglementation, coonne sous le sigle MTCR (missile technology control regime), qui veut restrein-dre les exportations de technologie balistique à des tiers.

Pourquoi tous ces verrous restent-ils néanmoins défaillants? Cela tient, saus doute, à l'activité même de l'industrie de l'armement qui, si elle arrive loin derrière les résultats obtenus par l'automobile, la petrochimie ou l'agroalimentaire en termes de ebiffres d'effaires et d'emplois, relève néanmoins de la conception que se fait un Etet de

## Durant les trois dernières années

## 35 milliards de francs de livraisons d'armes françaises à l'étranger

Selon dee aatlmations de l'Agenee américaina pour le contrôla des ermemants, lea dépanees militairea mondieles raprésentent quelque 1 000 milliards de dollera, dont environ 20 % (soit 200 milliards de dollara) sont des dépenass pour l'équipement. Sur cas 200 mil-lierde de dollare, seulement 15 % font l'objet da marchés Internetionaux. Le reste se réalise à l'intérieur des Etats, pour leurs propres ermées et par leur propre induetrie. Dane les 15 % du commerce international, soit entre 35 et 40 milliards de dollars par en, la France détient à peu pràs 10 %, davant le Grande-Bretagne.

Les Etats-Unis et l'Union soviétique, à elles deux, ont une part égale à 70 % de ces échanges mondiaux à l'axports-

Selon le délégation eux relations internationales de la Délégetion générele pour l'erme-ment (DGA), qui dépend du minietare de la défence, les Ilvraisons d'armes françaises à l'étranger ont ettaint, par an, durent les troie derniàras annéee, entre 34 et 38 millierds de francs qui se répartissent grosso modo en 50 % à 55 % pour les metériels eéronautiques, moine d'un tiers pour lea matériels terrestrea, et 5 % à 10 % pour les matériels navala.

Par zones géographiques, ces exportationa ont été, jusqu'à maintenent, de le moitié pour le Proche et Moyen-Orient, de 25 % à 30 % pour les peye d'Europe et d'Amérique du Nord, et la reste ee répartit entre l'Extrême-Orient, l'Afrique at l'Amérique latine.

L'induetne frençaise de l'ermemant occupe directament quetre-vingt milla salariés à temps plein.

#### hostilea. « Pour eux. e'était ter miné et ils essayaient de ea com-

Des responsables koweitiens

La défense d'un pays et, du même coup, sa capacité indus-trielle à l'assurer en toute indépendance, font partie de ces actes da souveraineté dont un gouvernement accepte mal de partager ls responsabilité ou qu'il ne soumet pas à un arbitrage auquel il serait

De ce point de vue, le cas de l'Europe est flagrant : une Europe de l'armement, sauf à se contenter de regroupements ponctuels de certaines usines eutour de la production de systèmes d'armes en coopération, n'est envisageable que dans le cadre d'une Europe de la défense qui aurait préalablement trouvé ses propres marques au sein d'instances politico-militaires prévues nour en débattre.

En de telles eirconstances, la pays et, eccessoirement, leurs exportations, traduisent, dayantage qu'un simple activité commerciale. la volonté d'eutocomie d'un Etat. A contrario, toute amputation de sa liberté - par le bieis d'eccords internationaux plus ou moins appliqués par les signataires – est vécue comme une atteinte grave à

Aujourd'bui, les dés sont jetés. Du cas du surarmement irakien est née une timide prise de conscience. La situation oe peut plus rester en l'état et, désormais, il convieot – comme l'a suggéré M. Mitterrand en première analyse – que les four-nisseurs se consultent dès lors que des elients avaoceraient des besoins importants et manifestement excessifs en armemeots modernes. Il s'agirait d'écbanger des informations à propos de ces demandes, au lien que le secret de la compétition bénéficie actuellement à la clientéle qui joue les fournisseurs les uns contre les

Une confrérie, un tribunal ou, si l'on préfère, une « internationale » des prodneteurs d'armes, en somme, composée de gouverne-ments qui pratiqueraient le refus de vente! Le propos, embitieux, fait sourire de nombreux indus-

Qui jugerait, disent-ils en aubs-tance, du bien-fondé des besoins exprimés par tel ou tel pays pour garantir la sécurité de ses nationaux? En vertu de quels critères? Quelle assurance que des « troisièmes larrons », qui a'affranebiraient de la règle du jeu, ne profite-raient pas de cette politique de le ebeise vide pour conquérir des marchés?

Les exportations d'armes s'ac-commodent d'une double hypocri-sie, qui bafoue la morale. Celle qui touche an client, d'abord : un même matériel, qui dure une ving-taine d'années, peut avoir été commandé, à l'époque, par un gouver-nement démocratique, mais continner de servir, en fin de compte, aux meins d'un pouvoir dictatorial qui lni aura succédé. Celle qui regarde, ensuite, le four-nisseur : la plupart des équipe-ments modernes ont un usage « dual », selon les experts, à savoir qu'ils sont eivils autant que miliqui is sont elvus autant que mur-taires, comme les hélicoptères, la technologie balistique propre aux missiles et aux fusées, les pesti-cides ou autres ingrédients phar-maceutiques qui deviennent des munitions chimiques, la fibre opti-que des transmissions, etc.

Ce o'est pas toujours aisé de faire la part des choses. Ce sera encore moins facile, demain, de trier le bon grain de l'ivraie si faute d'accords globaux de sécurité régionale - le seul contrôle, pourtant nécessaire, des exportations se révélait, comme c'est probable, insuffisant pour tuer dans l'œuf le marché noir de l'armement

JACQUES ISNARD

# DIPLOMATIE

Les réformes institutionnelles de la Communauté

## M. Jean-Pierre Cot inquiet pour les pouvoirs du Parlement européen

M. Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste au Perlement européen, e tenu, jeudi 7 mars, à Bruxelles, une conférence de presse pour « lancer un cri d'alarme » devant la tournure prise, au début de la semeine, par la troisième eession ministérielle de la Conférence intergouvernementale sur l'union politique. Selon lui, le mejorité des ministres des affaires étrangères des Douze ont tenu, le 4 mars, des propos qui sont de mauvais eugure pour le renforcement des pouvoirs du Parlement.

#### BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Officiellement, la Commission et le Conseil sont d'accord pour « l'accroissement de la légalité démocratique» des iustitutions européennes par la modification des attributions des députés de Strasbourg. Elus au suffrage universel direct, ceux-ci n'ont, en debors des questions budgétaires, qu'un pouvoir restreint, ceini de participer à l'élaboration des directives, règlements et décisions communautaires en se prononçant sur les propositions de la Commission, qu'ila peuvent rejeter ou amender dans certaines limites.

#### « Un système trop peu démocratique»

une procédnre de « eodécision » entre le Parlement et le Conseil, en même temps que serait introduite une « hiérarchie des normes », c'est-à-dire une différence de processus des prises de décisions selon l'importance de la matière conceroée. La loi, au sens entendn dans les Parlements nationaux, serait edoptée par « codécisioo ». Les règlements communautaires et les dispositions administratives d'exécutioo entreraient en vigueur sans

consultation du Parlement européen, contrairement è ce qui se passe actuellement.

Ainsi serait supprimée la lenteur. par incompétence, distraction ou mauvaise volonté, avec laquelle le Parlement européen exprime certains «avia». Tout en reconnaissant, dans l'absolo, la occessité d'nn Parlement fort et crédible, certains hauts fonctionnaires européens et certains responsables poli-tiques se méfient des députés de Strasbourg, jugés trop enclins à la démagogie, et pas assez au fait de dossiers extrêmement compliqués.

Ce sont des eboses qui ne se disent pas publiquement, mais M. Roland Dumas pensait peutêtre à ces réserves quand, dans son intervention à la session ministérielle de lundi, il a refusé de « substituer à un système trop peu démo-cratique une démocratie : brouillonne » et inopérante, mettant en garde contre un « système nù un jeu combine des minorités au sein du Conseil et au sein du Parlement conduirait soit à des décisions irresponsables, soit à la paralysie.».

Seion M. Cot, seules l'Allenagne, la Belgique et l'Italie venlent vraiment dn bien an Parlement. Aussi a-t-il envoyé le 6 mars à M. Jacques Poos, le ministre luxembourgeois qui préside actuellement le Conseil, une lettre de mise en garde assortie d'nne menace : « Je dois insister sur le fait que la demande du Parlement pour un vrai pouvoir de codécision avec le Conseil sur les matières législatives est un sine qua nou pour l'approbation par le Parlement européen des résultats des deux conserences intergouvernementales. Comme vous le savez, la ratification par certains Parlements nationaux dépendra de cette approbation, » Les socialistes européens saisiront l'Assemblée de Strasbourg de cette effaire en avril avec, esnère M. Cot. le soutien des autres partis et celui des Parle-

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

## **ASIE**

## CAMBODGE

## Les perspectives d'un règlement négocié s'éloignent

BANGKOK

de notre correspondant

La perspeelive d'un règlement négocié du conflit cambodgien s'ef-filoche au fil des semeines et l'on estime ici que le projel de plan de paix des Nations unies, même a personne n'en conteste les grandes lignes, risque de perdre progressivement de son intérêt.

Moseou et Pékin ont, ces derniers jours, annoncé qu'ils conti-nueraient d'armer les factions en présence. Formé en septembre à Djakarta, le CNS – Conseil national suprême du Cambodge, constitué d'un nombre égal de représen-tants des deux camps - ne s'est pas reuni depuis plus de deux mois. Rien n'indique, en outre, qu'il puisse le feire rapidement. La France, l'Indonésie et le secrétariat général de l'ONU ont reporté à plus tard l'envoi à Phnom-Penb, prévu pour ce mois-ci, d'une délé-gation commune chargée de sonder les autorités locales.

Il est vrai que les échanges diplomatiques sur le Cambodge sont su point mort, à l'image des contacts entre le Vietnam et la Chine, deux des principaux acteurs du drame. Une délégation vietnamienne se serait rendue en Chine en décembre, e indiqué récemment une source officieuse à Hanoī, mais sa réception aurait été plutôt fraîche.

#### Chaque camp joue la consolidation

Rentrant de Djakarta, où il a'est ntretenu du conflit avec son homologue indonésien, le ministre australien des effaires étrangères, e exprimé, jeudi 7 mars à Canberra, sa « frustration » face à la lenteur

des oégociations. Il a ajouté qu'aucune oouvelle initiative n'était en cours, lout en annonçant qu'il se rendrait le 16 mars à Ponom-Penh avant de gagner Hanoï.

De son côté, le premier ministre de Phnom-Penb, M. Hun Sen, a réaffirmé jeudi que son gouvernement entendait organiser des électious en juin 1992 si aucun règlement n'interveneit entre-temps. Son ministre des affaires étrangères, M. Hor Nam Hong, aveit déjà fait état de ce projet il y a deux semeines. Il n'y e aucune ebenee que les trois composantes de le guérilla - Khmers rouges, sibsnoukistes. Front netional de libéretion du peuple khmer (FNLPK) de M. Son Sann – acceptent de participer à un acrutin en l'absence d'un règlement et tant que les eutorités actuelles de Phnom-Penb demenreront en

Le seul moyen de ramener le psix serait soit un accord entre le Vietnam et la Chine, soit un fort consensus international. Et, de préférence, les denx. On en paraît eneore loin et l'évolution de la situation sur le terrain, en cette fin de saison sèche, n'est pas déterminante. Il y a fort peu de combats, les Khmers rouges - la guérilla la plus forte - paraissant consacrer leurs efforts au quadrillage des campagnes les plus reculées. Avec les recettes qu'ila tirent des mines de pierres précieuses sous leur contrôle, les «rouges» ne menquent pas de fonds. Chaque camp joue done la consolidation, ce qui peut durer encore quelque temps. JEAN-CLAUDE POMONTI

L'HERMÈS Editeur

Tél. (1) 46 34 07 70 L'essentiel sur

CONTRATET RELATIONS DU TRAVAIL par Claude ORLIAC Diffusion MEDILIS SA

9 rue Séguier 75006 PARIS

Rome

Le gouvernement italien entend sous giès albanais qui ent débarque sur les R ques, mais le permis de séjaur permisa accorde qu'aux refugres pointiques. 2 4 dredi 8 mars le ministre de la M. Vito Lattanzio. Pourront egalement termes de la loi sur l'immigration. les Al nant un contrat de travail. mais : parail

#### BRINDISI

de notre envoyá spéca:

Sur la route nationale 11. balayée par le sirneer, de to tome marchent. Où vont-il. East area savent. Ils ont fait 30 kiterret or a pied deja, ils vont vers le Navid 1 2. poursuite de leur teve d'operate a de liberte. Ils ne sont per pine. dizaine mais on les regarde les consiles, pas rases, mai vérus et constant mauvais. Une semaine sant of there peut-être pius. Dans une house --deux, une voiture bitue unitale :. . leur hauteur. Des poviciers al suitaront. Ils essaigront d'avglique tout va bien desorman, com in te doivent plus avoir pour, du transvent rester, que le princerte deside d'accueille tous foi et desalbanais, que, bien sur insitemporaire, mais qu'en frahe vaus, le tempomire...

Il s'appelle Terengia, i. a air air le nez sale et des chinasyatte 197 grandes mais presque ucuve son copain Afrim, cela fait d'heure qu'il fait des manège sur l'escalator de l'annue magasin Standa de Rosal: marches qui montent tomire et a m. il n'avait jamais su ça de 😅 🥶 . petit Terenziu, Des gens lattice. pour regarder ces montes, bustiequi decouvrent la prosperité de l'ac-

Pas d'agressivité dans destrictes de ment de la curiosité ener les passants, et peut-être un peu ét par aussi. Elle s'appelle Matient et :

# 丁 サノ

Suite de la première page

Comme blesse, if financial memor par esquisser un mouvement all all meur devant ce qu'il prit pour de l'ironie méchante et que n'eta : que de la curiosité nature e

C'est que, même s'il a épida-e le besoin de s'en explique: l'angerment, à travers de multiples stites-views et dans deux livres (24, 4) coexistence avec le régime com-muniste albanais et la maniere dont il s'en est sépare reste-Dans le débat sur les rapports

entre écrivains et pouvoir en part totalitaire, Kadaré à fourni, pendant de longues années, un exemple sans doute unique, celui d'an ecrivain dont les œuvres étaien: publiées dans son pays, partizi-pant aux structures officielles de régime, jouissant même de ; ::tains privilèges, tout en se sachant en opposition avec et régime et sous la heute surveillance de son appareil de sécurité. Il se souvient, non sans agree-

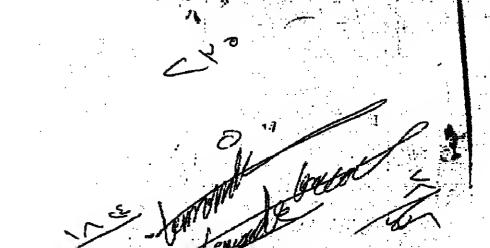
ment, comment, les derniers temps, on a voulu rapproche: son personnage de celui d'un autre écrivain de sa génération, Vaciax Hevel, alors que leurs démarches sont si dissemblables: Havei était en opposition provint le leurs de la composition de la compo en opposition ouverte avec le régime tchécoslovaque, ce qui im valut de multiples séjours en pri-son et l'interdiction de 1001e son œuvre : ainsi marginalisé, il était œuvre : ainsi marginalisé, il était ignoré de son peuple sous la dicta-ture et dut placer l'action politi-que avant la création littéraire.

#### Comme un béros national

Kadaré, en revanche, soutient que, pour lui, l'action politique passait par la création littératre, qui lui carrei d'action littératre. qui lui permit d'acquerir une immense popularité auprès de ces compatriotes – une situation, certes, plus enviable.

A ceux qui lui reprochent de se s'être battu qu'après la mort d'En-ver Hoxha, le fondateur du communisme albanais, il répond : .. Le duel [avec Hoxha] n'a pas eu heu

هكذ (من زلاِعِل



# Rome n'accordera le permis de séjour permanent qu'aux réfugiés politiques albanais

Le gouvernement italien entend accueillir les réfu- les réfugiés de ces demiers jours ne remplissent pas des services de patrouille et de contrôle le long des seraient toujours messès à Durrês, port du sud gies albanais qui ont débarqué sur les côtes adriatiquee, maie le permis de séjour permanent ne sera accordé qu'aux réfugiée politiques, e déclaré vendredi 8 mars le ministre de la protection civile, M. Vito Lattanzio. Pourront également rester, aux termes de le loi eur l'immigration, les Albanais détenant un contrat de travail, mais il paraît évident que

M. Lattarzio a égelement ennonce un renforcement l'ettente d'un hypothétique bateau pour l'Italie,

débarqué, le ministre e suggéré l'hypothèse de les ont tenté d'entrer en Yougoslavie et, selon Radiorapatrier à bord de navires de l'ONU et de la Croix- Belgrade, les gardes-frontière auraient ouvert le feu Rouge. Le gouvernement a par ailleurs demandé à ls contre ce nouveau groupe de candidats è l'émigre-

cette condition. Quant à ceux qui n'ont pas encore côtes italiennes. Jeudi soir, une centaine d'Albanais du pays que les autorités avaient placé sous contrôle militaire. Une demi-douzeine de soldats elbanais ermée ont d'eutre part gegná clandestinement la Grèce vendredi, rejoignant ainsi les quelque deux megistrature de plecer sous séquestre les bateaux tion. Si Radio-Tirana estimait la situation « calme » cent cinquente militaires qui ant déjá déserté qui ont transporté les réfugiés à travers l'Adriatique. dans le pays, plueieurs milliers d'Albanais, dans et fui leurs pays au cours des trois derniers mois. -

# Les va-nu-pieds de Brindisi

BRINDISI

de notre envoyé spécial Sur la raute nationale 379, balayée par le sirocco, des hommes marchent. Où vant-ils? Eux sculs le savent. Ils ant fait 30 kilomètres à pied déjà, ils vont vers le Nord, à la poursuite de leur rêve d'opulence et de liberte. Ils ne sont pas plus d'une dizaine mais on les regarde. Ils sont sales, pas rasés, mal vetus et sentent mauvais. Une semaine sans se laver, peut-être plus. Dans une heure nn deux, une vniture bleue s'arrêtera à leur hauteur. Des policiers en surgiront. Ils essaicront d'expliquer que tnut va bien désormais, qu'ils ne dnivent plus avnir peur, qu'il peuvent rester, que le gouvernement a décidé d'accueillir tous les réfugiés albanais, que, bien sûr, tout cela est

vous, le temporaire... Il s'appelle Terenziu, il a dix ans, le nez sale et des chaussures trop graodes mais presque neuves. Avec son copalo Afrim, cela fait un quart d'heure qu'il fait des tonrs de manège sur l'escalator de grand magasin Standa de Brindisi. Des marches qui montent toutes seules, il n'avair jamais vu ca de sa vit, le petit Terenziu. Des gens s'arrêtent pour regarder ces mômes, hilares, qui decouvrent la prospérité au quo-

Pas d'agressivité dans l'air, seulement de la curiosité chez les pas- étals. Ils ne font rien, ne demandent sants, et peut-être un peu de pitié
aussi. Elle s'appelle Matilda, elle a
temps en temps, l'un d'entre eux

seize ans, une mèche rebelle et un bean regard plein de défi. Quinze ou vingt compagnons d'infortune sont autour d'elle et poussent des soupirs d'émerveillement. Matilda accélère le mouvement, eppuie tous ses doigts en même temps sur l'écran et regarde l'image changer, les pages tourner. L'indicateur électronique des chemins de fer, à la gare de Brindisi, est une machine fabuleuse digne d'Alice au pays des merveilles. Quand un voyageur en quête de renseignements s'en spproche, tout le monde s'écarte et reluque par-dessus

> Tout est bon, frais, exotique...

son épaule, pour répéter aussitôt

après la formule magique qui anime

Les gens dn crn observeot le manège, puis s'en voot vaquer à leurs occupations, oo vague sourire de fierté et de contentement au coin des lèvres. C'est bon, quand même, d'appartenir à la cioquième poissauce économique du monde...

li est 12 heures à l'horloge de la place du Dôme à Brindisi, Les marebands de primeurs de la région vont-bientôt-empiler-leurs cageots dans les camions. Les groupes de réfugiés vont et viennent entre les

glisse quelques mots dans l'oreille de l'autre qui acquiesce gravement. On n'entend pas ce qu'il dit, on ne comprendrait pas, mais nn imagine:
« Tas vu tous ces fruits? Ce truc verdatre et couvert de duvet, à ton avis, c'est quai?» Le marchand explique, ils se regardent, répètent le nom, feignent tout à coup de com-prendre. « Ki-wi, c'est un ki-wi, quoi la. L'homme en offre un, le fruit passe de main en main, on sort un conteau, on l'ouvre, on le goûte. "Les petits grains noirs, là, ça se mange oussi?» Oui, tout est bon, frais et exotique dans le mande

15 beures dans le centre-ville. Denx ou trois mille Alhanais ont forcé les barrages et se sont répan-dus dans la cité. Ils vont et viennent, restent ébahis durant de longs moments face aux vitrines les plus banales : un marchand de pipes, me échoppe de cootellerie, un magasin d'horloger.

> Vieilles fripes

Petites Sœurs de la Charité unt décide d'ouvrir leur maison et l'on peut y prendre des douches. Des dnuches? Dix, vingt, cent, deux cents, trois cents Albanais se ruent bientôt dans le place. Les Petites Sœurs sont débordées. Impossible de chaussures nenves trop petites ou

reux dépourvus d'hygiène depnis une semaine, quelquefnis des années. Bientôt, c'est l'émeute. La police arrive, charge brutalement et finit par ramener le calme et un semblant de discipline. Une Sœur supporter, le dénuement des autres...

17 heures sur la jetée. Un hamm masqué de blanc, avec un drôle d'appareil sur le dos, actinnne uo levier tout en dirigeant une sorte de tuyau qu'il balance en cadence d'un trottoir à l'autre. On dirait un vigne ron qui sulfate ses ceps. Il sulfate, oui, mais dans la bonbonne, il y e du désinfectant. Les médecins l'oot dit : ils craignent des épidémies, 10 à 15 % des réfugiés souffrent de gale, la maladie de la saleté et de la misère. Des centaines de cas de dénutrition avancée ont été observés, et aussi quelques hépatites B. Une équipe municipale a été chargée de ramasser toutes les savates éculées et les tas de haillons aban-donnés, ici et là sur les trottoirs, par tous ceux qui out pu se changer. A en juger par les amoncellements de vieilles fripes que les fonctionnaires désignés sont en train de brûler, ils sont nombreux. Les commerçants ont été invités par leurs syndicats à . offrir leurs invendus, les particuliers à vider leurs armoires. L'appel a été en pantalon à pattes d'éléphant des années 60 ou en costume dépareillé. tous ceux qui claudiquent dans des

trop grandes, sont là pour en témoi-

23 heures à l'entrée des docks. Un gigantesque embouteillage bloque l'accès aux quais. Plusieurs dizaines d'autobus municipaux, d'autocars de luxe et de Pullman à touristes ont été réquisitionnés pour transporter

Les femmes et les enfants d'abord

Policiers et carabiniers, masqués de gaze et gantés de canutchnue comme des chirurgiens, tentent d'npérer un tri rapide parmi les qui piétinent encore ici depuis des heures. « Les femmes et les enfants d'abord », ordonne un gradé. Mais la faule est trop compacte. Chacun

L'ordre est blentôt abandooné. « Vio! vin! Forzo! forza!» : les hommes masqués tentent d'accélérer le mouvement, Les voyageurs courent vers les véhicules, serrent comme un trésor l'inévitable sac plastique que tous trimbalent avec enx et qui contient les premiers effets de leur nouvelle vie.

3 heures, samedi matin. La ronde infernale des autocars est terminée. Les quinze mille ou seize mille vaoo-pieds qui oot tout risqué pour

emmenés dans des entrepôts vides. dans les écoles. Les trente établisse ments scolaires de Brindisi nnt été réquisitinnnés par le préfet. Les enfants et les lycéens sant en vacances jusqu'à nouvel nrdre. Un peu plus lnin dans la région et jusque là-haut, aux portes de Rome, les autorilés préparent les camps qui vnnt accueillir tnus ces gens. Tnut sera prêt dans quelques jours, peutêtre une semaine. En attendant, il faut nettoyer les quais jonchés d'immondices, d'excréments dégageant une insupportable puanteur. Uo cloaque. Les «bateaux de l'espoir» sont vides, amarrés, saisis sur ordre de la magistrature italienne. Leurs armateurs tures, grees ou chypriotes, qui faisaient la navette dans l'Adriatique, devront payer de laurdes

A la lueur d'un lampadaire, Petrit et trois copains gloussent comme des idiots en tournant les pages d'un magazine pornographique trouvé Dieu sait où! A deux pas, une vingtaine d'élégantes Italiennes sortent d'un dîner entre dames dans un restaurant chic. Le 8 mars 1991, l'Occident fêtait la Journée internationale des femmes. Au même moment, des Alhanais nrdinaires pénétraieot comme par effraction dans le ving-

amendes pour les récupérer.

**PATRICE CLAUDE** 

# L'énigme Kadaré

Comme blessé, il finissait même par esquisser un mouvement d'bumeur devant ce qu'il prit pour de l'irnnie méchante et qui n'était que de la curiosité naturelle.

C'est que, même s'il a éprouvé le besoin de s'en expliquer longue-ment, à travers de multiples interviews et dans deux livres (2), sa eoexistence avec le régime com-muniste albanais et la manière dant il s'en est séparé restent

Dans le déhat sur les rapports Dans le déhat sur les rapparts entre écrivains et pouvoir en pays totalitaire, Kadaré a fonrai, pendant de longues années, un exemple sans doute unique, celni d'un écrivain dont les œuvres étaient pholiées dans son pays, participant aux structures officielles du régime, jouissant même de certains privilèges, tout en se sachant en nppositinn avec ce régime et sous la baute survoillance de soo sous la baute surveillance de soo appareil de sécurité.

ll se souvient, non sans agace-ment, enmment, les derniers ment, enimment, les difficiers temps, nn a voulu rapprocher son persinnage de celui d'un autre écrivain de sa génératinn, Vaclav Havel, alors que leurs démarches sont si dissemblables: Havel était eo opposition ouverte avec le tchécosinvaque, ce qui ini régime tchécosinvaque, ce qui ini valot de multiples séjours en pri-son et l'interdiction de toute soo œuvre; ainsi marginalisé, il était ignoré de son peuple sous la dicta-ture et dut placer l'actino politi-que evant la création littéraire.

#### Comme un héros national

Kadaré, en revanche, soutieot que, pour lui, l'actinn politique passant par le création littéraire, passant par le creation interante, qui lui permit d'acquérir une immense popularité auprès de ses compatriotes – une situation, certes, plus enviable.

A ceux qui lui reprocheot de ne s'être battu qu'après la mort d'En-ver Haxha, le fandateur du communisme albanais, il répond : « Le duel [avec Hinxha] n'o pas eu lieu

littérature et dictoture. Le fait même que l'écrivain crée de la littérature, c'est que, déjà, il n gagné le duel. » e Libèrer les mots, dit encore Kadaré, c'est un grand travail, ce n'est pas si facile... »

Pnurtant, il avoue qu'il était « hanté par l'image de Havel parce que, même du vivant d'Enver Hoxha, qui était un petit Staline et un petit Lénine local, lorsque les journalistes écrivaient que nous étions les deux Albanais les plus célèbres, e'étnit une harreur, camme une condamnation à mnrt. » Doit-on, ponr antant,

coosidérer que, après ces explicatinus, tnut est clair sur les rapports de Kedaré avec Haxha? Hoxha n'émerge-t-il pas du Grand Hiver, le roman qui raconte admirablement la rupture soviéto-albanaise, comme un héros natinnal que sa ténacité face au géant sovictique rend somme tonte assez sympathique, même si l'nn perçoit en arrière-plan tonte le perversité du système totalitaire? C'est d'ailleurs Hoxha lni-même qui autorisa finalement la parutinn de ce livre; d'où, explique Kadaré, le a mystère de la protection » dant l'auteur bénéficia ensuite : « Tout en étant ma bouée de sauvetage, le Grand Hiver etait aussi ma malediction », écrit-il, retombant dans la torturante contradiction qui veut que, pour pouvoir latter par l'écriture, il fallait être agréé par le

On peut aussi se demander quelle était récilement la marge de manœuvre de Kadaré dans le degré de collaboration avec le régime. Il fat membre du Parti enmmuniste, député de 1970 à 1982, membre de la direction de l'Uninn des écrivains, vice-président du Frant démocratique, organisatinn «de masse» dont la présidente était le venve d'Enver Hnxba. Peo après la mnrt de Hoxha, le Mande reçut et publia, le 26 evril 1985, une lettre d'Ismail Kadaré s'élevant contre les articles publiés dans ce inurnal sur le leader albanais : « Il est indigne d'offenser un peuple à des maments de devil et de dauleur, ccrivait Kadare [...]. Le nom d'En-ver Hoxha est indéfectiblement hé nux fondements, à l'histoire et à l'édification de la nouvelle Albanie.

sinns de so sigure et, conséquemment, l'ampleur du deull. » Cette lettre était-elle spontanée, nu écrite sous lo pression? Kadaré n'en a jamais parlé.

Lnrsque, dans une interview publice en 1986, le Mande lui demanda ponrquai il n'était plus député, il ent cette éloquente répanse : « Parce qu'an ne m'a plus proposé de l'être » A France-Culture jeudi, il a expliqué qu'il était député « dans une période où cela n'avait nucune importance ».

> Absurdités du système

De même, Inrsque naus lui avnns demandé pnurquoi il était vice-président du Front démocratique, il a déclaré : « Je ne suis pas. - Muis vous uviez accepté? -Persunne ne m'a demundé [mon avis]. Ce n'étalt pas quelque chose de sérieux. » C'était tout de même suffisamment sérieux pour qu'il relate, dans Printemps olbannis, une altercatinn qu'il eut avce M∞ Haxha lors d'une réunion de la présidence du Front, co mai 1990.

Ambiguîté enenre larsqu'il décrit le mûrissement de sa décisinn de partir, l'an dernier. Par l'a absence », dit-il, il vnulait forcer le changement, après avnir enmpris qu'il ne pauvait plus y contribuer sur place; d'une certaine manière, l'opératinn a réussi. En même temps, nn sent bien, dans la minutieuse descriptinn du Printemps plbanais, que ce systéme lui était devenu proprement insupportable, enmme l'absurdité de la Mercedes nfferte au baul dignitaire que l'nn vient de limoger, nu comme l'envni à Strashnurg, à une ennférence sur les droits de l'bomme, du haut magistrat qui avait mis tant d'innocents en prison

Ces absurdités avaient pourtant tnujnurs existé, mais snudain, ainrs que le système s'effundrait dans les pays vnisins, elles devenaient trap eriantes. « Aujourd'hui, il apparaît que les limites [du mande communiste] sant dépassables, déclarait-il au Monde le 26 octobre deruier. Mois en Albanie, je ne peux pas les dépasser. Alars je pars. Disans que la désillusion a été plus insupportable que l'oppression. » Car îni anssi avait cru au président Ramiz Alia et à la capacité du système à se

Kadaré n'est pas un héros. Il ce cherehe pas à passer pour tel - et d'ailleurs, pouvsit-nn l'être en Albanie? Plus de cinq mois après son arrivée en France, le grand écrivain albanais epparaît surtout comme un homme tnurmenlé, celui-là même qui, au moment de quitter son pays, comparait l'exil à la mort, puis à la prison.

SYLVIE KAUFFMANN (2) Outre Printemps olbanals: îsmaîl Kaderé, Entretiens avec Eric Faye, ed. José Corti, 

# Douloureux « printemps »

Le « printemps » d'Ismail Kaderé e commencé le 4 février 1990, per une très langue entrevue avec le président Remiz Alia, qu'il connaissait bien pour evoir au souvent affaire à lui pendant lea vingt années durant lesquelles M. Alia avait été responsabla de la propagande au comité central ; il le respectait, d'ailleurs. Kaderé expose au numéro un albanais sa vision d'une transition démocratique et les changements qui lui paraissent indispensables. En la raccompagnant, Ramiz Alia a catte phrase : « Tout se fera. »

Le 21 mars suivant, Kadaré donne une interview à un journal albanais, la Voix de la jeunesse, qui non seulement ast publiée mais fait grand bruit. L'écrivain n'hésite pas à dire qu'elle « provoqua un embrasement général »; il est vrai qu'il y sort de sa réserve droits de l'hamme, les libertés. Déjà, en avril, surgissent les premiers nuages. Kadaré eppella cette période le « temps des emais : c'est le moment où lee voir tente de satisfaire les conser-vateurs en même temps que les réformateurs. Pourtant, certaines adoptées, allant dans le sens de ce qu'aveit demandé Kadaré. La Sigurimi, la redoutable police poli-

tique albanaise, elle, na détèle pas. Le 3 mai, ennvaincu e que la danger d'un retour en arrière se faisait de plus en plus menaçant», Kadaré écrit une longue lettre à Ramiz Alia. « Vous avez ouvert de nouveaux horizons au pauple albanais», ne les leissez pas s'assombrir, lui dit-il en l'assurant du «soutien » de ce peuple.

## perdnes

Persuadé d'evnir joué un rôle décisif dans cette timide ouverture, Kadaré e'interroge sur sa propre place dans la suite des événements , « Havel me torture », écrit-il. Le 21 mal, Il reçoit la réponse de Ramiz Alia; le style dogmatique de cette lettre, l'inlasdouche froide. C'ast fini. Kadaré n'e plus d'espoir et prend la décision da partir, des que l'occasion s'en présentera. Juin eet pour lui le moia de la

peur. Le pouvoir prend pour cible un «groupe d'intellectuels», dont font partie l'écrivain et quelques personnalités que l'an retrouvera, six mois plus tard, à la tête de l'opposition naissante et du Parti démocratique. Le 2 juillet éclate la erise dea embassades; Ismaïl Kadaré fait état dans son livre d'un terrible massacre, ce jour-là, perpétré par les forces de l'ardre devant les représentatione occidentales. Il est suivi d'un autre massacre, qu'il décrit en détail dans son dernier livre, dans la ville de Kavaja. La répression est allée trap lain, certains «durs» du régime sont limogés. « Trop tard ». écrit Kadaré. « Ramiz Alia avait perdu l'occasion de rentrer dans l'Histoire ». Kadaré, lui, a perdu rces illusions que j'avais soutenues de toute mon âme. Qu'avec sable répétition des mots «Parti» mon autorité d'écrivain célèbre

j'avais rendues pleusibles. Le remords était inesquivable. » Le 27 septembre, il s'envole pour

Kadaré ne participera pas aux élections du 31 mars, même s'il snutient nuveriement le Perti démocratique, et ne retnumera dans son pays que lorsque ce sera réclament? «Ca ne fait rien, dit-il. ils ont mes livres, ça suffit. > «L'important, poursuit-il, n'est pas de gagner ou non les élections, l'important e'est de continuer. » Il donne encore au régime « un en, un an et demi ». Quent à Ramiz Alia, paur lequel il fut plein de bienveillance, il le juge aujourd'hui «hésitant, faible, influençable, très mal entouré ». De cet épiaode du e printemps elbenais J. dont on connaiesait peu de choses en Occident, du comportement de Ramiz Alia tel que le décrit Kadaré, émerge en bien des points un parallèla frappant, comme en miniature, avec une autre tentative de réforme du socialisme : celle de Mikhail Gorbatchev.

## Le référendum du 17 mars reste entouré d'ambiguïtés

La publication, samedi 9 mars, par la presse soviétique du nouveau projet de traité de l'Union (le Monde du 7 mars) donne un atout à M. Mikhaīl Gorbatchev à una semeine du réferandum qu'il entand organiser sur le maintien. de l'URSS. Il en avait bien besoin. tant paraiseent fregiles les accords qu'il a pu arracher aux dirigeants de huit grandes Républiques soviétiques, à la fois pour approuver « en principa » le nouveau texte et pour s'engager à mener eur leur territoire le référendum du Kremlin. Mais sa préparation se fait dans un tel désordre et tant d'incertitudes planent sur son déroulement, que certains députáe soviétiques ont déjà demande le report du scrutin. MOSCOU

#### de notre envoyée spéciale

M. Gorbatchev, qui s'est aligné, voiei trois mois, sur les forces les plus hostiles à l'octroi d'une souverainete reelle aux Républiques, a entorses à son credo officiel pour nbtenir ce projet de traité, paraphé pour l'instant par les seuls adjoints des trois Républiques slaves et des cinq Républiques d'Asie centrale. L'une de ces entorses est que le mot a socioliste » o'apparaît nulle part dans le texte du projet de traité. M. Gorbatchev a été interpellé dès jeudi sur ce pnint par un député conservateur indigné de cette « disparition», alors que le Congrès des deputés s'était prononcé en décembre, après le Parti communiste, co faveur du maintien d'une «Union socialiste». Le numéro un soviétique a répoodu que « le choix socialiste du pays est déjà inscrit dans de nombreux documents », y compris dans la formulation de la question posée au référendum du 17 mars sur le « maintien de l'URSS ». « Il n'est done pas nécessaire de le répéter partout », a-t-il ajouté, quelque peu s'ajoute celle qui consiste à accepter l'éventualité de conditions spécifi-

ESPAGNE

M. Felipe Gonzalez

va remanier

son gouvernement

MADRID

de notre correspondant

auta lieu dans les prochains jours

eo Espagne. La porte-parole du gouvernement, Mer Rosa Coode,

l'a officiellement confirmé, ven-

diedi 8 mars, mettant ainsi un

point d'argue à une interminable

Un remaniement ministériel

taines Républiques. M. Gorbatchev avait évoqué cette possibilité dès le printemps dernier, mais le texte du premier projet, élaboré an Kremlin en novembre, n'en faisait plus mention. Jeudi, devant le Soviet suprême, M. Gorbatchev a parlé à nouveau de la «situation spécifique» des Républiques baltes.

Mais il est vrai qu'en échange, ce nouveau projet de traité reprend les

grandes lignes de celles du premier

en ce qui cooceroe les partages de compétences, dant «le centre» conserve l'essentiel. Et qu'il place une belle épine dans le pied de M. Boris Eltsine, avec la question de représentation des anciennes Républiques « nutanomes » qui se sont proclamées à l'automne dernier « souveraines ». Le projet leur donne le droit d'être représentées en tant que telles dans les futures instances de l'Union et pas seulement au sein de la République fédérale dont ils dépendaient jusque-là. Or il s'agit avant tout de dix-neuf Républiques situées en Russie (celles des Tatars, Bacbkirs, lakoutes, etc.) qui sont toujours contrôlées par les communistes. M. Eltsine a affirmé aussitôt, selon l'ageoce Interfax, que la Rus-sie ne signera pas l'accord si cette disposition était maiotenue. Les autres Républiques devraient soute-nir sur ce poiot M. Eltsine, aucune n'étant exempte de minorités qui pourraient ainsi se soustraire à leur

#### « Oni à l'Union, non au chaos!»

La publication du projet de traité, alors que ce point n'est pas réglé et doit eocore être débattu, comme l'ensemble du projet, par les différents Parlements républicains, mon-tre à quel point M. Gorbatchev teoait à le faire avant son référendum sur l'Union, le premier qu'il se soit décidé à organiser. Ses opposants - démocrates, eltsinieos ou oatlonalistes des Républiques appeler à voter «noo», que les Soviétiques doivent se progoncer sur une Union doot ils ignorest le un peu plus, mais pas tout.

ambiguîté d'un serutin, qui risque non seulement d'être agité, mais aussi de se retourner finalement cootre son promoteur. En effet, six Républiques périphériques refusent de l'arganiser. Leurs habitants de souche représentent cependant moins de 5 % de la population de l'URSS. Mais la Russie et l'Ukraine, qui en représentent plus de la moi-lé, tout en acceptant le référendum de l'Union, organisent en même temps les leurs, avec d'autres questions, dont le succès probable jettera de l'ombre sur celui de M. Gorbatcbev. Même le Kazakhstan, fidèle du Kremlin jusqu'à une période toute récente, a l'intention de poser à ses habitants une question différente, bien que proche, de celle imposée par «le centre».

Cette situation, « qui risque de rendre impossible le calcul des résultais, doit être résolue par le Soviet suprême et le comité de contôle constitutionnel », a déclaré, jeudi, le président soviétique. La veille, des députés avaient réclamé le report du scrutin, arguant du désordre qui préside à sa préparation et des menaces qui pèseraient sur les directeurs des usines, situées par exemple en Moldavie et en Lituanie, qui voudraient organiser le scrutio dans leurs établissements, comme les y engage Moscou. Et comme s'il voulait pren-dre les devants, le procureur général de l'URSS a rappelé qu'en vertu de la loi adoptée en décembre sur les référendums, leurs résultats peuvent être annulés si des fraudes importantes sont constatées, ce qui entraîne alors un report d'un an de la consultation...

Toutefois, la campagne en faveur du « oui » est toujours activement menée par la télévision et la press commuoiste, notamment sur le thème « oui à l'union, non au chaos ». Et M. Gorbatchev, qui s'est personoellement impliqué dans la campagne, a affirmé jeudi qu'aucun des neuf dirigeants de République présects la veille à Moscou à uc Conscil de la fédération (les « buit » plus l'Azerbaïdjan, qui vient de décider qu'il organisera le référendum de l'Uoi0o) «n'ont avancé d'objections sur la tenue du référendum, sa date ou la question posée».

## SOPHIE SHIHAB

BELGIQUE : projet de réforme constitutionnelle

## Une femme pourra monter sur le trône

Comme en Grande-Bretagne, au Danemark ou aux Peys-Bas, une femme pourrait régner un jour en Belgique. M. Wilfried Martene, premier ministre, a presenté vendredi 6 mare eu gouvernament un projet de réforme constitutionnelle alient

BRUXELLES

de notre correspondant période de spéculations et de manœuvres politiques. A l'occasion des législatives anti-cipées du 30 octobre 1989, le chei Calquée sur la loi salique francaise. l'artiele 60 de la Coostitudu gouvernement avait invoqué la tioo belge stipule : « Les pouvoirs nécessité de disposer d'un cabinet rénové et renforcé, mieux à même constitutionnels du roi sont héréditaires dans in descendance directe. d'affronter les rudes défis du marnaturelle et légitime de SM Léoehé unique européen pointaot à l'horizon. Mais, au leodemain du poid-Georges-Chrétien-Frédéric de Saxe-Cobourg (Léopold la, premier scrutin, M. Gonzalez décida... de reconduire purement et simpleroi des Belges en 1831), de mâle en mâle, par ardre de primogéniture et ment son gouvernement. L'attribu-tion de plusieurs sièges avait fait

ò l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance. » A défaut de descendance masculine, le roi peut nommer uo successeur avec l'assentiment des Chambres.

Procédure de révision

complexe

S'il est approuvé - à la majorité

des deux tiers par le Parlement -

ce projet oe devrait pas avoir de

conséquences à court et moven

terme. Il se peut que le roi Bau-

douio, âgé de soixante ans, monté

sur le trône en 1951, manifeste un

jour l'intection de renoncer à sa

charge. Son frère, le prince Albert,

né co 1934, devrait normalement

lui succéder. Mais l'idée est assez

répaodue à Bruxelles que le mari

de la belle Paola, qui se consacre

surtout à la promotion commer-

eiale du royaume, a moins d'avenir

dynastique que son fils aioé Phi-

lippe, né en 1960. La réforme

coostitutionnelle ne pourrait dooc

profiter qu'à une fille du prioce

Philippe, pour le moment céliba-

Depuis, un autre obstacle avait surgi, et de taille : le scandale impliquant le vice-président du gouvernement, M. Alfonso Guerra, dont le frère s'était apparemment enrichi de manière fulgurante à l'embre du pouveir Au fur et à l'ombie du pouvoir. Au fur et à mesure que l'affaire » s'aggravait, le remaniement se compliquait pour M. Gonzalez. Après s'être obstinément aceroché à son poste durant un an, M. Guerra allait finalement démissionner le 12 jan-vier dernier. La guerre du Golfe devait ensuite relarder ce remanie-

en effet l'objet de recours devant les tribunaux et il n'était pas sur de disposer d'une majorité absolue

L'enjeu est considérable car tout porte à croire que M. Gonzalez, après trois législatures successives, ne présentera plus sa candideture aox prochaines législatives. La composition du nouveau gouverne-ment apportera done de précieuses indications non seulement sur le rapport de forces au sein du parti, mais aussi sur la persoone appelée à le diriger dans un avenir assez

THIERRY MALINIAK

taire, à moins que des circonstances tragiques oe mettent sur le devant de la scène le princesse Astrid, deuxième fille du prince

Pourquoi cette réforme décidée « en harmonie avec le rol », scion M. Martens? La Belgique trouverait genante pour son image internatiooale eette excinsioo des femmes, si présentes daos les autres royaumes européens.

La procédure de révisioo de la Constitution est complexe. Le pouvoir législatif a le droit de déclarer qu'il y a lieu de modifier tel ou tel artiele de la Loi fondamentale. Après cette déclaration, les deux Chambres soot dissoutes et e'est an nouveau Parlement de voter la réforme si une majorité se dégage. L'article 60 figurant dans une liste adoptée par une précédente législa-ture, les Chambres actuelles peuvent suivre le premier ministre avant l'expiration du mandat des députés, en janvier 1992.

En revancbe, il faudra attendre la prochaioe législature pour la révision de l'article 69 ( « Le roi sanctionne et promulgue les lois ») que le gouvernement vient d'ajouter à la liste des textes à modifier un jour. Le sujet est beaucoup plus délicat que l'ouverture de la fonctioo royale aux femmes. Oo l'avait constaté eo avril 1990, quand le roi, invoquant « un grave problème de conscience», avait refinsé sa signature à une loi sur l'evortement. Une crise de régime avait été évitée grâce à une « impossibllité de règner » de quelques jours, mais, devaot le malaise des socialistes, M. Martens avait promis de proposer « une solution structurelle » à ce genre de problème. En pratique, pour éviter uoe dissolution, les députés devraient demender la révision de l'article 69 quelques jours avant l'échéaoce normale de leur mandat, et l'on passerait aux choses sérieuses au début de l'année prochaine.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE |

# **AMÉRIQUES**

SALVADOR: élections de transition vers la paix

## La gauche espère devenir la troisième force parlementaire

Un peu plus de deux millions d'électeurs salvadoriens votent, dimanche 10 mars, pour le renouvellement de l'Assemblée législetive et des deux cent soixante-deux conseils municipaux du paye. Malgré la poursuite des opérations militaires dans les zonee traditionnellement dominées par la guérilla, celle-ci a décidé de maintenir la trêve qu'elle avait annoncée pour la période du 9 au 11 mars.

> SAN-SALVADOR de notre correspondant

en Amérique centrale

« Pour In première fois depuis 1972, aucun secteur social ne conteste la légitimité du processus électoral », déclare avec une satisfaction évidente, à propos des élections législatives et municipales du 10 mars, le plus charismatique des dirigeants de le ganebe salvado-riecoe, Ruben Zamora, secrétaire énéral du Mouvement populaire social-chrétien (MPSC). « L'enjeu est donc exceptionnel, et ce scrutin va constituer une étape importante pour la démocratisation. Contraire ment à toutes les élections précédentes, qui s'inscrivaient dans le projet contre-insurrectionnel de l'armée, celles-ci ont un caractère plus politique que militaire, et l'armée s'est abstenue de foire campagne contre nous comme elle l'avait fait en 1989 avec des affiches nous accusant d'être des terroristes.»

Bien que les soodages les plus favorables lui accordeot moins de 10 % des jotentions de vote, la gauebe devrait faire son entrée à l'Assemblée législative où le partl au pouvoir, l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA, droite). pontrait conserver la majorité absolue. « Notre objectif, affirme Ruben Zamora, est de devenir la troisième force politique, darrière l'ARENA et la démocratie chré-tienne. » Du fait de soo alliance politique evec la guérilla au sein du Front démocratique révolutioo-naire, la gauche n'avait pas participé aux élections législatives de

L'année suivante, les trois partis de la gauche non commuoiste s'étaleot réunis au sein de la Convergence démocratique pour présenter un candidat unique à Ungo, qui est décédé la semaioe

4 % des suffrages exprimés mais les conditions avaient été particulièrement difficiles pour cette pre-mière incursion sur le terrain élec-toral. La gauche avait dû faire face à l'hostilité de l'armée et de la droite mais aussi eu boycottage des guérilleros du Front Farabundo-Marti poor la libération nationale (FMLN). La situation est tout à fait diffé-

rente aujourd'hui à la suite des progrès enregistrés dans la négociation entre le gonvernement et le guérilla, engagée depuis près d'un an sous les auspices des Nations uoies. « Tout le monde reconnaît désormais que les deux parties sont condamnées à trouver une solution négociée au conflit, soutient l'écrivaio David Escobar, membre de la commission gouvernementale de oégociation. Nous avons avancé sur plusieurs points, en particulier sur les droits de l'homme et la réforme des forces armées, y compris sur le principe de l'épuration qui sera inè-vitable quand on nurn établi lo vérité sur les crimes les plus aberrants. La société a besoin de connaître la vérité historique – plus que la vérité judiciaire – sur les crimes commis des deux côtés, qu'il s'agisse de l'ossassinat de Mgr Romero, de celui des jésuites ou des exécutions perpétrées par la

David Escobar ajoute : « Il faut passer de l'affrontement militaire à in lutte politique. La guérilla a compris qu'elle devait désormais conquerir un espace dans le cadre du pluralisme politique, comme cela est en trnin de se faire en Colombie où, il est vrai, à la diffèrebelles n'ont jamais été sur le point de prendre le pouvoir.»

#### La « tombe des rouges »

Même s'il reste décidé à maintenir sa pression militaire et à reconquérir, après les élections, ses zones d'influence investies par l'armée ces dernières semaines, le FMLN est en train de modifier radicalement sa positioo sur le processus electoral qu'il qualifiait jusqu'alors de « manœuvre contre-insurrectionnelle ». Alors que le principal dirigeant de la guérilla, le commandent Joaquio Villalobos, affirmait encore le 23 février que « les élections fuvorisnient la guerre », le FMLN annonçait quelques jours plus tard une trêve de

gauche et de la démocratie chré-tienne. « Nous avons quelque chose n gagner avec ces élections, affir-ment les rebelles dans un commooiqué, car les forces démocratiques vont conquérir de nouveaux espaces el réduire ninsi le pouvoir de l'ARENA.»

Le commandant Villalobos, qui ne vit plus dans les montagnes du Salvador depuis environ deux ans et se déplace entre plusieurs pays d'Amérique latine avec les quatre autres dirigeaots de la guérilla, s'est répandu en déclarations au. cours des derniers jours en feveur de la « démocratie pluraliste». Simultanément, la radio des insurgés rapporte que la guérilla orga-nise des mectings dans certains vil-lages pour dénoncer la « campagne de terreur menée contre l'opposition: par le parti au pouvoir et l'armée afin de dissuader les Salvadoriens d'aller voter » .

Les observateurs de l'Organisation des Etats américains, qui font désormais partie du paysage électoral de l'Amérique centrale, renvoient dos à dos l'armée et la guérilla dans un rapport consacré aux cilectioos. Après avoir félicité toutes les forces politiques pour leur « volonté unanime de collaborer à l'organisation d'un scrutin démocratique », l'OEA constate que les « actes de violence et d'intimidatioo contredisent cette intention et pourraient nvoir des effets négatifs sur le processus électoral ».

L'OEA dénonce les « menaces de mort » da la guérilla à l'égard de certains candidats de la droite dans les zones rorales ainsi que l'assassinat, sans doute commandité par la droite, d'un membre de l'UDN qui se présentait à un poste de conseiller municipal dans la banlieue de la capitale. Elle regrette également la « violence verbale » utilisée par tous les partis qui ont recours à une propagande très agressive.

Comme lors des campagnes pré-cédentes, l'ARENA a diffusé à longueur de journée son hymoe pro-mettant que le Salvador serait « la tombe des rouges », tandis que les démocrates-chrétiens publisient des caricatures où les candidats de l'ARENA portaient la croix nazie. Comment s'étonner dans ces conditions que, selon un sondage réalisé en janvier par l'Université cathollque, 74 % des Salvadoriens continuent d'avoir peur d'exprimer publiquement leur préférence poli-

**BERTRAND DE LA GRANGE** 

# **AFRIQUE**

## AFRIQUE DU SUD

## Levée de l'état d'urgence dans le bantoustan du Bophutatswana

**JOHANNESBURG** 

de notre correspondant Le président du Bophutatswana, M. Lucas Mangope, a levé l'état d'urgence en vigueur depuis mars 1990 dans ce baotoustan « iodé-pendant ». Il a anooncé que la loi sur la sécurité intérieure allait être amendée afin de permettre aux partis politiques de se « déclarer officiellement », ce qui leur garanti-rait une « complète liberié politi-

« Nos opposants ont réclame de la place sur la scène politique, nous leur en donnons. Qu'ils n'interpré teut en donnons. Qu'ils n'interprè-tent pas ça comme la permissian de bafouer nos lois. Nous sommes dèterminés à ce que la démocrotie prévale». a tenu à préciser -M. Mangope. A la-différence des trois autres bantoustans « indépen-dants » (Transkeï, Ciskeï et Venda) qui sont tentés par un retour dans qui sont tentés par un retour dans le giron sud-africain, le Bophutatswana a rejeté tout appel à une « réincorporation ». Fermement soutenn par Pretoria, le chef de cet « Etat » a indique que « ces change-ments » sont les « premiers » d'un plan qui permettra au gouverne-ment de « conserver l'initiative et de rester maître du destin du Bophutatswam » au moment où des réformes fondementales sont en train de « bouleverser le souscontinent ».

M. Mengope a révélé que son gouvernement avait en récemment de «fructueux entretiens» avec plusieurs organisations politiques dont le Congrès national efricaio (ANC) et le parti Inkathe è domi« dialogue engagé » serait « entre-tenu ». L'ANC a réagi favorablemeot à ces mesures, précisant qu'il s'agissait là de « demandes fondamentales formulées de longue

La Commission sud-africaine des droits de l'bomme a accueilli avec scepticisme les déclarations de M. Mangope. « Il s'agit d'un premier pas ». A son avis, « deux autres pas » doivent être faits qui eboutiraient à « l'abrogation des lois sur la sécurité intérieure » et « le démantèlement de la structure de cutte parodie d'Etat » pour per-

mettre aux habitants de la region de participer à « la marche vers une Afrique du Sud unie et démocrati-

Acquise eo décembre 1977, l'«indépendance» du Bopbutatswana, éclaté en sept parcelles diffé-reotes, très éloignées les unes des autres, n'a jamais été reconnue par la communauté ioternationale. Les autorités de Pretoria cootinuent de considérer ces quatre bantoustans noirs comme des pays «indépendants » où elles ne se privent pas d'intervenir quand bon leur sem-ble.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

## TUNISIE

## Bedos, Boujenah et Smain censurés

de notre correspondant

Eat-ca la fait da tourner la guerre et la racisme en dérision pour mieux les condamnat, ou de montrer un juif, un Arabe et un piad-noir freternellement unis dans l'humour? Quoi qu'll en soit, la retransmission, vendredi 8 mars, sur Antenne 2, du spectacle que Michel Boujanah, Smain at Guy Bedos evalent donné à l'Olympia à l'initiative da daux associetions entiracistes a été interrompue au bout da quelques minutes sur

Ce n'ast paa la première fois qua les responsables de la télévision censurent la retransmisalon des programmes de la chaîne françalea sane un mot d'explication ou d'excuses, laissant les télespectateurs sur leur faim. Mais, dens le cas présent, cette initiativa, pour le moins maladroite, ne aert pes l'image d'une Tunisie ouvarte at tolérante à laquelle les dirigeants du pays assurent pourtant tenir.

# Le dernier cr

Les obsèques de Michel d'Or. nano, décède accidentellement à Saint-Cloud (Hauts-de-Sains) vendredi 8 mars, auront liac mardi 12 mars e Deauville, ville dont son épouse est maire. De nombreux hommages ont été rendus à l'ancien ministre et bras droit de M. Giscard d'Es. taing, venant de droite comme de gauche. MM. Mitterrand et Rocard ont souligne la a fidente a ses engagements e et anne l'a ouverture d'esprit » ou député (UDF-PR) du Calvedos, Pour M. Giscard d'Estaing. dort Michel d'Ornano était l'ami la plus proche et le serviteur le plus devoue, il s'agit d'une α perte irréparable ».

a Une perie vrréparable, « Cr. 2001. les premiers mois de M. Valer, Colocard d'Estaing, apprenant la rissour-tion brutale de Michal d'Ornans N'aimant guere, pourtant, affichet ses sentiments, l'ancien pre-unit de la Republique signe dates de de de samedi 9 mars un article strate vant, « Nous nous pathons process ? chaque sour au télégitem. Il de sechan l'appareil, se reconna. ... voice Cette disparition St. voice épreuve pour M. Giseaud d'Estart. Parce que Michel d'Ortano clar tout simplement, son aint, or redent et le loyal complier de 8 % et et des mauvais jours, le seu qui privait lui parler d'égal à égal. M. horse que pois Mitterrand avait Grates. Dayan, M. Giscard d'Foliaine and d'Ornano. A cette difference per que, pour avoir teujoure par les parament, préféré la passion de la

, T.

2. 120

**かったし** 

1.50

و المالي الا

2 2

27.27.24

14 -

28 644

11.74

(03%)

324.14

1.346

4. 27.

The area

110 300

. Butter

Terenger . .

:000203

MOVIES:

ator :

. . . . . .

Monsieur le comte était en toi. dal, mais un féodal que a regu'un tjef n'a d'atricte acc sert avant de s'en lervir il. . . . e'était un des lieux de villegantaire de sa famille, Michel d'Ornare. et pas simplement le maire de 🗀 Calvados avait été aussi marchial. que que complète. Au den et de carrière politique, le departere : ... čtalt solidement jenu zn 💥 🦡 les gaullistes, contre lenger allait développes une strying s d'encerclement digne de ... ancêtres margehaux de France

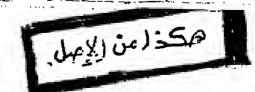
L'institution regionale pri bage n'est encore qu'embryennaire. mais la place était à prendre, filen avant les autres, Michel d'Chinalion comprend que la region est une carte à jouez. Dans le même temps qu'il conquiert la region. Michail d'Ornano se dote de solides points d'appui dans son depattement d'élection : dans sa circonscrip-

## M<sup>Be</sup> Ameline devient député du Calvados

Mac Nicole Ameline (UDF.PR: suppléante de Michel d'Ornana dans la quatrieme circonsgription du Calvados depuis les dernières élections législatives de juin 1988. devient député.

Née le 4 juillet 1952, à Saint-Vaast-en-Auge (Calvados), diptémee d'études superieures de droit public, chargée de mission au cabinet de Michel d'Ornann, de 1978 à 1980, alors qu'il érais manufact de l'envison alors qu'il était ministre de l'environ nement et du cadre de vie, Mª Ameline a ensuite occupe les forctions de secrétaire générale de la mairie de Honfleur (Calvados) jusqu'en 1987. Responsable de la communication na conseil général du Calvados de (487 à 1991, elle est, depuis le début de vette année, scerétaire générale du distrait de Deauville.]

M. Rocard: «il n'est pas possible de traiter les problèmes internes de manière quantitative . . -M. Michel Rocard a affirme, vendredi 8 mars, après la reunion n'un comité interministériel consacré aux droits des femmes, que « le rytim; de la croissance de l'économic mondiale ne permet pas de tranter de manière quantitutive » les problèmes internes, « Ce n'est pas en distribuant plus que nous le courriens, en menaçani notre monutate, que reus reglerons les inquietudes « des Francais, qui sont d'ailleurs a essentiellement qualitatives ", a ajouté le premier ministre.



# Le dernier croyant du giscardisme

nano, décédé accidentellement è Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) vendredl 8 mars, auront lieu mardi 12 mare à Deauville, ville dont son épouse est maire. De nombreux hommages ont été rendus à l'ancien ministre et bres droit de M. Giscard d'Estaing, venant de droite comme de gsuche. MM. Mitterrand et de gsuche. MM. Mitterrand et Rocard ont souligné la «fidélité à ses engagements» et l'«ouverture d'esprit» du député l'bomme des missious serètes l'inc. Del de Comme de missious serètes quant il était l'esquand il était en missious serètes quant l'esquand il était en missious serètes quant l'esquand et et en des constitues de l'esquand et et et et et except de l'esquand et et et et except de l'esquand et et et except de l'esquand et et et except de l'esquand et experiment et except de l'esquand et except except et except et except et except except et except except et except except et except (UDF-PR) du Csivados. Pour M. Giscard d'Estaing, dont Michel d'Ornano était l'ami le plus proche et le serviteur le plus dévoué, il s'agit d'une

\*\*\*\*\*\*\*

« Une perte irréparable, » Ce sont les premiers mots de M. Valéry Giscard d'Estaing, apprenant la disparition brutale de Michel d'Ornano. N'aimant guére, pourtant, afficher ses seotiments, l'ancien président de la République signe dans le Figaro du samedi 9 mars un article émouvant. « Nous nous parlions presque chaque soir ou téléphone. Il décrochoit l'nppareil, je reconnaissais sa voix. » Cette disparition est une épreuve pour M. Giscard d'Estaing. Parce que Michel d'Ornano était, tout simplement, son ami, le confident et le loyal complice des bons et des mauvais jours, le seul qui ponvait lui parler d'égal à égal. M. Fran-cois Mitterraod eveit Georges Dayan. M. Giscard d'Estaing evait d'Ornano. A cette différence près que, pour avoir toujours, par tempé-rament, préféré la passion de la hié-

« perte irréparable ».

duand il est agi, notamment, à par-tir de 1987, de travailler au rappro-chement avec M. Mitterrand dans l'espoir d'une grande « ouverture ». ne le criait pas sur les toits de la République, mais ses amitiés à gauche étaient nombreuses, comme en font foi les télégrammes de condoléances dépassant l'affliction officielle. Gaston Defferre, Charles Hernu; M. Cleude Estier, son copain de collège; MM. Pierre Joxe, Pierre Berégovoy étaient de ses amis. En souvenir d'uo oégoce de parfum prospère en Algérie, les d'Omano connaissaient eussi, très bien, la famille Attali. Ces liens ont beaucoup servi ces dernières années.

#### Un croisé de l'union

Michel d'Ornano était, eussi, l'homme des missions difficiles. Entre 1981 et 1986, il s'était trans-formé, pour le salut de l'opposition, en croisé de l'union. Il ce pardon-nait pas à M. Chirac et eo RPR leurs pratiques à la tête de l'Etat, qui contrevenaient à sa déontologie politique. Ministre de l'industrie en 1974, il avait observé de près les agissements de M. Chirac evec l'Irak et il co éprouvait, ces derniers

Les obsèques de Michel d'Or-iano, décédé accidentellement è paint-Cloud (Unité de l'amitié, M. Gis-card d'Estaing va commaître, doréna-d'Ornano emporte avec lui beau-coup de secrets d'Etat... Mais, parce que c'était utile pour M. Giscard d'Estaing, il avait traveillé sans relâche à cette union et au retour sur le devant de la scène de son ami. Au sein de la « commission Gaudiu » des investitures électorales, e'est lui

qui arbitrait et tranchait. Quand, en 1986, M. Giscard d'Es-taing veut se saisir de la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, c'est encore lui, dans l'ombre, qui s'entre-met. L'ancien président choisit-il ensuite l'Europe? Il o'y est pas pour rien. Sous son gant de velours pou-vait se cacher une main de fer. Les léotardiens, dont il g'aimait pas l'inconstance, en ont fait les frais. Evincé en 1987 de la commission électorale du PR, Michel d'Ornano dégustera, deux ans phis tard, le plat de sa revanche eo barrant la route de M. Léotard pour la présidence du groupe UDF de l'Assemblée natio-

En septembre 1988, ne oégligeant rien, il se fait commer vice-président do groupe Hersant afin de consolider dans la presse écrite un point d'appui pour M. Giscard d'Es-taing. Il croyait au miracte. Il imagi-nait, déjà, le retour extraordinaire de son ami à l'Elysée. Combien de parlementaires, ces temps derniers, se sont-ils entendu promettre par lui quelque grand ministère? Combieu de gouvernements avait-il secrète-ment formés? « Nous partagions la même foi, écrit M. Giscard d'Estaing. Nous ne savions pas si nos idées redeviendraient un jour utiles pour lo France, mais nous pensions qu'il fallait en préserver la flamme et lo chance. » Cette flamme sera, à présent, encore plus difficile à proté-

**DANIEL CARTON** 

## La bataille de Paris

Le 12 novembra 1976, le ministre de l'induetria et de la recherche du gouvernament Berre est reçu en nudlence à l'Elyeée par le préeident de la République, M. Veléry Giscard d'Estaing. A sa sortie, sur lee marches du palais, Michel d'Or-nano ennonce aux journelistes : L'el été pressenti pour conduire les listes de la majorité présiden-tielle eux élections municipales de Paris. » Celiee-ci aont prévuee, en effet, pour mars 1977 et, pour la pramière fois, elles doteront le capitale d'un statut de droit commun, avec notam-

ment un maire étu. Il e'egit elore, pour M, Giscard d'Esteing, de e'essurar de la meirle de Perie comme d'une base en vun d'obtenir une majorité dans tout le pays lore des élections législetives de mare 1979, qui, déjà, s'annoncem dif-ficilee. M. Jecquee Chirac demeure silencieux. Le député de le Corrèze, qui a donné evec fracas à M. Giscard d'Estaing sa démission de premier ministre au

LIVRES POLITIQUES

des termes qui, pour avoir évolué

dans le temps, n'en rendent pae

la réponse plus claire : ils restent

toujours aussi complexes quand

ils ne sont pae mysténeux ou,

tout simplement, inavoués. Non,

nen n'assure que la solution sur-

gira plus facilement dans le cadre

du nouval ordre mondiel issu,

dit-on, de l'entante entre l'Est et

l'Ouest, à moins que es ne soit

da l'effecement - provisoira, durable? - de l'URSSI Le propre

des questions difficiles aet d'en

soulevar d'eutres, qui noient la

réponse recharehés dens une

multitude d'évaluations incer-

· A défaut de prédire l'avenir. on

peut se reporter au passé. C'est l'avantaga des meux qui durent,

ils ont une histoira. A travers elle

et en faisant la part des factsurs

conjoncturels, il ast possibla da

voir ce qui n'e pas marché at

pourquoi ; les échecs ne sont pae

per aux-mêmsa eussi édifiente

que le prétendent de bona

eeprits volonteristes, meis leur

rappal et leur analyse permettent

de faire le tri entre l'assentiel et

le subaharna, le parmanance et

l'épiande. Pour na pae remonter

jusqu'à l'Antiquité (bien que...),

notons que la question d'Orient e

commancé à se poser evec le

confrontation de l'Europa et de

l'Empire ottoman; elle n'a pas

été réglée eprès le première

guarre mondiale, melgré le recomposition de le région, et

pes davantege à l'iaaue de le

seconde grande explication san-

glente des netions avencées,

comme on ne dieeit pas encore à l'époque ; la décolonisation ne l'a

pae résolue non plus, et e, d'une

certeine façon, compliqué les

choses en révélant que la partici-

oation des pays du cru, devenus

indépendente, à ce grand jeu de

piste n'agissait pas comme une

Ln Grand Jeu, c'est le titre que

retient Henry Laurens pour carac-térieer le tebleeu qu'il présente

sous un eutra intitulé : Orient

araba et rivalités Internationales

depuis 1945. Ce spécialiete de

l'Islam contemporain se réfère au grand jeu, c'est-à-dire à «l'art de

is menipulation», suquel es

livraient les egente britanniques

tout au long de le route des

Indes. Le même auteur e publié

récemment un autre ouvrage sur

le politique de la France face au

monde erebe, le Royeume impos-

sible, qui complète le précédent,

e'egissant des interventions pro-

prament françaises dane cetta

région du monde. Daux livres

précieux si l'on prétend s'interro-

ger séneusemant sur la suite de

la guerre du Golfe, non que l'his-

toire réponde à tout - car il fau-

dreit eusei s'antendre avec la

culture erabe sur les notions da

durée et d'action historique,

comme on le verra - mais parce

qu'elle permat da faire l'écono-

Le premier de cee ouvragas

plonge dens las détaile de la

mie des erreurs déjà recensées.

panacée.

A guerre du Golfe est finie

mals la question d'Orient

continua de se poser dans

mois d'apût. N'ignore pas que le chaf de l'Etat souhahs obtenir une majorité municipala, puis perlementeire, qui lui soit dévouée. Il prépara la trenefor-mation de l'UDR en RPR, prévue pour la 5 décembre et destinée à pourvoir lee « néo-gaullistes » d'un inerrumant da reconquête du pouvoir, mais il ne veut pas donner prise eu moindre reproche de diviser la mejorité.

Les critiques envers Michel d'Omeno viennent donc de responsables parisiens de l'UDR. tandis que le ministre de l'industrie, fort du soutien du président de la République et du chef du gouvernement, se considere comme le représentant unique de le mejorité présidentielle, II désigne ses candidets dene les divers arrondissements, et, le 13 jenvier, M. Chirac forme, à son tour, des listes du RPR dana tous les arrondissements. Le 19, l'ancien premier minietre provoque la surprise en annonçant qu'il conduira les listes du RPR dens le capitale. Le ruptura est consommée eu sein de le majo rité présidemielle, dont Michel d'Omano continue de ac récia-

Le député de le Corràze menam une campagne particuliè-rement active et d'une tonelité très politique, Michel d'Omeno s'efforce d'apparaître comme un gestionnaire ayent dee projets précie eur des problèmes concrets et techniques. Au premier tour, le 13 mere, les listee du RPR distancent cellee des giscardiens dans onze secteurs au dix-huit. S'il rencontre enfin M. Chirec pour enviseger les conditions du deuxiàme tour, Michel d'Ornano n'est plus en mesure d'imposer ses exigencee. Le 20 mere, le minietre de l'Industrie eet lui-même éli-miné, et ses lietes résistent moine bien à le poussée de le geuche que celles du RPR. M. Chirac devient meire de Parie, tandis que son concurrent cesse. epràe quinze ens de mendet, d'être meire de Deauvilla,

ANDRÉ PASSERON

# Un féodal dans son fief

Monsieor le comte était un féodal, mais un féodal qui savait qu'un fief o'a d'atilité que si où le sert ayant de s'en servir. Elu de Desuville, simplement parce que e'était uo des lieux de villégiature de sa famille. Michel d'Ornano de sa famille, Michel d'Ornano avait su deveoir, très vite, l'homme de la Basse-Normaodie, el pas simplement le maire de la plege des Parisiens. Sa conquête du Calvedos avait été aussi systématique que complète. Au début de sa carrière politique, le département était solidement tenu en main nar les gaullistes, contre lesquels il allait développer une stretégie d'encerelement digoe de ses ancêtres maréchaux de France.

L'institution régionale, en 1967, n'est encore qu'embryonnaire, mais le place était à prendre. Bien svant les autres, Michel d'Ornano enmorand que le régioo est one carte à jouer. Dans le même temps qu'il conquiert le région, Michel d'Ornano se dote de solides points d'eppui dans soo département d'élection : dans sa circonscrip-

## M<sup>Te</sup> Ameline devient député du Calvados

Mª Nicole Amelioe (UDF-PR). suppléante de Michel d'Oraano dans la quatrième circonscription du Calvedos depois les dernières élections législetives de juio 1988, devient député.

INce le 4 juilles 1952, à Saint-Vaast-en-Auge (Calvados), diplômée d'éludes supérieures de droit public, chargée de mission au cabinet de Michel d'Ornano, de 1978 à 1980, alors qu'il était ministre de l'environ-nement et du cadre de vie, Mª Ameline a ensuite occupé les fonctions de secrétaire générale de la mairie de Honfleur (Calvados) jusqu'en 1987. Responsable de la communication au conseil général du Calvados de 1987 à 1991, elle est, depuis le début de cette année, secrétaire générale du distriet de Deauville.]

O M. Rocard: «il n'est pas possible de traiter les problèmes internes de manière quantitative» . -M. Michel Rocard a affirmé, vendredi 8 mars, après la réunion d'un comité interministériel consacré oux droits des femmes, que « le rythme de la croissance de l'économie mondiale ne permet pas de traiter de moruère quantitative » les problèmes internes. « Ce n'est pas en distribuant plus que nous le pourrions, en menaçani notre monnaie, que nous réglerons les inquiétudes» des Français, qui sont d'ailleurs « essentiellement qualitatives », a ejouté le premier mioistre.

Calvados à un fidèle de M. Jacques Chirac, Michel d'Ornano se venge de la déroute que les chiraquiens lui ont fait subir à Paris.

Ses sujets bae-normaode o'avaient pas à se plaindre de leur suzerain. Son autorité à Paris lui permettait de les doter généreusement. L'iostallation à Caen du Ganil (Grand accélérateur national à ions lourde), qui e renforcé la vigueur scientifique de la capitale régionale, doit beaucoup à son pas-sage nu ministère de l'industrie et de le recherche. Pour doter le port de Caen d'une passerelle de carferries, pour sauver la Société métallurgique de Normandie et la Saviem, les deux grosses industries de la région, il a su faire front commuo avec M. Lonis Mexaodeau,

tion, d'abord, mais anssi à Caen, socialiste. Car cet homme de le même, où il fait le nécessaire pour droite pure et dure, ce sévère proque la mairie revienne, en juia 1970, à un de ses amis, M. Jean-Marie Girault. Encerclé, « mité », le fruit RPR est mûr pour tomber en mars 1979. Eo arrachant alors la présidence do conseil général du Columbia de la gaoche coationale, cureur de la gaoche coationale, savait, localement, travailler evee ceux qui, o priori, o'étaient pas de ses amis. Les patrons qui oot dû, sur soo ordre, réintégrer des dirigeants cégétistes et cédétistes eo geants cégétistes et cédétistes eo savent quelque chose.

De soo plus proche collaborateur, M. René Garrec, Micbel d'Ornano a fait un présideot du conseil régional et un député. D'nn antre de ses fidéles, M. Francis Saint-Ellier, il e fait un élu à l'Assemblée nationale; et espérait le voir, un jour, accéder à la meirie de Caen. Mais s'il avait ainsi commeneé, à doter certaios de ses hommes, il n'avait pas véritablement préparé sa succession, car ses nombreuses activités patisienoes oe l'empêchaient pes de tenir encore fermement en main «son» Calvedos et « sa » Basse-Norman-

THIERRY BRÉHIER

## De l'industrie au cadre de vie

Ministre de l'industrie de 1974 à 1977, Miebel d'Ornano avait géré ls nouvelle donne née du premier ehoc pétrolier, avec l'idée d'aider les entreprises à acquérir taille et compétitivité indispensables pour eccéder aux marchés mondiaux prêt de l milliard de francs à Citroen pour feciliter sa fusioo avec Pengeot, mooopole donné à Frametome pour la construction des réacteurs nucléeires, à Alsthom-Atlantique pour celln des turbo-alternateurs.

Interventionniste (Michilin vendra Berliet à la Régie Renault pour constituer un ensemble « poids lourds ») et libéral (il refuse au CEA le possibilité d'acquerir plus de 30 % du capital de Framatome), il s'ettache à conduire le redéploie ment iodustriel, sans y connaître toul in succès attendu, et met en place une indispensable politique d'économies d'énergie.

Soo passage au ministère de la culture (1977-1978) est trop bref pour qu'il y exerce uoe ioflueoce durable. Il détient, en revanche, le record de durée comme ministre de l'enviroocement : plus de qua-tre ans de mars 1977 à mai 1981 (ce secteur ayant été rattaché à la culture pendant un an).

Ayant la tutelle de l'équipement de 1978 à 1981, il va insuffer un oouvel état d'esprit chez les ingéoieurs et aménageurs : le souci du cadre de vie. Les directions dépat-tementales de l'équipement (DDE) devienneot alors le véritable bras armé de l'environnement, ce qui représente une petite révolution dens l'edministration de l'époque. Grâce à la durée de son adminis tration et à son poids politique au sein du gouvernement, Miebel d'Ornano va faire appliquer les lois lancées par ses prédécesseurs. La loi de protection de la nature de 1976, notamment, entre en vigueur sous son règnn. Il oura été le seul ministre à oser affronter personnellement et eur le terrain les ebasseurs du Médoc, qui tireot illégalement in tourterelle au printemps.

Cela ne le réconcilie pas avec les écologistes, qui lui reprochent d'avoir pleinement assumé, comme ministre de l'industrie en 1974, le programme électronucléaire.

Soucinux de mieux gérer l'espace, il donne un coup de frein aux grands améoagemeots du type de le tour Italie à Peris, ainsi qu'au « mitage » du territoire sural envahi de petites meisons dispersées. La loi sur l'orbanisme toilnttere les textes existants, celle sur l'architecture o'atteiodra pas ses objectifs d'amélioration de qualité et de meilleur fooctionnement de la profession.

Il n'aura pas réussi à endiguer la marée pavillonnaire alors mootante (deux logements sur trois étaient des maisons individuelles) et, géraot la baisse des mises en chantier de logements neufs - le qualitatif devant remplacer le quantitatif -, il a présidé au désengegement de l'Elai de ce secteur budgétivore.

**JOSÉE DOYÉRE** 

## L'histoire et la mémoire côte à côte

traits dominents, ealon l'auteur : l'importance de le question pelastinianne qui, dae 1929, fait sortir l'Egypte de aon leolement politique régional ; la fracture que constitua la création d'Israel; la fragilité das constructions politico-adminietrativas plequéas per l'Occident et les désillusiona provoquées per les modèlsa dans lesquels les peuples de la région ont cru trouver une Issue (l'égalité juridique, le nationalieme, le socielisms) event d'erriver à l'Islamisme : la contradiction entre la revendication unitaira araba et la préservation des nationalismas territoriaux.

L'euteur essime que le conflit avec Israel est central et que les idéologies politiques et les embitions des Etets et des messee erabes n'en sont qua les inatruments, et non pee des finalités en soi. S'il plece ees espoire dane des eccorda régionaux de désarmemem et de sécurité, il en mesura eussitôt la caractèra utopique, alors que l'émigration des iuife soviétiquea renverse, au moins provisoirement, l'équilibra démographique dens l'encienne Palestine mandetaire et accroît le dépendance d'Israel envers les rassourcee hydrauliques des territoires occupés.

Le Royeume imposeible relevait, ful aussi, de l'utopie : c'était catui que la France, depuie l'expédition d'Egypte, voulen instaurar, d'ebord dens ca pays, puie en Algérie, enfin au Proche-Orient, veliéité qu'elle n'a pas cessé de ranier, partagée qu'elle n été entre l'exportetion révolutionnaira de l'idée nationale, sa conception universaliste de le civilisation et ses intérêts coloniaux, ces damiers pesant finalemem le plue dans la belance. Il est emivé à la France d'encoursger l'erabité, comme ce fut le cas evec l'Egypte de Muhammad Ali (Méhémat-Ali), « avant de la combettre tout un étent plus ou moine forcée d'en eccepter l'existence », note Henry Laurens, an ratraçant la chronique de ces randez-voue pris et manqués.

Peut-être convient-il de ne pas s'en tenir qu'à l'histoire, à la fois si riche at ei décavante, pour abordar la quastion d'Orient, ainsi que le suggère Yves Besson, spécialiate, lui eussi, du Procha-Orient, ancian diplomate ariisse? Ne serait-ce que parce que l'histoire n'ast pas vécua de la même façon que nous par las Arabes. D'où vient, an effet, que cee damiers, héritiare d'une granda civilisation, aiant à ca point achoppé à la modamité occidentele et que les analyses sociopolitiques classiques mosalque arabe et an dégage las i n'eient pas rendu compta de 110 F.

ANDRÉ LAURENS

meniàra setiefeisente de cet échec? L'auteur pense qu'il n'e pas été

essez tsnu comptn des références identitelres dont l'influence s'axerca dans le champ politique et sociel du Proche-Orient. Sa démonstration vaut le peine d'être suivia de pràs car alle permet de camar ca qui, sans doute, nous sépere le plus das Arabee dane leur meniàre d'être et de penser. Il y e eu un âga d'or de l'Islem conquérant et de le domination ottomane, «un âga de l'enchentament » pendant laquel - c'est-à-dire pendant des siècles - plusieurs communeutés ont vécu dana una harmonie relative, un ordre politique at social fortament anraciné st fondé eur trois empreintee identitairas : la raligion, l'arabité Incamée dans le langue - celle de Dieu - nt « une historique qui est, à mon sens, l'élément civilisateur principel », Indique Yves Besson. Dens ce eystâme, issu du double apport musulmen et byzentin, héritier des plus vieilles civilisetions de cette pertie du monde, s'est constitué « un impresaionnent sentiment de continuité dans une durée perçue de façon spécifique ». Une durée « qui ne distinqua pas radicalement le pasaé at le présant, le mémoire et l'histoire, cette dernière et la cosmologie. »

Le choc avec la modernité, as rationelité, ece concepte, s'est établi en continuité conflictuslle. Les epporte imposée, lea emprunts ecceptéa n'ont pes remplacé les références eux identitée anciennes qui ne cessent pae d'encadrar les conditione de l'ection et de le peneée. Au contraire, ces identités en aont réectivées dens dea mobilieations « que nous quelifions, dit l'euteur, de fondamentelistes, d'intégristes ou de néo-petriercelee pour mieux les catégoriser et las penser comme archaismes per rapport eu temps historique ». Au risque de passer à côté de la réelité « pour n'eccoucher que de tautologies eutosatisfaisentee en ne reseurent

qu'elles-mêmes ». C'est pour accéder à une mellleure compréheneion de cette réainé rétive, pour eméliorer les capacités de gestion, de prévention et fevoriser d'éventuels ràglements politiquee, qu'Yvee Besson recommande l'étude des elgnes et das proceesus de le mobilisation identiteire. Una approche qui apparaîtra sophistiquée, intallectusile, ou dont on dire qu'elle exige du tempe at des experts. Indéniablement, ella souffre de la comparaison avec la rationalité, toujoure ranouvelée, dse balles et des bombee. ► Le Grand Jeu, d'Henry Lau-

ene, Armend 447 pages, 180 F. ▶ Le Royaume impossible,

d'Henry Laurens, Armend Colin, 210 pages, 9B F. ldentités et conflits au Proche-Orient, d'Yves Besson, L'Harmetten, 190 pages,

# SOCIÉTÉ

années 60 dans le Nnrd, on a

imposé aux quatre-vingt-neuf com-munes de l'egginmération lilloise

une communauté urbaine, et, dans

l'agginmération de Dunkerque -

ville dont je snis le maire, - s'est

constituée la première commu-

nauté urbaine valantaire de France. Si ceux des élus franciliens.

qui crient aujnord'hui si fort

avaient vnulu nrganiser la solida-rité, ils avaient la possibilité de le

Outre ces deux projets de loi, quellse sont, parmi les trente mesures décidées par le

sémineire interminietériel

de décembre demier, celles qui vont se concrétiser blentôt?

de l'emplai auprès des affices

d'HLM, la mise en place dans les

quartiers en difficulté de missinns

locales, la nomination d'un interlo-

cuteur unique par département pour les services de justice, l'ou-

verture de maisons de justice dans

les secteurs difficiles, taut cela est parti. Le renforcement des zones

d'éducation prioritaire, l'améliora-

tion de la situation des fnoctino-

naires nommés dans les quartiers à

problèmes sont à l'étude. On ne

changera pas la société qui e créé

la discrimination urbaine si on

o'est pas prêt à toucher aux situa-tions établies.

« Une montagne d'incrédulité

visites dans lee banlieuee de

l'Ile-de-France, de Lyon et de l'agglomération lilloise. Qu'nt-

tendez-vous de telles tournées?

ment les problèmes sont vécus par

les acteurs locaux, repérer ce qui

marche et ce qui bloque. Un exem-

ple : pnurquni le versement d'une

aide financière qui a été accordée

prend-il autant de temps et néces-site-t-il autant de paperasses? Il

n'y e pas de véritable politique

urbaine sans déconcentration. Le

rôle des préfets est essentiel. Com-

ment décider la rénovation d'uo

grand eusemble quand les copro-

priétaires ne viennent pas aux réu-

oions? Comment nne commune

peut-elle maîtriser les ettributions

de logements socianx quand il y e dix organismes HLM différents sur

son territoire? La seule issue, c'est

» Plus il existe de micro-pro-

blèmes, plus est grande la nécessité d'aller vite. Nous n'avons que deux

ou trois ans pour renverser les ten-

dances. En continuant eu rythme

actuel, avec nos procedures et nos

conforts, il nous faudrait dix ans.

Or, les gens qui agissent sur le ter-rain depuis longtemps sont à la

veille de le désespérance. Ils soot

mais ils se heurtent à une mon-

tagne d'incrédulité et de difficul-

- Quein gestes allez-vous faire pour rendre courage à ces militants et faire comprendre

- Mnn action ne peut se résumer

à monter des coups politiques ou

médiatiques. Outre la présentation

au Parlement des deux lois dont

nous partions, plusieurs initiatives seront prises. Par exemple sur le

statut des fonctionnaires qui seront volontaires pour travailler dans les quartiers difficiles. Nous allaus

ouvrir, dans les banlienes d'Ile-de-France, du Nard, de la région lyon-

naise et de Marseille, quatre cen-tres nu les agents de l'Etat se for-

meront aux problèmes des secteurs

» Dans l'année qui vient, je sou-

haite lancer dans chaque region un

grand débat sur l'avenir des villes.

En trois ans, il nous faudra prou

ver que même les quartiers consi-

dérés à tort comme perdus peuvent s'en sortir. Ce eoup de fouet convainera les plus sceptiques et

montrera la voie à tous les

Propos recualitis par

MARC AMBROISE-RENDU

votre action au public?

convaincus que cela peut changer,

le partenariat.

- Je veux voir sur le terrain com-

et de difficultés »

Vous avez multiplié les

- La nomination de spécialistes

faire depuis des années.

## Un entretien avec M. Michel Delebarre

« En trois ans, il faudra prouver que même les quartiers considérés à tort comme perdus peuvent s'en sortir », nous déclare le ministre de la ville

Dens l'entretien qu'il nous a accordé, M. Michel Delebarre, nommé ministre de la ville le 17 décembre demier, feit le point de son action auprès des grandes administrations chargées de la vie urbaine et de ses projets pour les quertiers en difficulté. « En trois ens, il feudra prouver, dit-il, que même les quartiars considérée à tort comme perdus pauvent s'en

« Vous evez quitte le ministèra de l'équipement pour deve-nir ministre de la ville, evec une vaste mieeion meis sane administration centrale, cervice ni budget propre. Qu'est-ce qui vous e poussé à faire une opéra-tion eussi risquée?

- Il y e deux enjeux essentiels pour la fin de ce siècle : par l'édu-cation, ouvrir l'accès à l'égalité des chances ; puis créer les éléments d'une civilisation urbaine. Bientôt quatre Français sur einq seront des urbains. Par goût du risque, j'ai sullieité l'honneur de relever le second de ces deux défis.

- Pourquoi un ministre d'Etat, et pae un ministère de le ville?

- Parce qu'il y a beaucnup d'initiatives dans ce domaine, y com-pris de la part de l'Etat. Une quinzaine de ministères sont concernés. Mon décret d'attributinn met à ma disposition trente et une délégatinns, services et directions diffé-Ma mission consiste à impulser, secouer, enordonner, développer des actions qui se menent déjà sur le terrain.

#### Une « spirale d'exclusion »

- Est-elle celle d'un pompier volunt qui doit apeieer les conflits agitant les quatre cents quartiers difficiles ou celle d'un théoricien chargé de concevoir une politique de la ville?

- Ma táche prioritaire est de sortir de leur situatinn les quatre cents quartiers en grande difficulté. On nous jugera d'abord la-dessus. Mais comment y arriver sans, en même temps, traiter les phénomènes de fond qui en sont la cause et risquent de reproduire les mêmes scénerios ailleurs? Ce ne sont pas les villes qui génèrent l'exclusion : c'est notre société, encore trop inégalitaire, qui produit de reflet de la société que nous voulnns. Nous sommes, avec les élus locaux de tnutes coulcurs politi-ques, coresponsables de ce qui arri-

- M. Georges Frêche, meire de Montpellier, estime que le Parti socialiste n'e pas de vraie réflexion sur la ville, la décentralisation et l'aménagement du territoire. D'autre part, l'opposi-tion se montre pauvre en propo-sitions nouvelles. Ne vous sentez-vous pas un peu seul?

- Peut-être n'a-t-on pas théorisé sur la ville, mais, si on voulait illustrer le sujet par dix noms d'acteurs locaux eyent fait évoluer la ville au cours de ces vingt dernières années, on trouverait Dube-

La Journée internationale des

aura surtout été une succassion

de réceptions entracoupées...

d'un comité interministériel. Mais

mêma celui-ci aura laiasé les

Il avait été demandé aux minis-

tres de se surpasser pour l'occa-

sion et de voir, chacun dana son

secteur, ce qu'il pauvait laira

pour donner un coup de pouce à

l'égalité des femmes et des

hommes. Le réaultet e finele-

Le premier ministre, M. Michel

Rocard, et M- Michèle André,

eecrétaire d'Etat aux droits des

femmes se sont contentés de

réaffirmer la volonté du gouver-

nement de faire en sorte que

tous les groupee de population eient le passiblité d'utiliser effi-

cecement une méthode de

contreception rembnureée nu

gratuite (étude sur les pilules non

remboursées). Il est prévu que le

ministère de le solidarité, celui

de la santé et le secréteriat

femmes sur leur faim.

ment été bien maigre.

dre et Frèche, pour ne citer que des socialistes. Des élus d'eutres formations politiques nnt également résléchi et tenté d'egir. Il existe done une pratique. Les agences d'urbanisme, elles eussi, travaillent sur l'évolution du système urbain.

» Qu'il feille combler certaines lecunes, conforter le niveau des études urbaines, ennfronter nos idées avec celles de l'étranger, c'est probable. A ma demande, Roland Castro est désormais sur ce eré-neau-là. Dans les prochains mois, j'organiserai, réginn par région, des débats sur l'avenir de la ville, et je vous garantis que nous aurons des eentaines de participants passinn-

- L'opposition estime qu'nprèe dix ans de pouvoir socia-liste le vie urbeine, loin de orer, s'est aggrevée. Que répondez-voue? Les quartiers dégradés sont le

fruit de trente ans d'une évolution économique, sociale et urbenistique qui a créé la spirale d'exclu-sion. Chacun y a ca part à d'excluque qui a créé la spirale d'exclusion. Chacun y a sa part. Mais e'est depuis 1981 que, à l'inspiratinn d'Hubert Dubedout, les gouvernements animés par la gauebe ont saisi le problème et créé la procédure dite de développement social des quartiers. De 198é à 1988, l'équipe de M. Cbirac ne l'a pas remise en cause mais elle ne l'a remise en cause, mais elle ne l'a pas dynamisée. Aujnurd'bui, la volnnté de

reforme est elaire. On a dejà voté une lni pour le logement des plus démunis, et nous préparons deux autres textes, l'un organisant la solidarité financière entre les collectivités locales au bénéfice des communes eyant des quartiers difficiles, l'autre luttant contre la ségrégation et organisant une cer-taine mixité sociale. Deux réformes de find qui constituent une vraie révolution.

 Délégation interministérielle
à la ville, Banieues 89, Coneell
national des villes, comptezvoue mettre de l'ordre dens le
foisonnement des institutions exietentes et renforcer leurs

Des hommes d'expérience réfléchissent au sein du Conseil oetional des villes, que je consulte chaque mois. Je vais accroître leur nombre, autour de Gilbert Bonne-maison et André Diligeot, les vice-présidents, et augmenter le représentativité de cet organisme, qui restera un interlocuteur privilégié. La Délégation interministérielle à la ville, animée par Yves Dauge et ses quarante militants de la cause urbeine, continuera son travail euprès de moi.

» Quand le président de la République m'a nomme, il m'a fait remarquer que le nombre de mes collaborateurs allait passer de 120 000 à... 40 fonctionoaires. Je lui ei répondu que les vrais militants de la ville sont oussi, sur le terrain, des dizaines de milliers : élus, fooetionneires locaux ou nationaux, responsables d'associntions, animateurs, curés, patrons d'HLM, que sais-je encore?

» La pire des choses serait d'éta-tiser cette dynamique. Mais les moyens de l'appereil d'Etat dni-vent mieux s'articuler avec l'action de ces parteneires. Dans treize départements où le problème des quertiers est massif, on vient de

La célébration du 8 mars

Une journée comme les autres pour les femmes

d'Etet eux droits des femmee

feseent dee campagnes d'infor-

matina ciblées sur le contracep-

un sondage devraient être nrga-nisés par M- Michèle André sur

la trensmission du nom aux

enlants. Avent cele, une cam-

pegne d'informetion sare lancée

pour reppeler eux l'emmes qu'elles peuvent (contrairement

décider, nu moment du mariage, de continuer à parter leur nom

plutôt que celui de leur époux.

De mêma, il sera reppelé que

depuie décembre 1985, il est

possible d'edjoindre eu nom de

l'enfant le nom du parent qui ne

le lui e pes déjà transmis. Ce

droit n'étent cepandant qu'un

droit d'usege, le nouveau nom

einsi lormé n'est pas transmissi-

Comment interpréter le man-

que d'enthousiesme gouverne-

mental pour cette Journée de la

femme? Officiellement, c'est à

ce que besucoup pensant)

Per eilleurs, un débat public et



nommer un sous-préfet, qui sera un médiateur incessant pour faire avancer les choses. - Mais ce nouvel intervenent

ne va-t-il pea brouiller encore plus les cartes? - Pas du tout. Les sous-préfets

aux villes ne seront pas, auprès des préfets, des tuteurs, mais des partenaires à plein temps, attentifs à toutes les initiatives, débinquant les dossiers, trouvant les deux sons qui manquent parfnis pour concré-tiser une idée.

#### « Je suis tētu comme un Flamand»

- Per quel miracle ellez-vous réussir à faire travailler ensembie les trente-deux comités, délégetionn et directions qui dépendent d'eutres ministres, meie sur lesquels vous avez

- La confiance du président de la République et l'appui déterminé du premier ministre sont indispen-sables. l'ai fait le tour de mes colsanies. J'ai fait le tour de mes col-lègues ministres concernés par la ville : ils reconnaissent tous que la politique de la ville est priontaire et se déclarent déterminés à faire bouger les choses. Chargé de la coordination, je n'admettrai pas qu'il y ait des blocages. Tai déjà ooguement pratique le travail interministériel et, vous savez, je suis têtu comme un Flamand,

c'est-à-dire positivement acharné. - Vos deux projets de loi touchent eu pouvoir que la décen-tralisation e donna aux collectivitée locales : leurs financee et leur liberté de faire construire. N'ellez-vous pas provoguer, chez lee meires, une levee de boucliers rendant l'affaire politiquement difficile?

- Dans une grande agginmération, le coup par coup, l'addition des politiques engendrent de telles disparités qu'on ne peut pas créer un ensemble urbain de qualité. Et cela qu'il y ait ou non décentralisation. Devant de tels dysfonctionne-ments, le rôle de l'Etat est de gerantir la solidarité. Les communes ayant des moyens verront une partie de l'évolution de leur dotation globale de fonctionnement servir à aider les communes eyant les plus grandes difficultés.

» Dans les agglamérations de plus de 350 000 babitants, les élus seront obligés d'élaborer un plan locel de l'habitat répartissant

cause de l'incertitude planent

autour de la guarre du Golfe qua

la préparation a'est faite molle-

ment dans las ministères. D'au-

tres interprétations peuvent être

retenues, comme les difficultés

budgétaires qui empêchent da

prendre à bras-le-corps les pro-

blèmes. Les mauvais esprits ne

s'ampêcheront pas da penser

que le cause das femmes n'eet

peut-être pas non plus le précc-

cupation première de le plupart

En a'institutinnelisent, le

8 mars e perdu de sa substance.

Cette date, qui reppelle l'affron-

tement des nuvrières du textile

contre la police de New-York en

1857 pour faire reconnaître leurs

droits, devrait toujours être l'oc-

casion pour les femmes d'expri-

mer leurs aspirations. Pour cela,

il feudrait que les mouvements

féminine et féministes veuillent

sa mobiliser et se réapproprier

cette journée. En ont-ils vraiment

**CHRISTIANE CHOMBEAU** 

des ministras...

## Procréer en prison

« Une sortie sans escorie de ce dernier, ajoutait-il, ne peut être envisagée. » Suite logique de ce dossier, l'avocat preneit elors contect avec le professeur Jacques Lansac, responsable du centre de procreatinn médicalement assistée. du CHR Bretonocau de Tnurs, par ailleurs président de le Fédération nationale des CECOS (ceotre d'études et de conservation du sperme humain) et dont l'unité était, en l'espèce, reconnue comme « territorialement compétente » (1).

Certeines incomprébensions administratives, voire certains dysfonetinnnements locaux, devaient faire qu'entre-temps le cas alleit etre exposé à la commission d'ap-plication des peines, en précisant que le mise en œuvre de cette technique nécessitait un transfert temporeire de l'intéressé vers temporaire de l'intéressé vers Tours, « Le juge d'application des peines, indiquo-t-on aujourd'bui de saurce médicale, devait, par all-leurs, estimer qu'il était totalement illogique de permettre une éven-uelle procréation à ce détenu, sous prétexte que sa femme présentait une pathologie de lo fécondité, alors même que les détenus n'ayant pas ce type de problèmes sont dons l'impossibilité d'envisager d'avoir un enfant pendant leur détention, » N'était-ce pas de la part du juge

N'était-ce pas de la part du juge d'application des peines, ettaché à la maison centrele de Saint-Maur. aller trop loin? Cette logique, que partagent pleinement de très nom-breux médecias spécialisés dans les techniques de procréation médica-lement assistée, oe semble pas être celle du ministère de la justice. tant ou niveau de la direction de l'administration pénitentiaire que du cabinet du garde des sceaux.

#### Aux médecins de juger

« La position du ministère sur ce sujet n'est pas véritablement nou-velle, explique M. Jean-Pierre Din-tilbac, directeur de cabinet du ministre de la justice. Elle remonte en foit à 1987 et quelques demondes de détenus ont, depuis. déjà été acceptées. » Il semble tou-tefois que, dans aucun de ces cas, une grossesse ait pu être obtenue. M. Dintilhae explique, dans les mêmes termes que M. Jean-Claude Karsenty, directeur de l'adminis-tration pénitentiaire, que c'est aux médecins de juger si, en la matière, un projet parental existe et si ce projet et sa réalisation peuvent participer ou non à l'équilibre du couple concerné.

Il souligne également que l'aval de la chancellerie en le matière ne concurue pas seulement les détenus dont les épouses souffreot d'une

forme de stérilité, mais englobent bien l'eosemble des personoes détenues, des lors qu'il y a projet d'enfant, y compris lorsque le couple n'est pas stérile. Se refusant à voir dans ce nouveau droit à la procréation sous les verrous une réponse économique aseptisée et. somme toute, confortable aux problèmes quasi insolobles posés par l'exercice d'une sexualité équilibrée en milieu carcéral, les autorités judiciaires estiment que le droit à la procréation oe peut ici être rapproché d'un droit à la sexualité des détenus.

Ces effirmations ne pourront manquer de sasciter de nombreuses et vives réactions, dans la mesure notamment où elles heurtent de manière frontale la position définie - entre autres - par les praticiens de la Fédération nationale des CECOS. Ces derniers estiment, en effet, que l'usage des techniques de procréation médicalement assistée (fécondation in vitro, insémination artificielle, etc.) doit imperativement rester inscrit dans le champ de la thérapeutique. Or, il est clair ici que l'élnignement imposé entre le détenu et sa femme. ou sa compagne ne peut, en aucune façon, être tenu pour une maladie.

Ces médecins ejoutent que le projet vise ici à faire naître un enfant qui sera, de fait, privé de la présence de son père durant une période plus on moins longue, ce qui ne peut nullement concourir à l'équilibre psychologique de ce dernier . Que répondre-t-on, par ailleurs, eux femmes détenues, fécondes ou non, qui souhaiteront, projet parental ou pas, être insémi-nées pour devenir mères en pri-

«Si l'on estime que les détenus ont le droit à la procréation, qu'on le fasse savoir. Et si la société se prononce favorablement, qu'on autorise ces détenus à avoir des relations sexuelles arec les partenaires de leur choix, explique le professent Lansac. Dans l'attente. il est hors de question que l'on puisse imaginer faire d'une pratique médicale une réponse à des pro-blèmes de société que l'on n'ose pas clairement aborder à - JEAN-YVES NAU

. Giant de lare incere . . . . . .

(1) En pratique, seion la technique de PMA retenne (fécondation in vitro, insé-mination artificielle etc.) le détenu pourrait soit donner puelopes millilitres de sperme conservé ensuite par congélation, sperie conserve distinte per congention, soit être autorisé sous escorte à se rendre dans un centre spécialisé dans le cadre, par exemple, d'une hospitalisation de jour.

## **ENVIRONNEMENT**

## Radioactivité anormale dans un village de Belgique

Le ministère belge de l'environnement e annoncé, vendredi 8 mars, que le village de Seint-Jozef-Olen, à 30 kilomètres d'Anvers, allait être passé au peigne sin pour inventorier les traces de radioactivité anormele décelées par le Centre d'études sur l'énergie nucléaire. Dans certains bâtiments du villege, qui compte 2 000 habitants, les taux de radietion etteignent des niveaux vingt fois supéricurs à la normale.

Cette décision a été prise au leudemain d'une conférence de presse du parti écologiste AGALEV branche flamande des Verts -, où le député Joe Geysels a affirmé que 55 000 tonnes de déchets radioactifs avaient été stockés à Saint-Jozef-Olen par une usine de radium aujourd'bui démantelée. L'usine ineriminée, filiele de la Société générale de Belgique, evait produit du radium entre 1920 et le lin des années 60. - (Reuter.)

## EN BREF

I Mgr Camillo Ruigi, couvean président de la conférence épiscopale italieane. – Mgr Cemillo Ruini, nommé vicaire du pape pour la ville de Rome le 17 jenvier. dernier eu remplacement du cardinai Ugo Poletti, a été également désigné par Jean-Paul II, jeudi 7 mars, président de le conférence épiscopale italienne. Agé de snizante ens, originaire de le pro-vince de Modène, Mgr Ruini, futur cardinal, ve diriger l'un des plus gros épiscopats du monde, evec environ trois cents membres.

O Lancement d'un satellite de télécommunications internationales Inmarsat. - Une fusée eméricaine Delta-II a été lancée de Cap Canaveral (Floride), vendredi 8 mers, pour placer en arbite un satcllite de télécommunications. Deuxième d'une nouvelle série de quatre satellites devant être placés en orbite pour le compte de l'Organisation internationale maritime des satellites, Inmarsat-2, d'une valeur de 80 millions de dollars (plus de 400 millions de francs) participera au riseau de télécommunications spatiales Inmarsat destine à fournir des services de téléphone mobile aux navires, evions et véhicules du monde entier.

Une fusée eméricaine Titan-IV a également été lancée de la base aérienne de Vandenberg (Californic), ce même vendredi, pour plecer sur orbite polaire un satellite militaire. - (Reuter. AFP.)

O La navette Atlantis prête pour un lancement. - En dépit de deux fissures de l'épaisseur d'un cheveu, découvertes sur les charnières des trappes par lesquelles passent des conduites d'oxygène et d'hydrogene liquides, la nevette spetiale américaioe Atlantis e été déclarée bonne pour le service. Ses fissures sont beaucoup plus petites que celles découvertes sur Discovery et de Columbia clouées eu sol en ettendant d'être réparées. Atlantis devrait dane décoller le 5 evril et mettre en orbite un satellite d'observation astronomique, le Gamma Rey Observatory d'une valenr de 550 millions de dollars.

Dept skieurs (nés en Suisse par nne evalanche. - Une colonne de douze skieurs qui se dirigeait vers l'bospice du Grand-Saint-Bernard, dens les Alpes valaisannes, en Suisse, e été emportée, vendredi 8 mars, par une evalanche. Cinq d'entre eux, légèrement blessés, ont pu se dégager, mais les sept autres ont été retrouvés morts par les équipes de secouristes el leurs chiens. On ignore encore l'identité des victimes. - (AFP.)

JUSTICE

Le proces de l'ex-

24744

COLUMN TO

4 30

12 - 13 A 1- 1- 1

122.1

41.00

25 212

Cit a

ics to

5 32.77

\*\*\*\*\*\*

# Une condamnation pe

Huit ans après les faits, la cour d'assises de Paris a inflige vendredi 8 mars une peine de cinq ans de réclusion criminale à une Malienne de quarante. huit ans, M. Aramata Keita, pour avoir, en 1982 et 1983, excise les six filles d'un couple malien, M. Sory Coulibaly, cantonnier, et son épouse, Sémité, condamnés de leur côté à cinq ans de prison avec sursis assortis de deux ans de mise è l'épreuve.

« On na candamno pas peur des ruisons extérieures à un procès, aussi bonnes soient élés a Cerre phrase do M- Honn Gerphagnon, prononcée lors de an puldoirie, résuma à alle seun es débats et le sons du veravi L'excision, nu ablasson du catodife et parfnis dus petres levres des filles, est un tite africam indefendabla, et l'avocat le réalistent. Mais, s'adressant aux proces. A lencé : « Il faut quand mémer vieus demander de comprendre : h. il a rappelé cos trois pour vius con denats consacrés à una étues approfundio de conte africam con pèse d'une manière consideration sur certainus populationes, notamment chee his Schulers de

Mains quo celui des autuyes. la cour a fait en offet le crocer, de l'excision. Aussi les aventts entils tenté de erecudier y disclas s Inchauspó . « On a parió Gr. 1...»! sauf dos accusés o ha del . 201 rappelé qu'à la date des fatt 🤝 situation juridique de l'esca--n'était pas claire « Cotto d'éa-est contemporares de la minure verte de ces problèmes gnait M- Inchauspe on Grand qui a abouti dovant le tir. correctionnel en 1986 a seu époque cu le parquet d'artigeait encare sur l'appart en des poursuites le l'Estat s'étant déclaré ir comunité : le cour d'assises à 610 table. Milli cette indécision à fait due l'avocat : « Comment peut :: exiger que ces gens-la, lettral que des magistrats ? 200 mais

Si l'athlète canadien n

SEVILLE

de notre envoyé special

Certains silences en disent long. Es. presentant les finalistes du 60 metres, vendredi 8 mars en début de correr, le speaker officiel des champinnant du monde en salle d'athlètisme n'ajouta rien a l'énonce du nom de concurrent qui occupait le deuxigme conclurent qui occupant le occusation couloir et qui portait pour la premidic fois depuis 1988 le maillot canadien. En espagnal, puis en anglais et en français, il ne fut pas prononce d'autres mots que ceux et : «Coulo.»
numéro deux : Ben Johnson.
Canada. « Contrairement à d'autres concurrents, le Britannique Linford Christie, désigné comme «champion d'Europe 1990», ou le Cubain Andres Simon, salué en tant que «champion du monde 1989», Ben Johnson n'a plus de passé. Il semble cependani avoir retrouvé un avenir,

La dernière fois qu'on l'avait vu en chair et en os, c'était dans une boas-culade monstre, à Séoul, m apres-midi de septembre. Trois jours apres midi de septembre. Trois jours apres avoir sidéré le monde enlier en courant le 100 mêtres le plus rapide de tous les temps, lors de la finale nlympique, il fuyait la capitale sud-coréenne comme un chanteur de rock s'échappe d'un concert. Une analyse d'urine avait suffi à le précipiter du sommet de la gloire au comble de d'urne avant sutri à le precipiter su sommet de la gloire au comble de l'ignominie : sa vitesse était sinon celle du diable du moins celle du biologiste, il était dopé aux stéroïdes li hépayait son innocement mais il était bégayait son innocence mais il étail aceablé par son sobriquel.

Le scandale était énorme. Ce n'était pas un obscur haltérophile bulgare qui était «tombé», mais le champion qui etan «tombe», mais le champion symbole des Jeux olympiques. Le ministre des sports canadien décida de suspendre Ben Johnson à vie. Le gouvernement d'Ottawa it ouvrir une caquête par un juge fédéral. Quelque cent vinet personnes furent aines arrecent vingt personnes furent ainsi ame-nées à témoigner. Les déclarations de

ه کذار من زیامل

Des Service STEE **\*\*\*\*\*\*\*\*** telle : ATK IL

# Une condamnation pour l'exemple

Huit ens après les faits, la cour d'assises de Paris a infligé vendredi 8 mars une peine de cinq ans de réclusion criminelle à une Malienne de quarantehuit ans, M- Aramata Keita, pour avoir, en 1982 et 1983, excisé les six filles d'un couple malien, M. Sory Coulibaly, cantonnier, et son épouse, Semité, condamnés de leur côté à cinq ans de prison avec sursis assortis de deux ans de mise à l'apreuve.

«On ne condamne pas pour des raisons extérieures à un pro-cès, eussi bonnes soient-elles.» Cette phrase de M- Henri Gerphagnon, prononcée lors de sa plai-doirie, réeume à elle seule les débate et le eens du verdict. L'excision, ou ablation du clitoris et parfois des petites lèvres des filles, est un rite africain indéfendable, et l'avocat le réeffirmait. Mais, s'adressant eux juges, il a lancé : ell faut quand même vous demander de comprendre... » Et il a rappelé ces trois journées de débets consecrés à une étude approfondia de ce rite africain qui se d'une manière considérable eur certaines populetione. notamment chez les Soninkés du

4

Moins que celui des accusée, la cour e fait en effet le procès de l'excision. Aussi les avocats ontils tenté de « recadrer le procès », selon la formule de M. Dominique Inchauspé : « On a parlé de tout sauf des accusés, » lle ont donc reppelé qu'à la date des faits la situation juridique de l'exclsion n'était pas claire. « Cette affaire est contemporaine de la décou-verte de ces problèmes », souli-gnait M• Inchauspé en évoquant le long cheminement du dossier qui a abouti devent le tribunal correctionnel en 1986, à une époque où le parquet s'interro-geait encore sur l'opportunité des poursuites. Le tribunel e étant déclaré incompétent, la cour d'assises e été saisle. Mais cette indécision e fait dire à l'avocat : « Comment peut-on exiger que ces gens-là, illettrés, eient eu une conscience meilleure que des magistrats ? Comment

peut-on leur reprocher de ne pas svoir su qu'ils risquaient de se retrouver devant votre juridic-tion? Nhua-mêmes on ne la savait pas. »

Mais le réquisitoire de l'avocat général, M- Dominique Comma-ret, était construit sur d'autres bases. En demandant trois ens de prison avec sursis contre les époux Coulibaly et une peine qui ne soit pas inférieure à cinq ans de réclusion criminelle contre Miss Keita, le magistrat evain notamment déclaré : eL'excision est inacceptable. Absoudre de telles pretiques aujourd'hui, c'est condamner de nombreux enfants qui vivent sur notre enl et leur fuser le protection de la lai. » L'avocat général avait ensuite balayé d'un geste les arguments scientifiques qui avaient évoqué les pressions de la cou-turne : e Vous n'êtes pes des stimologues, vous n'étes pes des anthropologues, vous étes des juges. . . .

#### **Fatalisme**

M- Keita appartenait à une caste d'anciens esclaves dont les membree sont eouvent chargée de faire les excisions. C'est tout ce que l'on sait d'elle et son mutisme fataliste n'a certainement pas favorisé une compréhension de son rôle. Mais l'avocat général n'en retient que l'espect lucratif qui serait plue important que le pagne et le sevon exigés par le coutume. ndant, c'est surtout l'exemple qui compte eux yeux du megistrat, qui ne a'en cache pas lorsqu'elle mertèle : ell faut que sache, des ce soir, dans tous les foyers africains que l'excision est devenue un gagne pain à heut risque pénal ( »

Ce propos e choqué M- Marradou Sawadogo, qui en a déduit : ell faut condamner, tout simple-ment i Pour montrer que nous sommes prêts à tout pour combettre l'excision, nous sommes prêts à juger hativement des gene qui ne sont pas des délinquants. » Et M. Incheuapé .e injuste# .

**MAURICE PEYROT** 

Devant la cour d'assises de l'Allier

## Le directeur d'une boucherie industrielle jugé pour l'agression d'un syndicaliste

M. Christian Chembon, l'encien directeur général de la bou-cherie industrielle vichyssoise Sobovidé, e comparu pendant trois jours devant le cour d'assises de l'Allier. Il est accusé d'avoir commandité l'agression du délégué syndical CGT de l'entreprise, M. Patrick Boudet. grièvement blessé elors qu'il s'epprétait à dénoncer un trafic de vienda. L'auteur de l'agression, M. Francis Drozak, et l'intermédialre présumé, M. René Bour, étalent égelement jugés. Le verdict devait êtra rendu samedi 9 mars.

MOULINS

de notre correspondant M. Christian Chambon, l'ancien M. Christian Chambon, l'ancien directeur de la Sobovidé, une boucherie industrielle de Viehy (Allier), nie être le commanditaire de l'agressinn de M. Patriek Boudet, un délégué syndical CGT. Pour leur part, MM. Francis Drozak, euteur des coups, et René Bour, intermédiaire présnmé, reconneissent sans difficulté les faits qui, ontre la circulation d'importantes sommes d'argent et des portantes sommes d'argent et des rapports sociaux tendus, ont mis en lumière un trafic de vente dont la victime était l'Ofival, l'orga-nisme ebargé notamment de la régulation des marchés et de la commercialisation de la viande.

« Bour ment ». Depuis l'ouverture du procès, mercredi 6 mars devant la cour d'assises de l'Allier, M. Christian Chambon, quarante-sept ans, n'e pas modifié ses dépo-sitions. Il n'a jamais sollicité M. Bour, trente-neuf ans, un recru-teur de tâcherons pour le compte d'une société en relatioo régulière avec la Sobovidé. Ce dernier, de son côté, maintient ses déposi-tions: «Au cours de l'été 1987, Chambon m'a demandé de casser les pattes à Boudet parce qu'il était gêné par ses activités syndicales.

A la veille de créer sa propre entreprise, M. Bour, soucieux de plaire su directeur, aurait accepté le contrat, moyennant une somme de 50 000 F versée en deux temps. Et, le 24 mars 1988, au petit vingt-cinq ens, attendait Petrick

coups de serpette à la tête. « Pas pour l'argent, explique-t-it, mais pour la promesse d'un emploi sta-ble. » L'ancien boucher-désosseur est atteint aujourd'hni d'one incapacité partielle permanente, et il est victime de fréquentes pertes de mémoire. Il n'est pas question pour lui de reprendre un emploi.

A l'audience, les débats ont sans cesse porté sur le climat social tendo à l'extrême au sein de la Sobovidé. Des témoins sont venus parler de menaces et de pressions qui, pour la victime, commencent en 1978 avec la création de la section syndicale CGT, selon l'avocat de la partie civile, M. Charles Lederman, En 1986, un inspecteur du travail assista même à une altercation - une « véritable provo-cation », dit-il, de la part de le délégué syndical lors d'une réunion convoquée « pour tenter d'améliorer le dialogue social au sein de l'entreprise ».

#### Morceaux avariés

Depuis queignes mois, la situa-tion s'était un peu plus détériorée. Pneus crevés, courrier détourné : le syndicaliste parvenait difficilement à assumer ses nouvelles functions d'administrateur an sein de l'Ofival, organisme qui était également un important client de la Sobo-vidé. L'entreprise vichyssoise réali-sait en esset 20 % de son chissre d'affaires avec l'Ofival, et se livrait à un traffe régulier co changeant les carcasses de viande de qualité par des parties inférieures, voire

M. Boudet, comme d'autres employés, evait déconvert le malversation et son nouveau mandat au sein de l'Ofival lui permettait de hénéficier d'éléments supplé-mentaires d'appréciation. M. Chambon, tout comme le PDG de l'entreprise, M. Christian Labreville, ont reconnu sans diffi-culté ce trafic: lis se sont efforcés toutefols de le minimiser. Ce trafie de viande, ont-ils affirmé, ne serait sein de la profession ».

JEAN-YVES VIF

• Le Mondo ~ Dimanche 10 undi 11 mars 1991 9

## COMMUNICATION

En transformant le statut de son groupe

## Le PDG du Midi libre bloque la stratégie de conquête de M. Hersant

Depuis de nombreuses années, M. Robert Hersant s'intéresse au grnupe montpelliérain le Midi libre, cinquième groupe de presse régionale, qui publie les quindiens le Midi libre (185 000 exem-plaires), l'Indépendant de Perpi-gnan (65 000 exemplaires) et le journal de Rodez, Centre-Presse (25 000 exemplaires). Au fil des ans, le patron du Figaro a acquis indirectement un peu plus de 30 % dn capital dn groupe. Mais son offensive se heurte à la résistance du PDG du Midi libre, M. Mau-

Ce dernier mène une bataille judiciaire qui a conduit le tribunal de Montpellier à prononcer l'an dernier la mise sous séquestre de 22 % des actions que détient M. Hersant (le Monde du 27 juillet 1990). La possession de ce « paquet » d'actions est en enntra-diction formelle avec les statuts du gronpe de presse montpelliérain, qui, pour protéger son indépen-dance, interdit à un actionnaire de détenir plus de 15 % du capital. Le 16 avril, le tribunal de commerce de Montpellier, qui s'est récemment déclaré compétent pour trancher le litige, décidera done si M. Hersant doit rétrocéder un partie de cer actions Mais le partie de ses actions. Mais le patroo du Figuro a indiqué qu'il ferait appel de cette mise sous séquestre. L'affaire, si elle venait devant le tribunal de commerce de Paris, comme le souhaite M. Her-

sant, se enmpliquerait alors d'un

conflit de compétence entre les deux tribunaux.

En plus du terrain judiciaire, M. Bujon s'est porté sur le terrain juridique. Il vient de faire adopter par l'assemblée générale de toutes les personoes physiques du Midi libre une transformation des statuts de son groupe, qui de société annnyme devient société en com-mandite par actions. Ceci permet de dissocier le contrôle du capital et l'exercice de la direction du groupe et empêche des action-naires de prendre la direction, sauf faute grave de cette dernière.

« L'assemblée générale des actionnaires a aussi permis au président
Bujon de disposer d'une majorité
large », assure-t-on à la direction

Cette parade ennstitue un revers pour M. Hersant dans sa conquête du Midi libre. Débarrassé de le Cinq, il projette toujours d'étendre son empire de presse régionale, comme en témoigne la récente eomme en témoigne la récente prise de partieipation de 24 % dans l'Est Républicain de Nancy (le Monde du 23 janvier). Poor M. Bujon, l'intrusion du patron du Figaro dans son fief languedocien est indésirable. Elle tronblerait sa succession, ainsi que la paix qu'ont récemment scellée le groupe le Provençal (Hachette) et le Midi libre par le biais de la disparition en décembre dernier de l'édition de décembre dernier de l'édition de Nîmes-Matin, lancée à Montpellier

L'évolution du câble aux Etats-Unis

## Time-Warner lance des réseaux interactifs à 150 canaux

Le graod groupe américaio Le graod groupe américato Time-Warmer vient d'annoncer son intention de lancer des réseaux câblés à 150 canaux, utilisant la fibre optique pour distriser de la télévisioo et des services interactifs : télé-achat, services bancaires, téléinformetique, télécopie, etc. Ces canaux spécialisés auront toutefois besoin d'autorisations spéciales de la Commission fédérale. ciales de la Commission fédérale illustreot en effet la volonté des cablo-distributeurs américains de diversifier leurs réseaux dans le secteur des télécommunications, jusqu'à présent jalousement gardé par les opérateurs de téléphone.

Quarante des 150 canaux seront ennsacrés à des services de films payables à la séance (pay per view) et les nouveanx réseaux seront capables de diffuser dix films diffé-rents toutes les quinze minutes. Le premier réseau à 150 caneux de Time-Werner sera inauguré evant la fin de l'année dans le quartier du Queens, à New-York. M. Steve Ross, président du groupe, entend ennsacrer 400 millions de dollars pour créer, d'ici à deux ans, d'au-tres réseaux de ee type aux Etats-Unis mais il veut aussi exporter son système en Europe avec des partenaires locaux.

Time-Werner est le second exploitant de réseaux câblés eux Etats-Unis, derriére TCI. Il gère quelque 6 500 000 abonnés dens trente-six Etats. Les responsables du groupe espèrent que les nou-veaux services rapporteront quelpar an et par abonné et enntribue-ront à doubler les quelque 9 milliards de franes de revenus que Time-Warner tire du câble, chaque

M. Ross a précisé sussi que son groupe s'employait activement à réduire ses 55 millierds de

#### Le groupe Ferruzi vend son quotidien Italia Oggi

Le groupe industriel italien Ferruzi vient de vendre la totalité du capital de Finedit 2 000, la société éditrice du anntidien écocomique Italia Oggi, à l'un des deux fondaleurs du journal, M. Francesco Znzie. Ce dernier l'avait eréé en 1986. Ferruzi soohaite désormeis concentrer ses investissements sur Télé-Monte Carlo-Italie, dont il a acheté récemment 40 % (le Monde daté 14 et 15 octobre 1990) et sur son quotidien généraliste Il Messagero. On indique eu sein du groupe Ferruzi que cette cession est due à la difficulté de positionner Italia Oggi, vendu à 65 000 exemplaires, face à Il Sole-24 Ore, premier journal économique de la péninsule qui dépend de la Confindostria, le patronat italien, et qui vend à :280 000 exemplaires.

francs de dette. Une dette alourdie en grande partie par la fusion de 1989 entre Time et Warner. Des oégociations sont en cours, co Europe comme au Japon, pour amener des groupes de communicatioo à prendre des parts minoritaires dans les filieles de Time-Warner evant l'été.

Avec un nouveau produit expérimenté par des chercheurs américains

# LA SCIENCE LES RIDES

NEW-YORK - «Une pommade contenant du rétinol u été appliquée pendant 30 jours sur 28 personnes, agées de 45 à 60 ans, sur une moitié du visage. A la fin du traitement, nous significative des rides, tant en profondeur qu'en nombre, par

non traitée.» Cette extraordinaire révélation vient du professeur Letizio. Elle met en évidence les résultats des tests effectués avec une commade contengnt une nonvelle molécule de rétinol destinée à faire oublier les signes

du tempe. Le professeur Letizia, de l'Institut de recherche AMA de New York, a précisé que cette de de la nouvelle pommade lui avait été confiée par une multinationale en produits cosmétiques pour pharmacies, et que cette pommade avait pour base le rétinol auquel a été alliée une chaîne protéique par le biais d'un réacteur biologique à faible consommation

d'énergie. De New York, siège de la société qui a lancé ces recherches (Korff), la nouvelle s'est répercutée en Europe et notum ment en France.

La pommade cosmétique est disponible en phurmacie, en deux formules: Anti-Age Returd pour une action visible en quelques mois et Anti-Age Super pour une action énergique, selou les conseils du pharmacien. Pour les personnes de 55 ons et plus existe un produit spécifique.

**SPORTS** 

## Ben Johnson le repenti

Si l'athlète canadien n'a pas réussi son « retour » à Séville, sa valeur commerciale n'en diminue pas pour autant

SĖVILLE

de notre envoyé spécial

Certains silences en disent long. En présentant les finalistes du 60 mètres, vendredi 8 mars en début de soirée, le speaker officiel des championnats du moode en saile d'athlétisme n'ajouta rien à l'énoncé du nom du enneurrent qui occupait le deuxième enneurrent qui occapant le deuxielle couloir et qui portait pour la première fois depuis 1988 le maillot canadien. En espagnol, puis en anglais et en français, il ne fut pas prononcé d'autres mots que ceux-ci : « Couloir numéro deux : Ben Johnson, Canada. » Contrainement à d'autres concurrents, le Britannique Linford Christie, désigné comme « champion d'Europe 1990 », ou le Cubain Andres Simon, salué en tant que echampion du monde 1989 », Ben Johnson n'e plus de passé. Il semble cependant evoir retrouvé un evenir.

evoir retrouvé un evenir.

La dernière fois qu'on l'avait vu en chair et en os, c'était dans une bous-culade monstre, à Séoul, un après-midi de septembre. Trois jours après avoir sidéré le monde entier en enurant le 100 mètres le plus rapide de tous les temps, lors de la finale olympique, il fuyait la capitale sud-coréenne comme un chanteur de rock s'échappe d'un concert. Une analyse d'urine avait suffi à le précipiter du d'urine avait suffi à le précipiter du sommet de la gloire en comble de l'ignominie: sa vitesse était sinon celle du diable du moins celle du biologiste, il était dopé aux stéroïdes. Il bégayait son innocence mais il était accablé par son sobriquet,

Le scandale était énorme. Ce n'était pas un obscur haltérophile bulgare qui était «tombé», mais le champion symbole des Jeux olympiques. Le ministre des sports canadien décida de suspendre Ben Johnson à vie. Le gouvernement d'Ottawa fit ouvrir une gouvernement à catawa ne ouver une enquête par un juge fédéral. Quelque cent vingt personnes furent ainsi ame-nées à témoigner. Les déclarations de

l'entraîneur et du médecin de Ben Johnson furent accablantes. On apprit en détail les quantités énormes de substances interdites que le sprinter absorba ou s'injecta methodiquement pour devenir cette sorte de boulet

Lorsqu'il fit sa déposition, Ben Johnson ne chercha pas à nier. En avouant, il parvint à regagner la symavouant, il parvint à regagner la sympathie du public. Après tout, gamin débarqué misérable de la Jamaïque, il eveit été le jonet d'un entnurage cupide qui avait facilement abusé de sa naïveté. Il était donc plus à plaindre qu'à condamner. D'ailleurs, il regrettait et il s'engageait à aller dans les écoles prévenir les enfants des dengers du dongre. Comment dangers du dopage. Comment s'acharner contre ce Ben Johnson-là s'acharner contre ce Ben Johnson-la qu'on décrivait vivant reclus dans une pièce au sous-sol de la maison maternelle? Le gouvernement cana-dien n'en eut pas le cœur, ni la fédé-ration d'athlétisme. Au bout des deux ans de suspension réglementaire, il regagna ainti le droit de courir sous les conleurs nationales. Le damné

> Ovation dans le stade

Dans l'affaire, Ben Johnson perdit simplement les records qu'il avan éta-blis en étant dopé. On dit aussi que l'eventure loi fit perdre quelque 15 millions de dollars. Il ne fut pas ruiné pour autant. Ce fut moins en raison d'un besoin d'argent que pour une question de piace dans son garage qu'il fut amené ces derniers mois à se séparer d'une Porsche. Il possède tou-jours une Ferrari Testarossa, une Cor-vette et deux Honda. Et il n'a pas pouvait avoir avant la découverte de son dopage. Peut-il revenir au niveau des records qu'il avait établis sous l'emprise des anabolisants? Peut-il battre son rival de toujours Carl Lewis et les vedettes nouvelles du sprint comme Leroy Burell?

Explicites ou implicites, ces ques-tions ont fait du « retour» de Ben Johnson un événement. Il y avait dix-sept mille personnes et plus de trois cents journalistes à Hamilton, dans la banlieue de Toronto, pour assister à sa première prestation depuis 1988, le sa première prestanon depuis 1988, le 11 janvier. Il y eut une ovation à l'ap-pel sec de son nom dans le stade de Séville. Plus tard, la nonvelle cham-pionne di monde soviétique du 60 mètres, Irina Sergeyeva, dut inter-rompre sa conférence de presse pour his permettre d'expliquer le pourquoi et le comment de sa quarrième place.

Un tel intérêt n'est-il pas hors de proportion avec les capacités nouvelles du personnage? Le Ben Johnson qu'on e revu en Espagne n'est pas très différent de celui qui avait du s'éebapper de Corée-du-Sud. Le regard est toujnurs injecté de sang. fuyant, ou arrogant. Le propos reste sacradé, décousu et parcimonieux. La silhonette est identique, puissante, noueuse. La bouffissure provoquée par les traitement hormonaux s'est estompée. Quand il prend place dans les blocs de départ, on oe voit pas plus la différence : les yeux se portent vers la ligne d'arrivée quand ceux des autres fixent le sol; les mains sont approyées aux extrémités du couloir; le dos est parallèle au sol. Et au coup de pistoiet il bondit toujours en se projetant avec les deux pieds.

Ce n'est qu'à partir de ce moment vette et deux Honda. Et il n'a pas remoncé aux services d'un manager, d'un agent, d'un avocat, d'un masseur et d'un entraîneur, celui-ci se contentant d'un salaire mensuel de 3 500 resque complètement relevé et, pieds

dollars. Repenti, Ben Johnson e une a la bauteur des épaules, entamait valeur sportive et enmmerciale au moins aussi importante que celle qu'il l'amplitude de son mouvement initial est inférieure, à la réception il lui faut ainsi plus de temps pour se redresser et accélérer. Lors de la pre-mière série éliminatoire, vendredi, il a même failli chuter sur ses troisième et quatrième snulées. A l'arrivée, le résultat n'est plus non plus le même : Ben Johnson n'est plus en tête.

> Pourtant, vendredi, le nouveau champion du monde du 60 mètres, a rendu hommage à l'ancien recordman de la distance. Pont l'Américain André Cason - qui a remporté l'épreuve devant le Britannique Linford Christie et le Nigérian Chidi Imoh, - se classer quatriéme après trois mois d'entraînement, au sortir des épreuves qu'il a connues, témoigne du réel talent de Ben Johnson, qui devrait être un concurrent sérieux lors des championnats du monde co plein air à Tokyo. A suivre

**ALAIN GIRAUDO** 

Les résultats

ATHLÉTISME

60 m dames : 1. I. Serguelva (URS), 7 s 02; 2. M. Ottey (Jam.), 7 s 08; 3. L. Allen (Cub.), 7 s 12. Ausume Française n'était tionnée dans cette discipline.

60 m messieurs : 1. A. Cason (EU), 6 s 54; 2. L. Christie (GB), 6 s 55; 3. C. Imoh (Nig.) 8 s 80. Aucun Français n'était sélectionné dans cette discipline.

Poids messions: 1. W. Quenthoer (Sui.). 21,17 m; 2. K. Bodenmueller (Aut.), 20,42 m; 3. R. 8ackes (E-U), 20,08 m. Augun Français n'était sélectionné dans cette disci-

**ARTS** 

## Un fresquiste en 1908

A égale distance des primitifs toscans, de Gauguin et de Matisse la redécouverte d'un peintre oublié René Piot

RENÉ PIOT au Musée d'Orsay

L'évenement majeur du Salon d'automne 1908, aux yeux des contemporains, ne fut ni un tableau ni une sculpture mais la Chambre funéraire de René Piot. Dans les sous-sols du Grand Palais qu'il avait fait aménager pour l'occasion, par des maçons, en trois compositions également monuments les et symboliques, un peintre de quarante-deux ans mal connu du publie entendait démontrer que l'art de la fresque pouvait renaître, après quatre siècles de suprématie de la peinture à l'huile. Il figurait les péchés capitaux et le repos éternel au moyen d'allé-gories, léminines pour la plupart, gories, teminines pour la plupart, groupées dans des paysages piqués de fleurettes et ornés de pampres. Des nymphes drapées d'étoffes chamarrées, des sylphides à la peau noire ou rouge, des canéphores et des joueurs de pipeau peuplent les champs élyséens. Ces ombres heureuses dansent, s'étreignent amoureusement et se nourrissent de fruits actions

Inspiration et iconographie relè-vent du néo-classicisme dans sa tendance la plus Idyllique, celle du Luxe, calme et volupté et de la Joie de vivre, de Matisse. Tel est en effet l'un des intérêts majeurs de Piot – et par conséquent de l'exposition fort bien faite qui le tire de l'oubli : il poussa à son paroxysme l'idéal d'églogue symboliste qui animait quelques-uns de ses contemporains les plus fameux, Matisse donc, que Piot connul dans l'atelier de Gustave Moreau aux Beaux-Arts, le Derain de l'Age d'or et les écrivain héritiers du Prélude à l'après-midi

#### Une Arcadie de rêve

Qui rapporta que Degas déclarait à propos de Piol : « Si j'étais plus jeune, le m'empresserals de me met-tre sous sa coupe »? Valéry. Qui visita Piot à l'été 1908 dans sa cave du Grand Palais? Gide et Schlum-berger. Qui commanda à Piot une fresque pour sa villa d'Auteuil, fres-que intitulée le Parfum des nymphes et garnie elle aussi de baigneuses folatres? Gide encore. Ressusciter Piot, c'est rappeler quelle force eul alors ce mouvement poétique et pic-tural à la fois, à mi-chemin entre meenne. Il a. comme on dit. ma vicilli, peut-être parce que l'esthétique qui le fondait ignorait trop résoument son temps et que la première peu propice à la recréation d'une Arcadie de rêve.

Cet idéal de pureté intemporelle

se doublait évidemment du désir de faire une peinture naïve et innocente - une peinture primitive natureliement. Homme constant, Piot s'en fut en Italie en 1904 el copia Andrea Bonaiuti afin de se pénétres des enseignements techniques des primitifs. Les Toscans, les Pisans et es Siennois lui donnérent l'habitude des visages aux yeux en amande, des chevelures ondulées et des bras ronds, dont il fit un fort usage pour sa Chambre funéraire et la com-mande de Gide. Il suffit pour le les études au cravon et à la gouache exécutées pour les décors monumentaux. A l'enseignement des giottes-ques, il associa celui de Paul Gauguin, dont il pasticha avec adresse car il fut un fresquiste très habile les Tahitiennes porteuses de man-gues et de bananes. Rien d'incohérent dans cette combinaison: Gauuin s'était réclamé de Puvis de Chavannes, lequel se réclamait des Italiens du Trecento. Dans cet exercice rétrospectif,

Piot s'aventura jusqu'à accepter une commande de Bernard Berenson, historien illustre des primitifs alors au sommet de sa réputation. Pour sa villa de Settignano, Piot mit en chantier en 1910 les Travaux de la terre, troisième de ses entreprises murales. Elle finit en désastre : Berenson fut si peu séduit par l'œu-vre qu'il fit recouvrir les fresques par une tenture. Il les jugeait trop vives de couleurs et trop infidéles nation, prononcée par l'un de ceux auxquels Piot tennit sans doute le lineroyahlement présents ces instru-



tel point qu'il abandonna technique

Il se consacra par la suite au théâtre, concevant décors et costumes pour l'Opéra. Par un reste de primitivisme, il travaillait de préférence sur des œuvres exotiques ou teintées d'antiquité, un drame lyrique chinois, Un jardin sur l'Oronte, de Franc-Nohain d'après Barrès (singulier accouplement\_) et l'Elekira de Strauss. Les études qui

plus à plaire, bouleversa le peintre à demeurent de cette période témoignent encore en faveur de l'habileté de leur auteur, moins en faveur de ses dons d'invention. Il n'empêche : jusque dans ses malheurs. Piot est intéressant. On ne saurait trouver meilleur représentant du primitivisme post-gauguinien ni révélateur plus explicite des mythes esthétiques

> PHILIPPE DAGEN ► Musée d'Orsay, 62, rue de Lille, 75007 Paris; tél.: 40-49-48-14. Jusqu'au 27 mai.

**ARCHITECTURE** 

## Tristes mammelles, fiers ascenseurs

L'IFA continue d'explorer les courants contemporains mais les habille des oripeaux les plus éculés de l'avant-garde

TOYO ITO FRANÇOIS DESLAUGIERS FRANK HAMMOUTENE d l'Institut français d'architecture

L'Institut français d'architecture c'est malgré des moyens financiers dérisoires, un centre de recherche, où auront pu se développer quelques études hors des contraintes de son administration de tutelle. C'est aussi un centre dont la riche documentation est accessible au public, rue de Tournon, et qui, en collaboration avec les Archives de France, vient de se doter d'un nouvel outil, sans nul doute performant, les Archives d'architecture du vingtième siècle. Ces archives, situées rue de Tolbiac, dans un bâtiment réhabilité par Reichen

En revanche, c'est aux «ama-teurs» d'architecture, et non pas au public des seuls professionnels, que les expositions, pensait-on, étaient normalement destinées. Sans remonter dans l'bistoire, les trois expositions que présente simultanément l'IFA, tout en témoignant d'une constance courageuse dans l'explora-tion des courants contemporains, laissent penser que ces manifesta-tions sont désormais destinées à une élite éclairée, et même surexposée, nourrie aux mammelles absconses des galeries des années 70. Mais tandis que cette rhétorique bavarde jon-glait avec des mots, et d'autant plus de mots que l'image était plus vide, l'IFA utilise des images et des sons sur des concepts aussi inaccessibles qu'il se peut au commun des mortels. Dont nous sommes.

On a toutefois changé de déce nie: le look des expositions de l'IFA se rapproche de celui des galeries des années 80, planquées dans les lofts, et qui faisaient d'ailleurs ce qu'elles avaient à faire en produisant de telles images, de telles formules visuelles : grignotant les murs, effondrant les significations, inversant les sens, épa-tant les uns, surprenant les autres, explorant en somme toutes les dimensions possibles des arts plasti-

Pourquoi appliquer aujourd'hui ces recettes à l'architecture, déjà fort bien pourvue pourtant avec ses trois dimensions et sa naturelle difficulté d'expression? Pourquoi habiller ces d'expression? Pourquoi nabiner ces trois expositions des oripeaux les plus éculés de l'avant-garde? Pour masquer, peut-être, l'état de dénue-ment scandaleux dans lequel est maintenu l'institut, comme si l'on voulait l'étonfier. Sans doute aussi pour qu'il soit bien compris qu'on est sur le territoire d'une élite qui tient à ses prérogatives. Dont nous ne sommes donc pas.

#### La filière «Zorglub»

De cette manière de faire, trois architectes font les frais, trois person-nalités fortes et, chacune dans son contexte au moins, singulièrement productives. Et tant pis pour eux si, en otages exemplaires des institu-tions savantes, ils se sont mis, pour faire plaisir à leurs geòliers, à parler la même langue ésotérique.

Le premier est Toyo Ito, un Japo-nais d'une cinquantaine d'années, dont il semble qu'il faille retenir quelque chose comme ca : frappé par la fragilité des choses de son archipel sensible à l'éphémère, au désordre, aux transparences et aux opacités des brumes sur les montagnes et les mers nippones, Toyo Ito n'en est pas moins resté sensible aux cabrioles des architectes des avant-pardes occi-dentales. C'est très lumineux, très technique. A travers sa dernière proposition pour la Maison de la culture du Japon à Paris, Toyo Ito paraît s'orienter vers la filière « Zorgiub»,

tendance très en vogue dans les concours chics, et qui se caractérise par une architecture de bulles, de pédoncules, d'ailes et de protubérances, de la lignée des coléoptères. Le second est François Deslau-

giers. Il est à vrai dire un peu mieux servi par une présentation un peu de bric et de broc, mais qui laisse percevoir une franche figure du high-tech, du bricolage à la française. Contre vents et marées, il est resté fidèle à cette veine, où les Angiais sont passés maîtres, et qui se révèle avoir perduré chez nous, bien après le Centre Pompidon. Les ascenseurs de l'Arche de la Défense, dont il est l'expert dessinateur, vous ont ici un air de familiarité propre à vous envoyer au

C'est à un autre familier de l'Arche, puiqu'il y aménagea le toit pour le Sommet des chefs d'Etat; en 1989, qu'est consacré la troisième exposition. Frank Hammoutène est, pour un cireur de pompes et de cir-constances plus royales que républi-

FRÉDÉRIC EDELMANN > IFA, 6, rue de Tournon, iusqu'au 12 mai. Les Editions du Moniteur consecrent une mono-graphie à Toyo Ito, due à Sophie Roulet et Sophie Soulié (168 p., 320 F), Les autres sont servis per de jolis fascicules à 50 F la pièce.

Control of the Arrive Market

lui, présenté dans ses propres meu-

bles, mais sans que cet effet de mobilier donne la moindre clef de compréhension de ce jeune maître d'œuvre, dont la production est à éplucher dans de lourds empilages de calques. Si l'on ne connaissait par ailleurs sa capacité d'invention, sa stature d'architecte à la fois audacieux et raffiné, on serait tenté, à en croire cet étrange effort de présentation, de le prendre pour un décora-teur de boîtes semi-branchées, voire

#### MUSIQUES

## Une grande voix d'Asie

Hâji Bâbâ Huseynov, Soviétique d'Azerbaïdjan

MUSIQUE D'AZERBAÏDJAN

Tout commence en douceur par un long hercement incantatoire module dans les graves. Puis la voix prend son envol au fond de la gorge sous forme de vibratos effilés, de secousses de glotte en cascade, changeant de registre sans ménagement. L'exercice de chant traditionnel azéri prend alors les allures d'une épreuve où musiciens et muquam, thème modal qui sert de base à l'improvisation et dont l'usage s'est répandu de l'Iran à l'Inde, jouent au chat et à la souris. Le maître doit savoir vaincre le cadre des figures imposées pour se livrer enfin à l'inspiration.

Hāji Bābā Huseynov a appris à gagner en douceur, sans démons-tration excessive. Crâne chauve, petite moustache blanche bien tail lée, ce Soviétique de Bakou, est, à soixante-douze ans, dans la fraîcheur de l'âge. D'où une sérénité poétique perceptible des son entrée en scène. Voilà donc livré à nos méditations un pur produit de cet Orient caucasien - lointaines ascendances perses, langue dérivée du turc, religion chiite et économie socialiste, - premier chapitre d'une trilogie consarée aux « Grandes Voix d'Asie » par la Maison des cultures du monde

Chaque soir, le programme de Huseynov change de forme . Vendredi 8 mars, le bonhomme, tout sourire, avait dédié son premier concert parisien aux femmes, jour née internationale oblige. Il ouvrait le récital avec un mugam enlevé, le mugam rast, avec à la clé une petite heure d'improvisation heugrande complicité du trio. Musiau luth (tår) et Nazim Asadulaev à la vièle (kemanche), ont su rendre

ments naturellement discrets. Fins, précis, ils entremêlaient les tempos, la voix, les cordes, selon l'humeur du maître, Lui, suggère le sentiment et insuffle le rythme, en frappant du bout des doigts un tambour rond, tendu à l'extrême, le darf. Cascade délicate de joies, de tristesses effleurées, de drames instantanés et de malice retrouvée. Pour faire bonne mesure, après l'entr'acte, Huseynov avait opté pour le mugam shur, plus grave, plus dramatique, plus dense, question de rappeler la dureté des

temps, passés, présents et à venir. Huseynov enseigne le chant traditionnel azéri à l'Académie de mnsique de Bakon, capitale de la République d'Azerbaïdjan. Les enregistrements on il figure sont rares. Il a pourtant composé plus de trois cents ghazal - forme poétique calquée sur le modéle persan en azéri. Grace à ses compositions et à ses recherches, Huseynov a préservé, enrichi le répertoire traditionnel. Il l'a transmis à des éléves dont certains, Alem Kassimov, Agakhan Abdullaev, ont atteint une notoriété internationale. Il ne fut ni inquiété ni encouragé dans sa tâche.

Ces mélopées, même si elles favorisaient le maintien d'une identité nationale, ne visaient en effet aux veux de Moscou qu'à chanter l'amour, la sagesse, les fruits de la terre, sans toucher à la politique ou à la religion. Jusqu'aux années 80, de Staline à Brejnev, on les regarda disparaître en les y nidant parfois un peu. Aujourd'hui, le vent a tourné. La relève d'Huseynov est assurée.

**VÉRONIQUE MORTAIGNE** Musiqua savanta d'Azarbaidjan, du 8 au 16 mars, sulvi do Chant populaire et savant du Tadjikistan du 19 au 24 mars, à 20 h 30. 101 bd, Raspail, 75006. Tél.: 45-44-72-30.

## Un bluesman français

PAUL PERSONNE à l'Olympia

Il y a plus d'un an (le Monde du 13 janvier 1990), Paul Personne prenait la route. Après avoir enreistrė *la* bines qui louchait un peu vers rock FM, le bluesman entamait sa; tournée par trois concerts au Bataclan. Le guitariste, chanteur et auteur raconte la naissance du groupe qui l'a accompagné tout au long de l'année : « Je venais de quitter Phonogram [il enregistre maintenant pour Bird], j'avais du temps. J'allais souvent dons les cafés où l'on jouait, je faisais le bauf, je prenais les téléphones des musiciens. »

Dès le Bataclan, ce gronpe d'inconnus avait trouvé sa cobésion. qui s'est renforcée au long d'une tournée paresseuse, sculement une quarantaine de concerts. « Je me suis débrouillé pour éviter les jours où l'on n'a pas envie de jouer.» L'itinéraire comprenait un passage par le Québec : e J'ai trouvé une ndance, la même double identité, une culture francophone ambricaine, s

Quelques festivals sont prévus au printemps et en été, mais Paul Personne et son groupe donneront une grande fête de fin de route à l'Olympia. Pour le souvenir, un album en public a été enregistré (la Chance, live): « C'est un vrai album live. Je n'ai rien réenregistré à part deux ou trois chœurs. Je n'ai pas touché aux guitares, même si certaines notes n'étoient pas très heureuses. » Parce qu'avant d'être virtuose, élégant ou inventif (qualités dont Paul Personne n'est d'ailleurs pas dépourvu), un bluesman - à Chicago ou à Paris - se doit d'abord d'être honnête.

THOMAS SOTINEL La 11 mars à 20 houres à l'Olympia, 28, bd des Capu-cines, Paris-9-.

42.4

## CORRESPONDANCE

# Polygram et le procès des « Boréades »

Après la parution dans le Monde Boréades?» article titré « Les éditions Stil gagnent en appel le procès des Boréades » et faisant état d'un arrêt de la quatrième chambre de la cour d'appel relatif à un droit posthume sur l'ultime opéra de Rameau, Polygram a tenu à porter à la connaissance des lecteurs du Monde ce que la multinationale qualifie d'a erreurs » dans l'interprétation de cet arrêt.

e La plus grave erreur concerne le titre de l'article qui indique faussement « Les Editions Stil gagnent en appel le procès des Boréades » alors qu'en réalité les éditions Stil ont perdu pour l'essentiel en oppel

» Le tribunal de grande instance avait en effet jugé, le 26 janvier 1989, que la fabrication et la commercialisation du disque des Boréades par Polygram constituait une contrefaçon, ordonné en consè-quence la remise des disques à A. Villain pour destruction et la confiscation des recettes et condamné d'ores et déjà Polygram à payer à titre d'à-valoir à A. Villain '464 533,15 F. dont 225 000 F

» A. Villain demandait à la cour qu'elle confirme ce jugement.

n La cour d'appel de Paris a réformé le jugement du tribunal de grande instance de Paris du 26 jan-» La cour considère en effet que

Polygram: - ne s'est rendue coupable d'au-- ne s est remuie coupable d'au-cun acte de contrefaçon, - a versé à A. Villain les droits qui lui étaient dus des qu'il en a justifié,

 n'a commis aucune faute en ne mentionnant pas les droits de A. Villain qui lui étaient alors inconnus lors du premier tirage du pho-

n'a pas commis de négligence fautive en ne mentionnant pas, sur la foi des renseignements donnés par la STEMRA, socièté d'auteurs néerlandaise, les droits de A. Villain sur le phonogramme.

» La cour, en revanche, o consi-déré que Polygram o commis une faute en mentionnant les droits de A. Villain lors du retlrage des disques non sur les disques eux-mêmes mais sur leur pochette. C'est là la seule faute que la cour d'appel met à la charge de Polygram. » Dans ces conditions, peut-on

dire justement que « les éditions Stil gagnent en appel le procès des

» En outre, il est înexact de dire que lo cour d'appel de Paris a M. Villain sur l'auvre posthume de Romeau les Boréades dans la mesure où ce droit n'o jamais été contesté par personne.

» Il esi également inexact d'écrire que « Polygram a continué d'éditer les extraits des Boréades sans les mentions légales » alors que Polygram a bien fait figurer lesdites mentions légales mais sur la pochette des disques et non sur les disques eux-mêmes.

» L'article du Monde signale en conclusion que M. Villoin est condamné à reverser une partie des dommages-intérêts fixés en première instance. Quel paradoxe pour quelqu'un qui selon le titre de l'article aurait gagné en appel le procès des Boréades la

Polygram demandait à la cour d'ap-

- qu'Alaia Villaia, membre de la SACEM, n'avait pas qualité pour assi-gner le producteur phonographique sur gaer le producteur phonographiq la base du coutrat BIEM/IFPI; - qu'il était mal fondé en toutes ses

francs auxquels le tribunal avait condamné les sociétés du groupe Pely-

Subsidiairement : qu'Alain Villain s'avait subi qu'un préjudice très limité. Que dit la cour dans son arrêt du novembre 1990?

qu'Alain Villain est recevable à agir en justice contre une société pho-nographique qui est contractante des sociétés d'auteurs en Europe;

- que le costrat BIEM est un outrat que les sociétés d'auteurs rédigest dans l'intérêt de leurs membres et qu'Alain Villain est bien fondé à sontenir que ce contrat a été mal exécuté dans son cas:

- que l'absence de mention du nom du l'éditeur sur les étiquettes des disques est une faute, car « cette mention témoigne de rôle actif de l'éditeur dans la divulgation d'une œuvre qui saus hu serait demourée inaccessible au

- toutefols, en raison des faits de la anse, et de la part de responsabilité des société d'auteurs, la cour réduit le montant des dommages et intérêts à 100 000 francs au bénétice d'Alain VilCINÉMAS LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT SAMEDI

SAMEDI

Acceded 30 to the large de tracione de Mostragor (1937), de Ree
mont Pouleau. 15 n. Arbeits same
mont Pouleau. 15 n. Arbeits same
mont (1922, de Fred Nation 17 v. Her
montes (1922, de Fred Nation 17 v. Her
montes (1922, de Fred Nation 1832, v. A.
de Sames Zalori (1932, v. A.
de Sames Zalori (1932,

DIMANCHE
Access 30 in theirs do becaused a
form Tostream (1935), do Jacques
form 15 h in Some de Zorro (1930)
de Frid Middo 17 h in Conserva
1953 y o still diames Rocks
1

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24) SAMEDI

Hommung & Athenic Moravia Class a foute its soler (1951). d'Ambrer Moravia, les indifférents (1989, e.e. solet de Mairo Bolografia, 18 h. les additionnes (1964, v.o.; de francessa

DIMANCHE 10 3 Affanto Morevo a ... cars 11950 of a still de Viscold de Sia, 18 n. is Carren (1986 of a) 3 n. 78 n. is Carren (1986 of a)

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SAMEDI Cinama du rént la siden pas alternais contuns (1990), d'Andres Passass. Techana leache la terre este en calegos. de James Communicatione Agrice Esta mentier Arks Schmidt, 16 h 35 h 35 Weman who amid (1990), the Assault mention with a brain 1990s, the seasons when a with a mile 1990s, the seasons when a large season 1990s on Borra 1990s of Seasons 1990s of Particular Seasons 1990s of Seasons 1 m so a.m. (1996), d ima Red Azs musica i Hadam Faser (1986) On View the Sty Macando (1994), as Dan View 1997 the Adala six fore the santes (1995), an Sylvin Rando at Free

Cinéma du rée. Or o la resident de la bonheur (1900) de la resident de la semana (1900) de la resident de la semana (1900) de la resident de Lugs Frager, Larger of the Bush (1996-Tom Zubrycki, 20 n. Control do réel. Par les chevaux on bassire. E'it-ques Fontaine. Houla-Ko et le file de sciellet de vent (1990), de la lactaud G. Dalges, P. Mode, 18 n., Cr. tha Waves of the Admitis (1590), the Brain NeKonno, 17 h : Au Lahemio Brew & 9-mois lunaire (1990) de Jecques -Falck, les Demiera Marrares (1990). 26 , 48-50 Stan Noumann, Frederick Brenner 20 h . Cmemo du réal . len Chemans de ... Voyages au pays de la peupe (1990), de S. Abdallah, M. Lazzereta, R. Far. tura, 14 h . He stowns une fore à Berier Est (1990), de Cathin Lavy, Colporteur de son état (1990) de Perime Bausur. 17 h. Vivre caché (1990), de Perios Geav. Darshan [1990], de Sidohana Diss. Voyage & travers l'informate (1990), de Robert Albert, 20 h ; Cinéma du réel : Octovio (1990), c4 Camillo de Casablanca et Patrick Bins sier. Chromque de l'ile du rei boitses (1990), de Jérôme Souyer 14 % 30 les Jardins du Luxembourg (1990), de Joelle van Elfentorro, Benazir Ehuste (1990), d'Omar Amiraley, 17 h 10 VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

- 2345

85-33

47-41

4.0---

Parke

£-Es

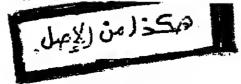
57.97

(40-26-34-30) SAMEDI

Les Folins Années -1920 1940 Vers la guerra : Actualités Gaumon! Munich 1938 -la frablesse des bers (1967) de Marcel Ophuls, 14 h 30 .ie Vie artistique : Actualités allemendes 1938 (1938), Peter (bbetson (1935; de Henry Hathaway, 16 h 30 ; ("Avantgarde : Jean Renoir : Encyclopédie du cinéma français : Jean Renoir [1978] de Claude-Jean Philippe, Nans [1925] de Jean Renoir, 18 h 30 , ins Années folles : Actuafolise's de Danone (1957). Odyssée de Charles Lindbergh (1957) de Billy Wilder, 20 h 30. DIMANCHE

Las Folies Années -1920-1940 Vers la guerre : Actualités Gaumont. Munich 1938 -la melice des méchants [1967] de Marcel Ophuls, 14 h 30 : les Années 30 Marcel Carné : Encyclopadie du cinéma français . Mercel Carro (1979) de Claude-Jean Philippe, Hûtei du Nord [1935] de Mercel Cerné, 16 h 30 ; la Crise : los Combridiagns (1988) d'Henri de Turenne, Dans les rues (1933) de Victor Trivas, 18 h 30 . les Années folles : la Futeur de vivre des années vingt (1963) de Jeon-Marie Dros, Quartet (1981) de James tvory.





## LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) SAMEDI

Années 30 : le théâtre de be Annees 30 : le treatre de nouvere le l'écran : le Messagar (1937), de Raymond Rouleeu. 15 h : Arènee sanglantes (1922), de Fred Niblo, 17 h : les Chasses du Comie Zaroff (1932, v.o. s.t.f.), de Erneet 9. 5chædsek, 19 h 15 ; Toro , v.f.), de Carlos Velo,

DIMANCHE

والمواكن

•

.

# t. s.

Service .

東海の

100

3 --

Sec.

. . . .

Spinson. 17 m

in Mar

WELV

12.50

And the second of the second

18 18 18 A

....

Color Lawrence

DIMANCHE
Années 30 : le théâtre de boulevard à l'écran : Toveritch (1936), de Jacques
Deval, 16 h : le Signe de 2orro (1920), de Fred Niblo, 17 h : ls Cucaracha (1959, v.o. s.t.f.), d'Ismael Rodriguez, 19 h ; Viva Zapeta (1862, v.o. e.t.f.), de Elie Kazan, 21 h.

PALAIS DE TOKYD (47-04-24-24) SAMEDI

Hommage à Alberto Moravie : C'est le feute eu eoleil (1951), d'Alberto Moravis, lss Indifférente (1999, v.o. s.t.f.), de Meuro Golognini, 18 h ; les Indifférents (1964, v.o.), de Francesco

DIMARCHE Hommage à Alberto Moravia ; la Clociara (1960, v.o. e.t.f.), de Vittorio de Sica, 18 h ; le Ciociara (1888, v.o.), de Dino Rist, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29) SAMEDI

Cinéme du réel : l'Imini des chemins jointaine (1990), d'Andrzej Rozycki, Techqua ikachi, la terre -ma vie (1990), de James Danauyumptewa, Agnès Bar-mettler, Anke Schmid, 14 h 30 : The Woman who smile (1990), de Joenna Head, A le recherche du lieu de ma nais-Head, A le recherche du neu de ma neus-sance (1980), de 9oris Lehmen, 17 h 30 : Appel de l'âma (1990), de 8ekdehan Aitkoulouav, Sunlesa Days (1990), de Shu Kel, 20 h 30 ; Cinéma (1990), de Shu Kel, 20 h 30; Cinéma du réel: Samba to Slow Fox (1990), de Maria Stratford, Australle Daza (1990), de Pat Fiska, 14 h; My Survival ae an Aboriginel (1990), d'Essie Coffay. Couldn't be Fairer (1990), de Dennis D'Rourke, 17 h; Pins and Needles (1990), de Barbara Chobocky, Stepping out (1990), de Chris Noonan, 20 h; Cinéma du réel; Jovna, Renskötara Ar 2000 (1990), de Stefan Jarl, A 1-700 m de l'avenir (1990), d'Ulla Boje Rasmussen, 14 h; Hidden Faces (1990), de Claire Hunt. My Macondo (1990), de Dan Weldon, 17 h; Adelit, les filles des sables (1990), de Sylvie Banuss et Peter Heiler, bxok. Fernme (1990), de Wilms Kiener et Dieter Matzka, 20 h.

DIMANCHE

Cinéma du réel : Dans la splendeur de ce bonheur (1990), de Johann Feindt, Helga Reidemeisser, 14 h 30 ; les 7 Siméons (1990), de Herz Frank, 17 h 30 : Egaro Mile (1990), 20 h; Cinéma du réel : For Love or Money 17 h 30; Egaro New (1340). 2017. Cinéma du réel: For Love or Money (1990), de Megan McMurchy et Jani Thornly, 14 h; Making Biscutt (1990), de Sharon Laura, Kelvin and his Friendis (1990), de Brien McKenzie, 17 h; Women of the Iron Frontier (1990), de Lilias Fraser, Lord of the Bush (1990), de Lilias Fraser, Lord of the Bush (1990), de Tom Zubrycki, 20 h; Cinéme du réel: Par les cheveux de bataille, d'Huguer Fontaine, Houla-Ko et le fils du soleil et du vent (1990), de J. Artaud, G. Delboe, P. Mollo, 14 h; Dn the Wavee of the Adriatic (1990), de Brien McKenzle, 17 h; Ait Lahcene, 8-jour du 9-moie lunaira (1990), de J. Jacquas Falck, les Derniers Marranes (1990), de Sten Neumsnn, Frederick Branner, 20 h; Cinéma du réel: les Chemine de traverse (1990), de Schallah, M. Lazzarato, R. Ventura, 14 h; ils étaient une fois à Berlinter. ture, 14 h ; ils étaient une fois à Berlintura, 14 h; ils étaient une fois à Berlin-Est (1990), de Cathie Levy, Colporteur de son état (1990), de Pentine Baucuin, 17 h; Vivre caché (1990), de Stéphane Diss, Voyage à travers l'infirmité (1990), de Robert Albert, 20 h; Cinéma du réel : Dotavio (1990), de Camille de Cosablanca et Patrick Glos-sier, Chronique de l'île du roi botteux 11990), de Jérôme Bouyer, 14 h 30; SIET, Chronique de l'hie du roi botteux [1890], de Jérôme Bouyer, 14 h 30; les Jardins du Luxembourg (1990), de Joëlle van Effenterre, Benazir Bhutto (1990), d'Dmar Amiraley, 17 h 30

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie. porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30) SAMEDI

Les Foliss Années -1920-1940 : Vers le guerre : Actualités Gaumont, Munich 1938 -la faiblesse des bons 11967) de Marcel Ophuls, 14 h 30 ; la Vie artistique : Actualités ellemandes 1938 (1936), Peter (bbetson (1935) de Hsnry Hethaway, 18 h 30 ; l'Avantgarda : Jean Renoir : Encyclopédia du cinéma français : Jean Renoir (1978) de Claude-Jean Philippe, Nana (1925) ds Jean Renoir, 18 h 30; les Années folles : Actuafollie'e de Danone (1987), l'Odyssée de Charles Lindbergh (1957) de Billy Wilder, 20 h 30.

DIMANCHE

Les Foiles Années -1920-1940 : Vers la guarre : Actuelités Gaumont, Munich 1938 -le mailce des méchants (1987) de Marcel Ophula, 14 h 30 ; les Années 30 : Marcel Carné : Encyclopédie du cinéma français : Marcel Camé (1979) de Claude-Jean Philippe, Hôtel du Nord (1935) de Mercel Cerné, 16 h 30 ; la Crise : les Cambriolages (1888) d'Hanri de Turenne, Dens les rues (1933) de Victor Trivas, 18 h 30 ; les Années folles : la Fureur de vivrs des armées vingt (1963) de Jeen-Marie Orot, Quartet (1981) de James Ivory, 20 h 30.

## LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (\*\*) (A., v.o.) Cinoches, 9 (46-33-10-82); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85); Saint-Lambert, 15- (46-32-91-68).

ALICE (A., v.o.): Cine Beaubourg, 3-(42-71-52-36); Action Rive Gauche, 5-(43-29-44-40); UGC Danton, 6- (42-(43-29-44-40); UGC Danton, 6• (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6• (45-74-94-94); La Pagode, 7• (47-05-12-15); UGC Champs-Elysées, 8• (45-82-20-40); UGC Opéra, 9• (45-74-95-40); 14 Juillet Bastille, 11• (43-57-80-91); Escurisl, 13• (47-07-28-04); Mistral, 14• [45-39-52-43); 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79); UGC Mallot, 17• (40-69-00-16); v.f.: Pathé Impérial, 2• (47-42-72-52); Saint-Lazare-Pssquier, 9• (43-97-35-43); Les Nation, 12• (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13• (45-81-94-95); Pathé Montparnasse, 14• (43-20-12-06); UGC

parnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé

Convention, 15- (45-74-93-40); Pame Clichy, 18- (45-22-46-01).

LES ARNAQUEURS (A., v.o.); Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 8- (43-25-59-83); Pubbicis Chemps-Elysées, 9- (47-20-76-23); Gaumont Pamasse, 14- (43-35-30-40).

ATTACHE-MOI I (Esp., v.o.); Lucernaire, 8- (45-44-57-34).

LES AVENTURIERS DU TIMORE PERDU (Can.) : Latina, 4- (42-78-47-86).; Saint-Lambert, 15- (45-32-

LA FRACTURE DU MYOCARDE

GENIAL, MES PARENTS DIVOR-

4/-34/. GHOST (A., v.o.): UGC Triomphe, 6-(45-74-93-50); v.f.: UGC Montper-rasse, 6- (45-74-94-94).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LE GHAND SIMULATEON (631), v.o.): Forum Horizon, 1 (45-09-57-57); George V, 6 (45-62-41-48); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); v.f.: Pathé Français, 9 (47-70-33-88).

## LES FILMS NOUVEAUX

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER. (\*\*) Film eméricain de John McNaughton, v.o. : Racine Odéon, 6- (43-26-19-68). RAGAZZI, Film français de Mama

eméricain d'Emile Ardolino, v.o.; Forum Horizon, 1- (45-08-57-67); UGC Danton, 8- (42-25-10-30); George V, 8- (45-62-41-46); UGC Normandie, 8- (45-63-16-16); V.f.; Rex, 2- (42-36-83-93); UGC Montages Keita : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) : George V, 8 (45-41-46) : Sept Parnessiens, 14 (43-20-32-20) : Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01). ROSENCRANTZ & GUILOENS-

TERN SONT MORTS. Film américain de Tom Stoppard, v.o. : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26); George V, 6- (46-82-41-46); Sept Pamassiens, 14 (43-20-32-20).

LE CERCLE DES POÈTES DISPA-RUS (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; George V, 8- (45-62-41-46). LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Gaumont Ambessade, 8- (43-69-

19-08). CINÉMA PARADISO (Fr.-tr., v.o.) : Ciné 9eaubourg. 3\* (42-71-52-36) ; Grand Pavois, 15\* (45-54-46-85). CYRANO DE BERGERAC (Fr.) Forum Horizon, 1. (45-08-57-57); UGC Odéan, 6. (42-25-10-30); UGC Odeon, b. (42-29-10-30); Peramoum Opéra, 9- (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Mistrel, 14 (45-39-52-43) ; Sept Pamessiens, 14 (43-20-32-20) ; Le Gembetta, 20-

46-36-10-96). DANCIN' THRU THE DARK (A. DANCIN' THRU THE DARK (A-, v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-38); Reflist Logos II, 5- (43-54-42-34); Psthé Marignan-Concorde, 8- (43-69-92-82); La Bastille, 11- (43-07-48-60); Escuriel, 13- (47-07-28-04); Sept Pérnassi Sept Pernassiens, 14 (43-20-32-20).

DANSE AVEC LES LOUPS (A.

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.): Forum Horizon, 1- (46-08-57-57); Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); Bretagne, 6- (42-22-57-97); UGC Odéon, 9- (42-25-10-30); Gaumont Ainbassade, 8- (43-59-19-08); UGC Normendie, 9- (45-63-16-18); Gaumont Aldsia, 14- (43-27-84-50); v.f.: Rex. (le Grand Rex), 2- (42-36-83-93); Feuvette, 13- (43-31-56-86); Geumom Convention, 15- (46-28-42-27); Pathé Wepler, 18- (45-22-46-01); La Gambette, 20- (48-36-10-96).

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Cinoches, 8 (46-33-10-82); Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33).

Cinemas, 11° (48-05-51-33).

LA DISCRÈTE (Fr.): Gaumont Lee Halles, 1° (40-26-12-12): Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Pathé Hausefeulls, 8° (46-33-78-38); Gaumont Ambassade, 6° (43-59-19-08); La Bastills, 11° (43-07-48-60); Gaumont Parnasse, 14° (43-35-30-40); Gaumont Aldsia, 14° (43-27-84-50).

DO THE BIGNT THING (A.; v.o.):

Alésia, 14\* (43-27-84-50).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.):

Cinoches, 8\* (46-33-10-82).

DOC'S KINGDOM (Fr.-Por., v.o.):

L'Entrepôt, 14\* (45-43-41-63).

1'EVEIL (A., v.o.): Forum Horizon, 1\*
(45-08-57-57): Pathé Impérial, 2\* (47-42-72-52): 14 Juillet Odéon, 6\* (43-25-59-83): Pathé Hautefeuille, 8\* (46-33-79-36): UGC Rotonde, 8\* (45-74-94-94): Pathé Marignan-Concorde, 6\*

33-79-36); UGC Marignan-Concorde, 6-94-94); Pathé Marignan-Concorde, 6-(43-59-92-82); UGC Normandie, 8-(43-59-92-82); USL NOTTRANCIS, 5' (45-83-16-16); La Bastille, 11' (43-07-48-60): 14 Juillet Seaugrenelle, 15-(45-75-79-79): UGC Meillot, 17' (40-69-00-19); v.f.: Rex, 2' (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9' (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-56-31); UGC Lyon Bastme, 12 (43-43-01-59); Fauvette, 13 (43-31-56-86); Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé Montpernasse, 14 (43-20-12-06); Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94); Le Gambetta, 20-(46-36-10-96).

L'EXPÉRIENCE INTERDITE (\*) (A... v.o.): UGC Triompha, 8 (45-74-93-50); v.f.: Bretagns, 6 (42-22-67-97): Paremount Opéra, 9 (47-42-

58-31). FENETRE SUR PACIFIQUE (A. v.o.) : UGC Rotonde, 5: (45-74-94-94) : UGC Slamitz, 8: (46-82-20-40) ; v.f. : UGC Opéra, 9: (45-74-96-40).

LE FESTIN DE BABETTE (Den., v.o.): Utopia Chempolion, 5 (43-26-

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.): Gaumont Dpéra, 2- (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 3- (42-71-62-36); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83); 14 Juillet Parnasse, 8- (43-25-58-00); George V, 8- (45-62-41-46); 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81); Gaumont Alésia, 14- (43-27-64-50); Bienvende Montparnasse, 15- (45-44-25-02); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27).

CENT (Fr.): George V. 8- |45-62-41-46); Pathé Français, 9- (47-70-33-88); Les Montparnos, 14- (43-27-52-37); Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Studio des Ursulinss, 5 (43-26-19-09) ; Gaumont Alésis, 14 (43-27-

LE GRAND SIMULATEUR (Brit.,

47-86); Saint-Lambert. 15\* (45-32-91-88).

91-88).

90UGE PAB. MEURS, RESSUS-CITE (Sov., v.o.): Utopia Champolion, 5\* (43-26-84-65).

LE 9RASIER (Fr.): Cinoches, 6\* (46-33-10-82); Les Montparnoe, 14\* (43-27-52-37).

LA CASA DE BERNARDA ALBA (Esp., v.o.): Latina, 4\* (42-78-47-88).

TELS PÈRES TELLE FILLE. Film

eméricain d'Emile Ardolino, v.o.

pamasse, 6 (45-74-94-94); Pathé Frençals, 9 (47-70-33-88); Les Nation, 12 (43-43-04-67); Farvatte

Bis, 13 (43-31-60-74); Gaumont

Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé

Montparnesse, 14- (43-20-12-06); UGC Convention, 15- (45-74-

93-40) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-

HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epec

HENRY & JUNE (") (Fr., v.o.)

HENRY V (Brit., v.o.) : Pentheon, 5

(43-54-16-04); 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-59-83); Etysées Lincoln, 8-(43-25-69-83); Etysées Lincoln, 8-(43-26-64); Max Lindsr Penorama, 9-

(48-24-88-89) ; Sept Pernassiens, 14

(43-20-32-20). HIGHLANDER, LE RETOUR (A.

v.o.): UGC Normandie, B. (45-53-19-18); v.f.: Rex, 2. (42-36-83-93); UGC Montpermasse, 8. (45-74-94-94);

UGC Montparnesse, 8- (45-74-94-94);
Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31);
UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95).
L'HISTDIRE SANS FIN II (A., v.f.);
Rex, 2- (42-36-83-93); UGC Lyon Batille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Miramar, 14- (43-

13° (45-61-94-95); Miramar, 14° (45-20-89-52); Gaumont Convention, 15-(48-28-42-27); Pathé Wapler II, 18-(45-22-47-94). HOT BPOT (7) (A., v.o.); Ciné Beau-

bourg, 3- (42-71-52-36) ; Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) ; UGC Triompha, 8-

(45-74-93-50). L'INBOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÈTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6, [46-33-

J'AI ENGAGE UN TUEUR (Fin.,

v.o.) : Lee Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; Républic Cinémes, 11 (48-

05-51-33).

JU DOU (Chin., v.o.) : Les Trois
intembourg. 6 (46-33-97-77).

KORCZAK (Pol.-All.-Fr., v.o.) :

LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.): Cinoches, 6: (45-33-10-82); Grand Psvois, 15: (45-54-46-86).

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A.,

v.o.): George V, & (45-62-41-48); v.f.: Sept Pamassiens, 14-(43-20-32-20); Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68).

LE MARI DE LA COIFFEUSE (Fr.) :

Cinoches, 6 (46-33-10-82).

Cinoches, 6- (46-33-10-82).

22-47-94).

10-82)

05-51-33).

# v.o.) : Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40) ; les Trois Balzac, 8- (45-61-

10-60).
MYSTIC PIZZA (A., v.o.): Pathé
Marignan-Concorde, 8' (43-59-92-82):
v.f.: Pathé Français, 9' (47-70-33-88).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (1 (A.,
v.o.): Studio Galende, 5' (43-5472-71): Grand Pevoie, 15' (45-5448-85) NIKITA (Fr.): Gaumont Las Halles, 1-NIK.1A (Fr.): Gaumont Las riaces, 1-(40-28-12-12); Gaumont Dpérs, 2-(47-42-80-33); Publicis Saim-Germain, 8- (42-22-72-80); Gaumont Ambas-sada, 8- (43-59-19-08); Fauvette, 13-

(43-31-55-96) ; Gaumont Alésia, 14-(43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14-(43-27-52-37) ; Gaumont Convention, ON PEUT TOWOURS RÉVER (Fr.)

Pathé Marignan-Concorde, 8<sup>a</sup> (43-59-92-82); Sept Pernassiens, 14<sup>a</sup> (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugranelle, 15<sup>a</sup> (45-75-79-79); v.f.; Pathé Français, 9<sup>a</sup> (47-70-33-88); Pathé Montparnasse, 14<sup>a</sup> (42-20-12-08)

14 (43-20-12-00).

MIMA (Fr.): Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34); 5 tudio des Ursullnes, 5 (43-28-19-09); Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33); Studio 28, 18 (48-06-36-07).

51-33); Studio 28, 18 (46-06-36-07)MISERY (\*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); UGC Danton.
6- (42-25-10-30); Gaumont Ambassada, 8- (43-59-19-09); UGC Biarritz,
8- (45-62-20-40); 14 Juillet Beaugreneile, 15- (45-75-79-79); v.f.: Rex, 2(42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6(45-74-94-94); UGC Opéra, 6- (45-7495-40).

AND AND MICS BRIDGE (A., v.o.);

MR AND MRS BRIDGE (A., v.o.)

Gaumont Ambessede, 9 (43-59-19-08).

LE MYBTÈRE VON SULOW (A.

14 (43-20-12-06).

ON PEUT TOLLIOURS REVER (Fr.):
Forum Drient Express, 1: (42-3342-26); Rex, 2: (42-36-83-93); Psthé
Marignan-Concorde, 8: (43-59-92-82);
Pathé Français, 9: (47-70-33-88); Fauvette, 13: (43-31-58-96); Pathé Montparnasse, 14: (43-20-12-06); Pathé
Clichy, 19: (45-22-46-01); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

L'OPERATION CORNED-SEEF L'OPÉRATION CORNED-9EEF (Fr.): Geumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12): Geumom Dpéra, 2\* (47-42-60-33): UGC Ddéon, 6\* (42-25-10-30): Gaumont Ambassade, 8\* (43-69-19-08): UGC Biarritz, 8\* (45-82-20-40): UGC Lyon Bastille, 12\* (43-43-01-69): UGC Gobelins, 13\* (45-61-94-95): Gaumont Alésie, 14\* (43-27-01-69); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Geumont Alásie, 14- (43-27-84-50); Miramer, 14- (43-20-99-62); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); UGC Melllot, 17- (40-88-00-16); Pethá Wepler, 18- (45-22-48-01); Le Gambetta, 20- (46-36-

10-96).
OUTREMER (Fr.): Forum Orient Express, 1\* (42-33-42-26).
LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Pathé Hautofeuille, 6\* (46-33-79-38); George V, 8\* (45-62-41-46); Gaumont Parnasse, 14\* (43-35-30-40). 94-96); Gaumont Alésis; 14- (43-27-84-50); 14- Juillet Basugrenella, 15- (45-75-78-79); Bienvende Montparnasse, 15- (45-44-25-02); UGC Maillet, 17- (40-88-00-16); v.f.: UGC Montparnssee, 6- (45-74-84-84); Ssint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43); Paramount Opére, 9- (47-42-66-31); Lee Netion, 12- (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-69); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

nasse, 14- (43-35-30-40).

LA PETITE SIRÈNE (A., v.f.): Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33); Denfert, 14- (43-21-41-01); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

15\* (45-32-91-68).
PRETTY WOMAN (A., v.o.): UGC Biarnitz, 8\* (45-52-20-40); UGC Opéra, 9\* (45-74-95-40); Seint-Lambert, 15\* (45-32-91-58); Studio 29, 16\* (48-08-32-91-58); HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.): Epée de Bois, 5: [43-37-57-47],

HAVANA (A., v.o.): Gaumont Les Helles, 1: (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6: (43-25-69-83): Publicis Champs-Elysées, 8: (47-20-76-23); UGC Biarritz, 8: (45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11: (43-67-90-81); UGC Gobelins, 13: (45-61-94-95): Gaumont Pamasse, 14: (43-35-30-40): Mistral, 14: (45-39-52-43); 14 Juillet Baeugrenelle, 15: (45-76-79-79): Kinopenorama, 15: (43-08-50-50); v.f.: UGC Montpamasse, 8: (45-74-94-94); Saint-Lazare-Pasquier, 8: (43-87-35-43); Parsmount Opéra, 9: (47-42-56-31); Les Netion, 12: (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59); Gaumont Convention, 15: [48-28-42-27]; Psthé Wepler II, 18: (45-22-47-94). 36-07) ; v.f. : Miremar, 14- (43-20-89-52). QUAND HARRY RENCONTRE

SALLY (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5-(43-54-42-34) : Seint-Lambert, 15- (45-32-91-69). REZ-DE-CHAUSSÉE (Sov., v.o.)

Lucerneire, 6<sup>\*</sup> (45-44-57-34).

SAILOR ET LULA (\*) (8nt., v.o.):
Epée de Bois, 5<sup>\*</sup> (43-37-57-47); Studio
Galande, 5<sup>\*</sup> (43-54-72-71); Lucerneire, 6- (45-44-57-34). LE SANG DES HÉROS (A., v.f.) :

Hollywood Bouleverd, 9 (47-70-SARABA, ADIEU MA TERRE

SARABA, ADIEU MA TERRE NATALE (Jep., v.o.) ; Utopia Champol-lion, 5- (43-26-84-65). SOUVENIRS DE LA MAISON JAUNE (Por., v.o.) ; Latina, 4- (42-76-47-86) ; Saint-André-des-Arts I, 8- (43-26-48-18)

26-48-18).

TAXI BLUES (Fr.-Sov., v.o.): 14 Julilet Parnasse, 8• (43-26-58-00).

THELONIDU9 MONK (A., v.o.): Images d'ailleurs, 5• (45-97-19-09): Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33). TILAI (burkinabé, v.o.) : Images d'eil-

TILAI (burkinabé, v.o.) : Images d el-leurs, 5- (45-87-18-09). TORCH SDNG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-62-36) ; Le Berry Zèbre, 11- (43-57-51-55).

Berry Zebre, 11 (43-57-51-55).

LE TRIOMPHE DE BABAR (Fr.-Can.): Club Gaumom (Publicis Matignon), 8 (43-59-31-97): George V, 8 (45-82-41-46): Fsuvette, 13 (43-31-56-89); Gaumont Alésia. 14 (43-27-94-50): Les Montpamoe, 14 (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15 (48-29-42-27); Pathé Clichy. 18 (45-22-48-01): La Gambatta. 20 (48-39-48-01): La 46-01); La Gambatta, 20- (46-39-

10-96).

UN FLIC A LA MATERNELLE (A. UN FLIC A LA MATERNELLE (A., v.o.): Forum Orient Express, 1: (42-33-42-28); George V. 9: (45-92-41-46): Pathé Marignan-Concorde, 6: (43-59-92-82); v.f.: Rex, 2: (42-36-83-93); UGC Montpamasse, 6: (45-74-94-94); Persmount Opéra, 9: (47-42-58-31); UGC Montpamasse, 6: (45-43-43-41-59); UGC Montpamasse, 6: (45-43-43-41-59); UGC Montpamasse, 6: (47-42-58-31); UGC Montp reramount Opera, 9° (47-42-58-31) : UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13° (43-31-60-74) ; Mistral, 14° (45-39-52-43) ; Psthé Montparnasse, 14° (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy. 18. (48-22-46-01); Le Gambetta, 20- (46-36-10-96).

UN THE AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucemaire, 6 (45-44-57-34). URANUS (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pethé Impériel, 2 (47-42-72-52) ; George V. 8 (45-62-41-46) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14 (43-27-62-37).

LA VILLE LOUVRE (Fr.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

## THÉATRES

## SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relêche son: indiqués entre parenthèses.)

gMC. Ssint-Denis. Théâtre Gérard-Philipe (42-43-17-17) (dim. soir, km.) 20 h 30 ; dim. 17 h (6).

RROUILLONS DE VIE. Berry (43-57-51-55) (dim. soir, lun.) 20 h 30;

dim. 17 h (6). DECONNAGE IMMEDIAT, Grand DECONNAGE IMMEDIAT. Grand Théâtra d'Edger |43-20-90-09) (dim., lun.) 20 h 15 : sam. 19 h |5). LE MANDIR DE DIVINE. Meison de le poésie (42-39-27-53) (dim. soir, km.) 20 h 30 : dim. 16 h (6).

MEDEE, Elancourt, La Pollen (30-62-82-91) mer., jeu., ven., sem. 20 h 45 ; dem. 15 h 30 (6). LA MEDUSE APPRDIVDISEE. La Grenier (43-80-68-01) (mer., jeu.,

ven.); sam. 22 h (6). LES NEGROPOLITAINS. Au bec fin (42-99-29-35) (ssm., dim.) 23 h 30 (6). ND PRD9LEM. Movie's 142-74-

ND PRDBLEM. Movie's [42-74]
14-22] [dim.) 20 h 30 (6).
FALSTAFF. Vsnvee. Théâtre le
Venvss (46-45-46-47) jeu., ven.,
sam, 20 h 30 ; dim. 15 h (7).
MADAME ANGDT. Théâtrs
national de Chaillot (47-27-81-15) (dim. soir, lun.); dim. 15 h (7).
MUSIC HALL, MUSIC HALL Les
Etoiles (45-42-74-30) (dim., lun., mar., mar.); jeu., ven., sem.

20 h 30 (7). HUMAINS, ENCORE UN EFFORT POUR ETRE AMOU-

42-17). Temps de chien : 20 h 30, dim, 18 n 30. ANTDINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). En conduisant miss Daisy : 17 h 30 et 21 h, dkm. 15 h 30.

17 h 30 et 21 h, dkm. 15 h 30.
ARCANE (43-36-19-70), Satie rie jaune: 20 h 30, dkm. 17 h.
ARTISTIC-ATHÉVAINS (49-06-36-02), Le Fille de Rimbaud: 18 h et 20 h 30, dkm. 16 h.
ATALANTE (46-08-11-90), Sextuor banquet: 20 h 30, dkm. 17 h.
ATELIER (46-06-49-24), Le Maîtra da oo: 21 h. dkm. 15 h 30 (à bureaux

da go : 21 h, dim. 15 h 30 (à bureaux

Lee Nouvellee Confessions: 19 h. Le Long Retour Pièces de la mer: 20 h 30. Lo To Folo ou les Fèlés d'amour: 22 h. BERRY (43-57-51-55), Brouillons de vie: 20 h 30, dim. 17 h. 90UFFES PARISIENS (42-98-60-24), La Fecture: 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30.

20 h 45, dim. 15 h 30.

CAFÉ DE LA GARE (42-76-52-51).
Ce soir, c'est gratuil : 20 h 30. Lee Femmes des gens : 22 h.
CARTOUCHERIE EPÉE DE 80IS (49-08-39-74). Le Merchand de Venise : 20 h 30, dim. 18 h.
CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÈTE (43-28-35-39). Saèe II. Le Nuit du père : 21 h, dim. 16 h 30.
CARTOUCHERIE THÉATRE DU

Nuit du père : 21 h, dim. 16 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU
SOLEIL (43-74-24-09). Iphigénie à
Aulie en ehernance : 15 h 30, jeu., ven.
19 h 30. Iphigénie, Agamemnon, les
Choéphores (alternence) : 16 h 30 et
19 h 30, dim. 13 h. Agamemnon en
elternance : 19 h 30, dim. 13 h.Dim.
Agamemnon-Choéphores : 13 h.
CARTDUCHERIE THÉATRE DE
L'ADUARIUM (43-74-99-61). La Peau
et les 0s : 20 h 30, dim. 16 h.
CAYEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-

15 h. CINU DIAMANTS (45-80-51-31).
Oncie Vanis: 20 h 30, dim. 17 h 30.
CITÉ INTERNATIDNALE UNIVERSITAIRE (45-89-39-59), Grande salle.
Adonie: 20 h 30. La Galerie. L'Inconnua da Calsis: 20 h 30. La Resserre.
Jacques le fateliste at son maîtra:
20 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Drôle de goûter! : 19 h et 21 h 30, dim.

(47-23-37-21). Chevellier-Laspeles : 21 h, dim. 15 h 30. COMÉDIE ITALIENNE |43-21-22-22). Le Comédie de l'emour

REUX, Dix-Huit Théâtre (42-26-47-47) (dim. soir, lun.) ; van., sam., mar. 20 h 30 ; dim. 19 h (8). LA PEAU ET LES OS. Cartouche ries Théêtre de l'Aquarium (43-74-99-61) (dim. solr, lun.) 20 h 30; dim. 16 h (8).

VENUS ET ADONIS. Epinay-sul VENUS ET ADUNIS. Epiloy Seine. Maison du Théâtre et de la Danse (48-26-45-00) mer.. jeu., ven.

21 h (8).
FRANÇOIS VILLON DU LA BALLADE D'UN MAUVAIS GARÇON.
Théatra de Neele (49-34-61-04)
(dim.) 19 h (11). UN CORPS EN TROP. Théâtre de Nesle 146-34-61-04) 20 h 30 (11).
1'AMDUR MEDECIN. Vincemes.
Imernational Visual Théêtre (43-65-

93-63) (dim., lun.) 20 h 30; sam. 19 h [12). LES FRUITS D'OR. Paris-Villette

(42-02-02-68) (dim. soir, lun.) 21 h; dim. 18 h 30 | 12). GEDRGE9 DANDIN. Guichet Montparnasse (43-27-88-61) (dim., lun.) 22 h 15 (12). LA NOCE CHEZ LES PETITS-

90URGEOIS. Théatre de la Main-d'Dr-9elle-de-Mei (49-06-67-99) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h

DNCLE VANIA. Theatrs Peris Plaine (40-43-01-82) (dim. eoir, lun.) 20 h 30 ; dim. 17 h (12). PHEDRE, Athénée-Louis-Jouvet (47-42-67-27) (dim., lun.) mer., jeu., ven., sam. 20 h 30; mer. 19 h (12).

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). On n'en meurt pas : 19 h 16, AMANDIERS DE PARIS (43-69-

fermés).

8ATEAU-THÉATRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53).
Exercicee de style : 18 h 30, dim. 18 h. Lee Nouvellee Confessions : 19 h. Le

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-79-44-45). Le fond de l'air effraie : 21 h, dim. 15 h 30. CENTRE MANDAPA (45-89-01-60).

La Nuit verticale : 21 h, dim. (damière) CINQ DIAMANTS (45-80-51-31).

20 h 30. CDMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Maison de poupée : 20 h 30, dim. 15 h 30.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES

COMEDIE-FRANÇAISE (40-16-CDMEDIE-FRANÇAISE (40-1000-15), Selle Richelieu. Le Garbier de Séville ou le Préceution inutile : 20 h 30.Dim. La Folle Journée ou le Mariage de Figero : 14 h. CRYPTE SAINTE-AGNÉS (EGUSE SAINT-EUSTACHE) (42-21-09-48). Le Genère d'enrèe la Sible : 16 h et SAINT-EUSTACHE) (42-21-09-48). Le Genèse, d'eprèe la 9ible : 16 h et 20 h 30, mer., jeu. 19 h 30, DAUNOU (42-61-89-14). 9on week-end Monsieur Gennatt : 21 h, dim.

15 h 30. DECHARGEURS (TLD) (42-38-

DECHARGEURS (ILU) (42-36-00-02). Cinq pas dene le tendresse: 21 h, dim. 17 h. DEUX ANES (46-06-10-29). L'Hu-mour en coin: 21 h, dim. 15 h 30. DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Humsins, encore un effort pour être DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47).
Humains, encore un effort pour être amoureux!: 20 h 30, dim. 18 h.
EDGAR (43-20-85-11). Lee Babae-Cadres: 20 h 15. Nous on fait ob on nous dit de feire: 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Même heure l'ennée prochaine: 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.
ELDORAOO (42-49-60-27). La belle de Cadix: 14 h 30, dim. 14 h.

ELDORAOO (42-49-50-27). La belle de Cadix: 14 h 30, dim. 14 h. ESPACE ACTEUR (42-82-36-00). Description d'un combet: 20 h 30, dim. 16 h. ESPACE MARAIS (48-04-81-55). Le Jeu de l'amour et du hasard: 19 h 45, dim. 18 h .La Mouette: 20 h 45, dim. 20 h. Seudeleire: 22 h 30, dim. 16 h 45.

16 h 45. ESSAION DE PARIS (42-78-La Flamme au foyer: 15 h. Salle I. L'Hir rondelle: 20 h 30, dim. 19 h. Salle II.

Le Tourment de Dieu : 20 h 30, dim 18 h.Dim. Détail d'un coucher de soleil FONDATION DEUTSCH-DE-LA. MEURTHE (40-79-87-91). Zistoir Rosette: 20 h 30. FONTAINE (48-74-74-40). Le Clen

des vouves : 15 h 30 et 20 h 46, dim. 15 h 30.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-19-16). Coiffure pour dernes: 17 h 30 et 20 h 45, dim. 16 h. GARE DE LA MER (48-87-56-37). A Kind of Aleska end Victoria Station 20 h 30. GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-

20-90-09). Déconnage immédiat : 19 h et 20 h 15. Sen Antonio : 22 h. GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-81). Un p'tit vélo dene ls tête : 19 h. 9ouz'Loul' Tête de mouton : 20 h 30. Le Ferce du roi Force : 22 h 16.

HALLE SAINT-PIERRE (42-59-HALLE 9AINT-PIERRE (42-59-74-12), Lee Drigines de l'homme : 15 h, dim., mar, 15 h. HDTEL LUTÉTIA (SALDN TRIA-NON) (47-70-32-83). Conversation sur l'Infinité des passions : 20 h 45, dim.

18 h. HUCHETTE (43-26-39-99). La Can-tetrice cheuve : 19 h 30. Le Leçon : 20 h 30. Les Nuite de Terayame : 21 h 30. L'ESPACE (42-45-13-20), Sans titre,

les Muses mutines : 21 h.

## PARIS EN VISITES

«L'Opéra, chef-d'œuvre de Charles Gernier», 13 h 15, hell d'entrés (E. Romann).
«La peinture italienne eu Louvre, de Giotto au Caravage», 14 h 30, entrée porte Jaujard (P.-Y. Jaslet).
«L'île de la Cité, des origines da Peris eux travaux de Hausamann», 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Parie autre-fois).
«Les annartements royaux du Lou-

«Les appartements royaux du Lou-vra », 14 h 30, portsil église Saint-Gennain-l'Auxerrois. «Les peintres de Moniparnasses, 14 h 30, Closerie des illas, 171, bou-levard du Moniparnasse (Paris historie L'Institut Pasteur. Souvenirs per-

sonnels du savant et travaux de l'ins-titut s, 14 h 30, 25, rue du Docteur-Roux (I. Hauller). Roux (i. Haulier).

« L'église Saint-Sulpice et aa crypta », 14 h 30 (lampe de poche), en bas des marches (S. Rojon-Karn). e Hôtels at jardins du Marais. Piece das Vosges», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

LUNDI 11 MARS «De Chopin à Bizet : les plus célè-

bree musiciens du Père-Lachaiss », 14 h 46, porte principale, boulsverd ntant (V. da Langlade). «L'Opéra Garnier», 15 haures, en haut dee merches, à gauche (Tou-risme culturel).

## CONFÉRENCES

23, qusi de Conti, 14 h 45 : « Le progrès économique, contribution insuffisante à l'épuretion des mœurs », par J. Pleeserd (Académia des sciences morales at politiques). Varrières-le-Buieson, salle des fêtes ela Colombiera, 14 h 15 : « Comment travaille un historien s, par

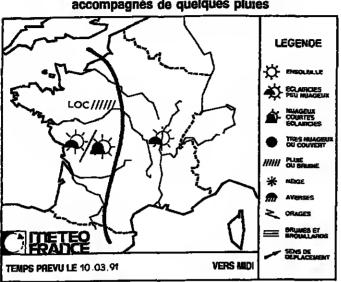
A. Conte (Les lundis de Verrières). Centra Georges Pompidou (salla Jean-Prouvé), 18 h 3D : « Dasigners françaie au Jepon's (Les lundis du

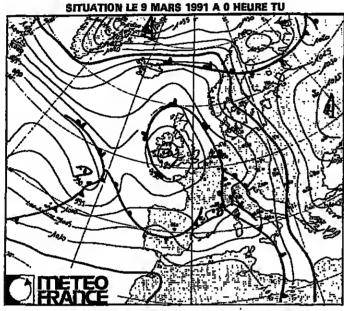
George V, 8: (45-82-41-46).
MILLER'S CROSSING (\*) (A., v.o.):
Forum Horizon, 1: (46-08-57-67);
Pathé Hautefauille, 6: (46-33-78-38): Luc as some page 14 | mière fois à la Révolution, puis à La loi du 28 novembre 1990 (1), code des communes.

## **AGENDA**

#### MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 10 mers Nuages plus nombreux sur la moitié Ouest accompagnés de quelques pluies



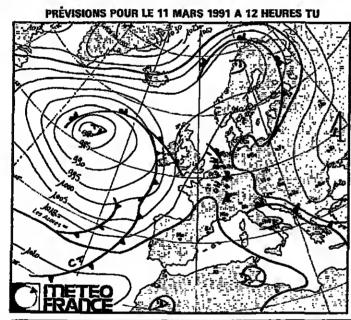


Evolution du temps à moyenne

Lundi et mardi, un paesege pluvieux devrait elfecter la plupart de nos régions. Les températures, quolque en légère baisse, resteront très douces.

Lundi 11 mars : pluies sur l'Ouagt - La matinée sera assez nuageuse dans l'ensemble. On conservera même quelques bencs de brume ou brouillard locelement, en particulier dans le Sud-Ouest. En cours de matinée, les nuagee ee feront de plus en plus nombreux sur le quart nord-ouest de notre pays, où ils donneront des pluies en milieu de journée.

L'après-midi, on pourre profiter de quelques éclaircies sur la moitié est, iendis que le couverture nuageuse s'épaissira progressivement sur toutes lee régions de le moitié ouest, occasionnant çà et là quelques précipitations. Les plules einsi que le vent se renforceront en soirée sur la Bretragne. Lee températures minimales seront comprises entre 2 degrés et 6 degrés du Centre au Centre-Est, entre 6 degrés et 9 degrés près de la Méditerranée et entre 4 degrés et 8 degrés eilleurs. Les températures maximales évolueront généralement entre 11 degrés et



16 degrés,

	J et le 09-03-91 à 6 heures TU	10 03 00 3 1	1
FRANCE AJACCIO 19 12 P BIARRITZ 15 ID N	TOULOUSE 14 ID 0 TOURS 15 9 D PORTEAPTRE	LEXEMBOURG 12 9 C MADRID 11 8 D	
BREST 10 9 P	ETRANGER	MARRAKECH 16 11 D MEXICO 33 13 B MILAN 12 11 C	l
CAEN 13 8 N CHERBOURG 12 9 C CLERMONT-PER 15 ID C DIJON 10 8 P	AMSTERDAM 12 11 C ATHÈNES 18 12 B BANGKOK 35 23 N BARCELONE 13 11 D	MONTRÉAL 6 -14 D MOSCOU I - 6 D NAIBOBL	
GRENOBLE 3-44 12 8 8 LILLE 13 8 N LIMOGES 13 7 A	BELGRADE 6 6 C BERLIN ID 6 N BRUXELLES II 11 N	NEW-DELHI — — — — — — — — — — — — — — — — — — —	١
LYON 12 8 B MARSEILLE-AUR 12 11 P NANCY 14 S C	COPENHAGRIE	PÉKIN	
NANTES		SINGAPOUE	
PERPIGNAN 16 12 N REPOYES 14 ID N ST-ETHENNE 13 7 B	JERUSALEM 13 8 P	TOKYO 6 4 P TUNIS 24 12 A VARSOVIE 2 1 D	
	LONDRES 14 14 N	YENGE 14 13 C VIENNE 12 7 N	
A B C ciel convert	D N Cicl cicl nuagenex orage	P T * pluie tempète peige	

TEMPÉRATURE6 maxime - minima at tamps observá

le 09-03-91

TU = temps universel, c'est-à-dire pour le Frence : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

#### **TÉLÉVISION**

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Samedi 9 mars

TF 1 20.55 Variétés : Sébastien c'est fou I 22.45 Magazine : Ushuaïa. 23.50 Magazine : Formule sport. 0.40 Au trot. 0.45 Journel et Météo.

A 2 20.50 Soirée spéciale : La seizlème nuit des césars. 23.10 Journal et Météo. 23.35 Série : Médecins de nuit.

0.30 Flash d'informations. FR 3 De 20.00 à 0.00 La SEPT-

0.00 Série : Lola et quelques eutrea. 0.30 Magazine : L'heure du golf. **CANAL PLUS** 

20.30 Téléfilm: Le dernier mensonge 22.00 Les Nuls... l'émission. 22.50 Flash d'informations.

23.00 Cinéma : Lady Beware. ■■. 0.45 Cinema : Colors. ■ 2.40 Cinema : La chasse eux plaisirs. LA 5

20.45 Téléfilm : Comment

réussir son divorce.

Téléfilm : 22.50 Poursuite sans pitié. 0.20 Journal de minuit. 1.00 Il ma faut 1 million. M 6 20.35 Téléfilm : Dallae, quand tout a commencé. 23.00 Téléfilm : Calibre 38.

0.15 Six minutes d'informations. 0.20 Musique: Rapline. 0.50 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Rediffusions. LA SEPT

21.00 ▶ Soirée spéciala Manu Dibango. 22.05 Scir 3. 22.20 Soirée spéciale Manu Dibango

## Dimanche 10 mars

LA 5

TF 1 13.20 Série : Hooker. 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 15.30 Les courses en direct d'Auteuil. 15.10 Série :

Agence tous risques. 16.05 Divertissement : Vidéo geg. 16.30 Disney parade 17.55 Megazine : Talefoot, 18.50 Loto sportif. 19.05 Magazine : 7 sur 7. Invité : Javier Perez

de Cuellar. 20.00 Journal, Météo et Tepis vert. 20.50 Cinema : Tootsie. 22.45 Magazine : Ciné dimenche.

22.50 Cinéme : Le pacha. 🗆 0.15 Au trot. 0.20 Journal et Météo. 0.45 Musique : Soirée Mozart.

13.35 Dimanche Mertin (e1 à 15.50). 15.00 Sene : Mac Gyver.

16.40 Série : Euroflics. 17.35 Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. 18,25 Flash d'informations. 18.30 Megazine : Stade 2. 19.30 Série ; Maguy. 20.00 Journal et Météo. 20.50 Série : Renseignements

gėnėraux. 22.15 Megazine Musiques eu cœur. 23.30 Journal et Météo. 23.55 Série : Le saint.

FR 3 13.30 Magazine : Musicales.

14.30 Expression directe. 14.50 Magazine Sports 3 dimanche. 18.30 Oessin enimä : Babar. 19.00 Le 19-20 de l'information.

20.05 Sárie : Benny Hill. 20.35 Soirée spéciale : Tino RossL '22.00 Megazine : La divan. 22.20 Journal et Météo.

22.40 Cinème : La chasse à l'homme Man hunt).

0.20 Musique: Carnet de notes.

**CANAL PLUS** 

14.00 Série: Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI. 14.45 Sport : Rugby. 16.40 Dessin animė : Les Simpson. 17.05 Les Nuls...

l'émission (rediff.). 16.00 Cinéme : Les aventures de Chatran. En clair jusqu'à 20.40 -

19.15 Flash d'informations. 19.25 Dessins enimés : Ça cartoon. 20.30 Dis Jérôme...?

20.35 Magazine: L'équipe du dimanche. 20.40 Cinema: La Baule-les-Pins. a 22.10 Flash d'informations.

22.15 Megazine : L'équipe du dimenche. 1.00 Cinéma : Erreur de jeunesse.

13.20 Série : Wonder women. 15.00 Série ; Arnold et Willy.

15.50 Dessin enimé : Denis la malice. 16.00 Série : Lou Grant. 16.50 Dessin animé : Denis la Melice.

17.05 Série : Bergerac. 18.10 Série : La toi de Los Angeles. 19.00 Série : L'enfer du devoir 20.00 Journal.

20.40 Journal des courses. 20.45 Oivertissement : Coluche, Le Luron, est-ce bien raisonnable?

21.45 Megazine: Le club F 1. 0.00 Journal de minuit.

LA 6

13.25 Série : Madame est servie 13.55 Sèrie : La famille Ramdam.

14.20 Téléfilm : Jayne Mansfield. 15.55 Série : L'emi des bêtes. 16.45 Série : Roseanne.

17.10 Série : L'aventurier. 17.40 Série : L'homme de fer. 18.30 Série : Les routes du paradis.

19.25 Magazine : Culture pub. 19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Magazine : Sport 6.

20.35 Téléfilm : Un sacré bout de femme. 22.15 M6 express. 22.20 Capital. 22.35 Cinéma :

La femme pervertie. 0.10 Six minutes d'informations. 0.15 Magazine : Sport 6.

0.25 Musique : Boulevard des clips 2.00 Rediffusions.

LA SEPT 15.30 Documentaire :

Voyage en Amérique sur un cheval emprunté 16.30 Téléfilm : L'homme idéal pour une mission

délicate. 18.10 Documentaire: Il ne suffit pae que Dieu

soit avec les pauvi 19.25 Images. 19.35 Documentaire:

Allegro Barbaro. 20.00 lci bat la via. 20.30 Cinéma :

La mer cruelle. 22.10 Court-métrage : La transe.

22.30 ▶ Cinéma : Reporters. Du kındi au vendredî, à 9 heures

«ZAPPINGE» Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration du « Monde »

SUF FRANCE-INTER

## CARNET DU Monde

- M= Camille Autrusson son épouse, André et Marie-José Autrus Bruno et Marie-Claude Autrusson

M. Camille AUTRUSSON,

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 11 mars, à 13 h 45, en l'église Saint-Nicolas de Nantes.

- M. Henri Ruck et M-, née Nadia Brenner, Le docteur Albert Brenner et M=, née Michèle Sapin, Et toute la famille, font part du décès de

M. Joseph BRENNER.

- M= Luna Cohen, son épouse, Daniel Cohen, Harry Cohen, Elisabeth Coher

ses enfants, Les familles Cohen, Bensimon, Be tar, Dahan, Sibony, ont la douleur de faire part du décès de

M. Haron COHEN,

'snrvenu le 1" mars 1991, dans sa soixante-dixième ennée, à El Jadida (Maroc).

Garonne, près de Toulouse

Les femilles Dehoux, Teillebot, Deswartes, Grafmeyer, ont la douleur de faire part du décès de

Sezanne DEHOUX-TAILLEBOT, survenu dans sa soixante-cinqolème

année, le 5 mars 1991.

## - Les membres de l'Association Paléorient ont la tristesse de faire part du décès de

leur président.

à Paris, le 7 mars 1991.

M= Alain Saint-Martin,

et leurs enfants, M. et M= Michel Duval

et leurs enfants, M. et M= Pascal Fiocre

et leur fils, M. Laurent Saint-Martin,

Jean PIVETEAU,

(Le Monde du 9 mars.)

- Seint-Denis-sur-Sarthon (Orne).

Le docteur et Ma Michel Puech

M= C. Saint-Martin, M et M= Bernard Saint-Martin

et leurs enfants, M= Pierre Pinsolle, M. et M= Jacques Caunegre

et leurs enfants, Les familles parentes et alliée

onl la douleur de faire part du décès de

M. Algin SAINT-MARTIN.

incien élève de l'École polytechnique chevalier de la Légion d'honneur,

survenu dans sa soixante-cinquième année, le 4 mars 1991.

Manifestations du souvenir

- A l'occasion du deuxième anniver-

saire de sa disparition, des amis fidèles

Raissa FLEISER

envisagent de se réunir autour de sa tombe au cimelière parisien de

Bagneux (113 division; 5 section, nº 2), le jeudi 14 mars 1991, à 17

**CARNET DU MONDE:** 

40-65-29-94 on 40-65-29-96

Tarif : la ligne H.T.

Les fignes en capitales grasses sont facturées sur la base de

deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

nimum 10 fignes.

Le Courtillerot, 61420 Saint-Denis-sur-Sarthon,

et leurs enfants, . 7 M. et Ma Jean Pinsolle

et leurs enfants, M. et M. François Delaplace

Dupuis, Bertrand Autrusson

Ses arrière-petits-enfants. Et toute sa famille, onl la tristesse de faire part du décès de

survenu le jeudi 7 mars 1991, dans sa

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-mité familiale, le mardi 26 février 1991, au cimetière de Lille-Sud (Nord).

117, rue du Molinel, 59800 Lille.

Les obsègnes auroni lieu le luodi il mars, à 14 heures, au cimetière de

Ni fleurs ni couronnes.

28, rue de Naples, 31500 Toulouse.

Les funérailles ont eu lieu dans l'intimité, le 7 mars, à Retournac (Haute-Loire).

## MOTS CROISES

IV. Qui ne bougera pas.

Coule chez des vol-

quand elles sont en face.

PROBLÈME Nº 5473

HORIZONTALEMENT

I. Quand on y entre, on évite évidemment de se montrer. -- II. Ce qui était laissé par l'étranger qui passait. Un défenseur des lois eociales. Crob. --III. Parfois montée. Peut faire marcher la machine. Partie de la Suisse. -

~ V. Souvent sur la planche. Peut attirer des

viaillee. - VI. Un métal léger. Ne sont pss dee femmea de goût. - VII. Rendit inutilisable. Endroit où l'on peut ranger lee pipes. - VIII. Qui peut nous distreire. Qui suffit pour passer. -IX. Une grosse figure. Tremble dene lee AIII forēts. Fut envoyée sur la champ. - X. Fut redevable. Se promènent sur des XI cordee. Assurence contra la vol. -XII XI. Sur le Gresle. XIII

sins. Mousse au café. - XII. Causer comme dans une chambre. -XIII. On l'e dans le nez quand on fume. Au cœur d'un bâterd. -XIV. Descendus dans la fosse. Qui n's donc pes prévenu. - XV. Note. Apparus. Tout le monde les voit

, XIA

VERTICALEMENT

 Des gens qui ont envie de se coucher. Pleine quand on ne voit plus les côtes. - 2. Etre comme un ver. Dans les Landes. Un morpion, è Lyan. - 3. Une vallée qui forme un estuaire. Grande finesse. Cou-turnes. — 4. Parties de ballons. Sur un chamier naval. — 5. La grande ceinture. Mit en miettes. Pas vif. — 6. Pronom. Donner des faveurs. Il en faut plusieurs pour faire un gros lot. - 7. Qui frappe fort. Travaillent pour la collectivité. - 8. N'e pas la tête carrée. - 9. Prouve qu'on n'est pas da bonne foi. Cens le Cher. Conjonction. - 10. Quand elles crèvent, il y e beaucoup de précipitation, Pronom. Une question, Langue ancienne. - 11, Qu'on ne rencontre pas souvent. Pes indifférants.

12. Dieu. Refuser de se charger. De pie, pour l'observateur. – 13. Lie. Un homme qui aaveit se servir d'une échelle. Evoque le bon papa. - 14. Rsiève equivant les cépaules ». Comme l'oail quand on voit rouge. - 15. Sont consacrés eux bonnes œuvres. Exprimèrent leur satisfaction.

Solution du problème nº 5472 Horizontalement

I. Pacemeker, - II. Obésité. III. DDT. Alpes. - IV. Io. Email. - V. Umar. H. - VI. Menus. Ota. -VII. Nidifier. - VIII. Milan. -IX. Anet. Igné. - X. Serein. Ou. -XI. Asséner.

Verticalement

1. Podium. Vase. - 2. Abdomen. Né. - 3. Cet. Animera. - 4. Es. Erudites. - 5. Miam. Sil. Is. - 6. Atlas. Faine, - 7. Képi. Oing. - 8. Eite. Noé. - 9. Rus. Farceur.

**GUY BROUTY** 

# Les piège

Le passage collectifs

M. Michel Record & Cheek Manager, in our or it described to the part of the control of the contr Management in Pumpher statement of the contract of the contrac representation of HAA), que preude to ches the continuent for confessions required And the control of th to recompense par un representación de

Le mare de Blancor, une rejenement à la municipale est en elfer, ment es contra the course de l'extrem 4) de 16 de de 2 the second of the control of the second of the control of the cont tracte sometiment terrected by the total the metter on place to write a secretary meren de parement des resenços management of formulation of traffice of the second to the a la place d'une a der desertione de mar que et des libertes).

M. Liegier Park serait francists in se hause to notal purchase to demand a transportant of the natural purchase in a side of Michael a second parameter of the natural parameter of the natural purchase of the natural pur grigne l'marie favorable » de la comprehence the de ereet to lichtet the gart is af gat rateren, une mate à membre des permes de never planteur, services maint pairs, sieres the tires of affections when thende has to where viene de cette sifle dans une trobbique de content appearance if y a month, the first west, those elle on he symbolic de la countries de du sussesse Le communes à l'ère interrollages.

#### La · provocation · de Vitrolles

Catalon basences - que tera este esta elégica. the a majore of any term of the first of the majore is at a state but the a first of the more time of the more time of the first of the arricant centre de culture et de aure nouvert the of Michielystender, an endered to herement of the community par carrier to the latter than lagre a distance par l'intere, bisaire su there are fin january 1984, to these appears lance la sifiarte place e, una caria di perio com-nomicativo el rechargeable qui domes esclibi di la patiniore d'abord, puis à la fescier l'Ariser witer, de l'operation il 190 carte, wonduct er ingri deur pontes de contrôlesa serre

m. t. la ville devide d'étendré et soudre e distante acrosses. Rone Barberse, directour la correspondich des au ministère de l'economic et det Council, so feligitait to 24 avoid 1555 à Rose area de la collaboration entre la ville et set terrices in Cette appearence entir to managem to be an atom des fonds publics in une anticoradi a de società d'errenteir notal : di quel que sou le mede de promissi, la teglementation est tres tirwie ne regenerat Curs collectività locale qui er reces fur

fonds recucillis directement à un gusche) sec-

# Divor

Une commune à dans son association a u préléré sa

General Park

15 M (8)

Trades i

2

Sheep

4 000

CHEST

PS-1 :

CT 24

tiones.

.. X

THE

the ex

HAR.

Care

Cd

duction

fras s

BARBAISE (Ardennes) de notre envoyée spéciale.

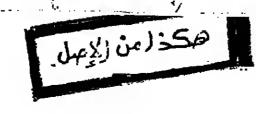
ARBAISE l'autonomiste a enfin obtenu gain de cause auprès du préfet des Ardennes : après plusieurs années de doléances, cette commune de 115 ames a été autorisée à se séparer de Raillicourt, village de 230 habitants, dislant de 1,5 km. Lours relations claient entrées dans une telle periode de turbulences que la representant de l'Etet, las d'arbitres les conflits, s'est résolu à a emper bierhaise en commune distincte», 🌡 l'heure même où il est censé promouvoir les tentatives de « regroupement », de « partenarial », et autres formules d' «intercommunalité ».

LIRE ÉGALEMENT Les élus

et l'information scientifique Un sondage SOFRES pour le Monde-Cité des sciences de La Villene-

CNRS. Les ruraux partent en campagne M L'élu, l'architecte et la ville m Les musiciens chantent victoire is Derri-.

auccès pour les bibliothécaires. Pages 15 et 16



# Les pièges de la monétique municipale

Le passage à la carte à mémoire pour le paiement des services collectifs urbains crée souvent des problèmes inattendus

actualité internationale a retenu M. Michel Rocard à l'hôtel Matignon le jour où il devait remettre à M. Jacques Puig, maire (MRG) de Blagnac (Haute-Garonne), le Trophée international de la carte décerné par le Comité interministériel de l'informatique et de la bureautique dans l'administration (CIIBA), que préside le chef l'administration (CIIBA), que préside le chef du gouvernement. Un contretemps opportun peul-être, car c'est un élu en infraction à la loi qui a été récompensé par un représentant du

50

Le maire de Blagnac, une municipalité à la pointe de l'innovation en matière de monétique municipale, est en effet, sans le savoir, sous le coup de l'article 41 de la loi dn 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux lichiers et aux libertés. Car dans toute la procèdure, soigneusement respectée par la ville pour mettre en place la carte à mémoire comme moyen de paiement des services municipaux, un formulaire ne respectée pas la municipaux, un formulaire ne respecte pas la réglementation : une «demande simplifiée» a été adressée à la place d'une «demande d'avis» à la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés).

M. Jacques Puig serait passible, si sa bonne foi n'était pas évidente, d'une peine de six mois à trois ans de prison et d'une importante amende puisque la ville de Blagnac n'a pas obtenu l' « avis favorable » de la commission avant de créer le ficbier qui gère la « Carte blanche», une carte à mémoire qui permet de payer plusieurs services municipaux. Cette révélation n'affectera sans doute pas le dyna-misme de cette ville dans une technique de gestion apparue il y e moins de trois ans, mais elle est le symbole de la complexité du passage des communes à l'ère informatique.

#### La «provocation» de Vitrolles

Cette « bavure » - qui sera vite rectifiée mise à part, la «Carte blanche» de Blagnac est un bon exemple d'une mise en place réns-sie de la monétique municipale. En juin 1988, cette ville de 18 000habitants mettait à la dis-position des 20 000adhérents d'Odyssud, important centre de culture et de communica-tion en Midi-Pyréness, un système de pare-ment et de réservation par capte bancaire, utilisable à distance par l'intermédiaire du téléphone. En janvier 1989, la manicipalité lance la «Carte glace», une carte à puce non nominative et rechargeable qui donne accès à la palinoire d'abord, puis à la piscine. Devant le succès de l'opération (1 200 cartes vendues en 1989, deux postes de contrôleur suppri-mes), la ville décide d'étendre le système à

René Barberye, directeur la comptabilité publique au ministère de l'économie et des finances, se félicitait le 24 avril 1989 à Blagnac de la collaboration catre la ville et ses services : « Cette expérience évite le transfert de la gestion des fonds publics à des associations ou à des sociétés d'économie mixte. » Car, quel que soit le mode de paiement, la réglementation est très stricte. Le régisseur d'une collectivité locale qui encaisse des fonds, recueillis directement à un guichet on



les remettre à un comptable public.

Le regard des spécialistes de la rue de Bercy n'est pas aussi tendre avec la «carte ville» de Vitrolles. Cette municipalité des Bouches-d Rhône semble s'être ingéniée à adopter les mesures inverses de celles que préconise la direction de la comptabilité publique. La méthode utilisée pour transférer du ticket traditionnel à la carte magnétique le paiement des 12 000 repas dans les 35 écoles de cette ville-champignon de la banlieue de Marseille est certes un modèle du genre. L'extension de la carte aux centres de loisirs, crèches, baltesgarderies, centres de loisirs, transports scolaires, école de musique, tennis, piscines, spec-tacles communaux, témoigne d'une véritable dynamique. Mais la municipalité de Vitrolles a choisi le «post-paicment» - une facture précise est adressée chaque mols aux familles alors que le « prépaiement » était précédemchangement enfreint une des recommanda-tions de la note méthodologique diffusée dans le reseau des comptables du Tresor : « L'introduction de la carte de paiement ne doit pas bouleverser les règles habituelles de gestion des

#### Une rentabilité discutable

Quant au système de collecte des fonds, c'est peu dire qu'il prend certaines libertés avec l'esprit de la loi. N'ayant pas de percep-tion sur la commune, le conseil municipal de Vitrolles a créé le Comité de gestion des services (CGS). Cette association rassemble les chèques sur un compte bancaire avant de les

déposer au Trèsor. On n'est pas très loin de la gestion de fail. Les « sbires de M. Bèrègovoy », eomme les appelle M. Jean-Louis Larchevêque, adjoint au maire délégué aux finances, qui sont « descendus » à Vitrolles à la demande des élus, leur ont cependant fait remarquer qu'il s'agissait d'une « entorse » aux règles de la comptabilité publique.

M. Jean-Louis Larchevêque affirme que l'application de la carte à un seul service ne sera jamais rentable : « Même si nous ovons supprimé 22 postes de travail – lo ville de Virrolles emploie 1 000 personnes – en intro-

Vitrolles emploie 1 000 personnes - en intro-duisant la carte dans les ecoles, cela n'ouroit pas été suffisant pour justifier un investisse-ment de 2,8 millions de francs. C'est pourquoi nous roulons aller plus loin et étendre le sys-

tème à tous les commerces de lo ville. » Une commane comme Chilly-Mazarin (Essonne) n'a pratiquement réalisé aucune économie en se contentant, pour l'instant, de transférer le paiement des repas scolaires sur une carte magnétique. Un investissement de 600 000 francs qui ne sert qu'à la gestion quo-tidienne et statistique des I 200 repas servis chaque jour, Marc Sauteron, responsable de l'enseignement et de la jeunesse au sein de la municipalité, estime cependant que l'investissement trouve sa justification dans l'amélioration du service public : «La populotion est fière de cette innovation qui bul évite de se rendere de la companion qui bul évite de se rendere de la companion qui bul évite de se rendere de la companion qui bul évite de se rendere de la companion qui bul évite de se rendere de la companion qui bul évite de se rendere de la companion de la dre à la mairie trop souvent.»

Pour répondre aux besoins supposés des villes, certaines entreprises n'hésitent pas à mettre sur le marché des systèmes innovants qui peuvent poser de nombreux problèmes. La société Mutacard, qui équipe déjà quelques villes, présentait il y a quelques jours un nouveau système de paiement qu'elle baptise « Unicité». Il autorise l'accès à l'ensemble des services collectifs urbains publics (équipements culturels et sportifs, activités périscolaires, stationnement, etc.) par l'intermédiaire d'une carte unique. Dans l'hypothèse où cette carte serait émise par la ville, ne se poseraient que les problèmes (impayés, trésorerie, etc.) liés au post-paiement.

Mais Mutacard envisage d'utiliser les cartes bancaires traditionnelles. Hors celles-ci sont la propriété des établissements financiers qui en contrôlent le domaine d'utilisation. D'autre part, en raison de leur modicité, les sommes à encaisser seraient accumulées sur un microserveur avant d'être transférées à partir d'un cer-tain seuil à un centre de traitement bancaire, la commission étant à la charge des communes. Comment ces dernières récupéreroni elles leur argent en cas de difficulté, alors qu'au-delà d'un délai de quatre jours une tran-saction n'est plus garantie par un établisse-

Difficultés réglementaires, rentabilité pro-blématique, problémes juridiques, on com-prend pourquoi certaines villes hésitent tant à passer à la monétique. Metz ne l'utilise tou-jours pas alors que le principe en est voté depuis plus de deux ans. Et la carte qui sera utilisée dans les paremetres parisiens ne sera sans doute pas plus sophistiquée qu'une carte téléphonique.

**CHRISTOPHE DE CHENAY** 

## Trop peu de femmes élues

A journée internationale des fammes, qui a été célébrée la 8 mars, a la mérite de rappe-ler qua si les femmaa ont dû attandra jusqu'en 1944 pour obtenir le droit da vote, alles n'ont malheurauaamant pan trouvé depuis la place qu'elles méritant dans lan instencas

représentatives Curieusement d'ailleurs, alors que leur place dans la vie éco-nomiqua est da moins an moins contestée, leur présence semble aller en diminuant dans les institutions. Ellas na sont plus que 5,7 % (33 aur 577 députés) au sain de l'Assem-blée nationala, alors qu'elles représentaiant 6,9 % des élus du Palais-Bourbon an 1945. Il n'y a aujourd'hui qua 10

femmes sur 319 sénateurs. Au niveau local, les femmes sont relativement nombreuses dana las consails régionaux (8,5 %), élus à la proportionnella. Las partis a'efforcent en effet d'assurer un minimum da représentation aux femmes sur leurs listes : 20 % chez las socialistes par axampla. Nauf fernmas sont mairas da villas de plua de 30 000 habitants is moins de 2 000 participent à des conseils municipaux. « Elles ont pourtant la quasi-certitude d'être élues», estima capandent Janina Bardou, maire da Chanac et préaident (UDF-PR) du conseil général de

#### Une seule présidente de conseil général

Seule femme à occuper cetta fonction, Janine Bardou milite pour que les fammes s'anga-gant plus dans la vie publique. « C'est dens les inatencas locales comme dans les organi-sations professionnelles que les sations professionnelles que les femmes peuvent faire adoptar las mesures qui emélioreront leur sort. » Malgré les limites imposées par les lois da décentralisation, Janine Bardou pense que la conseil général qu'elle préside e edopté un certain nombra de masures qui ont permis d'améliorer la situation das femmaa dans la département : l'organisation des trans-porta scolaires an zona rurala par exempla.

Mais la charge de travail des élus reste très lourda, et Jenine Bardou reconnaît qu'il sera toujours difficile pour una femma da conciliar via privéa at via

# Divorce à Lilliput

Une commune des Ardennes, s'estimont lésée dons son ossociotion de dix-sept ons ovec un village voisin, o préféré se retrouver démunie mois libre

## BARBAISE (Ardennes)

de notre envoyée spéciale ARBAISE l'antonomiste a enfin obtenu gain de cause anprès du préfet des

Ardennes: après plusieurs années de doléances, cette commune de 115 âmes a été autorisée à se separer de Raillicourt, village de 230 habitants, distant de 1,5 km. Leurs relations étaient entrées dans une telle période de turbulences que le représentant de l'Etat, las d'arbitrer les conflits, s'est résolu à « ériger Barbaise en commune distincte», à l'heure même où il est censé promouvoir les tentatives de « regroupement», de «partenariat», et autres formules d' «intercommunalité».

#### LIRE ÉGALEMENT Les élus et l'information

scientifique Un sondage SOFRES pour le Monde-Cité des sciences de La Villette-

 Les ruraux partent en campagne # L'élu, l'architecte et la ville # Les musiciens chantent victoire a Demisuccès pour les bibliothécaires.

A Barbaise, on pousse un soupir de soulagement. Les citoyens ont, le 3 février, eln leur maire, en la per-sonne de M. Michel Bonquet, auto-nomiste convaincu. Ce premier magistrat, la trentaine effervescente, moustache fournie et anorak multi-colore, est agent commercial à la SNCF. A Barbaise depuis six ans, M. Bouquet est encore «un gars de la ville», aux yeux des agriculteurs enracines depuis des générations dans la vallée de la Vence. «Il n'au-rait jamais obtenu la mairie si Michel Gamby, tête de liste, ne s'était désisté en so faveur», lancent ses détrac-

M. Michel Gamby, sexagénaire, éleveur de vaches à lait, n'était guère volontaire pour gérer au quotidien la municipalité; il a préféré jouer les éminences grises. Dans la cuisine du jeune maire, cet homme massif revêtu d'un bleu de travail indéchirable et de bottes s'assied au bout de la table, lunettes d'écaille sur le nez, pour présider, de façon informelle, à l'élaboration du budget municipal. Entre deux calculs, il raconte « l'histoire d'eau » des communes enne-

mes. C'est pour obtenir un réseau d'adduction que Barbaise et Raillicourt se sont associées, en 1974. En échange, l'Etat leur versuit 80 % des frais nécessaires à cet équipement, en plus des 50 % de «subventions Marcellin» prévues sur cinq ans. «Mais aussilot après avoir dit oui, Burbaise

o compris qu'elle avait vendu son ame. Chaque commune ayant une représentation proportionnelle au nombre de ses habitants, Barbaise n'en comptait que quatre, et Railli-

Barbaise perd peu à pen le contrôle de son budget et de ses affaires. La place du village elle-même est vendue, malgré l'opposimême est vendne, malgre l'oppos-tion de ses habitants, à des promo-teurs qui y plantent des villas sans charme. Les conseillers de Raillicourt vont jusqu'à élire eux-mêmes le maire délégué de Barbaise qu'ils choisissent en leur sein. Au conseil municipal, les dépenses ne sont pas ventilées selon la règle de trois, mais en fonction des projets que la majorité veut financer. Les travaux de voirie se font donc essentiellement Raiflicourt, et Barbaise devient le dindon de la farce.

La plupart des injustices dont se plaint Barbaise, et que la préfecture a d'ailleurs constatées, ont été perpe-trées pendant les mandets de M. Raymond Vincent (divers droite), venu aux affaires municipales de Raillicourt en 1947. Ce marchand de Railicourt en 1947. Ce marchand de bestiaux ne semble pas bouleversé outre mesure par le sort de la mino-rité barbaisienne: « Les plus gros mangent les petits; c'est la loi de la politique! D'ailleurs, nous aurions du faire une fusion pluide qu'une association, nous aurions entendu moins de protestations w

> RAFAĔLE RIVAIS Lire la suite page 14 mière fois à la Révolution, puis à

## **Communes fantômes**

Depuis deux siècles, Suzon, Sein et Molène

étaient dépourvues de ressources fiscoles, et donc sons dotations de l'Etat. Lo loi du 28 novembre 1990 a mis fin à cette curiosité

ne disposent, contrairement au droit de la décentralisation, d'aucune ressource fiscale : ancune taxe foncière, pas de taxe d'habitation et encore moins de taxe professionnelle, Privées d'impôts locaux, elles sont dans l'impossibilité de fournir aux ministères concernés intérieur et budget - les données (potentiel fiscal, effort fiscal) qui permettraient le caleul de leurs dotations: la DGF (dotation globale de fonctionnement) et le FNCTP (Fonds national de compensation de la taxe professionnelle). A coups de subventions, elles entretiennent tant bien que mal leur petit territoire communal et limitent leurs investissements

au strict minimum. Pour ces trois communes - les îles de Sein et de Molène (Finistère) et la commune de Suzan (Ariège), - la situation est ressentie comme une injustice. Pourtant, à l'origine, ponr an moins deux d'entre elles - Sein et Molène, -l'exonération relève d'un privilège, accordé par Lonis XIV. « Vouloir imposer Sein ou Molène, délà accablées de tous les impôts de la nature, ce serait vouloir imporer la mer, les tempêtes et les rochers », expliquait le Roi-Soleil dans une lettre. Confirmé une pre-

nouveau en 1800 et en 1914, le sans remettre en cause la situation privilège prodnit encore anjour-d'hui ses effets.

La petite commune (24 habitants) de Suzan, dans l'Ariège, se retrouve, en 1818, dans une situation comparable. A la suite d'une erreur administrative, an moment de l'élaboration des eadastres, Suzan, une commune enclavée dans celle de La Bastide-de-Sérou, se trouve géographiquement confondne à cette dernière. Les fonctionnaires ont négligé de délimiter son territoire : une centaine d'hectares, quelques fermes, une cinquantaine d'habitants.

#### Cuistne municipale

Depuis lors, Suzan n'existe plus en tant qu'unité administrative : elle n'a plus ni territoire, ni cbemins, ni bâtiments communaux. Elle a perdu toute autonomie financière : les impôts fonciers prélevés sur son territoire bénéficient à la commune de La Bastide.

Pourtant, Suzan continue d'exister : à défaut de mairie, les vingt électeurs des quatre fermes qui subsistent, se retrouvent régulièrement à l'beure des votes « dans la cuisine du maire ». C'est d'ailleurs dans cette même cuisine que se tiennent les réunions du conseil municipal (9 conseillers). La loi du 28 novembre 1990 (1).

héritée du passé, supprime l'essenmais, les trois communes « défiscalisées » ponrront percevoir une partie des dotations de l'Elat : chaque année, la loi leur attribuera une part de DGF et une autre de FNCTP.

Potentiel et effort fiscal étant incalculables, ces dotations seront forfaitaires. La DGF de ces commnnes sera égale au « double de l'attribution moyenne par habitant de l'ensemble des communes relevant de la même strate démogra-phique ». Soit 298 francs par babitant pour l'île de Sein (610 habitants), et 360 francs pour Molène (415 babitants) et Suzan (24 habitants). La part de FNCTP qui leur sera attribuée sera do « double de l'ottribution movenne notionale », c'est-à-dire 418 francs

Du bonus pour ces collectivités dont le budget annuel (subventions, produits de l'exploitation et produits domaniaux compris) ne dépassait gnère, jusque-là, le salaire mensuel d'un cadre pari-

## **BETTINA GILLET**

(1) Loi nº 90-1167 du 28 novembre 1990, relative à la fonction publique ter-ritoriale et modifiant certains articles du

Oui dit que les Français sant d'horribles égoïstes? Un sondage, Les Français et l'action sociale », realisé par l'institut de sondage CSA, pour l'bebdomadaire spécialisé lo Gazette des communes, ainsi que pour l'assemblée des présints de conseils généraux, montre (In Gazette du 4 mers) que si on augmentait de 200 francs les impôts locaux, les Français souhaiteraient que cet argent aille en pre-mier aux plus défevorisés (34 %). 30 % d'autres personnes sondées eimeraient plutôt que l'on consacre les fonds à l'améliorstion des locaux et du matériel sculaires. Lorsqu'on soumet une liste de domaines d'actinns sociales, les Français estiment à 50 % que l'enfance maltraitée devrait être prinri-

Ce qui surprend cependant, e'est la profonde méconneissance des Français sur e qui finance l'action sociale ». 73 % avnuent l'ignorer et ceux qui se prononcent se trompent quasiment tous sur la part dévalue par le département à ce secteur. «Si les Français prenaient conscience que plus de lo moitié de leurs impôts départementoux sont consocrés à l'action sociale; s'ils savaient que les assistantes sociales, le RMI, les moisons de retroite. l'nide médicale, l'action en faveur des handicapés, etc. sont financés et gérés par leurs élus départementnux, ils regarderaient peut-etre de plus près ce qui se décide à l'hôtel du département », commente l'heb-domadaire,

## AUVERGNE

Une école d'emballage au Puy-en-Velay

Pour combler le déficit en cadres intermédiaires dans l'emballage, constatation que se déroulera, les jeudi 11 et vendredi 12 avril prochain, à l'Hôtel de région du Limousin, un colloque netionel sur un secteur qui réalise un chiffre d'affaires de 80 milliards de francs à travers 3 000 entreprises et 120 000 salariés, une école de packaging va ouvrir en octobre culturelle et le développement local ». Principaux Intervenente : M--- Hélène Mathieu, directrice du prochain au Puy-en-Veley.

L'investissement prévu dépasse 7 millions de francs ; le district dn Puy-en-Velay se chargera du bâtimeot; l'Etet, par l'intermé-disire de la DATAR, participera à l'équipement ponr l'million de franes; le région, le chambre de commèrce et le département donneront 500 000 francs chacun. La chambre de commerce, le ville du Puy et le conseil général assureront en grande partie le fonctionoe-

Le recrutement se fera à bae + 2 à partir de DUT ou de BTS à caractère industriel. La durée des études sera d'un an. L'enscigne ment sera composé de cours théoriques et de stages en entreprise. Les promotions seront de quinze à vingt élèves. La reconnaissance du diplôme de sortie (bae + 3) est schuellement en négociation avec l'université de Clermont-Ferrand,

## BRETAGNE

Un nouvel hôpital pour Brest

Brest aura un nouvel hôpital er 1995. Les treveux viennent de démarrer. Le nouvel établissement soulegers l'actnel hôpitel Morvan, surchargé, qui ahrite I 100 lits pour une eapscité théorique de 572 lits. Une situation qui a obligé la direction à se livrer à une véritable chasse au mêtre carré inutilisé, afin de pouvoir faire face au déve loppement des services, comme en témoigne l'aménagement d'un blockhaus datant de l'Occupation.

Le nouvel hôpital coûtere 450 millions de francs, dnnt 40 % du financement à la charge de l'Etet. Le projet n'est pas nou-veau : les terrains sont achetés depuis 1977, mais, après avoir évo-lué favorablement jusqu'en 1985, le dossier est resté en souffrance de 1986 à 1988. Las d'ettendre, médeeins et associations de patients avaient alors adressé au gouvernement une pétition avec 50 000 signatures.

Brest disposera d'un hôpital pilote, comprenant des iocovations techniques dans le domaine de l'imagerie médicale et des transports intérieurs : médecine d'urgence, spécialités chirurgicales, réanimetico, cardiologie, en tout 590 lits seront regroupés. L'actuel hôpital Morvan ne comptera plus que 640 lits et sera modernisé.

## DÉBAT

## Communes défavorisées ? Oui ! Mais lesquelles?

par Jean-Claude Bonnet

☐ Art contemporain dans le metro da Toulouse. — MT

concessinnnaire du métro de

Toulouse, e dégagé un budget de

dix millions de francs pour introduire l'ert contemparein dens les quinze stations de la première ligne Mireil-Jolimont qui extrera en

service en juillet 1993. Pierre Richard, président du directoire du Crédit local de Frence et président

de MT Développement, choisira en octobre prochain, avec un jury compasé de professionnels de

l'ert, d'élus et de responsables du

► MT Développement, M= Violette Auclair, 56, boulevard de l'Embouchure, BP 2870, 31086 Toulause Cedex.

eecretaire général à Dijon. -M. Fitte remplace Michel Janot qui

[Né le 29 mars 1943, Albert Fitte est

docteur ès lettres et diplamé de

Sciences Po. Il est titulaire d'un DES

liste des transports maritimes. Direc

teur général des services administratifs

et financiers de la mairie de Royan en

1978, il devient deux ans plus tard secrétaire général adjoint de la mairie

de Vesnul. De 1983 à 1990, Albert

Fitte était secrétaire général de la mai-rie de Chalon-sur-Saòne.]

n Médizeid - La Documentadon

française vient de publier l'édition

1991 du répertoire de le presse « Médiasid » mis à jour per le

diffusion du premier ministre. Il

presse écrite régionele et donne le liate dea journeux spécielisés dens

□ Code électorel. ~ Ce n'est pas

parce qu'il n'y a pas de scrutins

importante prévus au calendriar

de 1991 qu'il n'est pas nécess

pour les élus de préparer les prochaines échéances, Leur préparation, leur déroulement et leur financement aont

instructions générales et textes complémentaires qui sont

entés dans cette publication (50 francs) de la direction des

Direction des journaux officiels, 28. rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15.

□ Guide budgetaire communal, départemental et régionel 1991. – La DGCL publie un guide

des informations nécessaires à

communes, des départements et des régiona. Ce guide propuse

l'élaboration des hudgets des

une analyse et un commentaire des principales dispositions

législatives et réglementaires concernant les finances locales (rénovation des lycées,

inancement des collèges, ratioe

utiles, nomenclatures hudgétaires,

cadre juridique de l'emprunt...).

➤ Documentation française, 31, qual Voltaire, 75340 Paris, 65 francs.

réglementés par un certain nombre de lais, décrets,

journaux officiels.

ervice d'information et de

consacra une large placa à le

le secteur des collectivités

Documentation française, 35 pages, 120 francs.

locales.

**PUBLICATIONS** 

traphle économique et spécie

aveit occupé cas fonctions

pendant plus de onze ens.

personneliseront les stations.

projet, las œuvres qui

NOMINATION

Développement, le société

EPUIS plusieurs aonées, démonstrations et chiffres éloquents à l'oppui, tous ceux des élus locaux qui se sont fait un devoir de pro-muvoir les chances et de défendre les intérêts des communes rurales en ee qu'elles unt cneure de structurellement défavorisé, avaient commencé è merquer des points. Bien sur, si l'heure n'evait pas encure sonné pour que nos communes rurales soient financièrement en mesure d'épouser leur siècle, du moins la voie était-elle trecée pour que, au nom d'une certaine équité, les mécanismes de péréquation en place jnuent plus intensément et que d'autres vaient éventuellement le jour.

Las I Voilà que si le concept de solidarité occupe à nouveau le devant de la scène, des circonstances partieulières vnnt sans doute conduire à ce que cette soli-darité s'effectue prioritairement eu bénéfice de quel-ques centaines de communes relativement peuplées. Provisoirement occultée par le problème qui vient de

AGENDA

□ Formation territoriale. - Le

procheine réunion du groupe de travsil sur la formation et le

recrutement des fonctionnaires

territorieux eure lieu le 21 mars. Elle devsit se tenir la 5 février (le

Monde daté 27-28 janvier), mais elle e été repoussée en reison des

Galfe et des nauvelles attributions confiées à M. Philippe Marchand.

Innovation culturelle et

en plus, un egent sctif du développement économique des

régions. C'est en partant de cette

développement et de la formation au ministère de la culture ;

département des études et de le

prospective au même ministère,

l'Observatoire des politiques culturelles et euteur d'un rapport

minietériel sur le même thème (le Monde du 23 décembre 1990).

➤ Renseignements et inscriptions
M= Laurence Rossignol, chargée
de mission au Conseil régional du
Limousin, 27, boulevard de la
Corderie, 87/31 Limoges Cedex.
TM : 58, 45, 18, 82

□ Culture et communes. - La

Fédération nationale des communes pour la culture (FNCC) fête le trentième anniversaire de se fondation les 22 et 23 mars, à Saint-Etienne. Un certain nombre

d'élus feront le point sur les politiques culturelles des diverses

collectivités et dresseront un bilan

Plenchon, Dominique Bagnuet ou Marcel Landowski sont également

La FNCC e été créée en 1960 par

Seint-Etienne. Ella est eujourd'hui

présidée par un socialiste, Roger Tropéano, délégué à la culture du PS et encien maire, adjoint à la culture de Châteney-Melsbris.

Bourses d'exploration de

Clermont-Ferrand. - Comme chaque ennée depuis 1999, la

ville de Clermont-Ferrand nrgenise le sélection de projets d'éradients des grandes écoles d'ingénieurs, de commerce et de gestion, et de troisième cycle des universités. Il

s'agit de répondre par la phote, le vidéo ou une plaquette, à le

question « Quelle politique sportive pour quelle cité? ». Cinq

bourses d'un montant de 15 000

francs doivent permettre eux étudiants sélectionnés de se

leur choix pour préparer un

Service de communication

mairie de Clermont-Ferrand. 10, rue Philippe-Marcombes 63000 Clermont-Ferrand.

rendre dans la ville étrangère de

mémoire. Le meilleur travail est

récompenée per un grand prix de

CONTACTS

Michel Durafour, qui était elors meire adjaint à la culture de

de le décentralisation. Un grand

nombre d'ertistes comme Roger

développement local. -

le thème de « L'innovation

MM. Pierre Moulinier, du

BLOC-NOTES

surgir de certaioes cités urbaines se trouvant à la périphérie de nos grandes mégapoles et par celui de la péréquation intercommunale en lle-de-France, il ne faudrait pas que se trouve interrompue le «inngue marche» entreprise par les meires rureux, animés qu'ils sont du souci légitime de mettre progressivement un terme à des distorsines de plus en plus mal vécues en cette dernière décennie du vingtième siècle.

A cet égard la proposition faite par la commission des communes rurales de l'Association des maires de France et visant à ramener en quatre ans de 2,5 à 1,5 le coefficient pondérateur de la dotation de base de la dotation globale de fonctionnement (DGF) constitue, il convient de le rappeler, une voie nouvelle de progrès à laquelle les pouvoirs publics se doivent de réserver un écho positif. L'avenir de l'espace rural français en

▶ Jean-Claude Bonnet est président du CICOR (Centre d'information des communes rureles).

## «Brest 92»: le rendez-vous de la marine à voile

de notre correspondant

ON les appelle « vieilles coques », ou « vieux gréements». Ce sont tous de vieux batssux qui navigusient à une épo-que où les merins du bord n'embarquaient pas pour faire de la plaisance ». La mer, c'était avant tout un rude labeur. Ces emberca-tions constituent un fabuleux héri-tage, eu même titre que les monu-

Mais il n'en reste plus besucoup. les vieilles coques sont mortes peu à peu sur les plages, livrées au sel et au vent, sans plus personne pour se soucier de leurs habiles constructeurs : des charpentiers qui monteient carcasses et maturee sans plans, presque eu

Ce patrimoine en péril, c'est la reison d'être de la revue le Chasse-marée, de laquelle est perti en France, au début des années 80, un mouvement de sauvetage de ces bateaux, dont des dizaines ont été restaurés ou qu'il e failu tout bonnement reconstruire, faute de

ne plus en posséder de spéci-mens, même moribords. C'est une vaste fête en l'hon-neur de la marine traditionnelle à volle que ce même Chasse-marée avait organisée en eoût 1988 à Douarnenez, port d'attache de la revue. On était venu de toute l'Europe voir évoluer ces bateaux, petitee embarcations cótières ou enciens grends coursiers des

1

•

mers.
L'équipe de « Douardenez 88 »
met maintenant le cap sur « Brest
92 », avec l'eppui de la ville de
Brest et de la marine nationale, 92 », avec l'appui de la vasse de la marine nationele, ainsi que de divers sponsors. Mille deux cents bateaux et huit mille marins de vingt paye rellieront Brest. On attend un million de visiteurs. Une belle fêtre et une grosse opération médiatique pour le Finistère et tout spécialement pour la ville de Brest, qui doit construire une ancienne goèlette du dix-neuvième siècle; elle e appellera la Recouvrance, du nom de ce quartier qui domine l'arsenal, où e'activaient autrefois calfais, tonneliers ou autres scieurs de long. ou autres scieurs de long.

## **Divorce à Lilliput**

Suite de la page 13

M. Vincent ne brille pas non plus par la diplometie lorsqu'il explique tout de go que « les habitonts de Barbaise sont des paysans orrieres ». Ponrtant, c'est bien, semble-t-il, la même peur paysanne qui nourrit son animosité : celle de perdre la terre. Dans les années 80, les hahitants de Barbaise ont refusé le remembrement que leur proposait M. Vincent, de peur d'être gru-gés par ce maire qu'ils trouveient despotique. En retour, M. Vincent ne leur s jamais pardonné d'avoir laissé l'entretien de leurs chemins vieinaux à la charge de la com-

Si Barbaise savoure enjourd'hui sa victoire, elle sait, tout comme Raillicourt, que le séparation ne sers pas une affaire, Il feudra en effet doubler les équipements municipeux (photocopicuse, mechine à écrire, tondeuse à gazon, etc.), alors même qu'en plein hiver les deux municipalités sont trop pauvres pour faire déneiger leurs rontes communales.

Le tandem Bouquet-Gamby s'efforce de donner tort à la préfecture, qui a prévu un budget déficiteire de 58 000 frencs pour l'exercice 1991. Barbaise veut montrer qu'elle se débrouille parfaitement sans Raillicourt, et mettra un point d'honneur à ne pas augmenter les impôts locaux. Du moins, pas tout de suite.

RAFAĒLE RIVAIS

## L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/ÉCONOMIE/INSEE

## La santé économique des régions

Le Monde e demandé à l'INSEE de tenter une Ces variables sont les suiventes : représentation synthétique de quelques aspects de le situation économique des régions françaises depuis 1986. Quatre variables ont été retenues et - valeur ajoutée par habitant (pondération + 0,83) ; salaire moyen (pondáration + 0,14) ; -

combinées entre elles pour aboutir à un indicateur synthétique. Le poids affecté à chaeune d'elles résulte d'une analyse en composantes principales effectuée sur l'ensemble des régions (à l'exception de l'Ile-de-France et de la Corse que leurs caractéris-**RHONE-ALPES** 

Le niveau zéro de l'indicateur synthétique corres-**PROVENCE-ALPES** 

taux de chômage (pondération - 0, 19);

teux de création d'entreprise (pondération



1986 1987 1988 1989\* La cielle purdi en-dessous du graphique durne la dissement de la rigion suivent l'indicensu graposé (le-de-France et Corse arches)

RHONE-ALPES RHÔNE-ALPES: 20 Parmi les régions de pro-vince, Rhôna-Alpes cumule les places d'hon-neur pour les différents indicateurs présentés :

deuxième pour les salaires, troisième pour le valeur ajoutée par hebi-tent, evant-dernière (c'est-à-dire très bien pla-(c'est-à-dire très bien pis-cés i) pour le chômage. Il en résulte un indicateur synthétique très positif qui place cene région en seconde position derrière l'Alsace. Avec cette der-nière et la Haute-Nurman-die, Rhône-Alpes devance nettement tautes les autres régians de pro-vince. Plusieurs facteurs se confuquent pour expli-

vince. Plusieurs facteurs se conjuguent pour expliquer une valeur ajnutée par habitant supérieure da 12 % à la moyenne nationale (hors lie-de-France): la part de la population occupent effectivement un empire est importante (le taux de chômage est inférieur de 2 points à la moyenne et les taux d'activité sont forts); la productivité du travail (valeur ajoutée per habitant) est élevée; la région est très urbanisée et industrielle: l'agricultura, activité à l'agricultura, activité à valeur ejnutés modérés, n'y a qu'un faible poids. Une croissance de l'emploi de près de 5 % entre 1986 et 1989 s permis la coexistence d'une diminu-tion du chômage avec un

PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR

· Taux de chomage (%)

1986 1987 1988 1989\* Meyerme nationale (Ne-de-France et Corse excluss)

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR : 6º

Le région Pravence-Alpes-Côte d'Azur pré-sente une eituetinn contrastée. Ele est leader des régions de pravince pour le riveau moyen des saleirea et les créatinne d'entreprises, mais le phomagn y est très éleué d'entrépriees, mais le chômage y est très élevé, ce qui traduit surteut une forte mobilhé sur le merché du travail dens cette région nû le tertiaire représente plus de 70 % des emplois. Le fort taux de chômage associé à un faible taux d'ectivité joue défevereblement eur le valeur ejoutée par hehi-supérieur de plus de 200 000 au nombre de celles qui l'ont quittée.

# Les musicien

un grogne s'antine d as revendicutors usa pr

Les I

---

---

ATTACK.

44.

The party of the p

. . .

-

4,000

TAXAGE . T

\* 1 to 10 1

7. 12.1.2

احتلالتنان

\*\*\*

145

· 12 24

72.00

-

7.1

.550 PF :

- 12 mg

the Comme

4.45

4.4

್ರಾಕ್ ಗ್ರಾಮಕ್ಕ

LAMPER E

tion to the

Ca. Go ..

ಗಿರಿತ <sup>'</sup>ಚ

I TO THE PARTY

47.64

21.15 0

.....

HT ALSO

12 2

Res.

363 750

ATF Ed

242 5

27 COM

4

Tates ?

Life o

ف عات

---

ČES.

45.5

Des sénaleurs ap

HOROSAUX Service of the section

ng enteren de la ratalité.

the section of the se

and the problems of

the state of the particular

the state of the s

The same of the species from the same

Tour E Co. Cierra

polici i decente con esta de la constanta de l

The control of the sections of the section o

There is a section of the section of

the are some discovered to party.

the state of the Arrive Empire

Marita mas mantisander, un en ente

alub. The land light the engineer

the state of the s

the second secretary is quelquely expre-

all the property of a suite of the seasons as the same that compared a materials

the second appears there are

er einem partier, tent men

the property of the party of the party

PPROUVÉS. 21 febrier, & une large municite par le Cumpil superieur de la fametian publique terrmoniale; les projets de tatatt des fonctionnaires terrifepart de la relière culturelle wie! groten progres fare a une preniere reduction qui avais fait January of the contract of the Marian der fer 23 janvereb.

Les profesiones confestatent un ferte que remettait en cause leur nomero d'houres de travail, les cenamoni da recrutement. Que rancart a la banve lour valaire s'empagene - même si la gride de -alane - eur offrait un plus en finde antière - et qui testait étrangement right sur la distée de feurs conge.. fipaulés par la direction de la musique, la coordination et les syndicats viennent d'obtenir satitéfaction our un grand nombre de-

Première victoire : le ministère de la culture exercera le contrêse evelasif da contenu et des modale. tés d'accès au CA jeertificat d'aptitude a l'enseignement t, au DE 2r dante et de musique (diplôme - au aud'État) et au diplôme universitaire de musicien intervenant, indispensables pour occuper les fonctions de directeur, de professeur, d'assistant spécialisé, d'assistant d'enseignements artistiques. Les non-professionnels sont dont exclus de cos emplois.

Seconde victoire : les hornires de travail sont maintenus à leur niveau antérieur. Les directeurs devront assurer 39 heures hebdomadaires, les professeurs 16 heures, les assistants 20 heures. D'autre port, par la voix de Michel Schneider, directeur de la musique, l'Etat reconnaît le bienfondé du cumul des postes de professeur et de musicien on d'acteur actif, à l'image de ce qui se pratique actuellement dans le corps médical, où l'on n'imaginerait pas un instant que les agrégés soien: ubligés de choisir entre l'exercice de la médecine, la recherche et

LES FUTURS DE Fondation Europe et Soc

ه کذامن زلاعل

perme \*\*\* £ : 74 39:00C JC 2 TT V4 205 \*\*\* A ...

VENTE EN LIBRAIT

## HEURES LOCALES

# Les ruraux partent en campagne

Des sénateurs appellent à une « croisade » pour l'avenir de l'espace rural français

de notre envoyé spécial

A grand-messe de la ruralité, A grand-messe de la ruralité, organisée à grand renfort de publicité, à Burdeaux les 28 février et le mara (le Monde du 5 mars), n'avait qu'un bui : éveiller aux problèmes du monde rural une npinion publique accablée depuis des mois par les malheurs de la ville et de ses banhieues. Présentés au cours de cette Conventinn nationale pour l'avenir de l'espace rural français, les travaux d'une mission sénaturiale eonduite par M. Jean François-Puncet, sénateur (UDF) du Lot-el-Garonne, ont M. Jean François-Pnncet, sénateur (UDF) du Lot-et-Garonne, ont canfirmé la fragilité du tissu rural. Près du quart du territoire français est aujourd'hui atteint par la désentification (mains de 20 habitants au kilomètre carré), et le déclin guette déja un eutre dixième du pays.

Campagnes monitondes ou en sur-sis, malaise paysan, sentiment d'abandon: eu cours de leur enquête, les sénaieurs ont rencontré de nam-breux motifs de désespérance. Mais ils se sont accrochées à quelques expé-nences rocitiques en Europe companences positives, en France comme à l'étranger, pour « sonner la mobilisation générale » et « appeler à une croi-

sade qui ne doit pas s'arrêter». Pour eux, « la véritable modernie de demain, c'est l'espace rural, au moins autant, sinon plus, que la ville». Cette conviction, à laquelle est parvenu le groupe d'études, a servi de socle eux débats de la convention, unanimement persuadée que l'essentiel du mal français provient de l'hypertrophie galopante de l'Île-de-France, qualifiée de «cancer parisien», et de l'« obsession urbaine» dont, seraient victimes le pays et ses dirigeants.

Privilèges fiscaux

Ayant répété comme un alogan qu'il ne saurait y avoir de monde rural sans une agriculture dynamique, les apôtres de la nurainé reconnaissent que l'agriculture ne sauvera pas à elle seule l'espace rural, « Dès à présent, il y n infiniment plus d'actifs non agricoles en milleu rural que d'agriculteurs », devait souligner M. François-Poncet. Pour encourager la diversification des activités économiques dans les campagnes, it miques dans les campagnes, it réclame que les privilèges fiscaux mis en place dans les zones de reconver-sion industrielle soient étendus aux zones rurales menacées de désertifi-cation. « La solidarité nationale dolt



jouer en leur faveur, a confirmé Jacques Chérèque, ministre délegué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions. Chaque parcelle de notre espace rural recele un potentiel valorisable.»

Pour maintenir et moderniser les services publics, les restructurations ne devraient plus être décidées ministère par ministère sur l'unique base de la rentabilité, mais, estime la mission sénatoriale, au niveau d'un nou-veau ministère d'Etat, charge de l'aménagement du territoire et du

#### Des primes pour les fonctionnaires ruraux

Les sénateurs souhaitent la polyvalence de certains services, comme la Poste, et que « les fonctinnaires ser-vant en milieu rural soiem financièrement récompenses «.

Sans aborder la révision de la politique agricole commune qui, selon l'aveu de Jacques Delors, president de la commission européenne, « arrive à un moment très mal choisie, les participants eu colloque de Bordeaux ont passé en revue le catalogue habituel des moyens de valoriser l'espace non

tation, l'ago-industrie, la qualité et la pluri-activité. Une loi-cadre, réclamée par les amis de M. François-Poncet, comme par le socialiste Rene Sou-chini, père de la «loi montagne», pourrait faciliter la mise en œuvre de ces idées. Encore faut-il faire la différence entre les zones rurales pen-urbaines, dynamiques mais menaces par la spéculation fonciere et la pollu-tion; le « rural classique », à faibles revenus et sous-emploi caché, dont l'agriculture ne saurait être l'unique facteur de développement; le « rural profond » enfin, désertifié, dépeuplé, sans aucune possibilité d'autodévelopperion. Les aides gouvernementales et communautaires daixent tenir compte de la variété de ce paysage.

En cinq ans, la CEE consacre 250 milliards de francs aux reginns en retard de développement (38 % du territoire européen, 21 % de la popu-lation), et 13 milliards aux autres régions. Cette dotation devrait être « notablement augmentée pour les unnées 1993-1997, a promis M. Delors. Si toutefois vous et nous avons demontre que nous avons bien unilisé ces ressources et que s'armorce un renouveau du milieu rural ».

JEAN-JACQUES BOZONNET

## La filière culturelle de la fonction publique territoriale

## Les musiciens chantent victoire

La grogne s'atténue dans les conservatoires municipaux, les revendications des professeurs ayant été prises en compte par le nouveau statut

PPROUVÉS, le 21 février, à nne large majorité par le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, les projets de stetuts des functinnuaires territoriaux de la filière culturelle sont en nets progrès face à une première rédaction qui avait fait l'unanimité contre elle (le Monde

des 15, 20 et 21 janvier). Les professeurs contestaient nn texte qui remettait en cause leur conditions du recrutement, qui réviseit è le baisse feur salaire d'embauche - même si la grille de salaires lenr offrait un plus en fin de carrière - et qui restait étrangement muet sur la durée de icurs conges. Épaules par la direction de la musique, la coordination et les syndicats viennent d'abtenir satisfactinn sur un grand nnmbre de

Première victoire : le ministère de la culture exercera le contrôle exclusif du contenu et des modalites d'accès eu CA (certificat d'aptitude à l'enseignement), eu DE de danse et de musique (diplôme d'État) et au diplôme oniversitaire de musicien intervenant, indispensables pour occuper les fonctinns de directenr, de professeur, d'assistent spécialisé, d'assistant d'enseignements artistiques. Les non-professinguels sant dane exclus de ces emplois.

Seconde victoire : les boraires de travail snnt maintenus è leuc niveau entérleur. Les directeurs devront essurer 39 beures bebdomadaires, les prnfesseurs 16 heures, les assistants 20 heures. D'autre part, par le voix de Michel Schneider, directeur de la musique, l'Etat reconnaît le bienfondé du cumul des postes de professeur et de musicien ou d'acteur actif, è l'image de ce qui se pratique actuellement dans le corps médical, ou l'nn n'imaginerait pas un instent que les agréges soient obligés de choisir entre l'exercice de la médecine, la recberche et

l'enseignement, une activité nourrissant l'autre. Troisième victoire : le salaire, encore que sur ce sujet précis on pent considérer que les revendications sont permanentes dans tous les corps de métier. Directeurs : la grille de salaires actuelle est maintenue pour l'embauche, tandis qu'elle est améliorée de deux façons en fin de carrière, pac l'augmentation de l'indice du dernier échelon et par la création d'un échelon excepsont créés, celui de professeur d'enseignement de classe normale, celui de professeur hors classe. La grille de salaire actuelle est maintenne pour les premiers, alors que les professeurs bors classe bénéficicront d'une amélioratinn de leur fin de carrière. Assistants spécialisés: leur grille comprend deux échelons, ce qui equivaut là aussi è nne emélinratinn. Assistants d'enseignements artistiques : la grille qui leur est applicable est celle actuellement en vigueur pour les adjoints d'enseignements artis-

#### La question des congés scolaires

tiques. Elle sera revue à la hausse

an conrs des étés 1991 et 1992.

Reste le problème des congés scolaires, lies nnn pas à l'activité des professeurs, mais è la scolarité des élèves. Le statut reste donc muet sur ce chapitre, alors que les professeurs souhaiteraient que des dispositions précises soient imprimées pnic snr blanc. Cette position n'est guère défendable, car elle bloquerait toute possibilité de

réaménagement des études. Ces dispositions vont en outre permettre de dresser une carte précise des écoles municipales agréées et de recenser le nombre des professeurs appointés. Ce qui va poser en grandeur réelle le coût induit par le nouveau statut et va révéler l'ampieur d'un autre problème lié à celui de tous les professeurs en poste avant l'appari-tinn du CA et du DE, de ceux qui ont émigré de pays nu ce diplôme

n'existe pas mais dont on connaît pertinemment le bant niveau de formation, nu de ceux qui enseignent des disciplines non répertoriées par les deux examens d'aptitude à l'enseignement. La directinn de la musique n'a pas sonhaité encadrer de feçon volontariste l'enseignement artistique, comme cela a été fait pour la danse en raison des dommages physiques que pouvaient entraîner un enseignement incompétent. La filière privée reste donc libre de fixer ses tarits, la ource gnement et des congés. Reste è statner sur le sort spécifique des professeurs des deux Conservatoires nationanx supérieurs, à publier les décrets d'application de le lni suc les enseignements artistiques vntée en 1988, sans parler de l'enseignement donné dans la branche universitaire, qu'il faudrait redéfinir.

**ALAIN LOMPECH** 

## **Demi-succès** pour les bibliothécaires

E ministèra de la culture est fier das efforts qu'il e four-nis, dana le domaine de le lecture publique. C'eet vrei, lee bibliothèquea aa sont multipliées sur tout le territoire, evec un équipement de qualité : bâtimants modernes, diversité des fonds proposés, intégration des nouveeux supports. Maia alors qua la sort des consarveteurs a été largement revalorisé, la sort das bibliothécaires, dont la formation at lea têches sont devenuas plus complaxas, na s'ast paa amélioré. Sans doute parca qu'ils dépendent du ministera de l'éducation nationala. Quent à ceux qui devalent pasvités territoriales - le personnel des biblinthèquae municipales par exemple – ila redoutaient le statut de le filière culturalla concuctée par le ministèra de l'Intérieur, qu'ils jugaient e inaccepteble ».

« Il s'egit d'un empilege de dix-sept grades an sept cedres d'emploi, expliquent las repré-sententa de le médiathèqua Lnuie-Aragnn de Fnnteney-sous-Bois. La nouvelle hiérarinapplicabla eux cullectivités locales. La qualification du personnel an piece est méconnue. Le promotinn Interna est pretiquement refuséa alors qua l'in-tégration d'enseignants sans formation spécifique ast encouragée, » Les manifestations et les péti-

tinns sa sont multipliéas pour dénoncer un projet dont la clarté n'est paa la première qualité. Finalament, las textes ont été votés le 20 février demler. SI, après las cnntacts antra les organisations ayndicalas ou profeesinnnellee et les pouvoirs publics, l'architacture générale da le nouvelle filière n'e guère évolué - trop lourde hiérarchisation, en particulier - das emendements nnt été ecceptés. Les plus significatifs améliorent l'intégratinn de cartaines catégories de personnele (les sous-bibliothécaires) qui bénéficierant d'una nnuvelle grille indicleire intermédiaira. Enfin la possibilité de détachement d'enseignants non formés a été ebandonnée.

**EMMANUEL DE ROUX** 

# L'élu, l'architecte et la ville

Le maire de Strasbourg face à ses urbanistes :

aui modèle le visage de la cité?

pas mai d'argent.

STRASBOURG de notre correspondant

UEL est le maire oni ne

s'est pas rêvé bâtisseur? Laisser son nom, ou au moins sa signature, à un quartier nnuveau de sa ville, à une place, à un bâtiment de prestige, est une tentatinn très répandue. La décentralisation a-telle réellement modifié les données au point de permettre une vraie politique d'architecture et d'arbanisme dans les grandes villes? L'école d'arebitecture de Stras-bourg et le journal le Montteur se sont récemment posé la question. Ils ont confronté le maire de le ville, Catherine Trantmann (PS), è trois des architectes qui interviennent dans sa cité : Claude Vasconi, qui a signé l'hôtel du département, Adrien Fainsilber, qui prépare le futur musée d'art mnderne de Strasbourg, et Guy Clapot, qui vient de remporter le concours lancé pour réaménager la place Kléber, l'une des plus prestigieuses

Tous le reconnaissent : le rapport entre le maître d'ouvrage - la collectivité qui passe commande -et l'équipe qui conçoit le projet est déterminant, « Je cite partout en référence le conseil général du Bas-Rhin, explique Claude Vasconi. Il a été un très bon maître d'ouvrage, le programme n'a jamais été remis en cause et il a été bouclé en trois ans. » Même quand l'ossature du bătiment et le béton à nu ont commencé à inquiéter riverains et élus, la détermination du département

n'e pas flécbi. C'est mnins facile quand les partenaires sont nom-breux : Cetherine Trautmann a connn ainsi les avetars du projet de bâtiment des droits de l'bnmme, dant la ville assure la maîtrise d'nuvrage déléguée pour le Conseil de l'Europe. La première mouture préparée par l'architecte en chef de la ville, remaniée à l'excès par les experts européens, a dû finalement être écartée, pour que soit eboisi par concours le projet de Richard Rogers. Tout le monde y e perda du temps et sans doute

## à idées

L'argent jnue snn rôle aussi quand un projet ne se fait qu'avec le concours de l'Etat. L'ambitieux musée d'art moderne que la ville snubaite dans le quartier des voir le jour qu'en 1995. Le nouvel hémicycle du Parlement européen, qui loue actuellement celui du Conseil de l'Europe, ne pourra pas être mis en chantier avant 1992.

Strasbourg ntilise beaucoup les architectes comme boîtes à idées ponr élaborer son prnjet urbain. Un concours international mobilise ainsi plusieurs équipes pour réfléchir à la liaison entre la capitale alsacienne et la ville allemande voisine de Kehl, Les opérations d'accompagnement du tramway strasbourgeois, dont les premières rames circuleront en 1994, ont été l'occasion de concours pour aménager la place Kléber et le parvis de la gare SNCF. « Est-ce qu'on ne masque pas ainsi l'absence de réflexion préalable et de cahier des charges? » s'interroge Guy Clapot. « Nnus n'avnns pas la science infuse, répond Catherine Trautmann, mais nnus posnus chaque fois la regle du jeu et n'évitans jamais les questions. »

La ville dispose d'ailleurs de ses propres services d'architecture et d'une agence d'urbanisme : c'est là aussi que se prépare la pulitique d'aménagement du territnire urbain evant les décisions des élus. «L'urbanisme est un note de vio-lence dans la ville, reconnaît Catherine Trautmann, mais le risque est partagé, entre la collectivité et les èquipes partenaires qui travaillem avec elle. Sans dépossèder l'architecte de son travail, il faut permettre au plus grand nambre de camprendre la démarche d'urbanisme et le mode d'emplui de la ville.»

Faut-il pour eutant « redessiner la ville contemporaine», comme le propose Claude Vasconi? « Peu de villes ont une stratégie sur vingt ou trente ans, et pourtant il faudrait trouver des ossatures qui résistent ensuite à tout et intègrent bâtiments et infrastructures, sinnn on mangera l'espace bétement ». dit-il. Plus modestement, Catherine Traulmann se propose de a rayander le tissu social pour éviter les exclusions », de « ne pas casser la diversité traditionnelle qui foit la culture arbaines et « d'aider les habitants à mieux vivre dans leur

JACQUES FORTIER | et en cassette.

## REPÈRES

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Un parc à loups en Lozère

Dans le cadre d'un accord passé avec la Fondation Bardot, le pare du Gévaudan, situé près de Marvejols (Lozère), vient d'accueillir quatrevingt loups de Mongolie provenan de la Hungrie, « Le maire de Buda-pest et les autorités hangroises, a expliqué Brigitte Bardot, nous unt aidés à sauver ces animaux qui nuraiem du être abastus; leur fourrure était destinée à la confection de

En Lozère, ces louns, âgés de sep à huit mois et pesant une quarantaine de kilos, ont d'abord été placés dans un enclos de 32 000 mètres carrés mais, d'iei quatre à cinq mnis, ils disposernat d'un pare s'étendant sur une vingtaine d'hec-tares. Selon Gérard Menatory, responsable zootechnique, le nnuveau parc, « qui n'a pas d'équivalem dans le monde », aura une vocatinn scientifique. Des Américains et des Jeponais sont prets è venir étudier sur place le comportement des Inups. « Nous mettrons en place des camèras afin d'observer ces animaux quand ils se nourrissent, meis également hirs des phases de reproduction

La Fondation a décidé d'apporter une aide financière de 600 000 francs. De leur chté, le département de le Lozère et la réginn Languedoc-Rnussillan ont accepté d'aider financièrement cette opératinn.

#### LIMOUSIN

Limoges prend du galon

Siège de la circonscription militaire de défense Centre-Ouest, l'une des neuf circonscriptinns militaires pré-vues par le plan Armées 2 000, Limoges englobera, à partir de 1991, les anciennes 13° (Tours), 42° (Pni-tiers) et 43° (Limoges) divisions militaires territorieles. Située au centre de la zone de défense atlantique, elle aura autorité sur des ins-tallations militaires importantes, comme la base de transmission des sous-marins nucléaires de Rosnay (Indre), les centres d'armement de Bourges (Cher) et de Tulle (Cnr-rèze), l'école des transmissions de Montargis (Loiret), l'école du matériel de Bourges, l'école du train de Tours, etc.

C'est la fin définitive d'une tradi-tion ancienne, dont est né, au début du siècle, le mnt limoger : l'envni dans cette ville, soin de tout théâtre éventuel d'opérations, des officiers dnnt les capacités militaires n'étaient pas convaincantes. Mais, plus que la mnrt d'un symbole, ce qui intéresse Limoges, ce sont les retambées économiques de eette implantation : quatre ans de travaux pour des réalisations immubilières nuvelles (4 500 m² de bureaux), qui aceueilleront 450 nouveaux militaires et fonctionnaires civils de la défense. 150 millions de francs de soldes et de salaires seront injectés chaque année dans l'économie régio-

## PROVENCE - ALPES -COTE D'AZUR

Les Hautes-Alpes jouent la carte de l'authentique

Peu de Français, paraît-il, connais-sent le département des Hautes-Alpes et encore moins sa localisation géographique. Pnur combattre cette tendance, le comité départemental du tourisme vient de créer le Club de l'authentique. Officielle-ment finude le 2 janvier par les comediens Sergio Castellito, Daniel Ceccaldi, Gérerd Jugnnt, Thierry Lhermitte, Christophe Malavoy et Marie-France Pisier, il rassemble des «emonreux» de ce département. Ces ameteurs de grands espaces veulent partager leur pas-sion pour une région méconnue, « Je ne savais pas qu'il existait encore des petits villages à 1 500 mètres d'altitude où on va chercher son lait tous les matins à la ferme», raconte par exemple Christophe Malavoy.

La première ection des membres du Club va consister à rassembler, en faisant appel aux élus, aux syndicats d'initiative, aux offices de tourisme et même aux curés de cam-pagne, les contes des Hautes-Alpes, patrimoine culturel du département qui se transmettent de façon orale depuis toujonrs. Gérard Jugnnt demande également à toutes les per-sonnes originaires des Hautes-Alpes émigrées dans une autre région qui connaissent quelques-uns de ces contes de prendre contact evec la Maison des Heutes-Alpes, 4, avenue de l'Opera, 75001 Paris. Les meilleurs contes seront édités en album

LES FUTURS DE L'EUROPE Fondation Europe et Société VENTE EN LIBRAIRIE

## HEURES LOCALES

Un sondage Cité des sciences et de l'industrie - CNRS - le Monde sur l'information des élus

# Les « décideurs » politiques revendiquent leur responsabilité face aux experts scientifiques

La Uite des sciencee et de l'industrie organise les 13 et 14 mers un colloque eur le thème « Science, pouvoir, citoyen », en collaboration evec le Monde, pour le cinquième anniverseire de La Villette. Nous avone souhaité à cette occasion interroger lee perlementaires et les élue loceux sur leurs ettitudes è l'égard des problèmes scientifiguee et techniquee qu'ils rencontrent ou qu'ils côtoient. Première conclusion du sondage demendé è le SOFRES: les « décideurs » politiques ee sentent concernés.

Les principaux cent	res d'i	ntérêt				et des techniques bouleverse tous les modes de pensée et
Pour chacun des sujets auivants, pensez-vous qu'il s'agit d' beaucoup, assez, un peu ou pas du tout :	un domain	e où les i	information	ns vous înt	t <del>éres</del> sent	de vie des citoyens, en parti- culier ceux des hommes politiques en
	Везисоир	Assez	Un pes	Pass dia sourt	Sans réponse	charge de l'avenir collectif. Mais, aujourd'hui encore, force est de
- Les problèmes économiques français	85	12	3	0	0	Constator – malgré la création d'un Office parlementaire des choix scien-
- L'environnement	80	18	2	0	0	tifiques et technologiques qui com-
- Les problèmes sociaux	77	20	· з	0	. 0	mence seulement à sortir de l'ombre
- La santé	51	41	8	0	0	- que les représentants des citoyens
- La politique extérieure	58	32	8	1	0	sont désarmés lorsque se posent à
- Les problèmes acientifiques	29	48	23	2	0	eux des problèmes techniques de grande ampleur (la sécheresse de
Pour chacun de ces sujets, les informations le concernant vo pas du tout :	nus intéres	sent-elles	pesaconb	, assez, u	n peu, ou	1990 on le stockage des déchets radioactifs) et qu'ils ont peu de
poe da tout.	Вевисокр	Asset	Un peu	Pas du tont	Sans réponse	prise sur la manière dont aont scien- tifiquement foudés les projets qui
- Les problèmes da l'eau	85	13	2	0	0	leur sont soumis.
- Le problème des déchets	76	20	4	0	0	Loin de démissionner face à l'im-
les problèmes d'agyironnement à l'échelle de la planète (par						portance et à la difficulté de la tache
exemple la couche d'ozone ou le changement des climats)	55	33	12	0	0	les élus revendiquent leur part de res
- La sûreté des intallations nucléaires	54	29	14	3	0	ponsabilité dans les grandes déci
- La politique de la rechercha	48	37	14	0	1	sions, comme le mootre le
- Les nouvelles découvertes da la recharche	47	39	13	1	0	sondage (1) que la Cité des sciences
L'évaluation des risques industriels	47	36	16	1	0	et de l'industrie, en association avec le Centre pational de la recherche
- Le sida	42	34	20	4	0	scientifique et le Monde, vient de
L'exploitation des ressources de la mer	42	34	20	3	1	faire réaliser pour son cinquième
Le développement des biotechnologies	33	48	17	1	.1.	anniversaire par la SOFRES, sur k
- L'aviation civile	23	39	32	6	Ô	thème de l'emformation scientifique
- La conquête apatials	20	41	32	7	Õ	et technique des élus».
La technologie militaire	19	35	32	14	0	A la question « Pensez-vous que les décisions prises ces dernières année

Etre mieux in	formé				
Pour chacune de ces affirmations, êtes-vous tout à fait d'acco	ord, plutôt	d'accord,	plutót pas	d'accord o	u pas du
tout d'accord :	Tout à fait d'accord	Phate d'accord	Plunik pea d'accord	Pas du tout d'accord	Sans réponse
Il m'arriva de plus en plus souvent d'avoir à répondre à des problèmes scientifiques et techniques	12	42	38	8	0
Quand il s'agit de problèmes scientifiques et techniques, il est difficile de trouver la personne qui peut vous donner des informations claires	29	43	21	Б	2
On ne fait pas suffisemment d'effort pour rendre l'informa- tion scientifique compréhensible pour les gens qui en ont besoin	. 43	33	17	. 4.	3 .
<ul> <li>De plus an plus de débats de société nécessitereient d'avoir des connaissances scientifiques et techniques</li></ul>	50	41	6	. 2	1
En général, lorsqu'un problème scientifique est bien expliqué la plupart des gens peuvent le comprendre	43	38	15	2	· 2·
Dans le domeine scientifique ou tachnique, quend on demande l'opinion de plusieurs experts, leurs avis sont si différents qu'il est difficile de se faire une opinion	28	41	23	5	3

Le Monde

avec la collaboration de Christiane Chombea

Jean-Marc Gilly (Mende).

Gabriel Simoo (Brest)

et Jean-Pierre Foron (Le Poy).

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 75601 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1] 40-65-25-25 Mécopieur: [1] 40-65-25-99

6 mois ...

Reproduction interdire de tout article, sauf accord avec l'administration

FRANCE

780 F

£ 400 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEDVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

Commission paritaire des journaux et publications, o 57 437 ISSN: 0395-2037

AUTRES PAYS

voic normale y compais CEE avion

790 F

I 560 F

2 960 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société ; cent aux à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile · Les rédacteurs du Monde ».

« Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, girant.



5, rae de Montessay, 75007 PARIS Tél.: (1)45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Télex MONDPUG 296 136 F

Le Monde **TÉLÉMATIQUE** sez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM BULLETIN D'ABONNEMENT **DURÉE CHOISIE** 6 mois 🖸 . Code postal: \_ Pays : . Veuillez avois l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimente

Rensalgnements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-55-29-33

**ABONNEMENTS** 

1, place Hubert-Beure-Mery, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tel.: (1) 49-60-32-90

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SUISSE-BELGIQUE

LUXEMBOURG

1 123 F

2 086 F

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS Tél.: 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66

B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07 Siège social : Institut britannique de Paris Le Monde

Edité par la SARL La Monde Comité de direction : -

Jacques Lescurrie, gérent directeur de la publication Bruno Frieppart directeur de la rédection Jacques Guiu directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétairs général

Jeogues Ameiric Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoints au directeur facțioints au directe de la rédection)

Daniel Vernet (directus des reissions internation Anciens directeurs:

ubert Beuve-Méry (1944-1989) Jeoques Fauvet (1969-1982) André Leurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15, RUE FALGIJÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
T4L: 11) 40-65-25-25
Télécopieur: 40-65-25-99
ADMINISTRATION:
1. PLACE HUBERT-BELVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
T4L: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: 49-80-30-10

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le Grand Prix de L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE récomparsa chaque ennée l'auteur, de prétérence encors incomu, Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre

sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR 17. rue de Gelilée - 75116 PARIS - Tél.: (1) 47 80 11 08

E développement des sciences

et technique des élus». A la question « Pensez-vous que les décisions prises ces dernières années dans le domaine scientifique et technique le sont plus par des experts que par des élus», les personnalités interrogées estiment co majorité (55%) que les premiers occupent le terrain aux dépens des élus (35%). Mais lorsou'on leur demande s'il fant a plutôt laisser les scientifiques ou les hommes politiques décider», 60% se déclarent en faveur de décisions prises par les hommes politiques, 27% par les scientifiques. Le sentiment de dépossession est bien réel, mais les élus ne démissionnent pas pour antant. Et c'est phitôt rassurant.

L'eoquête montre pourtant faut-il s'en étonner? - que l'intérêt des élus pour les questions scientifiques (29%) vient assez loin derrière les problèmes économiques (beaucoup d'intérêt: 85%), l'environcement (80%), les problèmes sociaux (77%), la politique extérieure (58%) et la santé (51 %).

même s'il est clair que « ce sont le niveau d'études et la profession qui déterminent des différences d'intérêt pour les problèmes scientifiques». estime Daniel Boy, chercheur ao CNRS et à la Fondation nationale des sciences politiques, qui a préparé et analysé ce sondage: « Ceux qui ont suivi un cursus universitaire et en particulier des études supérieures scienti-

quant davantage les collectivités locales dans la gestion de leur avenir: Eo revanche, le sida (42%), la conquête spatiale (20%) et la technologie militaire (19% seulement en pleine guerre do Golfe) retiennent moins l'intérêt des élus. « Remar-quors, souligne Daniei Boy, que ce constat est assez proche de ce que l'on observe dans le public en général. Comme on pouvait s'y attendre, la préoccupation locale est plus forte chez les maires (38%) que chez les parlementaires (9%).

()

Qu'ils aient à traiter de sujets d'in-térêt local ou national, les élus ressentent le besoin d'une meilleure information pour se prononcer, besoin renforcé par le sentiment qu'ils ont (91 %) que « de plus en plus de débats de société nécessiteraient d'avoir des connaissances scientifiques et techniques's. Loin de buter sur la difficulté des problèmes qu'il feur faut appréhender, ils n'éprouvent mi découragement et inviteot leurs interlocuteurs à une meilleure pédagogie. Dans ce domaine, leor confiance va en priorité à l'écrit, contrairement au grand public qui se contrairement au grand public qui se tourne vers la télévision: revues spé-cialisées (29 %); quotidiens (27 %); magazines (17 %); livres de vulgarisa-tioo (13 %); la télévision o'obtient que 8% des réponses.

#### Rendre l'information compréhensible

Pour les quatre sous-groupes d'élus présents dans l'échantillon, l'habitude est de s'adresser en priorité aux services de «l'institution d'appartenance»: les parlementaires auprès des services de l'Assemblée nationale et du Sénat (31 %), les co régionaux auprès du conseil régional (31 %), les conseillers généraux dans le département (32 %), les maires on maires adjoints enfin à l'hôtel de ville (26%). « Plus on s'éloigne du à se disperser. Ainsi, les élus locaux, faute sans doute de trouver l'information «sur place», font appel à de multiples sources, organismes de recherche, voire relations person-

Mais cette quête de l'information o'est guère aisée: 61 % des personnes dans le domaine scientifique et technique que dans d'autres domaines. Selon elles, deux raisons majeures expliquent cette situation: la difficulté de trouver la personne qui peut fournir des informations claires (72%) et le peu d'efforts faits pour rendre l'information scientifique compréhensible (76%). Malgré cela, une large majorité des élus s'ac-

## Qui doit décider?

En ce qui concerne les choix scientifiques qui ent des conséquences sociales importantes, pensez-vous qu'il faut... plutôt laisser les scientifiques décider de ce qu'il faut faire...

ou que c'est plutôt sux hommes politiques de prendre les décisions....

Si vous pensez aux décisions prises dans le domaine scientifique et technique ces dernières années, avez-vous l'impression que le plus

- ce sont les élus qui ont fait les choix importants . - ou bien, su contraire, que les choix ont été faits per des Sans réponse..

fiques, de même que certaines professions de nature scientifique (en particulier les médecins) », se déclarent plus intéressés par ces sujets.

> Les conséquences de la décentralisation

De manière plus fine, on constate que les élus, lorsqu'ils s'intéressent aux questions scientifiques, le font plus parce qu'il s'agit de problèmes de société (57%) que parce qu'il s'agit de répondre à un besoin spécifique de leurs administrés (22 %). Les bommes politiques ne se doivent-ils pas de réagir et de se prononcer sur les grands enjeux de demain.

Mais, lorsqu'oo les interroge plus précisément sur leurs préoccupa-tions, celles qui touchent à la gestion locale (eau, déchets, environnement, nucléaire) arrivent en tête. Plus nouveau: 48% se sentent « beaucoup » concernés par les problèmes relatifs à la politique de la recherche et aux nouvelles découvertes (47%). Sans doute fant-il y voir une conséquence des lois de décentralisation, implicorde à penser qu'il o'y a pas d'obstade absolu à la compri enjeux scientifiques et techniques et que, lorsqu'un problème est bien expliqué, la plupart des gens peuvent le comprendre (81 %).

55 %

10 %

A la condition toutefois, soulignent-ils, que la multiplication des experts ne vienne pas tout compliquer (69%). C'est la raison pour laquelle, pour les aider dans leurs choix, le plus grand combre d'entre eux se déclarent en faveur d'une information synthétique (feuilles mensuelles résumant les principales informations scientifiques, 89%) ou pour un système plus ponctuel (note d'information quand se pose un problème d'actualité, 94%).

YVES AGNÉS et JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Sondage effectué par la SOFRES entre le 12 et le 25 février 1991 auprès d'un échantillon national de \$16 élus (97 parlementaires, 1/1 conseillers régionaux, 98 conseillers généraux, 210 maires et maires adjoints de villes de plus de 10 000 habitants).

BILLET Retrouvailles amères à l'OPEP

Alors que la bruit des canons de 'a quenti du Golfe a à rainu casse, la réunion des troute pays de l'OPEP (Organisation du s pays expenditures the pometral & Genèva à parin de lural 11 mars raval, 3 l'évidence, uno importance politique capitale. Voir assis à la même table des regrésemants des Sacridiens. des Irakiens, des Koweiter, 3 ac des iranians, rivaux dréductibles gibier et d'avant-hier, pour discuter du prix de cit qui constitue leur principale force economique, n'est pas un évenement de routine, hi des ressentments - militares diplomatiques, voire religies, a peseront de tout leur pouds dat 4 les conversations frequenties.

La configuration géopolitique இ cartel, 30-delà du Precho Ce en: smoto sensu, n'est d'alloret? pas simple : l'Algéres - do-v. le ministre du pétrole. M. Sadas. Boussens, est le président en exercice de l'OPEP - plaufit pont une politique terme et independante, on depit du nauvel équilibre des foients dans la region du Golfe. Alger nit rejoint donc pas l'analyza pres modérée de l'Arabia sacuritie celle-ci étant plus que (\$170 5 à l'ecoute des souhaits amendams Lo Vonezuela n est. cas plus disposé que Ryad a mecontenter to president Rush. Une nouvello flembon dos ans nsquerait évidemment de compromettre tout affert de reprise de la croissance d'imp economie américaine - in deu économies occidentales en general – passablement

Au chapitro économiqua: em revanche, l'horizon sembre plus elair. La production actuelle depetrole resto toujours blus acondante que les bescurs, et les capacités disponibles. encore confortables. Avec l'arrivée des beaux jours, la demande va stagner Pendant les heures les plus tragraces de la querre, les marchés de Londres et de Noor-York in our cédé à aucune panique, et, vendredi 8 mars, le Brent na cotait que 18,5 dollars le bard, soit un niveau très inférieur au prix (21 doilars) que. fin jullet 1990, Bagdad et Teheran avaient imposé à leurs partensires réticents, notamment l'Arabie sacudite. Cheikh Yamani, l'ancien menistre du pétrole du royaume, as: même allé jusqu'à prédire un possible effondrement du park de l'or noir : 12 dollars ..

UV.

ZX.

START

OL US

144

Comme dans les négociations agricoles européennes, en définitive, le casse-tôte de l'OPEP est un jeu à trois faces les platonds de production, les prix minimums de référence et les quotas. Les négociations de l'OPEP seront à nouveau auss: délicates que celles de Bruxeiles.

FRANÇOIS GROSRICHARD

Alors qu'Air France abandonne ses ro

UTA gèle les salaires d

La compagnie UTA, membre de la la la groupe Air France, annonce le gel 6 mu des salaires de ses 7 900 salarrés en 1991, ainsi que la suppression de droit au report des congès. Ces mesures économiseraient plus de 60 millions de francs. Elles completent le plan d'économies mis en place au mois de janvier et qui prévoyait le gel des embauches et des titularisations, l'arrêt des investissements poblicitaires et promotionnels, ainsi que la réduction du programme des vois de 10 % eoviron. Ce premier train de mesures pourrait permettre d'alléger les dépenses de plus de 100 millions de francs. Ce dispositif est destane à saire sace à une chute de traffe, due aux événements do Golfe que l'on évalue à 20 % - el à la perte de 240 millions de francs de recettes pour le premier trimestre

Après l'abandon par Air France de ses mesures de chômage partiel

هكذا من رايمل

ÉCONOMIE

## Retrouvailles amères à l'OPEP

Alors que le bruit des canone de le guerre du Golfe e à peine cessé, le réunion des treize pays de l'OPEP (Organisation des paye exportateurs de pétrole) à Genève à partir de lundi 11 mars revêt, à l'évidence, une importance politique capitale. Voir essis à la même table des représentants des Saoudiens, dea Irekiene, des Kowettiens et des Iraniene, rivaux irréductibles d'hier et d'avant-hier, pour discuter du prix de ce qui constitue leur principale force économique, n'est pas un événement de routine, et les ressentimente - militaires, diplomatiques, voire religieux pèseront de tout leur poids dans les conversations financièree.

La configuration géopolitique du cartel, eu-delà du Proche-Orient stricto sensu, n'est d'eilleurs pae simple : l'Algérie - dont le ministre du pétrole, M. Sadek Boussene, est le président en exercice de l'OPEP - plaide pour une politique ferme et indépendante, en dépit du nouvel équilibre des forces dens la région du Golfe. Alger ne rejoint donc pas l'enalyse plue modérée de l'Arebie saoudite. celle-ci étant plus que jameis à l'écoute des souhaits américains. Le Venezuele n'est pas plus disposé que Ryed à mécontenter le président Bush. Une nouvelle flambée des prix risquerait évidemment de compromettre tout effort de remise de le croissance d'une économie américaine - et des économies occidentales en générel - passablement essoufflée.

\* K.

Au chapitre économique, en revanche, l'horizon semble plus clair. La production actuelle de pétrole reste toujours plus abondante que les besoins, et les capacités disponibles, encore confortables. Avec l'arrivée dee beaux jours, la demande va stagner. Pendent les heures les plus tragiques de la guerre, les marchés de Londres et de New-York n'ont cédé à aucune panique, et, vendredi 8 mars, le Brent ne cotait que 18,5 dollars le baril. soit un niveeu très inférieur eu prix (21 dollars) que, fin juillet 1990, Bagdad et Téhéran avaient imposé à leurs partenaires réticents, notamment l'Arabie saoudite. Cheikh Yemani, l'encien ministre du pétrole du royaume, est même allé jusqu'à prédire un possible effondrement du prix de l'or noir : 12 dollars...

Comme dans les négociations agricoles européennes, en définitive, le casse-tête de l'OPEP est un jeu à trois faces les plafonds de production, les prix minimums de référence et les quotes. Les négocletions de l'OPEP seront à nouveau eussi délicates que celles de

FRANÇOIS GROSRICHARD

# Un entretien avec M. Louis Mermaz

« Il est temps de traiter l'agriculteur comme un entrepreneur » nous déclare le ministre de l'agriculture

Après une semaine de grande effluence, le Salon de l'agriculture s'echève dimanche 10 mars à Paris. M. Louis Marmaz, ministre de l'agriculture et de la forêt, doit être reçu, mardi 12 mars, par le premier ministre pour évoquer les problèmes de la profession, notamment les négociations européermes sur les prix agricolee. Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, M. Mermaz fait le bilan de ses premiers mois rue de Varenne.

« Quel premier bilan dressezvous de votre action depuis votre arrivée au ministère de l'agriculture la 2 octobre?

 - J'ai dû parer au plus pressé à la suite de la crise de l'été. J'ai assuré le suivi des plans Nallet, obtenu pour les éleveurs l'abaissement de l'impôt fon-cier non bâti – soit 300 millions de francs d'exonération, - l'étalement voire l'annulation de créances en matière de cotisations sociales, la légère amélioration des prêts bonifiés. Nous avons débloqué des aides pour les éleveurs, réduit le prix des céréales destinées à l'alimentation du bétail dans certains départements, préparé un programme d'aide au revenu agricole en négociation avec le ministère de l'économie pour atténuer en 1991, et dans les années suivantes, les grandes difficultés de l'élevage. Il s'est agi de mesures à caractère conjoncturel pour tenter d'éteindre les incendies. Je crois à une mesure d'avenir ; la détaxe sur les bio-carburants pour lutter contre les risques de friche. Il y a là de grandes perpectives pour la culture du colza et do tournesol

- Comment avez-vous été accueilli par le monde agricole? - Avec un certain étonnement, car après cinq années de présidence de Assemblée nationale, puis de présidence de mon groupe parlementaire, on ne s'attendant pas à me voir appelé à cette fonction. Mais dans une

le premier ministre, c'est moi qui ai souhaité l'occuper. Au long de ma vie publique, et comme élu depuis vingt ans du département de l'Isère, j'ai une expérience du monde rural. Je voulais participer à une meilleure compré-hension entre l'agriculture et le reste de la population. C'est une vaste

 En cinq mois, vous avez été confronté à l'échec des négocia-tions du GATT, aux propositions restrictives de réforme de le politi-que agricole commune, à la réuni-fication de l'Allemagna et à la crise du Goife. Quel a été l'Impact de ces divers événsments sur

- Les négociations du GATT ont fourni une occasion de rapproche ment entre les paysans et les pouvoirs publics. L'État a pris conscience que le problème dépassait la seule question du revenu des agriculteurs et tou-chait l'équilibre de potre balance commerciale (evec 52 milliards de francs d'excédents agricoles), un nom-bre considérable d'emplois, dans l'agriculture et aussi l'agroalimentaire première branche d'activité industrielle en France avec un chiffre d'affaires de 625 milliards de francs.

» Quant eux propositions de la ion, elles sont très rudes. Le président Jacques Delors, qui veut assurer une saine transition, s'y est opposé. Les seuls à les soutenir sont les Britanniques. Des pays aussi libre-échangistes que les Pays-Bas et le Daogmark foot de substantielles réserves. L'ensemble des autres minis-tres de l'agriculture se sont déclarés inquiets. On o'a pas pris en compte le coût de la réunification allemande. Si on veut maintenir à leur niveao les prix de la campagne précédente, il faudrait dépenser 880 millions d'écus (soit 6.16 milliards de francs). Le coût de la réunification allemande est estimé à 1,315 milliard d'écus (9,2 milliards de francs).

» L'effort à consentir ne sera pas à ce niveau, car on a terminé l'exercice 1990 avec des réserves. Mais les agri-

blèmes s'accumuler : la fermeture des marchés du Proche-Orient, la réduc-tion des débouchés vers l'URSS, l'arrivée dans la CEE d'un cheptel important dans de mauvaises condi-tions sanitaires; 800 000 têtes de bétail ont été importées d'Europe cen-

l'agriculture française?

trale. Les Français ont obtenu de la Commission, le 4 mars, la possibilité de déclenchement d'une clause de sauvegarde à l'encontre des importations de viande bovine en provenance de cette zone. Il était temps. Dès la fin d'octobre, nous avions décidé des contrôles très stricts. Entre novembre et décembre, les entrées de bêtes sur pied ont diminué des deux tiers à la frontière do Nord-Est. Il y a aujourd'bui des circuits commerciaux à réactiver. Nous sommes neèts à faire un effort pour soutenir nos exportateurs, avec l'office des viandes.

SOUTH AND

- Vos prises de position dans les négociations semblent converger avec les options de la FNSEA, le syndicat majoritaire...

- La France e besoin de ses exportations agricoles, donc de ses grandes productions qui, certes, sont souteoues. Dans tous les pays industriels, les productions sont aidées, car le taux de rentabilité de l'argent dans l'agriculture est plus faible que dans d'autres secteurs, comme la banque, les services ou l'immobilier. Cela ne vent nas dire que je pe me soucie pas aussi des petits et moyens exploitants.

» Il est temps de traiter l'agricul-teur comme un entrepreneur. On o'a jamais proposé de réduire la force des grandes entreprises industrielles pour aider les PME. Il faut accomplir cette révolution culturelle. La preuve que l'Etat ne l'a pes faire, c'est la publica-tion annuelle des revenus globaux de l'agriculture, qui ne veut rien dire et empêche l'opinion de comprendre les difficultés des exploitants. Tant qu'on n'aura pas changé ces modes de pen-sée, on n'aura men réglé.

 Qua pensez-vous du projet d'aides directes eu revenu défendu par M. Delors?

- C'est un bon projet. Le monde paysan s'en approche avec une méfiance normale. Il ne fant pas que la Communauté retire ce qu'elle a ionné pendant vingt-cinq ans en matière de soutien sans le remplacer par des aides à l'exploitant, à l'individualité. Or e'est ce qui risque de se passer dans l'actuelle négociation. On ne peut affaiblir l'agriculture performante dont nous avons tant besoin et provoquer l'augmentation du nombre des situations précaires.

- L'agriculture française e usé et épuisé de nombreux modèles. Quelles perspectives e'ouvrent à

- Il serait temps d'avoir un plan d'avenir pour l'agriculture française, qui englobe la compétitivité, l'occupation de l'espace, l'entretien des pay-sages, la pluriactivité, le tourisme rural, qui représente un quart du tounisme national, la part des agriculteurs qui s'y consacrent n'étant que de 2 %. Cela suppose deux conditions préalables: une concertation entre le monde agricole et le monde rural elle est en cours - et la mise en œuvre de moyens financiers. Je suis sur ce terrain d'une prudence paysanne.

» Tout plan coûtera de l'argent, à Bruxelles oo au budget national. Or

tion budgétaire. Ce serait se moquer des agriculteurs que de leur offrir un magnifique plan s'il o'était pas financé. Il faut une volonté politique, une meilleure mobilisation des pouvoirs publics, du gouvernement et de l'appareil d'Etat. Un clin d'œil : les chercheurs, comme Bertrand Hervieu, estiment que le vote paysan influence 17 % dn corps électoral. Dans une démocratie où les résultats sont à la marge, chacun a intérêt à s'en sou-

buent à rémunérer la fonction de conservateur du paysage de l'agricul-teur. Il s'agit de l'indemnité spéciale montagne, de la prime ovine ou de l'article 19 du règlement européen encourageant les pratiques culturales préservant l'environnement. Dans les régions de grande culture, plusieurs centaines de milliers d'hectares de betteraves ou de céréales pourraiem Ce sont des productions économes pour la nature, fertilisantes pour les sols, qui correspondent à une véritable fonction économique. Les agricul-teurs ont rempli pendant des siècles la tâche d'entretien de la nature. La dureté des lois du marché les a gênés dans cette action. Je crois aussi aux possibilités de double fonction. Dans le massif de la Sainte-Victoire, près d'Aix-en-Provence, les agriculteurs trouversient normal d'être exploitants et sapeurs-forestiers. Cette vocation est plus facile à développer dans les zones défavorisées, qui représentent 45 % du territoire. Mais tous les agriculteurs, y compris dans ces régions, souhaitent d'abord produire - comme ils disent - pour nourrir les bommes. C'est en continuant d'assumer ce rôle qu'ils auront l'impression de s'accom-

Critiquant les positions de ses confrères

## M. Calvet (PSA) appelle M. Mitterrand à intervenir sur les entrées d'automobiles japonaises en Europe

Lavandou, de la nouvelle Citroen ZX, M. Jacques Calvet, président de Peugeot SA, e violemment critique les positions edoptées par les eutres constructeurs eutomobiles européens è propos de la pénétration jeponaise dans le CEE. Il souhaite que les hommes politiques, et notamment le président de la République, se préoccupant de ce pro-

> TOULON de notre envoyé spécial

Démissioonera-t-il le 1 \* janvier 1993? Désabusé, M. Jacques Calvet. patron de Peugeot SA, en brandit la menace . « Si les Euro-péens, dit-il, conduisent une mauvaise négociation avec les Japonais

sur l'entrée des voitures nippones dans le Grand Marché de 1993, ce sera un échec grave sur une question vitale pour mon groupe. Je devrais en tirer les canséquences. » En s'exprimant au Lavandou (Var) à l'occasion des essais de la nnu-velle Citroen ZX, M. Calvet a déponcé les positions arrêtées par l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA) au début de cette semaine sur ce sujet (le Monde du 9 mars).

> « Il y aura de considérables licenciements »

L'ACEA, qui regroupe tous les constructeurs automobiles européens, à l'exception du seul Peugeot SA qui a refusé de s'y joiodre, a arrêté une politique dont un coonaît les points principaux. La pénétration des voitures japonaises doit être coorrôlée pendant uo délai de six ans à partir de 1993. Leur entrée doit être limitée pour monter progressivement d'une part de marché de 11 %, atteinte en 1990, à 15 % en 1999. Cette position doit être transmise à la Com-, missioo européenoe pour qu'ensuite les Douze négocient avec Tokyo et tranchent.

Mauvaise méthode, dit le patron de PSA : en donnant son objectif, a on se prépare à une négociation difficile avec les Japonais en abaitant nos cartes sur la table ». Eux se ront des chiffres des Européens pour demander plus.

Orientations «inconcevables».

M. Calvet rappelle qu'il demande, notamment, un délai non pas de six ans mais de dix et « une ouverture réciproque du marché nip-pon ». Le libéralisme, système auquel il adhére, est « la concurrence lovale dans un contexte économique équilibre ». Or les Japonais travaillent 2 200 heures par an et les Européens entre 1 600 et 1 700 . « L'écart des conditions de travail (...) devrait conduire les hommes politiques à réfléchir et à se dire qu'il y aura de considérables licenciements en Europe. » M. Calvet juge tnute cette affaire « incroyable » : « Nous faisons l'Europe et c'est nous qui sommes demandeurs vis-à-vis des Japonais. S'il vous plait. Monsieur le bourrenu. attendez encore un peu... Non! Il faut aller leur demander ce qu'ils apportent à la construction européenne et non pas s'excuser.»

M. Calvet souhaite rencontrer M. Mitterrand pour lui expliquer les enjeux du débat en cours. Il en appelle eux hummes d'Etat, estimant que la décision est a politique ». «L'automobile représente 10 % du PNB européen. On touche nu cœur des intérêts économiques de nos pays. \*

A propos de la ZX, M. Calvet s'est félicité que Citroen possède désormais quatre voitures (AX, ZX, BX et XM) pour lutter à armes égales avec la concurrence. :Il donne à la marque aux chevrons un objectif de 14 % du marché français pour 1991 et de 16 % pour 1992. En matière sociale, compte tenu des incertitudes du marché automobile d'après-guerre, PSA vient de proposer une augmentation de salaire de 1 % au 1º avril et un rendez-vous avec les syndicats ters juin : « Nous verrons alors pour la suite ». Ce 1 % s'ajoute à 1.6 % d'augmentalions individuelles pour l'année.

Après l'annonce de l'alourdissement de la fiscalité en Allemagne

## Bonn adopte d'importantes mesures d'aide aux Länder de l'Est

Le gouvernement du chancelier Kohi a décidé, vendredi 8 mars, d'eccorder une aide supplémentaire eux nouveaux Laender de 24 milliards de merks (82 milliards de francs) pour les deux ennées à venir. Il s'agit pour le gouvernement « de favoriser les investissements et la creation d'emploi » dans l'ex-RDA, qui est ectuellement frappée par une récession économique et une montée du nombre des sans-emploi.

BONN

de notre correspondant « C'est le plus gigantesque programme de relance de l'histoire de la République fédérale», estiment les associations patronales, alors que le président de la fédération des syndicats allemands, M. Hans-Werner Meyer, vnit dans les mesures adoptées « des éléments réalistes permettant de combattre le chômnge dans les nouveaux Laen-der ». Cela n'empêche pas l'opposition, par la vnix du vice président du SPD, M. Wnifgang Thierse, de

juger ce programme « mesquin et

sous-dimensionné ». Les mesures d'aide à l'Est visent à favoriser les investissements argents des collectivités locales, dans le domaine du logement, de la protection de l'environnement, des infrastructures indispensables pour que des investisseurs privés soit eux-mêmes incités à s'implanter dans l'ex-RDA. Sont également prévues des aides à la reconversion des salariés privés de leur emploi par la restructuration de l'appareil productif est-allemand.

Une aide directe de 400 millions de marks est également envisagée pour soutenir l'activité des chantiers navals durement frappés par la baisse des commandes de leurs elients traditionnels, les pays de l'ex-bloc oriental. Le rapport économique annuel du gouvernement, adopté lors de la même réuoion du conseil des ministres, prévoit pour la sin de l'année un taux de chômage à l'Est qui pourrait ÉRIC LE BOUCHER atteiodre 20 % de la population

active, alors que le niveao de l'emploi continue de s'améliorer à l'Ouest (le Monde du 8 mars). Le financement des mesures devrait être assuré par les augmentations d'impôts décidées par le gouvernement il y a deux semaines, qui constituent, selnn le ministre des finances, M. Then Waigel (CSU), « un mélange équilibré d'augmento tion des impôts directs et indirects w.

Il a d'autre part indiqué que l'endettement publie resterait limité à 70 milliards de marks pour l'année 1991, pour un budget d'uo montant total de 412 milliards. Le ministre de l'économie, M. Jürgen Möllemann (FDP), a de son côté assuré que l'augmentation de 7,5 % de l'impôt sur le revenu serait bien, comme prévu, limitée à

#### Restitution des biens

Ce programme, annoncé avec tambours et trompettes par un ebaoeelier Kobl soumis au feu croisé des critiques venant de l'Est comme de l'Ouest va-t-il déclencher le grand mouvement d'investissement à l'Est qui se fait toujnurs attendre? Il faudrait pour cela que soit tranchée une querelle qui met aux prises M. Möllemann au ministre de la justice, M. Klaus Kinkel, membre lui aussi du parti libéral. Aux termes du traité d'unificatioo entre la RFA et la RDA, les propriétaires de biens nationalisés par l'ancien régime communiste peuvent demander la restitution de ces biens.

Cela fait peser une iocertitude sur le statut de la propriété acquise par les investisseurs occidentaux dans le cadre de la privatisation. réalisée sous la houlette de la Treuhandandanstalt. M. Möllemann demande que priorité soit donnée à l'indemnisation sur la restitution de ces biens au nom de « l'intérêt supérieur de la communauté ». M. Kinkel, eo revanche, estime que la restitution doit rester la règie, sauf à se mettre en contradiction avec l'article 14 de la Loi fondamentale, qui définit le droit à la propriété en République fédé-

**LUC ROSENZWEIG** 

## Alors qu'Air France abandonne ses mesures de chômage partiel UTA gèle les salaires de son personnel

La compagnie UTA, membre du groupe Air France, annonce le gel des salaires de ses 7 900 salariés en 1991, ainsi que la suppression du droit au report des congés. Ces mesures économiseraient plus de 60 millions de francs. Elles complètent le plan d'économies mis en place au mois de janvier et qui prévoyait le gel des embauches et des titularisations, l'errêt des investissements publicitaires et promotionnels, ainsi que la réduction du programme des vols de 10 % environ. Ce premier train de mesures pourrail permettre d'ailéger les dépenses de plus de 100 millions de francs. Ce dispositif est destiné à faire face à une chute de trafie, due aux événements du Golfe que l'00 évalue à 20 % - et à la perte de 240 millions de francs de recettes pour le premier trimestre

Après l'ebandon par Air France

(voir nos dernières éditions datées 9 mars), on voit que le groupe Air France (Air France, UTA, Air Inter) compte, désormais, essen-tiellement sur le blocage des rémunérations et une flexibilité accrue du travail pour retronver un équilibre financier et commercial fortement compromis.

Le réseau TGV & le développement

Session de formation les

13 & 14 Mars 91 à Paris

avec intervenants de haut niveau de la SNCF, de la DATAR, du Ministère de l'Equipement de "témoins" acteurs de terrain

Projet de schéma directeur Enjeux nationaux et européens pour l'aménagement du territoire Impact et valorisation économique du TGV

Renseignements à l'Institut des Managers du Développement Local **2** 40.25.39.02

de ses mesures de chômage partiel

## REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 4 AU 8 MARS

#### **PARIS**

# Presque sans faute

La Bourse de Parie INDICE CAC 40 a du coffre. Non contente d'evoir bouclé aa huitième semeine de heusse, un quasi record (neul semeinea entre

les mois de eep-tembre et novembre 1988), elle a effectué ces derniers jours un percours presque sens feute. Las I Quelques méchames prises de hénéfices de demière minute vinrent légèrement temir à le veille du week-end un bilen eu demeurant superbe.

Tout evait commencé et bien failli finir sur un elr de fête. Lundi, de légères brumes, tombées de feçon un peu inquiétante en fin de matinée, deveient repidement se disaiper et la journée se termineit sur un score poeitif de 1,14 %. Le merché récidiveit le lendemain et, eu terme d'une nouvelle escension, s'élevait encore de 1.92 %. Jemels deux sena trois. Marcredi, le démerrage fut foudroyant (+1.92 %) et l'ellure, soutsnue ensuite per les valeurs françaises, presque infernele. A mi-parcours, la heuase etteignit 2,65 % .

Trop vite et trop fort eene doute : sur des ventes bénéficlaires messivee ordonnéee des Etets-Unis, le Bourse fut contrainte de rebrouseer chemin. A 16 h 59, son evance éteit réduite è 0,78 %, maia, sur un ultime effort, repassait è 1,13 % au tout demier moment. Comme prévu, de nouvelles prises de bénéficea se produisirent jeudi metin. Cependent, après evoir pesé sur les cours (-0.65 %),

8-3-91

170

180.50

Diff.

34 30 8,50

+ 142 + 37 + 20 + 13

+ 72

Diff.

Diff.

Banques, assurances

Cetelem ....

Enrafrance.

Hénin (La)...

AXA (Cie du Midi) 1 153

CPR.

ellse fursnt progressivement bien ebsorbées et, msigré les quelques ratés anregistrée dens l'eprès-midi, la séance e'acheveit è nouveeu eur une note aesez ferme (+0.60 %) .

Apparemment en pleine forme,

le merché repreneit son escendèe vendredi metin (+0.61 %) et en début d'eprèsmidi sa prograesion dépeasait 1 %. Mais e quelques mains trop chergées », selon l'expression consacrée, jugèrent bon de e'elléger dane le soirée. Si blen que le esence s'echeva sur 0,20 % d'effritement. Le pire e quand même été évité et d'une semeine è l'eutre l'indice CAC 40 e encore monté de 4,6 %. Quant è le heuses, amorcée depuis le 16 jenvier dernier, date du décisnehement des hostilités dena le Golfe persique, elle frôle maintenant 25,4 % .

Monter quetre jours d'effilée event de glisser le cinquième en fin de percoura sans véritebles dégâte reste une jolie performence, surtout après sept eemaines de marche forcée vers de nouveeux sommets. Pour le moina, melgré un certain doute, l'exercice témolgne d'une essez grende confiance dens l'avenir. Le phénomène n'est pas spécifique à la plece frençaise. Depuie quelque temps, et plus encore eprèe l'ennonce du cessez-le-feu dens le Golfe, tous les marchés financiers jouent, c'est leur vocation, une raprise de l'expension

L'exemple donné per Well Street, prêt, dans quelques jours ou dans quelques semeines, è franchir pour la pramière foie de

8-3-91

094

4 035

8-3-91

127,50

460,20 + 55,10 340,50 + 25,50

8-3-91 Diff.

+ 35

+ 63 + 58 + 58 + 45

+ 6,80 + 11,40

Diff.

23,80

12

Diff.

+ 18

Métallurgie

Dassault-Aviation.

Imp. Chemical. Norsk Hydro...

Pétroles

Produits chimiques

l'histoire le grand col des 3 000 pointe è l'indice Dow Jones, est déjà excitant en soi. Meis la stimulation e été eussi multiforme. C'ast de bonne politique. Les services de le Maison Blenche et le président George Bueh luimême n'ont pas cassé de rénéter le messege : l'arrêt de le guerre ve restaurer la confiance et inciter lee ménages à consommer davantage.

#### De nouvelles incitations à l'achat d'actions

De ce côté de l'eeu, le centre d'observation économique de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris e pris le releis, en prédisent que le phénomène prendreit d'autant plue d'imporlence en Frence que le revenu disponible continuers d'augmenter è bonne cadence, grâce eux gains de pouvoir d'echat obtenus par la désinfletion. La Fédération des treveux publics e pour sa pert rajouté à l'optimisme ambient en notant que le reconstruction du Kowelt pourrait veloir aux entreprises frençaises choiaies de ragagner quelques unes des parts de marché perdues ces dix demièrea ennéea eu Proche-

Neturellament, les rabet-jole n'ont pas manqué de tirer la sonnette d'elerme. Le premier, M. Alen Greenspen, président de le Banque centrele eméricaine, e déclaré que, ai « una incertitude génente était levée », il ne a'attendeit pas à un retour rapide de le confience. Le très français INSEE a franchement jeté le trouble en prédisent pour le pramier

8-3-91 Diff.

2 200

51,95 + 750 + 236,50 +

549 + 342,90 +

+ 26 + 30 + 195 - 30 + 32 + 128 + 44,10 + 16 + 4,70 - 58 + 0,55

52 18,40

+ 144

151 + 9,50 530 + 15 442,10 + 32,10 863 + 53 300 + 26 715 + 37

167,80 + 19,50 333 + 6

1333 + 6 68.50 - 1,40 128 + 8,80 56,25 + 0,85 18.50 + 0,90 34,20 - 0,75 41,85 + 0,65 144 + 7,30

Valeurs diverses

Marine Wendel 342, Navigation mixte 1439

Mines d'or, diamants

Saulnes Chitiflon

uf. Gold M..

ÉCHÉANCES

semestre un taux de croissence (+1,5 % en rythme ennuel) très inférieur à celui prédit par le gouvernement. Pls : les grandes firmsa de courtage des Etats-Unis ont, elles, egité la spectre de l'ergent cher, conséquence inévitable des nombreux appela en capitaux pour remettre en état le Kowett et l'Irak. Psa d'accord, sa sont excla-

més en chœur M. Françoie Perigot, le patron des patrone francals - qui ne voit eucune raison pour que la reprise ne soit pas au rendez-vous, meis euggère quend mêms eu gouvernement de feire quelque chose - et M. John K. Galbreith, le célèbre économiste américain qui réfute toute idés de hausse des taux et de baisse des capacités d'investiasement Induites par lee énormes besoins d'argent. Plus nuancé sur les teux courts réels. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, croit néenmoins fermement à une baisse du loyer de l'argent.

Prisonnière d'un certain doute, le Bourse lui doit uns fière chandelle. Son optimisme sur les taux et sa quasi-promesse faite jeudi 7 mers (à l'occasion d'un colloque organisé par le CNPF à Paris sur l'information des sociétés cotées) de réduire l'impôt sur les bénéfices distribués et de relancer les placements d'actions euprès des ménages, à condition ous les entreoriees fessent un patit effort, ont empêché le marché de franchement piquer du nez. Le record des neuf semaines consécutives de hauase sera-t-il bientôt égalé?

Alimentation

Bongrain ...

Casico O., Perra.

Euromarché ...

Occid. (Gle) ...... Oliper\_\_\_\_ Pern\_Ricard .....

Source Perrier ....

Promodès..... Saint-Louis...

al Equip...

Compt. Eatrep.

Avenu H.M. Plastic Ommo

natemps (An).

Carrefour

ANDRÉ DESSOT

4009 718

1443

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES

Yaicus.

+ 14,8 Dement SA.... + 14,7 Min. P. Selsigne + 14,7 Nordom et Cie + 14,6 SAGEM

+13.8

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES AU RM (7)

tites

cap. (F)

924 432 167 888 785 923

8-3-91 Diff.

- 26 + 5 + 44 + 142

+ 720

+ 20 + 184 + 15

Saiye.

309,20 + 36,20 1184 + 21 2134 + 16

#### **NEW-YORK**

## A portée des 3 000

Wall Street est aussi têtue que George Bush. Le président eméricaio s'était juré d'evoir la peau de Saddam Hussein, il y est (pres-

que) parvenu. L'in-dice Dow Jooes s'était fixé le palier des 3 000 à brève échéance, il est en passe d'avoir réussi son pari. Le 8 mars, le New York Stock Exchange a terminé la séance à le cote 2 955,20, è portée de main do record de 2 999,75 atteint à la mijuillet, en léger retrait sur la veille, vraisemblablement sous l'effet de la bausse du taux de ebômage annoncée durant la séance.

En une semaine, le Dow Jones s egeore mis plus de 45 points è son actif, soit un gaio de 1,6 % et combrc de familiers du « Big Board » escomptent une oouvelle hausse la semaine prochaine. La décisioo de le Réserve fédérale de jouer les Fonds fédéranx à la baisse est considérée comme un signe de confiance dans les capacités de reprise de l'économie sans retour d'ioflation. Pour l'instant, Wall Street veut ebsolument écarter de sa vue toute information ou indicateur économique qui irait à l'encootre du sentiment domioant : la reprise écocomique est pour bientôt et les coosommateurs co seroot a l'origioc,

Mais, pour l'beure, la demande n'a pas encorc fremi. Le secteur de la distribution et des grands magasins est le plus surveillé car c'est de là que devrait parvenir le premier sigosl. Las, les statistiques à fin février oe traduiscot aucon changement. Les ventes de collections de printemps o'ont pas vraiment décollé et la plupart des magasins avoueot uo chiffre d'affaires pratiquement inchangé pour l'instant, quand il n'est pas en léger retrait sur l'année précédente. Il faudra attendre fin mars pour être fixé mais les estimations ne sont pas très encourageantes.

SERGE MARTI Indices do 8 mars: Dow Jones, 2 955.20 cootre 2 909.90

	Cours 1 mars	Cours 8 mars
Alcos	65 3/4	67 1/2
ATT	33 3/8	33
Bocing	49 1/4	49 1/2
Chase Man. Bank	14 3/4	t5
Du Post de Nemours	38 3/4	38
Eastman Kodak	43 3/4	45 5/8
Еххов	55 3/4	55 3/8
Ford.	33 1/4	33 7/8
General Element	68 7/8	66 5/8
General Motors	39 1/2	39 5/8
Goodyear	21 1/8	24 1/8
IBM	131 1/8	131
ITT	57 1/8	56 7/8
Mobil Oil	63	64 1/2
Pfizer	184 7/8	107 I/Z
Schlumberger	63 1/8	64 1/4
Texaco	-64 1/8	64 5/8
UAL Corp.  cx-Allegis	148 1/2	144 1/2
Union Carbide	19 1/8	20 1/8
USX	30 3/8	30 3/4.
Westinghouse	27 1/4	29 1/8
Xerox Corp	56 3/8	58 3/8

#### TOKYO

## Raffermissement

25 881 yeas pour elôturer 26 607 yens, le Nikkei, l'iodice de Tokyo, a élé coostammcot orienté vers le haut. Seul accident de

parcours, mardi : la publication d'un rapport de la Banque du Japoo concluant que l'écocomic japonaise se portait bico a falt l'effet d'uoc douche froide, moins de vigueur daos l'activité écocomique ayant paru souhaitable. Ce qui aurait obligé la banque centrale à desserrer les cordons du crédit pour relancer la crois Mais, comme Wall Street s'est montré robuste, cela a suffi pour cootrebalancer l'impact négatif qu'a sur les marchés la fermeté du gouverneur de la Banque du Japon, M. Yasushi Micoo.

Veodredi, Tokyo s'est débarrassé avec sisaoce d'uoe iocertitude technique : les contrats sur indice à échéaocc de mars arrivaicol co effet à dénouement. Cette opération n's pas oui à la cote qui, bieo que suspendue à l'anococe des chiffres du chômage aux Etats-Unis, a progressé de 209,56 yens. La grande nouvelle boursière est

tain temps, les « étrangers » sont bico le moleur de la reprise du Kabuto-cho. Jugeant les actions japonaises sous-évalnées, ils sont paradoxelement beaucoup plus « haussiers » que les Japonais. En février, les « étrangers », en premier lieu les Américains, ont battu tous les records en étant achereurs oets pour | 081 milliards de yens d'actioos japooaises. De leurs côtés, les grands japonais (institutioonels, banques, foods de pen-sioos...) battaieol également lous les records eo étant veodeurs nets

également lombée vendredi :

comme oo le pense depuis un cer-

lodices du 8 mars : Nikkei, 26 607,52 (c. 25 881,57) ; Topix, 1 967,11 (c. 1 931,66).

**BRUNO BIROLLI** 

	Cours i= mars	Cours 8 mars
ridgestone	755 1 120 1 520 2 550 1 400 1 790 820 6 700 1 840	800 1 140 1 600 2 640 1 550 1 880 820 6 900 1 920

#### LONDRES Nouveaux sommets

## + 2,85 %

Poussée par le vent de la paix, la Bourse de Londres a cette semsine ettemt de nouveaux sommets. Uo instent même, elle a battu son record d'altitude vicux de quatorze mois avec le «Footsie» en pointe 2 480,6. Le marché devait toutefois rendre un peu la main. Paradoxalement, la défaite des conser-vateors le 7 mars à l'élection législative partielle de Ribble Valley a soutenu les cours, les ana-lystes estimant que pour maintenir sa popularité le gouvernement va probablement devoir abaisser les taux d'intérêt.

Indices «FT» du 8 mars : 100 valenrs, 2 455 e. 2 386,9 ; 30 valeurs, 1 956,1 e. 1 918,2 ; mines d'or, 143,2 e. 143; Fonds d'Etat, 85,15, e. 84,566.

	Cours 1= mars	Cours 2 mars
Bowater BP Charter Courtauids Description Glaxo GUS ICI Reuters Shell Unikever Vickers	5,52 3,32 4,87 3,87 10,47 9,72 14,50 10,35 8 4,72 7,12 2,23	5,87 3,42 4,98 3,86 12,89 9,95 14,50 10,75 8,82 4,83 7,38 2,30

#### FRANCFORT Au plus haut de l'année : + 5.64 %

Belle et même très belle semaine pour la première des buit Bourses allemandes, qui s'est hissée à son plus haut niveau de l'ecoée après une progression de 5,64 %.

Les spécialistes attribuent la vigueur du merché à l'importance des liquidités, à l'optimisme sur l'évolution des taux et au seotimeot eussi selon lequel les résultets des entreprises seraieot satisfaisants malgré les retombées de la guerre du Golfe. Deux secteurs ool été privilégiés, la construction sutomobile svec Mercedes en tête et l'industrie chimique.

Indices du 8 mers : DAX, 1 602,29 (contre 1 516,74 ; Com-merzbank, 1 942,30 (contre 1 845, 10).

	Cours	Cours 8 mars
ASF Sayer Commerchank Coutschebank toechst Carsundi Mannesman	206 226,10 254 256 663,50 234,50 575,50 277 606,60 355	214,80 246,40 273 267,50 658 251,18 575 295,50 637,30 391

## poignée d'établissements de l'est premier plan. S'y apparent est devenu d'autant plus dell'est cur

MARCHÉ INTERNATIO

Regain de fave

Depuis la fin de la guerte de

Golfe, l'attention des grands yest see naires de fonds est de ples ca plut

retenue par les placements en est

lars. Tant en Europe qu'an lapres.

nombreux son! ceux qui cher be-

se procorer des titres de quair'e

libellés dans une montair de ...

fermele leur promet de recise d'importants garas de change

n'est dans ces conditions rate activa-

nant que l'eure-emprant de Carima

tions de dollars fance le é mant peut

la Banque europeenne d'assette ....

ment figure au nombre des . par.

tions les plus en vue de la emante passée. Toutefors, on ne la sur-

peut-eire pas accorde autant distre-

portance si sa direction and six

confide à une des grandes cursos - la

ques qui, traditionarilement.

domine ce compartiment de ta

ché, une maison améticaire po-

Or, l'affaire était places was in

conduite du Crédit ivanue .....

diablissement, en tant que che en

file, s'est surrout fait committe was

les compartiments de l'eur et du

franc français. Mais, care we tom!

d'autres banques entopéraixe :

n'a, ces demieres années, quen l'a

l'occasion de diriger d'emprisals en

dollars, à l'exception de tratauximent

mences pour son propre comple av-

une société de son groupe. ... 1 44-

l'euromarche une sorte de con la va-

tion à laquelle n'échappent au aix

exemple.

1

- 7

1

les methodes utilisées actuellement pour garantir le placement de neuceaux litres auprès des inventionne conduisent à limiter le nombre de participants dans un syndicis. d. prise ferme. Ce sont finalement tourners to mêmes banques qui participent à la même type d'emission, etc. in partie.

une précieuse expérience un abet de sont pas pretes à partage: 3'aux v.m. sont trop longtentie, exclusive and de ne plus être partadeleste : l'écoute du marché, et feurs aixant de se voir attribuer des manages profitables ne penvent que d'e. .

Pour une banque aut dies : ... ne cent pas être relegion : de man de second plan, il est essentie, de reagir à temps. C'est ce qu'ant que

## MATIÈRES PREMIÈRES

# Le blé et

4.45

N 3.45

----

27 324

50 J

dies :

tur ir

Comment.

out it is

Will Con-

Hime:

7. O.

14.1201

d distri

COLLEGE

-

in hours

मारकः स

Frank L

ave de

ags cons

Cattle 42

171

יי פיניסים

\$450 (XX)

PAT 1.23

DECK TATE

des cum 200 (Ka)

COURS PULL PENERNY & de signer

Le man

72.7

Les cours des matieres promière agricoles se sont raffermis pomágni la semanne écoulés, dans la perspective d'une reprise des échanges : em es pays du Proche-Orient, gai .... devrait cependant pas se caeterela er de mamère significative avant plasieurs mois. Les marches on? avant tout anticipé des transactions futures, sur le blé, le mais, l'orge et le sucre en particulier. La nouvelle fermeté des prix du

grain tient aussi à l'épuisement par les Etats-Unis de leur unveloppe de subventions aux exportations. Jeud: mars, l'Union soviétique à achée 150 000 tonnes de blé à Washingion, avec un soutien moyen de 39,69 dollars par tonne. Une operation qui vient après celle du fevrier, qui avait porté sur 500 000 tonnes de blé avec un soutien de 44,31 dollars par tonne. Sur le fonds de 425 millions de dollars prévu en 1990 pour les exportations subventionnées, 364 millions de doilars ont déjà été dépenses.

Le Congrès américain doit maintenant se prononcer sur le prejet du gouvernement de libérer 475 millions de dollars supplémentaires en 1991 et 1.2 milliard de dollars es 1992. En allendaot, cette incertitude sur la poursuite de l'effort de sub-

PRODUITS	COURS DU 8-3
Cuivre h. g. (London) Trois mois	1 309 (+ 11 Livres/tonne
Aleminiom (Londos) Trois mois	t 562 (- 8) Dollars/toppe
Nickel (Loadres) Trois mois	8 600 (Inch.) Dollars/Loane
Sucre (Pars)	304,10 (+ 6,40) Francy (1000)
Cafe (Londres) Mai	556 (+ 8) . Livres/tonne
Cacao (New-York) Mai	1 154 (+ 331 Dollars/tonac
Blé (Chicago) Mai	283,59 (+ 5,58) Cents/boissess
Mais (Chago) Mai	257 (+ 3) Cents/boinseau
Soja (Chiago)	174,70 [+ 3,40)

هِ كَذَا مِنْ زَكْمِهُ إِن

CETES NETS 24132 1 ? Can : act to 元上 visions de 1990. 1991 CXCEDES IS Le chilfre cotre parenthèses indique la HINTER ST. milkony d l'Irak et je

102 691 530 772 + 53,90 772 + 48 456 + 36 700 + 47 346,20 + 24,20 + 40 Société générale uez (C. fio.L.. 596 176 Mines, caoutchouc 10-3-91 779 - 11 297 + 26,90 105,20 + 11,20 94,30 + 7,40 53,20 + 0,90 1,82 - 0,01 Bătiment, travaux publics 8-3-91 AuxiL d'entr. 253 146 814 afarge-Cop

Filatures, textiles 8-3-91 Diff. 35 20 56 5,5 1 030 670 t 920 402 1 775 822 723 + 161 Gal. Lafayette. Nouvelles Galeries Printemes Matérial électrique

		- i
	8-3-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	632	+ 41
CSEE (ex-Signaux)	227	+ 30
Générale des eaux	2614	+ 135
Intertechnique	1 250	+ 19
Lobinal	835	+ 37
Legrand	4 120	+ 438
Lyon, des caux	627	+ 11
Matra	295,50	+ 15,30
Merlin-Gerin	554	+ 21
Moulinex	104	+ 2,30
Radiotechnique	365	+ 10
SEB.	t 445	+ 155
Sextant-Avionique	528	+ 48
Thomson-CSF	152	12,30
IBM	707	+ 33
	304	+ 10
Schlumberger	347	+ 5,70
Schunoe be man	2 165	+ 85

341 + 690 + 775 + 436 + 724 + 296,30 + 54 66 7,80 Petrofina ..... Royal Durch 896 + 36 440,10 + 17,10 MATIF Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 8 mars 1991 20 29 0,90 5 28 32 Nombre de contrats : 108 050. COURS 4,50

	,	-		M	ars 91	Τ.	Juin 91	Sept. 91	
Premier,			_		- 105,50			186	106,04
+ beut		_		10	75,86		106,40	106,34	
+ bas		-		10	)5,50	Т	106	106,04	
Dernier	*****	-		10	15,62		106,22	106,36	
Compensatio	0-,-	-		I.C	5,64		106,22	106,26	
LE VOLU	JME	DES	TRANS	SAC	TIONS	(er	milliers	de francs)	
	_i°	-3-91	4-3-9	71	5-3-9		6-3-91	7-3-91	
	J					J			

LE VOLU	IME DES	TRANSAC	TIONS (et	n milliers o	ie francs)
	l <i>a</i> -3-91	4-3-91	5-3-91	6-3-91	7-3-91
RM Complant	2 784 311	2 619 488	3 415 985	5 176 102	3 257 984
R. et obl. Actions	11 420 650 701 675	9 327 599 140 487	11 605 224 224 439	8 218 835 293 174	10 666 146 283 752
Fotal	14 906 636	12 087 574	15 245 648	13 688 111	14 207 382
INDICES	<b>QUOTID</b>	IENS (INS	EE base 10	0, 28 décem	bre 1990)
rançaises . Trangères .	115.1 107.1	116,2 107,8	118,4 108,2	119,6 110,5	120,4 110,3
	INDIC	CES CAC (	lu lundi au ve	ndredi)	
_	4-3-91	5-3-91	6-3-91	7-3-91	8-3-91
	(ba	se 100, 31 d	écembre 190	B1)	
Général l	468	472,1	483,8	482,6	487,7

(base I 000, 31 décembre 1987) CAC 40 .... 1 1766,74 1 1800,63 1 1821,01 1 1831,85 1 1828,14

Paribas Act. A. 1875152 Suez (C-de)... 2585 719 Saint-Gobain... 1512072 Alc. Alsthom \_\_ 1064 125 Pengeot SA \_\_\_ 1107 596 Lyon. Dumez ... 771721 Beghin-SAY ... 701050 Elf Aquitaine ... 1563785 Enux (G. des) ... 198125 536 178 435920 518 (\*) Du vendredi 1º mars 1991 au jeudi 7 mars 1991 inclus.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR Pièce française (20 ft.)

Pièce française (20 ft.)

Pièce française (10 ft.)

Pièce misse (20 ft.) 254 619 419 360 489 476 366 2 300 1 370 890 2 390 488 367 269

e Cas pièces d'or no sent cost

# Regain de faveur pour les titres en dollars

Golfe, l'attention des grands gestion-naires de fonds est de plus en plus retenue par les placements en dollars. Tant en Europe qu'au Japoo, nombreux sont ceux qui cherchent à se procurer des titres de qualité libelles dans une monnaie dont la fermeté leur promet de réaliser d'importants gains de change. Il n'est dans ces conditions pas surpre-nant que l'euro-emprant de 300 millions de dollars lancé le 6 mars pour la Banque européenne d'investissement figure au nombre des opérations les plus en vue de la semaine passée. Toutefois, on ne lui aurait peut-être pas accordé autant d'importance si sa direction avait été confiée à uoe des grandes en robanques qui, traditionoellement, domice ee compartiment du marché, une maison américaioe par

Or, l'affaire était placée sous la conduite du Crédit lyonnais. Cet établissement, en tant que ehef de file, s'est surtout fait connaître dans les compartiments de l'écu et du frane français. Mais, comme tant d'autres baoques européeooes, il n'a, ces dernières anoées, guère en l'occasion de diriger d'empruots en dollars, à l'exception de transactions menées pour son propre compte ou uoe société de son groupe, il y a sur l'enromarché une sorte de spécialisation à laquelle o'échappeot qo'une poignée d'établissemeots de tout premier plao. S'y opposer est devenu d'autant plus difficile que les méthodes otilisées actuellement pour garantir le placement de nou-veaux titres auprès des investisseurs conduisent à limiter le nombre de participants dans un syndicat de

Ce sont finalement tonjours lesmêmes banques qui participent à un même type d'émission, accumulant une précieuse expérience qu'elles ne soot pas prêtes à partager, Ceux qui sont trop longtemps exclus risquent de oe plus être parfaitement à l'écoute du marché, et leurs chances de se voir attribuer des mandats profitables oe peuveot que dimi-

Pour uoe baoque a ne veut pas être reléguée à des rôles de secood plan, il est essentiel de reagir à temps. C'est ce qu'ont fait,

au début de cette année, avec achar-nement, les principales eurobanques japonaises et américaines, qui voulaient se tailler une place dans le marché de l'écu où elles ne s'étaient jusqu'alors que peu distinguées.
C'est également ce que font actuellement les grands établissements financiers allemands. Les deux deroières émissions libellées dans la devise eoropéenne ont été dirigées par des banques d'outre-Rhin : la Dresdner Bank, la Westdeutsche Landesbank, et la plus puissante d'entre elles, la Deutsche Bank, cherchent à amener la République fédérale ou une de ses dépendances directes à emprunter en écus.

Les choses sont à l'évidence beaucoup moins faciles dans le marché de l'eurodollar que dans celui de l'écu qui, parce qu'il est encore en pleine eroissance, demeure onvert aux nonveaux venus. La façon dont l'émission de la Banque européenne d'iovestissement a été analysée et commentée montre bien la dimension du problème. Le Crédit lyonnais, à qui les spécialistes n'auraient pas pardonné le moindre faux pas, a bien rempli son mandat. Les titres, d'une durée de buit ans, étaient émis à des conditions très justes correspondant à uo rendement annuel

#### Retour des empranteurs : du secteur privé

Durant les deux premiers mois de l'année, l'activité primaire, celle des oouvelles émissions sur le marché international des capitaux, a été domioée par des débiteurs souverains, quasi souverains ou suprana-tionaox. La situation tend à se modifier quelque peu et on commodifier queique peu et en con-mence à assister au retour de grandes signatures du secteur privé. Le compartiment de l'eurofrane français en particulier vient d'aceueillir deux emprunteurs de cette catégorie. La société britannique Guinness a levé pour un milliard de francs pour une durée de cinq ans par le truchement de la Société générale. Le coupon est de 9,75 % l'an.

L'entreprise américaine General Electric Capital Corporation de suivre son exemple. Son operation, que dirigeait Paribas, porte sur

750 millions de francs pour une durée de quatre ans. Les obligations sont rémunérées au taux nominal de 9,375 %. Au contraire de Guinness. la société américaine n'avait pas l'emploi de fraocs. Aussi a-t-elle ennelu avec Paribas un cootrat d'échange, au terme duquel elle dis-pose finalement de fonds dans sa monnaie nationale, qu'il lui fandra

rémunérer à taux fixe. Le marché du franc suisse connaît une évolutioo comparable. Les investisseurs ont fait un très bon accueil à la proposition suivante que leur faisait Szint-Gobaio par l'inter-médiaire du Crédit suisse : 100 millions de francs suisses d'obligations d'une durée de sept ans munies de coupons de 7,25 %. Philip Morris a de son côté, drainé pour 300 millions de francs ruisses pour uoe durée de cinq ans, sur la base d'un taux d'intérêt nominal de 7 % l'an.

Pour sa part, le marché des obligations internationales en marks contione de décevoir. Il est depuis des mois incapable d'accueillir de très grands emprunts pour le compte de débiteurs de tout premier plan, à moins que les titres soient destinés à une catégorie bieo déterminée d'investisseurs qui réagissent par exem-ple à des incitations fiscales particulières. Par contre, et c'est un de ses caractères les plus attachants, il demeure une des rares sources de financement pour des pays doot le crédit est discuté, qu'ils soient d'Amérique latice comme le Mexique ou le Venezuela, ou d'Europe de que ou le venezueia, ou d'Entope de l'Est comme la Hongrie, qui vieot de solliciter le marché sous la conduite de la Commerzbank.

Précisons dans ce cootexte que l'emprunt international que la Communauté écocomique européenne s'apprête à lancer pour le compte de la Tehécoslovaquie devrait porter sur 185 millions d'écus. Pour ce qui est de l'aide alimentaire de la Com-munauté à l'URSS, les fonds ne seront pas recucillis sur le marche obligataire. Cette aide preodra la forme d'une garantie que la CEE donnera à uo prêt bancaire de 500 millions d'écus dont le débiteur devrait être un empruoteur soviétique. La garantie portera sur le paie-CHRISTOPHE VETTER

## **DEVISES ET OR**

# Vigueur du billet vert

La remontée du dollar prévue par de nombreux experts pour le second semestre 1991 va-t-elle commencer dès maintenant? De nombreux opérateurs experts le pensent : d'ores et déjà, cenx-là prennent position à la hausse de la devise américaine, comme ceux qui, depuis la fin 1990, achètent des options sur la deuxième moitié de l'année en cours. Les arguments ne manquent pas pour les haussiers : diminution prévisible du déficit commercial des Etats-Unis, arrêt probable de la baisse des taux d'intérêt à New-York, à l'initiative de la Réserve fédérale et, surtout, anticipation systématique d'une sortie de la récession américaine à partir de l'été prochain.

Des analystes, comme Christopher Kwiecinski de la Banque Indosuez, pronostiquent même une reprise économique « modeste » au deuxième trimestre 1991. Dans ce cas, le creux cyclique des taux d'intérêt serait proche, ce qui fournirait un élément plus solide de soutieo au dollar au cours des prochains mois. Pour cet analyste, les données économiques de mars sur la conjoncture outre-Atlantique (chômage, consommation, prêts), connues en avril, seront déterminantes. De toute façon, estime-t-il, le dollar est grossièrement sous-éva-

L'évolution du marché des changes a en tout cas donné raison aux analystes «haussiers» au cours des derniers jours. Imperturbablement, la monnaie américaine s'est orientée à la hausse, parfois appuyée par des déclarations de personnalités américaines, parfois au contraire démentie par des résultats qui, a priori, auraient du donner lieu à un recul. Ainsi, le président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan, a déclaré mercredi 6 mars une nouvelle fois que l'économie américaine devrait rebondir rapidement car la récession actuelle e pourrait bien s'avèrer plus légère que la plupart de celles des quarante dernières années ». L'annonce d'une forte augmentation du taux de chômage aux Etats-unis en février, à 6,5 % de la populatioo active, o'a pas empêché la poursuite de la remootée du dollar. Pourtant, depuis plusieurs mois, les statistiques de l'emploi font partie de celles dont les cambistes sont les plus friands, et à plusieurs reprises, l'annonce d'une augmentation du chômage avait provoqué uo net recui du billet vert. L'annonce d'une intervention de la Réserve fédérale sor le marebé monétaire (lire en rubrique Marché monétaire et obligataire), n'a pas non plus inversé le mouvement. La perance des courants d'achat tout au

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 3 AU 8 MARS 1991

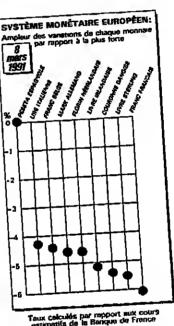
		SEU	Franc	Franc	D,mark	Franc beige	Florin	ire Italianni
PLACE	Livre	3 Eu	français	SUISER	74 7000	3,1181	57,0125	0,0859
	1,8770		18,8679	73,7463	64,2888	3,1655	57,8871	8,9872
ew-York.	1,9035		19,1497	75,3579	65,2443	16,5263	302,166	4,553
	9,9481	5,3000	-	390,855	340,726	16,5305	302,286	4,556
orls	9,9490	5,2220		393,519	348,785	4,2282	77,3090	1,164
	2,5452	1,3560	25,5849		87,1745	4,2006	76,8162	- Table
wich	2,5259	1,3270			86,5792	4,8503	88,6830	
	2,9196			114,712		4,8518	88,7235	
rancfort	2,9174			115,501	-	4,8310	18,2839	
			6,0509	23,6504			18,2865	
Bruxelles	60,1953	-	6,0494		20,6106			1,50
	60,1315			1,2935		5,4697.	<del></del>	1,50
Avesterden	3,2922		33,081	1,3018	112,789	5,4685		+
	3,2003		219,622	858,407	748,312	36,2956	120 20	-
Miles	7184.82	1164	219,456	200 400	747,70	36,2713	A	
AND DESCRIPTION OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NAMED IN COLUMN	2181,41	1146	25,679		87,495			
Tokyo	255,459 255,735	136,10	25,727		87,655	4,2525	11.75	, ,

A Paris, 100 yens étaient cotés, le v 3,8868 F le vendredi 1= mars.

long de la semaine a finalement fait passer le cours de la monnaie améri-caine de 5,2380 francs le la mars à 5,2990 francs le 8 mars et même 5,34 francs vendredi soir à New York. Il faut remonter à septembre pour refronver un cours aussi élevé. pour retrouver un cours aussi élevé.

Si elle se confirme, la reprise du billet vert pourrait poser de nouveau rapidement aux banques centrales la question de savoir si elles doivent être présentes sur les marchés des changes. Il y a un mois à peine, elles intervennient pour soutenir le cours intervenaient pour soutenir le cours du dollar, tombé jusqu'à 4,93 francs et 1,44 deutschemark. Aujourd'hui, la Bundesbank et la Banque du Japon souhaiteraient certainement agir en sens inverse. Les opérateurs se mettent de nouveau à surveiller de près les éventuelles actions des insti-

L'année 1990 o'aura finalement L'année 1990 o'aura maiement pas été très propice aux actions des banques centrales sur les marchés des changes. La Réserve fédérale a rappelé que, an cours des neuf mois de la période comprise entre février et cerches elle était restée totalement octobre, elle était restée totalement absecte. L'ancée 1991 sera-t-elle aussi «calme»?



Taux celculés par repport aux con estimatifs de la Benque de Frent

## MATIÈRES PREMIÈRES Le blé et le sucre soutenus

Les enurs des matières premières agricoles se sont raffermis pendant la semaine écoulée, dans la perspec-tive d'une reprise des échanges vers les pays du Proche-Orient, qui ne devrait cependant pas se concrétiser de maoière significative avant plusieurs mois. Les marchés oot avant tout aoticipé des transactions futures, sur le blé, le mais, l'orge et le sucre en particulier.

La nouvelle fermeté des prix du grain tient aussi à l'épuisement par les Etats-Unis de leur enveloppe de subventions aux exportations. Jendi 7 mars, l'Union soviétique a acheté 350 000 tonnes de blé à Washiogton, avec un sontien moyeo de 39,69 dollars par tonne. Une opératioo qui vient après celle du 15 février, qoi avait porté sur 500 000 tonnes de blé avec un soutien de 44,31 dollars par tonne. Sur le fonds de 425 millions de dollars prévu en 1990 pour les exportations 364 millions de dollars ont déjà été dépensés.

Le Congrès américain doit maintenant se prononcer sur le projet du gouvernement de libérer 475 millions de dollars supplémentaires en 1991 et 1,2 milliard de dollars en 1992. En attendant, cette incertitude sur la poursuite de l'effort de sub-

٢	PRODUITS	COURS DU 8-3	
	Cuivre h. g. (Lusius) Trois mois	t 309 (+ l) Livres/tonne	
	Alestinium (Locket) Trois mois	1 562 (~ 8) Dollars/tonne	
	Nickel (Louises) Trois mois	8 600 (inch.) Dollars/tonne	
	Sacre (Paris)	394,18 (+ 6,40) Francs/tonne	
	Calé (Londra) Mai	556 (+ 8) Livres/tonne	
	Cacao (New York) Mai	l 154 (+ 33) Dollars/tonno	
	Rié (Chicago)	283,50 (+ 5,50) Cents/boisseau	
	Mai Mais (Oncaps)	257 (+ 3) Cents/boissenu	
	Sois (Chraso)	t74,78 (+ 3,48) Dollars/t. courte	
	Mai	anthèses (ndique	

Le chiffre entre parenthèses to

ventinns a pour conséquence de ten-dre les prix, les opérateurs estimant que les céréales américaines pour-raient bientôt se faire plus rares sur le marché. Ces impressions sont en partie confirmées par les dessières partie confirmées par les dernières partie confirmées par les definétés projections du département améri-cain de l'agriculture (USDA) pour la campagne 1991. Les exportations des États-Unis devraient en effet des Etats-Unis devialent en enter reculer, en valeur, de 3,1 milliards de dollars (pour un total de 37 mil-liards de dollars portant sur 131 millions de tonnes), malgré l'avan-tage de compétitivité tiré de la

Les experts américains estiment

baisse du billet vert.

que Washington devrait souffrir de la hausse de la production en Union soviétique et en Chioe. L'ouverture sovietique et en Chioe. L'ouverture ces jours derniers d'un marché de gros des céréales dans la province de Hubei (dans le centre du pays) illustre la volonté ebinoise de réduire l'influence du monopole d'Esse de l'influeoce du monopole d'Etat et, partant, de stimuler la production, la distribution et le stockage. A l'instar de l'URSS, l'Empire du Milieu tar de l'Orass, l'ampute part subs-contioue de perdre une part subs-tantielle de ses récoltes, en raison de la lourdeur des circuits d'acheminement et de commercialisation du grain. Le vice-premier ministre chinois, M. Tian Jiyun, a fait savoir que des marchés de gros seraient ainsi ouverts pour tous les produits agricoles à l'exception du coton. Cette initiative doit être rapprochée do programme de gestion des terres arables lancé par Pékin pour lutter contre l'exode rural et récupèrer des superficies cultivables. L'an passé, 460 000 bectares oot été «gagnés» par l'industrie. Au cours des eioq prochaines années, l'administration des campagnes espère récupérer 200 000 hectares pour inciter d'anciens paysans partis vers les villes à revenir à la terre. Ce sont là autant de signes anocoçact un possible accroissement des productions

céréalières en Chine. Le marché du sucre a lui aussi fait l'objet, la semaine passée, d'un regain d'intérêt, les professionnels accueillant avec satisfaction les prévisions du courtier britannique ED and F. Man pour la campagne 1990-1991. S'il confirme que les excédeots de productioo seront importants (se situant entre 1,6 et 2 millions de tonnes), il ajoute que l'Irak et le Koweit devraient recom-

mencer à scheter prochamement du suere, sans toutefois retrouver immédiatement leurs niveaux d'avant-guerre. Il semble, d'après le courtier, que les pays du Proche-Orient non touches par le conflit out continué d'acheter massivement du sucre blanc. « Cela peut accroître lesprimes sur les sucres de la CEE et d'Extrême-Orient qui n'ont cessé de se consolider, malgré les nombreuses informations sur une abondance de l'Offre et des récoltes exceptionnelles en 1990-1991 dans plusieurs pays, dont l'Argentine, l'Inde et la Com-munauté», ajoote ED and F. Man. Le courtier précise que le ramadan, qui commence le 17 mars dans les régions du Proche-Orient, entraînera probablement uoe diminution des achats. Elle sera en partie compensée par l'iotensification des achats japonais sur le marché, leur fournisseur thaïlandais ayant actuellement peu de sucre à écouler en raison d'une mauvaise récolte.

ERIC FOTTORINO

U Vers une baisse des stocks mondianx d'étain. - L'Association des pays producteurs d'étain (ATPC) a pays producteurs a ctant (ATTC) a déclaré, vendredi 8 mars, que les stocks mondiaux de ce métal s'éle-vaient à 45 700 tonnes à la fin 1990. et pourraient diminuer à 32 700 tonoes à la fin de cette année. Le comité exécutif de l'ATPC avait évalué eo octobre dernier à 45 300 tonnes le niveau des stocks mon-diaux à la fin juin 1990, soit l'équivalent de trois mois de consommation. La tendance fondamentale du marché n'a guère changé depuis la fin septembre et a contribué à une glissade contioue des prix de l'étain qui soot tombés à leur plus bas depuis quatre ans. L'ATPC estime cependant que les quotas à l'exportatioo fixés cette anoée pour ses membres - Australie, Bolivie, Indonésie, Malaisie, Nigéria, Thailaode et Zaīre - et l'engagement du Brésil (non membre de l'organisation) de diminuer sa production permettront de réduire les stocks, L'ATPC veut limiter les exportations de ses mem-bres à 95 849 tonnes en 1991, et le Bresil et la Chine, pays noo membres de l'ATPC, se sont engagés à réduire leurs exportations à 39 000 et 15 000 toones respectivement. -

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

# Espoir entretenu de baisse des taux

Bien que la Banque de France, comme nous l'avions laissé pressentir la semaine dernière, n'ait pas voulu abaisser son taux directeur lors de son adjudication du lundi 4 mars (défense du franc oblige), les opérateurs parisiens ne perdent pas l'es-poir d'un abaissement général des poir d'un abaissement général des taux d'iotérêt à court terme en Europe, qui scraît décidé simultané-ment en Grande-Bretagne, en France et en Espagne. Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale a injecté des liquidi-tés sur le marché monétaire le 8 mars, juste après l'annonce d'une nette remontée du chômage en février. Il semble que son objectif de rendement pour les foods fédéraux soit désormais de 6 %.

La semaine dernière, des inquiétudes sur les iotentions réelles de la Banque fédérale d'Allemagne avaient été soulevées par les brusques ten-sions du loyer de l'argent au jour le jour à Franctort, porté à 9 %, presqu'au même niveau qu'en France. L'échéance de la fin février était chargée et les banques allemandes avaient, le jeudi 28 février, obtenu 10 milliards de marks au taux Lom-bard (9 %) de la Buodesbank, démarche que cette dernière n'appré-cie guère, puisque ce taux Lombard,

## M. Preston va remplacer M. Conable à la présidence de la Banque mondiale

La Banque moodiale, l'organisme international de Washington spécialisé dans l'assistance aux économies en difficulté, aura prochainement un nouveau président. M. Barber Conable, qui dirigeait la Banque depuis 1986, a en effet soubaité oe pas demander le renouvellement de son mandat, qui expire le 30 juin. Il devrait être remplacé par M. Lewis Preston, ancien président de la banque d'investissement new-yorkaise 1.-P. Morgan.

C'est le président américain, M. George Bush, qui a désigné M. Preston jeudi 7 mars. Formellement, le conseil d'administration de la Banque comme son présideot, mais en pratique, celui-ci est toujours de nationalité américaine et désigné par la Maison Blanche.

porte de 8,5 % à 9 % à la fin janvier 1991, doit constituer un platond et jouer un rôle dissuasif. On attendait jouer un mile dissuasif. On atiendait done avec une certaine appréhension l'adjindication de la Banque centrale allemande du mardi 5 mars. Ce jour-là, la Bundesbank se contota d'alimenter le marebé au taux inchangé de 8,5 %, allouant même 12 milliards de marks supplémentaires. Du coup le lover de l'argent taires. Du coup, le loyer de l'argent au jour le jour à Francfort est retombé aux environs de 8,75-

#### Des émissions facilitées

Cette attitude conciliante a contribue à apaiser un peu les inquietudes en France, où M. Pierre Beregovoy, ministre des finances, affirmait, à l'issue du conseil économique et financier franco-allemand, que la Innancier tranco-alternano, que la lensioo des taux d'intérêt en RFA n'empêcherait pas une baisse du lloyer de l'argent en France, sans fixer de délai toutefois. Jeudi 7 mars, le ministre se montrait encore un peu plus précis sur l'assouplissement du crédit en France, en déclarant qu' «il est vraisemblable que les taux français pourront ètre orientés à la baisse, comme les marchés l'anticipent actuellement ». On remarque néanmoins que la baisse du mark à Paris, revenu aux alentours de 3,40 DM, pourrait permettre d'exaueer les vœux du ministre dont on connaît la préoccupation, celle d'abaisser les taux à Paris. ministre se montrait encore un peu taux à Paris.

Toutes ces considérations ont amené les opérateurs du MATIF à se fixer une ligne de résistance aux environs de 104,40 pour mieux rebondir après. L'échéance mars clôturait à 105,64 vendredi 8 mars. Les étrangers continuent à acheter sur la place de Paris essentiellement des obligations assimilables du Trésor et des bons de ce même Trésor (BTAN), profitant de chaque flechisemeot, tandis que les Français persistent à se montrer prudents. Sur le marche obligataire, la

remootée dudit MATIF a facilité le placement des émissions, que ce soit celles d'OAT ou celles d'autres émetteurs. Le Trésor a levé moins de 7 milliards de francs avec un franc succès. Sur la tranche à trente ans 8,50 % octobre 2019, 3,525 milliards ont été alloués, pour un rendement de 9,06 %, contre 10,03 % lors de la بالمراجع والمستعددة

dernière opération similaire. début janvier. L'Etat a aussi émis 3,29 milliards sur l'OAT 9,50 % à dix ans, dont le reodement est res-sorti à 8,99 % contre 9,22 % début février. En l'espace de deux mois, l'infléchissement des taux est

done significatif Air France, dont la signature est Air France, dont la signature est modérément appréciée par les prêteurs, a placé un emprunt comme une lettre à la poste pour 1 milliard de francs à dix ans et 9,60 %, sous l'égide de la BNP, du Crédit lyonnais et du CIC Paris. Il est vrai que le redressement du MATIF le jour de l'émission a facilité le succès des l'émission a facilité le succès des titres. Succès également pour le GOBTP (Groupement du bâtiment et travaux publies), qui levait 300 millions de francs à dix ans et 9,65 %. D'autre part, l'offre publique présentée par J-P Morgan et une compagnie de la Caisse des dépôts et consignations, pour le compte de la Caisse nationale des télécommunications (CNT), a donné les résultats suivants : un montant nomical de 4,1 milliards d'obligations CNT a été 4,1 miliards d'obligations CNT à été présenté pour un encours global de 8,2 milliards de francs, soit 48,8 %; le montant accepté a été de 2,35 milliards de francs, soit 28,6 % co moyence pour l'offre publique de rachat par adjudication (OPR); le pourcentage accepté a été de 58 % sur un objectif de 873 millions de sur un objectit de 8/3 muitons de francs, de 22,4 % pour l'offre publique d'échange par adjudication sur un objectif de 5 milliards de francs et de 30,7 % pour l'offre publique d'échange classique, sur un objectif de 2,3 milliards de francs.

L'offre publique a permis de créer une nouvelle ligne obligataire CNT 9,20 % mars 2001 avec un encours d'environ 3,2 milliards de francs, en remplacement des 14 lignes obligataires plus liquides et à hauts cou-pons. Le CNT a pu ainsi rallonger l'échéancier de sa dette et créer une nouvelle souche qui pourra donner lieu à des futures assimilations. Elle a suivi, ainsi, l'exemple d'EDF, du Crédit local de France et du Crédit foncier en attendant d'autres imitateurs, tous soucieux de réformer la structure de leur dette obligataire, pour la rendre micux négociable auprès de prêteurs de plus en plus soucieux de se procurer des «paquets» de titres, importants et

FRANÇOIS RENARD

# Le Monde

## **ALGÉRIE**

## Une nuit à l'aéroport pour cinq journalistes français

accompagnaient une délégation d'élus socialiatea an miasion dena las troia pays du Maghreb ¡Le Monde du 8 mara) ant dû paaaar la nuit dans la salon d'honneur de l'aéroport d'Algar.

Laa membres da la délégatian qui étaiant arrivés par avion à Alger, an provananca da Tunia, vendredl an fin d'après-midl, ont mené an vain, pendant plusieurs haurea, à l'aéroport mêma, das tractations avac las fonctionnairas da aarvica paur obtenir qua notre collabarataur Alain Rallat at sea confràrea du Journal du Dimanche, d'Europa 1, de RFI at da RMC, soiant autarisés à laa accompagnar. Caux-ci avaiant, en effet, obtanu l'accord da l'ambassada d'Algérie à Paris pour séjaumar sur placa at a'étaiant, an outre, fait délivrer

Cinq journalistea françaia qui un visa de presse à l'ambassade d'Algérie à Tunis.

> Mauveise coordination? Toujours est-il qua les fonctionnairea an service à l'aéroport ont refusé d'accréditer les cinq journalistes at ant manacé de las refoular vars la Maroe, la landamain matin. Dea négociations se poursuivraiant à ca aujat, aamadi matin, au ministère da l'intérieur, pour que ce refus soit levé.

> Cet Incident ast révélataur de la méfiance qu'antretiannant las autoritéa algériennas à l'égard des médias étrangars. Notre corraspondant aur place, Georges Marion, a'est vu récemment retirar san accréditation. D'autre part, depuis le début da l'année, les envoyés spéciaux sant interdits de séjour en Algérie.

#### THAÏLANDE: libéré samedi

## L'ancien premier ministre Chatichai Choonhavan abandonne la vie politique

M. Chatichai Choonhavan, l'ancien premier miaistre renversé le 23 février dernier par nn coup d'Etat militaire, a été libéré samedi 9 mars. Plusieurs de ses collaborateurs, daat l'ancien vice-premier ministre, le général Artbit Kamlaag-ek, ont aussi été remis en liberté. M. Chatiehai a peu après annancé qu'il abandannait la vie Parlant depuis le quartier géné-

ral de l'armée de l'air, où il avait été détenu, flanqué du chef de la junte, le général Santhorn Kongsompong, et du nouveau premier mizistre, M. Anand Panyarachun, M. Chatichai a déclaré à la presse : « Je ne sais pas encore si je vais rester en Thailande ou partir. J'en ai terminé avec la politique. Je ne at termine avec la politique. Je ne suis plus le dirigeant du parti [Chart Tbai]. J'ai maintenant soixante et onze ans (...). Je renonce à ma carrière politique et je me lave les mains de la politique». – (AFP, AP, Reuter.)

## Un enjeu de 4 200 milliards de francs

## Le gouvernement prend des dispositions pour favoriser l'accès des entreprises aux marchés publics européens

Le directeur des relations économiques extériaures, M. Jacques Desponts, e ennoncé, vendredi 8 mars, que le gouvernement était en train da mettre en place un diapositif pour eider les antreprises françaises à décrocher le plus possible de marchés publics dans tous les pays de la CEE, dans la perspective du grand merché unique de 1993.

L'enjeu est considérable pour les douze pays de la CEE, puisque les marchés passés par les Etats, les collectivités locales et les eatreprises publiques représentent 4 200 milliards de fraacs, soit 16 % du produit intérieur hrut communautaire. Ce chiffre va aug-menter dans les années à venir; aujaurd'bui seulement 20 % en valeur des achats publics fant l'objet d'une procédure de publicité d'appels d'offres au Journal officiel de la CEE (1).

Les mesures arrêtées conjainte-ment par le ministère des finances et le miaistère de l'équipement, notammeat, sont de quatre ardres :

- créatian, aaprès de la directiaa des relatians écoaomiques extérieures, d'un observatoire destiné à recenser les actions discriminataires exercées contre des entreprises, afin, le cas écbéant, de saisir la Cammission de Bruxelles et, éventuellement, la Cour de jus-

eonstitutian d'une cellule Entreprises el marché uaique auprès de la représentation perma-nente de la France à la CEE, afin de faciliter l'accès des firmes francaises aux appels d'affres lances par les pays de l'Est, ceux du Proche-Orient au les pays ACP, qui bénéficient d'aides communau-

- renforcement des équipes des postes d'expa*a*sion économique dans les pays européens, notam-ment en Allemagne, pour être mieux informés des pratiques mises en œuvre par les Lander, les villes et les chambres de com-

- réunion en décembre 1991, à Paris, d'une conférence internatio-nale sur le thème : marchés publics et marché unique.

M. Desponts a précisé que le gouverneme at était préoccupé par le comportement des autorités alle-mandes qui, semble-t-il, écartent parfois des affres de certaiaes pariois des aftres de certaiaes sociétés françaises, sans raison justifiée. C'est ainsi qu'il y a quelques mois, une grande firme de traveux publics a vu échapper, dans des coaditians douteuses, la coastructioa du mêtro de Cologne. «L'ouverture réciproque des marchés publics des Douze aux entreprises de chappe Etat de la CEE dait être de chaque Etat de la CEE doit être équilibrée, a indiqué M. Despoats; mais ne soyons pas naïfs : rien n'est gagné d'avance et les tradi-tions, comme les réglementations,

ne seront pas effacées dans la nuit du 31 décembre 1992 au le janvier

La plupart des directives européennes réglementant le décloisonnemeat progressif des marchés publics ont maiatenant été adop-tées à Bruxelles, aatamment celle qui eaacerne les secteurs dits sensi-hles comme l'eau, l'éaergie, les transports et les télécommuzications, qui a été approuvée par le conseil des ministres le 17 septem-bre 1990. Reste encore à mettre au point les textes européens sur les services et sur les différentes voies de recours.

Finis donc, dans quelques mois, le protectioaaisme des Etats en faveur de leurs propres entreprises et l'opacité des procédures. A ce jaur, 2 % seulement des marchés publics en Europe sont attribués à des firmes étrangères : « On commence à voir heureusement des signes encourageants, à précisé M. Despoats. Ainsi, Renault vient d'être retenu par l'Office fédéral allemand des postes pour livrer des fourgonnettes. Quant à voir les ministres français rouler demain en Mercedes, il ne fout pas aller trop loin. C'est, en tout cas, la concur-rence qui décidera en dernier res-

FRANÇOIS GROSRICHARD

(1) Sur 100 francs de marchés publics passés en France, 37 relèvent de l'Etat, 20 des collectivités locales et 43 des entre-prises publiques.

## L'ESSENTIEL

HISTOIRE Jean Jaurès : captation d'héitage », par Jaan-Noël Jeanne-

#### ÉTRANGER

Référendum en URSS Les ambiguités demeurent avant

le vota du 17 mars......

Elections au Salvador La gauche aspère devanir la troisième force parlementaire ...

#### **POLITIQUE**

La mort de Michel d'Omano Le demiar croyant du giscar-

Livres politiques «L'histoire et la mémoire côta à côta », par André Laurens ......

## SOCIÉTÉ

Ben Johnson L'athlàta canadian da ratour à

## **CULTURE**

Redécouverte de René Piot

Un peintre oublié du début du siècla, au Musée d'Orsay ...... 10

## **HEURES LOCALES**

 ◆ Las piègas da le monétiqua municipals ◆ Divorcs à Lilliput Un sondaga sur l'informa

## ÉCONOMIE

La réunification allemande Bonn\_adopte des mesures d'aida aux Lander da l'Est .....

La concurrence des automobiles iaponaises

M. Jacques Calvet (Paugeot SA) en appelle è M. Mitterrand..... 17 Revue des valeurs

Grands marchés.

## Services

Météorologi Mots croisés. Télévision. La télématiqua du Monde :

3615 LEMONDE 3615 LM Le numéro du « Monde » daté 9 mars 1991

a été tiré à 535 230 exemplaires

Le rapatriement des troupes basées dans le Golfe

## Le long retour des GI

Les services logistiques du Pen-tagane, qui ant réussi le plus importaat déploiemeat militaire de l'Histaire en malas de six mais, sont maintenant confrontés à une tache taut aussi manume atale : le rapatriement des quelque 540 000
Gl déplayés dans le Galfe avec
leur matériel, du chasseur-bambardier F-16 au parte-avians nucléaire, en passant par les antennes médicales et les cantines de campagne. Sans auhlier les dizaiaes de milliers de tonnes de mines et muaitians diverses,

Cela preadra du temps et de la patieace. « A l'évidence, nous ne pouvons rapatrier 540 000 per sonnes en même temps, a sauligné le général Richard Neal, du cam-mandement ce atral à Ryad. Nous avons de nombreux équipements làbas. Il faut les rapporter. »

Les responsables du Pentago ae. en particulier le général William Paganis, patron de la logistique pour l'opération «Tempête du désert », ae sont pas au haut de leurs peines. Outre le transport des troupes et de leur équipement, il va fallair prévoir le nettoyage des chars, camioas el avions qui ont été exposés pendant plusieurs mois

« Tous les véhicules doivent être nettoyès de la poussière du désert et c'est une entreprise colossale», a reconnu le général Neal. Certains de ces équipemeats devront aussi être repeints. En particulier les hlindés prélevés sur des unités stationnées en Allemagae et qui devront troquer leur peinture cou-leur sahle pour an camauflage marron-vert plus adapté aux paysages

Des milliers d'avions de transport du MAC (Military Airlift Cammand) et des centaiaes de navires du MSC (Military Scalift Command) secont nécessaires pour rapatrier les GI du Galfe. Avec taut de même deux avaatages par rapport à ce qui s'est passé dans les semaines qui ant suivi l'invasian du Koweit par les troupes de Sad-

dam Husseia, le 2 aaût : le premier, stratégique, étant qu'il n'y a pas véritablement d'urgence; le second, qui en découle, est fiancier : le Pentagone a'est plus obligé de passer sous les fourcbes Caudines d'armateurs civils qui dictaient leurs prix.

Certains équipements ne revieadront d'ailleurs pas aux Etats-Unis. Les Saaudiens ont maaifesté l'intention d'acquérir des missiles antimissiles Patriot et garderoat peut-être quelques-uaes des batteries déplayées par les Américalns pour intercepter les Scud irakiens. Il est probable égalemeat qu'une quantité relativemeat importaate de matériels et de munitiaas reslera dans la région, constituant uae sorte de réserve de guerre.

Cela ae chaagera pas grandchose au casse-tête qui va se poser au Pealagone au cours des prochains mois. e Longtemps après la fin de la guerre et les défilés de la victoire, les spécialistes de la logistique auront la tâche solitaire de nettoyer le champ de bataille», view au Washington Post le général Charles Murray, responsable du transport et de la maintenance dans l'armée de terre américaine. -

□ Rapatriement des premiers corns de soldats britanniques tués dans le Golfe. - Les corps de dix-sept soldats britanniques tués « ea service actif » ont été rapatriés veadredi 8 mars sur la base aérieune de Brize Nortoa (oaest de Londres) aù a eu lieu une cérémonie solennelle en leur haaaeur. Trente-six soldats hritanniques sont morts en service actif lors des hostilités buit saat partés manquants et quarante-trois ont été hlessés dont aeuf gravemeat. Neuf saldats ant été tués par erreur par les tirs d'un avion antichar américain. – (AFP.)

Après l'enlèvement du commissaire au développement

## Sept agriculteurs corses sont condamnés à trois mois de prison avec sursis

listes du Syadicat corse de l'agriculture (SCA) qui avaient ealevé, le 30 janvier, le commissaire au développement de la Corse, M. Aarélien Gareia, ont été condamaés, vendredi 8 mars, à trois mois de prison avec sursis par le tributal de grande instance d'Ajaccia. Les magistrats n'ont dage pas snivi les réquisitians du procureur de la République, M. Pierre-Yves Radiguet. A l'audience du 1= mars, le procureur svait en effet réclamé trente

mois de prison avec sursis contre M. Marcel Lorenzoni, eaasidéré camme le chef da commando, poursuivi pour « roies de falts et séquestration » (le Monde daté 3-4 mars). Vingt mois de prison avec sursis avaient été requis contre ses six complices, MM. Pierre Magni, Alain Ferrandi, Ours Angelini, Jean-Toussaint Orazzi, Pierre

Bikodaroff et Jean-Claude Leca, Les sept agriculteurs nationaqui comparaissaient tous ea cita-

> Le 30 janvier, une trentaine d'agriculteurs du SCA, mécontents du aon-aboutissement d'un dossier pour le dévelappement d'une filière norcine ea Corse, avaient enlevé M. Garcia. Après l'avoir ficelé dans un sac de couchage avec une pancarte partant «Aux bons soins de M. Chérèque», ils l'avaient emmené à l'aéroport d'Ajaccio et déposé sur un tapis de livraison de bagages. Depuis, M. Garcia n'a pas rega-

gné la Corse, Selon M. Jacques Chérèque, ministre délégaé à l'aménagement du territoire, interrogé vendredi 8 mars par RCFM. la statioa décentralisée de Radio-France, le commissaire « reste en poste et y restera tant que cela sera

d'éthique médicale

Au congrès international

#### M. Clande Evin souligne le « droit fondamental de mourir dans la dignité»

M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, s'est exprimé, samedi 9 mars, lors de l'ouverture du congrès laternational d'éthique médicale organisé à Paris par le conscil de l'ordre des médecins (le Monde du 9 mars), sur plusieurs des thèmes réunissant les congres-

A propos du sida, il a estimé que, « pour la première fois dans l'His-toire, un phénomène épidémique a reçu des réponses vraiment démocra-tiques». Puis, il a rappelé que le prin-cipe d'économie figurait dans les règles déontologiques des praticiens et qu'il y avait pour tous «un devoir impérieux de mieux mesurer l'effica-cité de notre système afin de réduire les dépenses inutiles ou les moins

«En 1970, sept personnes sur dix mouraient chez elles; vingt ans après, sept personnes sur dix meurent à l'hôpital», a t-il déclaré au chapitre des soins palliatifs. Le droit de mourir dans la dignité me semble un droit fondamental. Je suis favorable à ce que soient élaborés des protocoles thérapeutiques de fin de vie conjointe-ment par les médecins, les équipes soignantes, les personnes concernées et leurs proches. Cependant, aucune loi ne peut sans doute fixer un cadre, qui serait toujours trop rigide.

M. Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat, a abordé les nombreux problèmes qui se posent aujourd'hui à l'articulation du droit et de la médeciae. «Les directives éthiques ont toutes la force de l'auto-rité morale et consensuelle, mais il leur manque la sanction du droit au seul, garantit l'application des rècles générales s'imposant aux juges qui les interprètent et leur donnent leur sanc-tion », a-t-il déclaré.

M. Long a, par ailleurs, souligne que le travail mené depuis 1988 par M. Guy Braibant sur les conditions de passage «de l'éthique au droit» pourrait prochainement connaître des prolongements concrets à travers la mission récemment confiée à M™ Noëlle Lenoir par M. Michel

DOSSIERS

Le Monde

LE MARCHÉ

DES CÉRÉALES

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La mort de l'ancien ministre

## La classe politique salue la « fidélité » et la « droiture » de Michel d'Ornano-

Peu conæ du grand pahlic, Michel d'Ornano était unanimement respecté dans la classe politique française. Les hommages à la « fidélité», à la e constance» et à la « rigueur » de l'ancien ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing se sont multipliés, à droite comme à gauche, dès l'annonce de sa dispatition. Dans un message de condorition. Dans un message de condo-léa aces adressé à son épouse, Mª Anae d'Ornano, maire de Deauville, le président de la Répu-blique, M. François Mitterrand, fait part de sa e peine » et de sa « grande émotion ».

M. Michel Rocard a salué celui e qui savait allier fidélité à ses engagements et ouverture d'esprit». Daas une lettre persoaacile à M. Giscard d'Estaing, M. Rocard présente ses « condoléances attristées » à l'ancien préside at de la République et souligne qu'« avec Michel d'Ornano, la France perd un responsable politique d'envergure, aussi averti dans la gestion des fonctions publiques territoriales que porteur d'un sens profond de l'Etat dans l'approche des responsabilités internationales de la France ». M. Raland Dumas, s'est déclaré « bouleversé » par le décès brutel de Michel d'Orneno. M. Laurent Fahius, a teau, lui aussi, à exprimer sa « tristesse » en iadiquaat, daas un message à M= d'Ornano, que le député du Calvados était « l'un des membres les plus écoutés de la représentation

A l'UDF, c'est, encore, sa « fidélité exemplaire» et la force de ses « convictions » que l'ou soaligne. Pour M. François Léotard, Michel d'Ornana « a illustré, par son comportement, fait de dignité et de mesure, une grande partie de l'his-toire de la V. République». «Sa force de caractère, dit-il, sa connaissance des hommes, son attachement à des convictions de liberté et de responsabilité, font de lui aujourd'hui l'une des personna-lités qui a le plus marqué l'histoire de la famille libérale. » M. Gérard Louguet, présideat du Parti répu-blicain, salue, lui aussi, la « droiture de caractère » et « la fidélité dans ses amitiés » de cel ai qui, « dans le sillage de Valéry Giscard d'Estaing (...), a été l'un des acteurs marquants du renouveau libéral

dans la vie politique française». Pour M. Charles Millon, président da groupe UDF de l'Assemblée nationale, « la France perd un grand serviteur ». « Michel d'Ornano était un homme de parole et d'honneur, poursuit M. Millon, qui exerçait dans les Instances où il siegealt, un véritable magistère mora et politique car jamais il ne tri-chait, jamais il ne biaisait.» Quant l'ancien président de l'UDF, M. Jean Lecanuet, sénateur, maire de Rouen, il a déclaré « perdre un de Michel d'Ornano, en soulignant qu'ils evaie at « travaillé ensemble dans les mêmes gouvernements». «Il avait un don exceptionnel de clarté et d'analyse en politique», a

ajouté M. Lecanuet. M. Jacques Chirac, président du RPR, actuellement en déplacement au Japon, s'est dit e consterné » par le décès de Michel d'Ornano, qui fut ministre de l'industrie et de la recherche dans soa gouvernement de 1974 à 1976, mais eussi sou adversaire lors de la première élection municipale de Paris ea 1977. « C'était un homme profondément libéral », a abservé M. Chirac, qui n'oablie pas «l'aide efficace et intelligente» que Michel d'Ornano lui avait apportée de 1986 à 1988, pendant la période de cobahitation, en sa qualité de président de la commission des figances de l'Assemblée nationale.

Pour M. Raymoad Barre, la mort de Michel d'Ornano « appauvrira profondément la vie politique de la France ». « J'ai apprécié le ministre compétent, précis «t efficace qu'il a été à mes côtés dans le gouvernement », a déclaré l'ancien premier ministre, qui a également évoqué « l'homme de conviction, de sidélité et de courage». Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, s'est lui-aussi jaint aux hommages unanimes en regrettant, dans na communiqué, la mort d'un « homme politique émi-A gauche, l'hommage le plus

chaleureux est vena de M. Dominique Strauss-Kahn (PS), président de la commission des finances de l'Assemblée aatioaale, qui a déclaré que succéder à M. d'Oraano à cette fonction en 1988 avait coastitué pour lui une « sterté ». « Il était apprécié dans tous les groupes politiques pour la rigueur, l'honnèteté et la courtoiste de ses interventions », a lajouté M. Strauss-Kahn.

« Marie Curie, 🚜 un téléfilm de M

de défiance à son adresse

MAIS una autre echeance Mattand M. Garbatche. dans l'intervalle : le succies du reférandum que le président soviátique organise dimanche prochain 17 mars sur le maintien da l'Union apparai: maintenant mains assure, des iors que toutes las grandes figures du mouvement damacratique dans le plus peuplée des Résubliques préconiaent qui le « non ». Qui le vota hlane. M. Eltoine na s'est pas encore prononcé, mais il est douteux qu'il fasse le moindie cadeau à M. Gorbatchev, scrai tente de se donner par ce biais la légitimité qui lui manque. Toutes ces joutes paraitions dérisoires à l'heura ou un repport

officiel soviátique annonce nour cette année una chuie de 17.6 % de la production Idont 15 h pour l'industriel. contre 3 % en 1990. Mais il est vrai qu'aucun progras n'ast possible, dans ce domaine aussi, sans una clarification poli-Lire pagos 8 et 21

de SGFHIE SHIMAB et de FRANÇOISE LAZARE



